MEMOIRES ET SOUVENIRS

DU GÉNÉRAL

MAXIMIEN LAMARQUE.



ANGERS. IMPRIMERIE DE ERNEST LE SOURD.



LE GÉNÉRAL MAXIMIEN LAMARQUE

MÉMOIRES ET SOUVENIRS

DU GÉNÉRAL

MAXIMIEN LAMARQUE,

PARIS,

H. FOURNIER JEUNE, LIBRAIRE,

1835.


NAPOLI

MÉMOIRES ET SOUVENIRS

DU GÉNÉRAL

MAXIMIEN LAMARQUE,

PUBLIÉS PAR SA FAMILLE.

TOME PREMIER.





PARIS.
H. FOURNIER JEUNE, LIBRAIRE,
RUE DE SEINE, N° 14.

1835.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LES CENT JOURS.

CHAPITRE PREMIER.

Du retour de Napoléon.

Il est dans la nature de l'homme d'oublier promptement les maux passés, de s'irriter des contrariétés présentes et de craindre dans l'avenir tout ce qu'il prévoit. Un gouvernement ne peut donc pas chercher un appui dans les fautes des gouvernemens qui l'ont précédé : ces fautes ont rendu les peuples plus défians ; elles ont augmenté à leurs yeux les torts du trône. C'est cependant sur ce frêle fondement que les Bourbons, rétablis par une force étrangère, ont cru pouvoir baser l'édifice d'un pouvoir absolu. La révolution avait fait des milliers de victimes, l'empereur Napoléon avait abusé de tout : les ministres de Louis XVIII se persuadèrent que le souvenir et le ressentiment de tant de calamités leur permettaient de tout hasarder pour ramener les choses et les hommes au point où ils étaient avant la révolution. Ils ne voulaient pas voir que tout était changé; que la fortune, la propriété, les lumières, la renommée, n'étaient plus le patrimoine des mêmes hommes; et que le despotisme le plus dur, qui courbait également tou-

tes les têtes, était moins insupportable, paraissait moins avilissant que la plus légère prérogative, que la moindre atteinte portée à l'égalité, l'égalité, déesse susceptible et jalouse, aux pieds de laquelle l'orgueil, la vanité et la justice font fumer l'encens de presque tous les Français.

Henri IV, montant sur le trône, avait trouvé autant de haines à calmer que Louis XVIII, mais moins d'intérêts à concilier. Il fallait donc joindre à sa bonté une politique plus profonde; et pouvait-on croire que ce double phénomène nous serait offert par des princes qui revenaient parmi nous avec autant de préventions? Comment un roi qui avait vu le trône de ses pères s'écrouler sous les coups des amis de la liberté, aurait-il pu embrasser de bonne foi un système libéral? Comment les nobles qui l'avaient suivi dans son exil, comment les émigrés qui s'étaient battus pour lui, pouvaient-ils voir leurs anciennes propriétés, et les places, qu'ils regardaient aussi comme une propriété, entre les mains des hommes de la révolution? Ces hommes n'étaient-ils pas à leurs yeux des usurpateurs comme celui qui s'était assis sur le trône de saint Louis? C'est sans doute après avoir reconnu cette presque impossibilité de se résigner au sort du vaincu, lorsqu'on se croit vainqueur, que Fox a dit dans son histoire des Stuarts : « *La pire de toutes les révolutions est une restauration.* »

J'ai dû préluder par ces considérations à l'essai que je vais tracer sur un des plus mémorables évé-

nemens de l'histoire: le retour de Napoléon, son règne de cent jours et sa seconde abdication.

Retiré dans l'île d'Elbe, où il conservait le titre d'Empereur, Napoléon était sans doute un souverain indépendant, ayant le droit qu'ont tous les souverains de faire la guerre et de contracter des traités. S'il eût commencé des hostilités contre le dey d'Alger, l'Europe se serait-elle crue autorisee à y intervenir? Un traité le liait avec les puissances, et par ce traité il avait renoncé au trône de France; mais ne s'était-on pas lié par des conditions réciproques? Cet acte n'était-il pas, comme tous les aetes de ce genre, un contrat synallagmatique? En a-t-on rempli les conditions? la pension stipulée pour lui et pour sa famille a-t-elle été exactement payée? un décret du 14 décembre 1814, inséré dans le *Moniteur* du 11 avril 1815, n'ordonnait-il pas de séquestrer ses propriétés? le gouverneur de la Corse n'avait-il pas envoyé à plusieurs reprises des assassins pour attenter à ses jours? les ambassadeurs de France et d'Espagne n'intriguaient-ils pas au congrès pour qu'on le transportât à Sainte-Hélène? lui avait-on rendu son épouse et son fils?..... Il était donc en droit de se plaindre, et en droit de faire la guerre.

Je ne sais pas si Puffendorf, dans son Droit des Gens, a posé des bornes que l'état de guerre ne permet pas de franchir; mais je sais bien qu'elles n'ont jamais été respectées et que, depuis les entreprises militaires que nous rapporte Hérodote jus-

qu'à celles dont nous avons été les témoins, on s'est permis d'employer tous les moyens de vaincre. C'est en semant la division dans la Grèce et dans la Macédoine que Rome les soumet; c'est en armant la sœur contre le frère que César s'empare de l'Égypte; et c'est en mettant à profit toutes les trahisons qu'il avait d'avance préparées, que Guillaume III monte sur le trône de son beau-père.

Que Bonaparte ait donc ourdi ou non une conspiration pour détrôner Louis XVIII, cela pourrait bien augmenter ou diminuer aux yeux de la postérité la moralité de son action, mais on ne lui en eût pas fait un crime, si la victoire ne l'avait pas abandonné. Cependant, comme il est du devoir de l'historien de chercher à découvrir la cause des événemens qu'il décrit, c'est uniquement sous ce rapport que nous allons examiner si c'est réellement à l'aide d'une conspiration que Napoléon, débarqué à Cannes avec onze cents hommes, est arrivé sans rencontrer d'obstacles jusqu'au palais des Tuileries.

S'il y avait eu une conspiration, ceux qui l'auraient conçue, ceux qui l'auraient conduite, ceux surtout qui l'auraient exécutée, ne se seraient-ils pas présentés pour en demander la récompense? Ce n'est pas au moment de la victoire que ceux qui l'ont gagnée dérobent leurs noms à la reconnaissance; le vainqueur trouve toujours des complices. S'il y avait eu une conspiration, les partisans des Bourbons, qui avaient tant d'intérêt à la consta-

ter pour y trouver le double moyen de diminuer leur honte et de satisfaire leurs vengeances, ne se seraient-ils pas empressés de le prouver juridiquement? ne l'ont-ils pas vainement tenté dans les procès de Lavalette, de Ney, de Chartran et de tant d'autres victimes?

« Je n'ai eu que le mérite de bien deviner l'état de la France», répondit l'Empereur à quelqu'un qui le félicitait sur le succès de son entreprise. Déjà, après avoir lu le discours où M. Ferrand, ministre du roi, faisait une distinction entre les révolutionnaires et ceux qui avaient suivi la *droite ligne*, il s'était dit: « La France est encore à moi ». C'est donc dans la conduite de Louis XVIII, dans les actes de son gouvernement, dans le mécontentement du peuple, dans l'indignation de l'armée, que nous devons chercher les motifs qui ont amené la révolution du 20 mars.

CHAPITRE II.

Du gouvernement de Louis XVIII en 1814.

Il faudrait peut-être remonter jusqu'aux premiers instans de la restauration, jusqu'à l'impression défavorable que fit sur tous les esprits *l'octroyement* d'une constitution qui aurait dû être un *pacte* entre le roi et la nation, jusqu'au premier acte de Louis XVIII qui, daté de la 19e année de son règne, annonçait que tout ce qui s'était fait pendant son absence était illégal et comme non avenu, pour retracer avec quelque vérité et la source du mécontentement et ses progrès rapides, progrès toujours justifiés par de nouvelles infractions; et le moment où le volcan rempli de matières inflammables devait s'ouvrir un cratère et faire une éruption; mais cela seul serait un long ouvrage, et je ne veux tracer qu'une esquisse. Contentons-nous donc de dire qu'en se déclarant roi légitime de la France, Louis XVIII n'en était pas le roi légal, car pour obtenir ce dernier titre il eût fallu ou qu'il acceptât la constitution du 6 avril 1814, que lui présenta le sénat, ou qu'il soumît à l'acceptation

du peuple sa déclaration du 20 mai, que M. l'abbé de Montesquiou voulait qu'on intitulât *Edit*. De ce premier vice radical ont germé, d'un côté des prétentions sans cesse renaissantes, de l'autre des craintes que chaque jour confirmait et accroissait encore.

On avait proclamé l'oubli du passé; et des cérémonies funèbres rappelaient la fin d'un roi que l'on voulait déifier. N'était-ce pas annoncer à ses juges le sort qui les frappa depuis? N'était-ce pas accuser tous ceux qui avaient autorisé ou permis cet attentat contre le trône? On avait garanti l'indépendance des cultes, la liberté des opinions; et, le 7 juin, M. Beugnot prononçait des amendes contre ceux qui n'observaient pas les jours de fêtes; et le 10 du même mois, M. l'abbé de Montesquiou rétablissait la censure.

La constitution garantissait la propriété des domaines nationaux; et les journaux contre-révolutionnaires en signalaient les possesseurs; et le 5 mars, le curé de Savenay prêchait publiquement: « que ceux qui ne restituaient pas leurs *biens aux* » *nobles et aux curés*, comme représentans des » moines, seraient, ainsi que Jézabel, dévorés par » des chiens affamés. »

L'égalité était proclamée; et partout les nobles, en parlant de leurs droits seigneuriaux, de la dîme et de la féodalité, répandaient la terreur dans les campagnes.

La nation n'avait pas été vaincue; l'armée même

n'avait succombé que sous les mauvaises dispositions de son chef, puisqu'au moment où tout fut décidé par la prise de Paris, plus de trois cent mille soldats pleins de dévoûment et de courage étaient encore au-delà des Pyrénées, des Alpes, du Rhin et même de l'Elbe, et que cinquante mille d'entr'eux auraient suffi pour rendre dans ce moment les efforts de la coalition tout-à-fait impuissans. Aussi cette armée s'indignait-elle en voyant qu'on manquait à toutes les promesses qui lui avaient été faites.

Un ministre habile eût pu profiter du courage de cette armée pour sauver la patrie; car, malgré l'enthousiasme que lui avait inspiré son chef, elle n'avait pas cessé d'être l'armée de la nation. Enivrée de gloire, elle avait suivi aveuglément le char du conquérant qui sillonnait l'Europe, mais elle n'eût jamais consenti à devenir en France le vil instrument d'un despote. Dupont qui, depuis la malheureuse capitulation de *Baylen*, avait tant à faire pour reconquérir l'opinion publique, acheva de se l'aliéner dans une place qu'il n'était pas capable d'occuper. Méconnaissant l'esprit des troupes, il crut qu'il suffisait de bien traiter quelques chefs pour attacher les soldats au trône. N'appréciant pas l'ambition avide de la noblesse, il crut qu'en lui accordant quelques places, il la satisferait, et il tomba également méprisé des nobles et de l'armée. Soult, qui lui succéda, suivit la même marche, mais avec des formes plus dures

et plus tranchantes; il venait de parcourir la Bretagne où il avait proclamé qu'il changeait son titre de Maréchal de France contre celui de Chouan; et il n'avait pas rougi de proposer l'érection d'un monument consacré aux émigrés qui avaient combattu sous les étendards des Anglais; et les chouans et M. de Blacas le portèrent au ministère, et le roi le nomma, comme si un homme qui s'était dépopularisé et avili pouvait lui être bon à quelque chose.

Soult crut pouvoir régenter l'armée; il ne savait pas que le sceptre de fer ne pouvait aller qu'au bras puissant de l'Empereur; il révolta les esprits, il excita la haine, il créa des résistances, et sa chute en eût été la suite inévitable, si la grande catastrophe que nous allons décrire ne l'avait pas accélérée.

Sous ces deux ministres la garde fut éloignée; six mille gardes-du-corps ou mousquetaires, qui tous prennent le rang de lieutenans et qui pouvaient passer comme tels dans la ligne, annonçaient aux sous-officiers et aux soldats que tout moyen de parvenir leur était enlevé; la décoration de la légion d'honneur, noble récompense des services rendus à la France ou du sang versé pour elle, fut prodiguée et avilie; les filles des défenseurs de la patrie furent chassées de l'asile que la reconnaissance nationale leur avait ouvert; une ordonnance du 30 juillet renouvelait l'édit de 1751, et n'admettait dans l'école militaire que ceux qui pouvaient prouver cent ans de noblesse; tous les ser-

vices étaient méconnus; le nom des plus illustres victoires n'était plus prononcé, et dans une fête donnée au roi par la ville de Paris, on n'inscrivit sur les écussons que les noms de Bouvines, de Laufeld, de Fontenoi; comme si Fleurus, Wagram, Austerlitz eussent rappelé une honte ou un crime.

Dans les promenades, dans les sociétés, il s'établit une ligne de démarcation entre les anciens nobles et les nouveaux, entre les hommes de la vieille monarchie et ceux de l'empire. Cette ligne de démarcation était remarquable jusque dans le palais des Tuileries. D'un côté, étaient les militaires qui, chargés de gloire, avaient fait pendant vingt ans l'orgueil de la nation et l'étonnement de l'Europe; de l'autre, de vieux émigrés accoutumés à vivre honteusement de la solde des Anglais, ou quelques fugitifs de l'armée de Condé qui avaient traîné pendant quinze ans au fond de nos départemens leur inutile existence. Les premiers se montraient au commencement avec l'uniforme russe ou anglais; les seconds avec des costumes militaires du temps de la régence : les uns et les autres les échangèrent bientôt contre nos brillans uniformes, et nous les vîmes se métamorphoser en colonels, en maréchaux-de-camp, en lieutenans-généraux. On ne leur donnait, disait-on, ces grades que pour leur assurer le droit d'obtenir une retraite, et le prince de Condé et son major-général, M. de Bouthilier, passaient leur temps à dresser des certificats qui, aux yeux des ministres, étaient des brevets. Peu à peu

on les employa dans les départemens, dans les inspections, et le comité de la guerre fut présidé par un aide-de-camp de Monsieur, le lieutenant-général comte de Bruges, qui ne s'était fait connaître que comme commandant d'un régiment noir à la solde de l'Angleterre. Cependant quand la cour traversait les vastes salles des Tuileries pour aller à la chapelle, c'étaient eux qu'on caressait de l'œil et que saluaient la longue file d'inconnus qui nous étaient venus à la suite de la famille des Bourbons. Dans les audiences particulières, le roi se montrait, il est vrai, également affable pour tous; mais on lui supposait un caractère qui ôtait tout leur prix à ces démonstrations. Pour les princes, à qui on accordait le mérite de la franchise, ils étaient toujours dédaigneux ou insultans; le duc de Berry surtout se livrait sans contrainte aux saillies de sa mauvaise humeur, et plus d'un militaire avait à se plaindre de ses outrages.

On peut présumer l'indignation qui fermentait dans tous les cœurs; mais chacun la cachait avec soin. L'habitude de l'obéissance militaire, le respect pour l'autorité, dans lesquels les officiers étaient élevés, leur faisaient tout supporter avec résignation; il n'en était pas ainsi des soldats. Leur haine contre les princes, leur mépris pour un roi inhabile à les conduire, éclataient à chaque instant. Ces sentimens étaient fortifiés par les mêmes sentimens qu'ils rencontraient dans la masse du peuple, et il se formait ainsi, non une conspiration

mais une unanimité d'opinions, de haines et d'espérances qui la rendaient inutile.

Il n'était donc pas difficile à l'Empereur *de deviner l'état de la France*, de juger qu'il y avait partout du soufre, du salpêtre, et que l'explosion dépendait de la volonté du premier qui apporterait une mèche. La résolution dut être prise sur-le-champ et une circonstance particulière en accéléra l'exécution. Un Français, en qui le roi de Naples Murat avait une entière confiance, arriva avec la nouvelle que le duc d'Orléans allait monter sur le trône ; que Louis XVIII, mécontent de ses neveux et désespérant de pouvoir régner par lui-même, s'était décidé à satisfaire la nation par une cession volontaire. Un brick fut aussitôt expédié à l'île d'Elbe, et Bonaparte résolut de prévenir le duc d'Orléans et de profiter du mécontentement général.

CHAPITRE III.

De la marche de Napoléon, depuis Antibes jusqu'à Paris.

Le 26 février 1815, l'Empereur embarqua sur le brick l'*Inconstant* de 26 canons, sur les bombardes *l'Etoile* et la *Caroline* et sur quatre *felouques*, onze cent quarante hommes qui formaient la garnison de l'île d'Elbe. Il passa, par une espèce de miracle, au milieu des croisières anglaises, et le 28, à la pointe du jour, il aperçut les côtes de la Provence. Le 1er mars, à trois heures après midi, la flotille mouilla dans la baie d'Antibes; à cinq heures, on débarqua à la côte de Cannes. Bonaparte sauta le premier à terre. Il n'y avait que quatre chevaux qu'il partagea avec Bertrand, Drouot et le colonel Jermanouski, commandant les Polonais. On en acheta quelques-uns pour traîner trois pièces de canon qu'on fut bientôt obligé d'abandonner à cause de la difficulté des chemins.

Avant de s'éloigner de la côte, l'Empereur apprit le mauvais succès d'un capitaine et de vingt-cinq hommes qui, débarqués pour éclairer la plage, s'étaient avancés sans ordres vers Antibes. Le commandant les avait faits prisonniers. C'était une

raison pour accélérer sa marche: aussi se mit-il en mouvement à onze heures du soir, et arriva-t-il le 2 au soir au village de Cérénon, après avoir fait plus de vingt lieues dans un pays difficile. Le 3, il coucha à Barrême; le 4, il fit imprimer à Digne ses proclamations qui furent répandues avec une extrême rapidité; le 5, il arriva à Gap, et Cambronne, qui commandait son avant-garde, occupa, avec quarante grenadiers, le fort et le pont de Sisteron où les Marseillais auraient peut-être pu les prévenir, s'ils eussent connu son débarquement et sa direction.

L'Empereur resta le 6 à Gap. Jusque là il n'avait été joint que par un vieux grenadier nommé *Melon;* mais partout les habitans des campagnes accouraient sur son passage et le saluaient comme leur libérateur. Le 7, on rencontra dans un défilé, près de Vizille, une avant-garde envoyée de Grenoble pour arrêter sa marche; elle était composée d'un bataillon du 5ᵉ de ligne, d'une compagnie de sapeurs et d'une de mineurs; en tout sept à huit cents hommes. Le général Cambronne voulut parlementer, mais on lui cria: « Retirez-vous, ou nous faisons feu! » Napoléon met alors pied à terre, et faisant marcher devant lui quelques grenadiers avec les armes renversées, il s'avance tranquillement vers le défilé; l'officier s'efforçait par ses cris et ses menaces de faire commencer le feu. L'Empereur fait arrêter ses éclaireurs, il se présente seul devant le bataillon, et regardant les soldats

d'un air calme, il leur dit, en ouvrant sa redingote: « Reconnaissez-moi : s'il est parmi vous un » soldat qui veuille tuer son Empereur, mon heure » est venue! » Le cri de « vive l'Empereur! » partit de toutes les bouches; des larmes roulaient dans tous les yeux, et dès ce moment, Napoléon dut se sentir vainqueur des Bourbons et maître de Paris.

L'impulsion était donnée: Grenoble ouvrit ses portes, malgré les efforts du général Marchand. La Bédoyère, sortant sans ses ordres, à la tête de son régiment, le 7ᵉ de ligne, avait déjà rejoint celui pour qui il devait mourir. La cocarde tricolore ornait tous les schakos, et cet aigle, qui nous avait si long-temps guidés dans les champs de la gloire, remplaçait le drapeau blanc qu'on n'avait pas pu se déshabituer de regarder comme un drapeau ennemi.

Le 9, l'Empereur qui, par la réunion de la garnison de Grenoble, se trouvait à la tête d'une petite armée, coucha à Bourgoing. Le même jour, Monsieur et le maréchal Macdonald arrivaient à Lyon; le premier tenta de vains efforts pour gagner l'esprit des troupes, un silence morne lui annonça qu'il n'était plus temps. Macdonald fit à son ordinaire des dispositions ridicules : au lieu de faire sauter des ponts, il se contenta d'y placer quelques chaînes, que, pour montrer plus de zèle, il attacha lui-même, et il ne sut pas, dans une ville où il s'est montré depuis tant de royalistes, en trouver deux ou trois cents qui consentissent à faire feu par les

croisées des faubourgs. Tous les efforts auraient sans doute été inutiles, mais pourquoi se donner tant de mouvement si l'on savait d'avance que ces parades ne pouvaient rien produire ?

Soit que Napoléon crût que l'on voudrait défendre le passage du Rhône, soit qu'il désirât donner de l'inquiétude aux princes pour leur retraite sur Mâcon, il envoya le général Bertrand à Mirebel avec deux bataillons pour y jeter un pont; mais ces dispositions furent inutiles. A peine les troupes placées au pont de la Guillotière virent-elles les hussards du 4ᵉ, qui formaient l'avant-garde de l'Empereur, qu'elles se joignirent à eux pour jeter dans la rivière les barricades que Macdonald avait fait mettre sur le pont; et le maréchal, que les princes avaient précédé, s'enfuit sur le cheval du général Brayer et courut deux postes sans que sa voiture, placée à l'extrémité du faubourg de Veize, pût l'atteindre.

L'Empereur fit son entrée à Lyon, le 10, à sept heures du soir, au milieu des acclamations des soldats et du peuple. Le lendemain il passa en revue la garde nationale et même cette garde à cheval qui, composée en grande partie de nobles lyonnais, avait fait la veille encore tant des promesses de fidélité au frère de leur roi. Plein de confiance dans sa fortune et dans l'amour du peuple, il courut les rues sans escorte, se confondant au milieu d'une foule empressée et mettant ainsi sa vie à la disposition du premier sicaire. Mais les Bourbons ne

purent trouver en France ni un défenseur ni un assassin.

C'est de Lyon que Napoléon data ses premiers actes comme souverain. Avant de les rapporter, disons quelques mots des deux proclamations qui l'avaient précédé dans sa marche; la première commençait par ces mots : « Soldats, nous n'avons pas » été vaincus! Des hommes sortis de nos rangs ont » trahi nos lauriers, leur pays, leur prince et leur » bienfaiteur. Cependant ceux qui ont passé leur » vie à combattre contre nous, s'emparent de vos » honneurs, de vos biens, calomnient votre gloire! » Dans mon exil, j'ai entendu votre voix et je suis » arrivé. Arrachez les couleurs que la nation a pro- » scrites et qui pendant vingt-cinq ans servirent de » ralliement à tous les ennemis de la France ; ar- » borez la cocarde tricolore, vous la portiez dans les » grandes journées! Vous n'avez pas de plus grands » ennemis que ces princes que les étrangers vous » ont imposés. Venez vous ranger sous les drapeaux » de votre chef; son existence ne se compose que » de la vôtre, ses droits ne sont que ceux du peu- » ple. La victoire marchera au pas de charge; l'ai- » gle avec les couleurs nationales volera de clo- » cher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame! »

La proclamation adressée au peuple français et datée aussi du golfe Juan, le 1er mars 1815, contenait à peu près les mêmes idées; mais l'Empereur s'attachait plus particulièrement à prouver que la défection d'Augereau, qui, séduit par

Fouché, avait en effet livré Lyon aux Autrichiens, et la trahison du duc de Raguse, qui ouvrit les portes de Paris à un ennemi que des manœuvres hardies auraient mis dans une position désespérée, devaient être considérées comme les uniques causes de nos revers. « Elevé au trône par votre choix, » continua-t-il, tout ce qui a été fait sans vous » est illégitime. — Un prince qui régnerait sur » vous par la force des armées qui ont ravagé » notre territoire, chercherait en vain à s'étayer » des principes du droit féodal, il ne pourrait as- » surer l'honneur et les droits que d'un petit nom- » bre d'individus, ennemis du peuple, qui, depuis » vingt-cinq ans, les a condamnés dans toutes nos » assemblées nationales.—Français, il n'est aucune » nation qui n'ait le droit de se soustraire au dés- » honneur d'obéir à un prince imposé par l'ennemi. » Lorsque Charles VII renversa le trône éphémère » de Henri VI, il reconnut tenir son trône de la vail- » lance de ses braves et non d'un prince, régent » de l'Angleterre. C'est à vous que je ferai toujours » gloire de tout devoir. »

Il était impossible que ce langage ne fît pas une impression profonde. Bonaparte s'annonçait comme l'élu du peuple, comme le défenseur de la gloire nationale, comme le représentant de la révolution, enfin comme l'homme du siècle, qui revenait pour nous arracher à la tyrannie des nobles, au joug des prêtres et à la honte plus intolérable encore.

Une amnistie était prononcée. Neuf personnes seulement en furent exclues, et de ce nombre était Talleyrand qui, traître envers tous les partis, a mérité d'être proscrit par tous, Marmont qui avait suivi le Roi, et Augereau qui, par une nouvelle trahison et une nouvelle bassesse, se fit plus tard pardonner et sa première ingratitude et sa première trahison.

L'Empereur partit de Lyon le 13; il allait en poste, accompagné de quelques lanciers et précédant souvent son escorte. Il coucha le 15 à Autun, le 16 à Avalon, et le 17 à Auxerre où il fut rejoint par le maréchal Ney qui, après avoir fait de vains efforts pour engager ses troupes à combattre l'Empereur, prit le parti de se ranger sous les drapeaux de celui que la nation et l'armée voulaient pour leur souverain. Peut-être après avoir accepté du roi la mission de marcher contre son ancien chef, Ney aurait-il dû revenir à Paris pour prouver qu'il avait rempli ses devoirs de général dévoué et de sujet fidèle. Une mort, qu'il a rendue glorieuse, l'a puni de cet oubli, et d'avoir cédé à l'entraînement de ses troupes : cette mort a effacé un tort qui fut bien moins grand que celui de ce Marlborough dont l'Angleterre se vante. Elevé avec Jacques II, comblé par lui de faveurs et de richesses, il le trahit pour Guillaume, et donna le premier à Honslow le signal de la défection à toute l'armée anglaise. Ney ne devait ni sa fortune ni ses dignités aux Bourbons; il était, comme tous les anciens

militaires, abreuvé de dégoûts; et loin d'entraîner ses troupes, il employa tous ses efforts pour les faire combattre en faveur d'une cause qu'il avait tant de raisons de ne pas aimer; et cependant Napoléon ne se présentait pas, comme le prince d'Orange, avec une armée d'étrangers; il arrivait à la tête des guerriers français qui accouraient de tous côtés sous ses drapeaux, il s'avançait au milieu des applaudissemens et des cris de joie de tout un peuple qui le reconnaissait pour son souverain légitime.

CHAPITRE IV.

De la conduite des Bourbons depuis le 7 mars 1815 jusqu'au 19.

Pendant que Napoléon marchait ainsi vers la capitale, et que les troupes qu'on envoyait au-devant de lui pour l'arrêter, semblaient des échelons placés pour l'escorter et faciliter sa marche, voyons ce que faisait le gouvernement de Louis XVIII.

C'est le 5 au soir, qu'on apprit aux Tuileries le débarquement de Napoléon; mais c'est le 7 seulement qu'on l'annonça, en publiant la convocation des chambres et une ordonnance qui déclarait traîtres Napoléon et ses adhérens. Peut-être pouvait-on alors, en imprimant un grand mouvement, en se jetant franchement dans les bras de la nation, balancer encore la fortune de Bonaparte que bien des souvenirs, que bien des craintes repoussaient! Pourquoi ne pas fouler aux pieds les petites prétentions de l'amour-propre, en prenant cette cocarde tricolore qui avait été pendant vingt-cinq ans celle de la nation? C'était l'ôter à l'Empereur. Pourquoi ne pas amalgamer sans perdre

un instant des royalistes dévoués et des soldats qu'il eût été si facile de gagner? Pourquoi ne pas se porter en avant pour arrêter le torrent? Pourquoi ne pas éloigner sur-le-champ des ministres suspects et mal habiles, pour s'appuyer sur des hommes forts de la confiance publique?

Au lieu de ces grands moyens, on se borna à employer la ruse et la déception. Le Moniteur du 9 annonçait l'entrée de Napoléon à Grasse; mais il ajoutait que le petit nombre de soldats qui l'accompagnaient, vendaient leurs cartouches. Celui du 11 avouait que l'Empereur était entré, le 10 au soir, à Lyon; mais l'armée Elboise n'avait pas été grossie d'un seul homme. Le 13, le duc de Feltre, qui venait de remplacer Soult, assurait la chambre des Pairs que les dépêches étaient parfaitement rassurantes. Le Moniteur du 15 affirmait que Bonaparte n'avait pas dépassé Lyon, où il se trouvait avec à peu près quatre mille soldats harrassés, et isolés, pour ainsi dire, au milieu de la France qui les repoussait. Les volontaires royaux, disait-il, accouraient de tous côtés pour s'enrôler; le maréchal Ney se portait sur Lyon, et le maréchal Oudinot, à la tête de cette vieille garde, jusqu'alors si bien traitée par les Bourbons, se rapprochait de Paris.

Le 16, le Roi ouvrit la session et prononça un discours touchant où il annonça la résolution de mourir pour la défense de la patrie, et Monsieur, se jetant dans les bras de son frère,

jura alors pour la première fois le maintien de cette Charte qu'on invoque toujours au moment de la tempête. Quoiqu'on eût appris le 17, la défection du maréchal Ney, on répandait le 18 que la désertion continuait dans l'armée de Bonaparte, et que Lyon et Grenoble avaient secoué son joug passager. Monsieur réunissait en même temps les légions de la garde nationale pour recevoir l'engagement de ceux qui voulaient servir hors de Paris. Il s'en proposa une douzaine dans chaque légion, et malgré tous les efforts, dans la première, il ne se présenta qu'un seul homme. Les démonstrations publiques, les cris, les signes d'enthousiasme ne signifient donc rien en France ! Deux ou trois jours avant, j'avais vu défiler dans la cour des Tuileries cette garde nationale aux cris de *vive le Roi !* les schakos au bout des baïonnettes. L'émotion qu'on lisait sur les figures m'avait donné l'intime conviction que, pour cette fois, ces honnêtes bourgeois étaient décidés à défendre leurs murailles. Ne soyons donc pas surpris que, le 18 mars, Monsieur y fût aussi trompé et qu'il s'écriât : « Mes enfans, point de confusion ; » sortez des rangs les uns après les autres. »

Mais, si l'enthousiasme des simples citoyens était un peu éphémère, il ne pouvait pas en être de même du dévouement de tant de preux royalistes qui, depuis la restauration, avaient inondé les cours des Tuileries et usurpé tant de faveurs. Sans doute nous allons les voir former des

régimens, lever des escadrons, enflammer le peuple par leurs discours et l'entraîner par leurs exemples. Le grand nombre combattra, et peut-être quelques-uns se dévouant à une cause qu'ils regardent comme sacrée, s'armeront du poignard de Brutus et sauveront, en périssant, le roi et la royauté. Ici leur intérêt est d'accord avec leurs passions, et ils peuvent justifier dans un jour et tout ce qu'on a fait pour eux et tout ce qu'ils réclament encore comme un droit. Hélas! non: il faut le dire à la honte éternelle de ces nobles qui, au jour du triomphe, se sont montrés si insolens : aucun ne voulut combattre, aucun ne s'immola. Il faut le dire pour l'instruction des rois qui veulent fonder leur puissance sur ces appuis si frêles et si fragiles, tous abandonnèrent Louis XVIII quand il fallut le défendre; et pour la première fois, un souverain quitta son royaume sans qu'on brulât une amorce, sans qu'un serviteur fidèle tombât sur le vestibule de son palais. Mais qu'il revienne escorté des baïonnettes étrangères, précédé par les Baskirs et les Kalmouks, et nous verrons avec quel empressement ces preux chevaliers se précipiteront devant lui, avec quelle chaleur ils demanderont des récompenses, avec quelle rage ils immoleront des victimes!

On n'avait pas su défendre Lyon, on n'avait pas su arrêter l'Empereur dans sa marche, et l'on espéra défendre Paris! Quelques volontaires

royaux s'étaient fait inscrire, on les arma. Le duc de Berry fut nommé pour commander l'armée; le maréchal Macdonald pour servir sous ses ordres, ainsi que les généraux Maison et Rapp, auxquels on donna des commandemens; Belliard fut nommé son chef d'état-major, et on résolut d'occuper Melun et Corbeil. Au lieu de réunir les troupes, de former une avant-garde des gardes-du-corps, des mousquetaires, des royalistes enrôlés et des Suisses dont on était sûr; au lieu de prendre une offensive qui offrait quelques chances de succès et qui sauvait au moins l'honneur, on dissémina les corps comme si on était dans l'incertitude du point menacé, et le soir, les régimens revenaient à leurs casernes. Vainement les colonels, les officiers faisaient tous leurs efforts pour engager les soldats à se battre: « Nous » ne pourrions jamais tirer contre l'aigle, ré- » pondaient-ils; nous ne ferons pas de mal » aux princes, nous n'en ferons pas au Roi; mais » il nous est impossible de faire feu sur le petit » caporal! » et pendant toute la nuit, les cris de « vive le père la Violette! » faisaient retentir les longues salles des casernes. L'opinion de tous les soldats était la même; leur détermination était inébranlable; soumis à la discipline, tranquilles dans leurs rangs, se portant dans un profond silence sur le point qu'on leur désignait, ils attendaient sans crainte et sans impatience l'issue d'un événement qui n'était plus douteux.

Bonaparte était arrivé le 19 au soir à Fontainebleau. Le roi partit de Paris dans la nuit du 19 au 20 et prit le chemin de Lille. Le duc d'Orléans l'avait précédé: Monsieur et le duc de Berry ne tardèrent pas à le suivre. Le Moniteur du 20 contenait une proclamation où le monarque fugitif disait que : « Malgré les dispositions fidèles et patriotiques de » l'immense majorité des habitans de Paris pour » en disputer l'entrée aux rebelles, il se décidait à » se retirer avec quelques braves que l'intrigue et » la perfidie ne parviendraient pas à détacher de » leurs devoirs; qu'il allait ailleurs pour réunir, » non pas des sujets plus aimans et plus fidèles que » les bons Parisiens, mais des Français plus avan- » tageusement placés pour se déclarer pour la » bonne cause.

» Nous reviendrons bientôt au milieu de ce bon » peuple, ajoutait-il pathétiquement, et nous ra- » mènerons encore une fois la paix et le bonheur. »

Il arriva le 22 mars, à une heure, à Lille où le duc de Trévise avait fait rentrer une nombreuse garnison : c'est là qu'il reçut et qu'il fit publier la déclaration du congrès du 13 mars. Il espérait effrayer les Français, il les irrita; les menaces de l'étranger feront toujours cet effet sur des ames généreuses. Le mécontentement des troupes se manifesta et Louis XVIII partit le 23, et prit la route de Menin où il fut reçu par un régiment anglais. Le maréchal Macdonald l'accompagna jusqu'à la frontière, et alla ensuite attendre dans sa terre le résultat du combat qui ne devait pas tarder à s'engager.

CHAPITRE V.

De ce qu'aurait dû faire et de ce que fit Napoléon à son retour. Organisation de l'armée. Acte additionnel.

Cependant Bonaparte était le 20 à Paris. Les troupes qu'on avait placées sur les hauteurs de Villejuif, ou l'avaient rejoint, ou étaient rentrées sans ordre dans leurs quartiers. Depuis midi, les boulevards étaient couverts d'une foule immense qui faisait éclater sa joie; tous ceux qui avaient combattu sous le drapeau tricolore, tous ceux qui aimaient la liberté et l'indépendance nationale se félicitaient. Les plus prudens craignaient les dangers qui allaient nous menacer, mais ils se rassuraient un peu par l'idée que Napoléon devait être d'accord avec quelques puissances, et que par conséquent la grande ligue européenne ne nous écraserait plus de son poids.

L'Empereur s'était aperçu pendant sa route des progrès qu'avaient faits les idées libérales, et il chercha à se populariser par le choix de ses ministres. Carnot, si estimé pour ses talens et ses vertus,

fut nommé ministre de l'intérieur, et Fouché, dont on crut long-temps que l'habileté devait racheter l'immoralité et les crimes, fut ministre de la police. Napoléon, en plaçant au pouvoir un homme dont il ne pouvait ignorer l'inimitié et les trahisons, prouva qu'il savait accomplir les promesses qu'il avait faites à Lyon en disant dans sa proclamation : « J'apprendrai aux Bourbons comme on » pardonne. » Davoust entra au ministère de la guerre, Decrès reprit celui de la marine, Cambacerès celui des relations étrangères.

L'occupation de Paris devait entraîner la soumission du reste de la France. L'Alsace où commandait le duc d'Albuféra, la Franche-Comté, la Bretagne, la Normandie arborèrent le drapeau tricolore. Le duc de Bourbon chercha vainement à rallumer la guerre civile dans les départemens de l'Ouest, il ne trouva de dévouement ni dans le peuple, ni dans la noblesse, et s'embarqua pour l'Angleterre. Le duc d'Angoulême fut plus heureux ou plus habile dans le Midi, et nous retracerons bientôt ses efforts, ainsi que ceux de la duchesse, pour y faire triompher la cause des Bourbons.

Pendant que dure la lutte, tous ceux qui combattent sous les mêmes drapeaux sont réunis par la communauté du danger, mais après le succès, des nuances s'établissent, des partis se forment, des factions se divisent. Tout ce qui était ennemi des Bourbons avait aidé ou applaudi au retour de Napoléon qui les précipitait du trône; mais tous

les ennemis des Bourbons n'étaient pas les amis de l'Empereur. Il y avait parmi eux de ces républicains ardens qui ne lui avaient pas pardonné d'avoir foulé aux pieds nos institutions et métamorphosé le modeste consul en Empereur héréditaire; il y avait des constitutionnels sages et savans qui, en convenant que le pouvoir monarchique était nécessaire dans un grand état situé, comme la France, au milieu de vastes monarchies, voulaient que ce pouvoir eût des limites; que les libertés de la nation ne fussent pas sans garantie, et que, sous le prétexte de nous éloigner des horreurs anarchiques de 93, on ne nous asservît pas à un despotisme oriental. Il y avait surtout beaucoup de ces Français, amis de leur pays, qui, sans s'élever à ces hautes spéculations politiques, pensaient avec amertume aux calamités dont la patrie avait été la victime, aux flots de sang que des guerres injustes comme celle d'Espagne, intempestives comme celle de Russie, avaient coûté à la France, qui regrettaient ces belles limites des Pyrénées, des Alpes et du Rhin que la nature nous a données, que le règne de la liberté nous avait assurées et que l'ambition du conquérant, qui voulut les franchir, nous a peut-être fait perdre pour toujours; et ils craignaient l'esprit militaire du chef de la 4e dynastie. Un homme moins habile que l'Empereur n'eût peut-être pas soupçonné l'existence de ces partis; environné des créatures de l'empire, qui décorées de titres et de cordons, ne soupiraient

qu'après de nouveaux cordons et de nouveaux titres, il eût, ainsi que venaient de le faire les Bourbons, pris quelques voix adulatrices qui s'élevaient dans son palais, pour la voix unanime et toute-puissante du peuple. Napoléon n'en jugea pas ainsi: il apprécia sa position, et peut-être en augmenta-t-il les dangers par les moyens qu'il prit pour les prévenir.

S'il jugeait bien l'intérieur de la France, il se trompait ou feignait de se tromper sur les dispositions des puissances. Il crut ou parut croire que la guerre n'aurait pas lieu, et que tous les rois ne se coaliseraient pas pour renverser son trône. Cependant les puissances de l'Europe s'étaient expliquées dans leur déclaration du 13. C'était une guerre à mort qu'elles voulaient faire à l'Empereur et à sa dynastie; à l'Empereur, qu'elles avaient l'adresse de séparer de la nation française.

Napoléon pouvait alors prendre un parti qui eût fait trembler l'Europe et ôté tout prétexte aux malveillans de l'intérieur. Il pouvait dire aux souverains » : J'étais monté sur le trône pour que la France, ayant les mêmes institutions, la même forme de gouvernement que vos états, vous inspirât de la confiance, et fût reçue dans la famille européenne; vous ne voulez pas reconnaître ce trône; eh bien, j'en descends. Je suis le premier consul de la République Française. » Il pouvait dire à la nation: « On en veut à votre indépendance, à votre liberté, et on ose proclamer que c'est mon

trône seul qu'on veut attaquer. Eh bien, je l'abats de mes propres mains : je ne suis plus qu'un magistrat temporaire; je ne veux plus être que le général qui va combattre et mourir pour la patrie; ce n'est pas la nation qui s'exposera pour défendre la dynastie de Napoléon, c'est Napoléon qui se sacrifie pour assurer l'indépendance du peuple français. »

Qu'on pense un moment à l'enthousiasme qu'aurait excité cette abdication généreuse et volontaire! Comme l'Empereur, qui s'est trouvé embarrassé dans les sentiers tortueux d'une politique étroite, aurait pu tenir une marche franche et assurée! Il n'aurait pas alors redouté une guerre dont il n'eût plus été l'objet ni le prétexte; il se serait avancé sans hésiter pour reporter sur le Rhin les bornes désormais immuables de la république; il eût fait entendre le cri de la liberté et de l'indépendance au milieu des rochers de la Suisse que des oligarques oppriment, de l'Italie qui gémissait sous le joug autrichien; de la Hollande qui ne peut pas oublier que son roi ne fut jadis que son Stathouder : ces cris auraient peut-être retenti jusque dans cette Saxe si indignement sacrifiée; jusque dans le sein de cette Pologne qui doit toujours craindre que le sceptre d'Alexandre ne soit remplacé par le knout de la servitude; alors si des insurrections n'eussent pas éclaté sur tous les points, partout au moins se serait établie une fermentation active; partout les souverains effrayés auraient cru entendre, sous leurs pas, ces bruits sourds, ces détona-

lés. Les cadres d'un quatrième et d'un cinquième bataillon devaient être remplis par les recrues qui arriveraient; la cavalerie recevait aussi le cadre d'un cinquième escadron, et tous les officiers qui, par ces dispositions ne se trouvaient pas employés, devaient continuer à résider dans leurs foyers avec la solde d'activité.

Si les Bourbons n'avaient pas trouvé plus d'appui chez les princes étrangers qu'ils n'en trouvaient dans le sein de la France, le déploiement de tous ces moyens n'eût pas été nécessaire. Au premier bruit de l'arrivée de Napoléon, le duc d'Angoulême quitte Bordeaux où il laisse la duchesse; et court à Toulouse pour réunir des forces. Il envoie une division sur Montauban, et se porte sur Montpellier et le Pont Saint-Esprit où il passe le Rhône. Son projet était de marcher sur les derrières de l'Empereur, de s'emparer de Valence et de Lyon, et de lui couper toute retraite dans le cas où il trouverait des obstacles devant Paris. Ce plan était habilement conçu, et il fut exécuté en partie avec audace et rapidité; mais, sur plusieurs points, les communes se levèrent en masse pour combattre le prince, la défection se mit dans ses troupes; et, enveloppé par des forces supérieures, il se vit obligé de se rendre prisonnier entre les mains des généraux Teste et Gilly. Les commandans de Perpignan et de Bayonne avaient montré la ferme intention de ne pas recevoir les troupes espagnoles qui, de leur coté, se fiant au discours de Napoléon

du 9 avril, n'avaient pas voulu se mouvoir sur la réclamation des princes. Cet appel aux troupes étrangères fit perdre dans les provinces méridionales beaucoup de partisans aux Bourbons.

Dès que l'Empereur apprit que le duc d'Angoulême était au pouvoir des généraux Teste et Gilly, il écrivit au maréchal Grouchy de le faire conduire à Cette où il serait embarqué, et lui recommanda « de veiller à la sûreté du prince, et d'écarter de lui tout mauvais traitement. » C'était ainsi qu'il répondait à l'ordonnance du roi qui, le 6 mars, appelait sur sa tête les poignards des assassins; et à la déclaration du congrès qui, le 13, le mettait « hors des » relations civiles et sociales, et le livrait, comme » ennemi et perturbateur du repos du monde, à » la vindicte publique. »

Les instructions données au général Excelmans qui, avec une division des troupes de ligne, suivait le roi et les princes, lui recommandaient aussi « d'avoir les plus grands égards pour la famille des Bourbons; » et le général Clausel, partant pour Bordeaux où la duchesse d'Angoulême réunissait les royalistes et cherchait à exalter toutes les têtes, ne reçut pas d'autres ordres. Des hommes qui ne voient jamais dans les mouvemens de la générosité que les calculs de la prévoyance, d'autres hommes toujours prêts à faire les plus grands sacrifices à l'intérêt public, ont blâmé l'Empereur de ces ménagemens. En conservant une dynastie qu'il pouvait éteindre, il a plutôt songé, disaient-ils,

à sa sûreté, si la victoire le trahissait, qu'aux vrais intérêts de la patrie, qui demandait l'anéantissement de la race des Bourbons. Je suis loin de partager cette opinion, qui se trouve développée dans les lettres de l'Anglais J. Hobhouse; d'ailleurs, en sacrifiant le Roi, le duc et la duchesse d'Angoulême, l'Empereur ne faisait que rapprocher du trône le duc d'Orléans qui était hors de ses atteintes, et c'est le duc d'Orléans qu'il craignait le plus d'avoir pour compétiteur; car le duc d'Orléans pouvait faire des concessions que l'on n'obtiendra jamais de ceux qui croient régner par la grace de Dieu ou par la grace de leur épée.

L'événement a prouvé que ces égards de Napoléon ne faisaient aucune impression sur les puissances de l'Europe qui élevèrent un mur d'airain entr'elles et lui. Vainement une longue délibération du conseil d'état, datée du 2 avril, avait-elle réfuté victorieusement la déclaration du 13 mars et prouvé qu'elle violait toutes les lois, tous les droits et toutes les convenances; vainement dans une lettre du 4 avril, adressée à tous les souverains, Napoléon leur disait-il : « Le premier » besoin de mon cœur est de payer l'affection que » me témoigne le peuple français, par le main- » tien d'une honorable tranquillité. Le rétablis- » sement du trône impérial était nécessaire au » bonheur des Français, ma plus douce pensée est » de le rendre utile à l'affermissement du repos de » l'Europe. Assez de gloire a illustré tour à tour

» les drapeaux de diverses nations, etc. » La déclaration du conseil et les lettres de l'Empereur ne purent franchir les frontières. Les souverains décidés à combattre, ne voulaient écouter aucune des raisons qui auraient pu les en détourner et un message du Prince régent, communiqué au parlement, dut convaincre Napoléon que l'or de l'Angleterre allait encore être le ciment de la nouvelle coalition.

Après avoir vainement tenté de conjurer l'orage, il ne restait à l'Empereur qu'à déployer des moyens capables de lui résister. Nous avons parlé de la nouvelle organisation de l'armée : il lui rendit ses anciens numéros auxquels tant de grands souvenirs se rattachaient; les gardes nationales de tout l'empire furent divisées en 417 bataillons d'élite de grenadiers et de chasseurs; ils présentaient une force numérique de près de 400 mille hommes destinés aux garnisons et à former des réserves; 112 mille seulement furent requis.

Le reste des gardes nationales formait trois mille cent trente-un bataillons chargés de la défense municipale, et offrait deux millions deux cent cinquante-quatre mille citoyens armés.

Douze mille canonniers de cette même garde nationale furent promptement organisés et répartis dans les places où l'on appela en même temps des officiers et des soldats retraités qui, n'étant plus en état de servir en campagne, pouvaient encore

être utiles dans l'intérieur par leurs lumières et leur habitude de braver le danger.

Cette même garde nationale fournit encore trente-six bataillons de partisans, de fédérés; on les nomma les tirailleurs de la garde nationale, et on plaça parmi eux un grand nombre d'anciens officiers.

L'artillerie fut réorganisée, et cent batteries furent montées; on établit partout des ateliers de réparations: il y en avait dix à Paris, et on y employait six mille ouvriers qui réparaient 1,500 fusils par jour. Les manufactures pouvaient en fabriquer 300,000 avant la fin de l'année.

On ne perdit pas un moment pour réparer et armer les places frontières: vingt places de l'intérieur furent mises en état de défense. Soissons, Laon, St.-Quentin, Guise, Langres, pouvaient opposer une vive résistance; Lyon et Paris furent mis à l'abri d'un coup de main. Les défilés des Vosges, du Jura, de l'Anjou, reçurent de nouvelles défenses.

Nous pouvions être attaqués sur toute la ligne depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, et on portait à un million six cent mille soldats les forces qui s'avançaient pour nous combattre. Les Autrichiens devaient agir avec 150 mille hommes par l'Italie et 100 mille sur le Rhin, les Russes avec 380 mille hommes de troupes régulières et 70 mille Cosaques commandés par Platow; les Prussiens avec 100 mille hommes, les Anglais et les Hollandais avec 80 mille, les Bavarois et les Wurtembergeois avec 40 mille. Je ne citerai pas les Suédois, les Piémon-

tais, les Espagnols. L'Empereur opposa à ces forces immenses huit corps d'armées. Le 1er fut organisé à Lille, le 2e à Valenciennes, le 3e à Verson, le 4e à Metz, le 5e dans les lignes de Weissembourg, le 6e à Laon, le 7e à Béfort, le 8e à Lyon. Il y avait d'autres réunions de troupes dans les Pyrénées orientales et occidentales et à Bordeaux, dont le général Clausel venait de s'emparer avec cent cinquante soldats.

Il eût fallu du temps pour bien organiser tous ces corps, et on sentait que le temps allait nous manquer. La coalition n'avait pas diminué ses armées, et déjà tout était en mouvement pour nous combattre. Plus d'un homme d'état fut alors fâché de la détermination trop prompte que l'Empereur avait prise. Pourquoi n'a-t-il pas attendu la dissolution du congrès, disaient-ils? Les souverains auraient eu besoin de six mois pour s'entendre; il eût été facile d'en circonvenir quelqu'un, et nous aurions eu peut-être huit ou dix mois pour préparer nos moyens de défense; cela faisait croire que l'Angleterre, dont on s'exagère tellement la puissance et l'influence qu'on les voit partout, avait engagé l'Empereur à tenter l'expédition avant la fin d'un congrès où éclataient déjà des mésintelligences et des prétentions inconciliables. La facilité avec laquelle Napoléon avait traversé les croisières anglaises, et la conduite du commissaire anglais chargé de le surveiller, autorisaient ces soupçons; mais quand on sait à quel dé-

sespoir se livra ce commissaire lorsqu'il apprit le départ de l'Empereur; quand on sait quelles plaintes, quelles insultes même, il se permit envers la princesse Pauline qui était restée à l'île d'Elbe, on le disculpe de toute idée de complicité. Napoléon partit parce qu'il crut que le mécontentement était à son comble, et parce qu'il craignit, comme nous l'avons dit, que le duc d'Orléans ne montât sur un trône d'où il eût été difficile de le faire descendre.

En s'occupant de se créer des moyens de résistance contre l'ennemi extérieur, l'Empereur ne négligeait aucune circonstance pour conserver l'affection du peuple. Les travaux publics furent repris aux Tuileries, à la Bourse, à l'Hôtel des Postes, aux Greniers de réserve; ceux de Versailles, que les Parisiens voyaient avec peine, furent interrompus. Sa sollicitude se porta sur les hospices, sur les dépôts de mendicité et sur l'instruction publique; l'université et l'institut furent rétablis sur leurs premières bases; on donna des ordres pour l'armement de quelques vaisseaux et pour la continuation des travaux de Toulon et de Cherbourg.

Une assemblée du Champ de Mai avait été annoncée par le décret de Dijon; elle fut convoquée pour le 26 du mois. Un décret impérial du 22 avril réglait qu'elle serait composée des membres de tous les colléges électoraux et des députations des armées de terre et de mer, et qu'elle était

destinée à faire le recensement des votes pour l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire. Cet acte parut le dimanche 23 avril, dans le Moniteur, et il fut repoussé par un cri unanime; jamais l'opinion publique ne se prononça avec autant de force. Les Bonapartistes affectèrent un mécontentement que les Républicains et que les Constitutionnels éprouvaient réellement ; ces derniers étaient indignés de voir encore Napoléon « Empereur par la grace de Dieu » et de ce qu'il ne prétendait que faire une addition à la constitution de l'an 8, la plus impopulaire de toutes. Les principales imperfections qu'on reprochait à la charte, l'initiative de toutes les lois accordée au gouvernement et la pairie héréditaire, se trouvaient consacrées dans cet acte. Comment concilier cette pairie héréditaire avec le décret de l'Empereur, daté du 10 avril, et qui abolissait la noblesse?

Cet acte additionnel n'était pas l'ouvrage du comité formé dans le conseil d'état. Ce comité avait préparé une constitution sage et libérale, il insistait surtout pour qu'on rassurât la France et l'Europe par un article qui porterait que la guerre ne pourrait se faire que sur une déclaration de l'assemblée nationale; mais pendant qu'il délibérait, l'Empereur le fit appeler pour entendre la lecture d'un projet qu'il avait demandé, comme nous l'avons dit, à Benjamin Constant. Ce projet fut discuté, et ensuite changé par Napoléon qui ne vou-

lut pas lui donner le titre de Constitution, mais celui d'Acte additionnel.

Cependant, voyant l'opinion aussi prononcée, voyant que sa convocation du Champ de Mai qu'on regardait comme une charlatanerie impériale renouvelée de Charlemagne, ne satisfaisait pas les esprits, l'Empereur se décida à convoquer les corps électoraux qu'il avait eu le projet de n'assembler qu'après l'acceptation de la constitution par le peuple. L'acte de la convocation, daté du 30 avril, porte : « Ne voulant pas prolonger la dic- » tature dont il se trouvait investi par les circons- » tances et par la confiance du peuple, Napoléon » avait voulu abréger les formes qu'il s'était proposé » de suivre pour la rédaction de l'acte constitution- » nel; que cet acte, déterminant le mode de la » formation de la loi, contient en lui-même le » principe de toute amélioration qui serait con- » forme aux vœux de la nation. » Ce langage n'est pas très-clair, mais on voit que c'est celui de l'autorité qui capitule, et beaucoup de bons esprits en surent gré à l'Empereur. D'ailleurs les menaces de l'Europe leur faisaient sentir la nécessité de se rallier au chef de l'Empire, et ils disaient : « Battons-nous d'abord, nous délibérerons en- « suite. »

Cette opinion de quelques gens sages était celle de la masse du peuple qui, ainsi que le disait Napoléon à Benjamin Constant, ne s'inquiétait pas de liberté, de constitution et ne deman-

dait que lui. Les cris de « vive la nation ! vive l'Empereur ! » retentissaient dans tous les lieux publics ; plus on se rapprochait de la dernière classe, plus on trouvait d'enthousiasme ; l'air *Cà ira*, celui *Allons, enfans de la Patrie* étaient répétés comme dans les premiers jours de la révolution. Il s'était formé au théâtre Montansier une espèce de club, fréquenté surtout par des militaires, et là, devant le buste de Napoléon couronné de lauriers, on ne cessait de chanter des hymnes consacrés à la gloire, à la liberté, et des couplets satiriques où l'on déversait le ridicule sur l'ancien gouvernement.

On ne se bornait pas à des chansons : des fédérations se formaient sur tous les points. Le 14 mai, celles des faubourgs St.-Antoine et St.-Marceau défilèrent devant l'Empereur au nombre de plus de douze mille hommes ; presque tous avaient conservé leurs habits de travail et portaient de simples casquettes. Les salons tremblaient ; la garde nationale surtout, qui, contente de porter ses uniformes et de conserver l'intégrité des boutiques, ne voulait pas qu'on armât dans Paris des gens disposés à se battre, témoigna son mécontentement et parla des attroupemens de 93. C'était pourtant de cette masse courageuse, dévouée, vraiment nationale, que l'Empereur aurait pu seulement espérer son salut.

La Bourgogne, la Franche-Comté, et surtout la Bretagne formèrent de leur côté des fédéra-

tions, et, sur plusieurs points, on leva des corps-francs et des bataillons de troupes légères qui devaient inquiéter l'ennemi et retarder sa marche. Les partisans des Bourbons s'agitaient aussi ; ils étaient un peu revenus de l'étourdissement où le retour de l'Empereur les avait jetés, et, habiles dans l'art de l'intrigue, ils ne tardèrent pas à profiter de tous les germes de mécontentement et à en faire éclore de nouveaux. Le départ des anciens militaires leur fournit l'occasion de former quelques bandes dans la Bretagne. Des troubles éclatèrent à Caen, à Bordeaux, et, le 15 mai, le tocsin avait sonné dans l'ancienne Vendée, depuis la Loire jusques aux portes de la Rochelle, depuis le Thouet jusqu'à l'Océan. Mais avant de décrire ces événemens auxquels nous donnerons quelques développemens, nous devons parler des tentatives faites par le roi de Naples pour chasser les Autrichiens de l'Italie, et du funeste résultat qui en fut la suite. Cette entreprise ne fut ni ordonnée ni autorisée par l'Empereur ; mais elle se lie à son règne de cent jours et n'eût pas eu lieu sans son retour.

CHAPITRE VI.

Murat et Bernadotte.

Le remords déchirait le cœur de Murat. Trahissant et son devoir et ses vrais intérêts, brisant les liens du sang et ceux de la reconnaissance, il avait, en 1813, mêlé ses drapeaux aux drapeaux de l'étranger; sa conduite le couvrait de honte; car c'était en abusant le vice-roi par de feintes promesses et en prenant dans les dépôts de la haute Italie des vivres et des munitions, qu'on lui donnait comme à un allié, qu'il s'était avancé sur les derrières des armées française et italienne qui défendaient l'Adige. S'il se fût réuni avec elles, rien ne l'eût empêché ou de pénétrer en Allemagne et de rappeler les Autrichiens à la défense de Vienne, ou de se porter par la Savoie et la Suisse sur les derrières des armées de la coalition. Cette défection dérangea tous les plans : en vain une poignée de Français, sous les ordres du général Grenier, battirent-ils ces amis perfides qui se montrèrent de méprisables ennemis, il fal-

lut renoncer à tout projet d'offensive, il fallut même songer à la retraite, et Lyon fut livré aux Autrichiens qui purent sans danger donner la main aux Russes.

Le grand défaut de Murat était la vanité; en le flattant on était sûr de tout en obtenir, et qui connaît mieux que les Italiens cet art d'encenser et de séduire! Napoléon, toujours jaloux de la puissance qu'il avait cédée, ne laissait échapper aucune occasion de prouver qu'il était le maître de la ressaisir. Plusieurs fois il avait dit à Murat, et notamment à l'occasion des approvisionnemens de Corfou, qu'on avait négligés: « Je reprendrai ce royaume de Naples », et cette menace irritait tellement le nouveau roi qu'il ne pouvait cacher son mécontentement. Les troupes françaises, stationnées dans ses états, lui semblaient les instrumens de l'Empereur; et il saisit toutes les occasions de les éloigner. Les Français, passés à son service, y avaient obtenu un avancement ridicule; mais, ne jouissant pas parmi ses troupes du degré de considération qu'ils croyaient mériter, ils se réjouirent de l'éloignement de leurs anciens frères d'armes. Ils avaient espéré que l'estime dont les généraux de la grande nation étaient environnés, s'étendrait sur eux et qu'ils joueraient en Italie les premiers rôles : quelques jours suffirent pour les désabuser. Les Napolitains ne tardèrent pas à faire planer sur eux des soupçons; on disait sans cesse au roi qu'il était adoré

de son peuple; qu'il pouvait compter sur une armée nationale qui serait sous ses ordres une armée de héros; mais qu'il était temps qu'on ne fût plus sous la tutelle des étrangers; qu'il était temps que le roi répondît à l'amour de ses sujets par une confiance sans bornes et qu'on ne vît plus que des Napolitains autour du roi de Naples. Vainement la reine, toujours attachée à son frère et à la France, s'opposait à cette faction: les efforts qu'elle fit pour la combattre ne servirent qu'à la rendre plus puissante. Le roi avait toujours été jaloux de la supériorité de sa femme; inquiet, parce qu'il était médiocre, il craignait sans cesse qu'elle ne voulût le réduire au sot rôle que le mari de celle qu'on cherchait à ridiculiser, en la nommant la Sémiramis de Lucques, jouait auprès de sa femme. « Vous ne ferez pas de moi un Bacciochi », répétait Murat à Caroline toutes les fois qu'elle voulait ou le ramener par la douceur, ou prendre de l'ascendant sur lui par l'élévation de son esprit.

Il ne fut pas difficile aux Napolitains de profiter de ces irritations d'amour-propre. Bientôt les Français passés au service du roi, ne furent regardés que comme le parti de la reine: on leur donna des dégoûts, on exigea des sermens qui leur répugnaient, une renonciation absolue à la première patrie qu'ils ne pouvaient pas oublier; et tous, ou presque tous, quittèrent l'Italie et se rendirent en France, incertains de

l'accueil qui les y attendait et ne sachant pas si le sacrifice qu'ils venaient de faire serait vû d'un œil favorable. Murat satisfaisait sa vanité, calmait ses craintes chimériques, mais il ôtait à son armée sa force réelle : les événemens que nous allons décrire le punirent de cette faute.

Nous sommes entrés dans ces détails pour prouver que Murat avait depuis long-temps préparé sa défection et qu'il croyait, dès l'an 1810, pouvoir séparer sa cause de celle du souverain de la France. Dans la campagne de 1812, il était déjà d'accord avec les puissances ennemies (1). La lettre écrite par la reine à Napoléon pour justifier son mari, lettre qui est devenue publique, et où elle dit « que Metternich a assuré que la seule » manière de servir la dynastie napoléonienne est » de se ranger du côté de l'Autriche qui seule » veut conserver cette dynastie et que c'est ce » qui a fait embrasser à Murat le parti qu'il a » pris; » cette lettre doit donc être regardée comme une pièce diplomatique.

Napoléon tomba du trône. Murat ne tarda pas à sentir qu'il avait fait un faux calcul, et que, lorsque le tronc est arraché, le faible ra-

(1) Tandis qu'il commandait la cavalerie, le prince Cariati était au quartier général des Autrichiens à négocier avec les alliés, et à plusieurs reprises l'Empereur Alexandre lui avait demandé sa lunette d'approche en lui disant : « Voyons si nous » ne pourrons pas découvrir dans la plaine notre allié, le roi de » Naples. »

meau doit bientôt se dessécher. Les Bourbons le poursuivirent au congrès de Vienne, et on crut un moment que cet usurpateur du royaume de Naples serait obligé de céder le trône au souverain légitime; il leva à la hâte une armée nombreuse; il chercha à profiter du mécontentement des Italiens, auxquels le joug de plomb de la maison d'Autriche est si odieux, pour se faire des partisans et préparer une insurrection générale; il accueillit les officiers qui voulurent s'enrôler sous ses drapeaux, et prit des positions sur les frontières de ses états, occupant avec force Ancône et déclarant qu'il ne se prêterait à aucun arrangement et qu'il défendrait le royaume que la coalition lui avait garanti et qu'elle ne pouvait plus lui ôter.

Il était dans cette situation, lorsque Napoléon remonta avec tant de facilité sur le trône de France. Alors, soit qu'il voulût le devancer dans la haute Italie et la réunir sous son Empire, soit qu'il voulût aider son beau-frère par une diversion puissante, il renonça à la défensive et crut pouvoir avec ses Napolitains se mesurer contre les troupes autrichiennes qu'il avait si souvent vues fuir devant lui; son calcul était faux sous l'un et sous l'autre point de vue: nous allons le prouver.

Réunir l'Italie en une seule puissance indépendante est une chimère, et espérer la réunir sous l'empire des Napolitains, que toute l'Italie méprise, est une folie. Tant qu'une cité plus grande, plus ri-

che, plus puissante que toutes les autres ne s'élevera pas ; tant que Milan sera la rivale de Turin, Rome celle de Naples et Gènes celle de Venise, il ne sera pas possible d'établir en Italie un centre de gouvernement, un point qui donne l'impulsion et vers lequel tous les autres gravitent. On trouverait moins de difficultés à la soumettre toute entière à une seule puissance étrangère; car ces peuples s'accoutumeraient plutôt à languir tous dans la même honte, qu'à oublier leurs anciennes rivalités et à sacrifier leurs petites jalousies. Ainsi, sous ce premier rapport, l'expédition de Murat était chimérique. Sous le second, elle était imprudente. Pourquoi, lorsque l'Empereur paraissait vouloir la paix, commencer une guerre où il lui était impossible de rester neutre? Pourquoi enfin tout risquer si on ne voulait que faire une diversion, tandis que, sans rien hasarder, on la faisait aussi imposante et aussi utile (1)? Les Autrichiens se seraient-

(1) Le 16 février 1815, Napoléon expédia à Naples un de ses chambellans pour faire connaître à cette cour : 1° qu'il partait pour rentrer dans sa capitale et remonter sur son trône; qu'il était résolu à maintenir le traité de Paris, ce qui lui faisait espérer que les puissances alliées resteraient étrangères à cette guerre civile; 2° qu'il désirait que Murat envoyât un courrier à Vienne pour que son ambassadeur notifiât à cette cour que la France continuerait à exécuter le traité de Paris et renonçait spécialement à toutes ses prétentions sur l'Italie; 3° que dans tous les cas, les hostilités ne pouvaient commencer avant la fin de juillet; que la France et Naples auraient le temps de se concerter; qu'au préalable, Murat devait renforcer son armée dans une bonne po-

ils avancés au-delà des Alpes, en laissant Murat à la tête de 80 mille hommes sur leur flanc gauche, et derrière eux toute l'Italie prête à briser ses fers? S'ils avaient voulu le forcer à renoncer de nouveau à l'alliance de la France, Murat ne pouvait-il pas, en fortifiant ses frontières, en occupant les points importans, les réduire à une guerre longue et sanglante qui lui offrirait peut-être quelques chances favorables, tandis que des marches combinées, de grandes manœuvres, des batailles rangées dans un pays découvert, ne lui en présentaient que de funestes avec les troupes qu'il commandait.

Murat ne fit aucune de ces réflexions, et il s'avança vers le Pô en s'annonçant comme le libéra-

---

sition en avant d'Ancône, et dans toutes les circonstances imprévues se conduire par le principe qu'il valait mieux reculer qu'avancer, donner bataille derrière le Garigliano que sur le Pô; qu'il pouvait beaucoup comme diversion et appuyé par une armée française, qu'il ne pouvait rien sans cela.

Lorsque Murat apprit l'entrée triomphale de Napoléon à Grenoble et à Lyon, il annonça hautement l'intention d'insurger l'Italie, disant que c'était à lui de proclamer son indépendance et qu'au mois de juillet les armes françaises auraient ressaisi la couronne de fer et rétabli le royaume d'Italie. La reine et l'envoyé de l'Empereur se jetèrent à ses pieds et lui représentèrent le danger d'une telle entreprise; il y persista.

La cour de Vienne crut qu'il n'agissait que d'après les ordres de Napoléon; et le traité contre la France fut signé. En proie deux fois aux plus étranges vertiges, Murat deux fois fut la cause de nos malheurs: en 1814 en se déclarant contre la France, en 1815, en se déclarant contre l'Autriche.

(*Campagne* de 1815 par *Napoléon*. Pages 9, 10, 11, 12, 13, et 14.)

teur de l'Italie. Un très-petit nombre de jeunes gens se réunirent à lui; la masse attendait le résultat pour se prononcer : c'est la politique des nations et surtout des Italiens qui n'ont pas oublié l'anathême prononcé par Brennus au pied du capitole. Après quelques succès d'avant-garde, qu'il s'exagéra comme des victoires, Murat vit ses colonnes renversées et il regagna ses frontières dans le plus grand désordre. Il paraît que la trahison était déjà dans son armée, et que les Carascosa, les Ambrosio, qu'il avait rapidement avancés du simple grade d'officiers au rang de généraux, avaient déjà fait des arrangemens particuliers. La tête du chef, peu faite pour diriger une grande armée, l'ignorance profonde des généraux, la lâcheté des troupes suffiraient au reste pour expliquer cette déroute et la perte de tout le royaume. Pendant qu'on s'entassait sur la droite, croyant que les Autrichiens se porteraient vers Pescara et le long de l'Adriatique, ils percèrent par le centre, arrivèrent à Aquila, et par la route qu'ont suivie presque tous les conquérans de ce pays toujours mal défendu, ils tournèrent Capoue et obligèrent le roi à s'enfuir sur un esquif et la reine à se livrer aux Anglais.

Cette marche réussira toujours, parce que le royaume de Naples, qui croit avoir des places frontières qui le défendent du côté des états de l'Eglise, n'en a pas. Gaëte, bâtie sur un promontoire qui s'avance dans la Méditerranée ne dé-

fend pas la grande route de Terracine; Pescara, qui se trouve de l'autre côté sur la mer Adriatique, ne défend rien; et l'immense intervalle d'une mer à l'autre n'est pas suffisamment protégé par la grande chaîne de montagnes qui le couvre; cette chaîne en impose à l'œil, mais elle est pénétrable partout pour des détachemens, et sur plusieurs points pour une armée. Ce premier boulevard franchi, on se trouve dans un pays difficile sans doute, mais où l'on rencontre de nombreux débouchés, et la place de Capoue n'empêche d'approcher de Naples, que ceux qui veulent absolument passer par Capoue pour aller à Naples. Quant à cette capitale, ce serait une folie de tenter de la défendre.

L'expédition de Murat, qui va bientôt périr sous les coups des bourreaux, sur ce sol qu'abreuva souvent le sang de ses rois, nous a fait perdre de vue Napoléon et la France. Avant d'y revenir, je ferai une observation qui fait plus de honte que d'honneur à notre patrie, c'est que les deux hommes qui, en 1813, ont assuré les succès de la coalition, sont deux soldats français, que nos triomphes et le reflet de notre gloire avaient placés sur des trônes étrangers. Le premier décida la campagne de Dresde, fixa sous les drapeaux ennemis la victoire long-temps incertaine dans les champs de Leipsick, et leur ouvrit, dit-on, par ses conseils, les chemins de la France. L'autre, plus ingrat et plus coupable, s'avance sous le masque

de l'amitié, et ne le dépose que pour faire couler le sang français à qui il devait tout. La politique des rois a puni par un crime, le crime de Murat envers la France et envers l'Empereur. Peut-être Bernadotte sentira-t-il un jour que les droits toujours sacrés de la patrie, et que les devoirs du citoyen devraient être préférés aux intérêts souvent douteux du monarque.

CHAPITRE VII.

Intrigues. Fouché. Assemblée du Champ de Mai. Ouverture des chambres. Mauvaises combinaisons.

Pendant que la basse Italie changeait de maître, les royalistes s'agitaient dans l'intérieur de la France. Le duc de Bourbon, envoyé dès le premier moment dans la Vendée, n'avait pas pu la soulever, mais l'Empereur ayant eu l'imprudence d'en retirer les deux seuls régimens qui s'y trouvaient, les anciens chefs crurent pouvoir lever impunément l'étendard de la révolte. Le peuple répugnait à l'insurrection; il fallut employer des moyens extraordinaires pour le contraindre et l'électriser. Le tocsin sonna à la fois sur tous les points; les valets des seigneurs et quelques jeunes gens, qui s'étaient attachés aux nobles, coururent aux armes et forcèrent les paysans à s'armer aussi. On répandait en même temps les bruits les plus propres à égarer la multitude : « Les Russes et les Au-
» trichiens étaient entrés à Paris; cinquante mille
» Anglais débarquaient sur les côtes. Bonaparte

» avait été assassiné, » etc., etc. Ces moyens toujours employés réussissent toujours; la terreur saisit les acquéreurs de biens nationaux, à qui les nobles ne pardonnaient pas, et ils s'enfuirent dans les villes voisines, où ils annoncèrent que tout était en feu dans la Vendée. Si le général Laborde, qui se trouvait à Angers, avait eu quelques forces disponibles, et qu'il eût pu se porter rapidement sur les foyers de l'insurrection, elle aurait été calmée, car les paysans n'avaient nulle envie de se battre, et c'était en les assurant qu'ils n'auraient pas un soldat à combattre, qu'on les avait décidés à prendre les armes; mais il était malade à Angers et il se contenta de faire occuper la position dite du Pont-Barré par quatre ou cinq cents hommes qui auraient pu facilement être tournés et enlevés. Travot, qui se trouvait à Nantes, se mit en marche avec quelques centaines d'hommes, réunit à la hâte le petit nombre de soldats laissés à Bourbon-Vendée, et dispersa à Aiguillon, à Aizenai, à Palluau, des masses dix fois plus nombreuses; ces succès furent suivis de succès plus décisifs encore, et nous verrons cette guerre civile, éteinte au moment même où la cause qui l'avait excitée obtenait le triomphe! Étrange bévue de ces héros vendéens qui ne surent ni commencer cette guerre à propos, ni la faire avec talent, ni choisir leur moment pour la terminer.

Heureux Napoléon, s'il n'eût pas eu d'autres ennemis à combattre! Mais la coalition redou-

blait ses préparatifs, l'orage grondait en attendant qu'iléclatât. Le Moniteur du 3 mai contenait une proclamation d'un certain Justus Gremer, qui promettait de Dusselforf le pillage de la France aux braves Allemands ; le roi de Prusse, qui certes n'avait pas de droits à l'insolence, s'était aussi permis des menaces ridicules dans la bouche du vaincu de Iéna. Castelreagh, plus adroit, n'insultait pas toute la nation; faisant même un changement au traité de Vienne du 25 mars, il ne voulait pas imposer aux Français le gouvernement des Bourbons, il voulait seulement renverser Bonaparte; le piège était grossier, et cependant beaucoup de patriotes purs s'y laissèrent prendre. Les honnêtes gens ne peuvent pas deviner la morale des gouvernemens : ils croient que les promesses d'un congrès de rois doivent inspirer autant de confiance que la parole d'un simple citoyen; ils ont vu ce que valaient les discours d'un Castelreagh, ils apprendront bientôt ce que vaut la signature d'un Wellington.

Cependant les manifestes des grandes puissances, les menaces du roi de Prusse et les insultes d'un Gremer produisaient sur la majorité du peuple un effet contraire à celui qu'on en avait espéré. Les fédérations s'étendirent sur tous les points; les routes se couvrirent de soldats qui allaient rejoindre, de bataillons d'élite de gardes nationales, qui devaient former les garnisons. Les dons patriotiques se multipliaient : on recueillit onze cent

mille francs dans le département de l'Aisne, un des plus menacés par l'ennemi.

L'espoir de la paix était évanoui, et dès le 15 de mai, nous avions presque autant de forces actives sous les armes qu'au moment où les hostilités commencèrent. Pourquoi ne pas profiter alors de la mauvaise position des Anglais qui n'auraient pas pu tenir la campagne, et de la faiblesse de l'armée prussienne, pour envahir la Belgique, où la fermentation était extrême, et les provinces de la rive gauche qui nous attendaient comme des libérateurs? Napoléon n'était-il plus le même homme? Ou bien, embarrassé dans les intrigues de l'intérieur, contrarié par les concessions qu'il se voyait obligé de faire, n'était-il occupé qu'à conserver sa puissance, quand il fallait l'assurer par de grandes victoires? Qu'avait-il donc à craindre? Est-ce que la voix de ses soldats vainqueurs ne l'aurait pas de nouveau salué Empereur? Est-ce que le pavois n'était pas un trône? S'il était vaincu, quel danger de laisser après lui des maximes libérales et le besoin de la liberté? N'était-ce pas avoir miné d'avance le trône de ceux qui devaient lui succéder?

Napoléon resta à Paris qu'il fit fortifier; l'acte additionnel, envoyé aux armées et dans les départemens, fut accepté comme on accepte en France tout ce qui est présenté. On s'occupait en même temps de la nomination des députés. Tous ceux qui dans la dernière session s'étaient montrés vraiment attachés à la constitution furent réélus; leur

nombre se montait à plus de soixante; quelques patriotes exagérés furent aussi choisis, mais les noms des Lafayette, des d'Argenson devaient rassurer les amis d'une liberté sage; enfin les Regnaud, les Lucien et plusieurs militaires dévoués et distingués promettaient au gouvernement des appuis et des défenseurs; mais c'était dans son sein qu'il récelait son plus mortel ennemi.

Un prêtre défroqué, Talleyrand, avait été l'artisan de la première restauration dont l'abbé de Pradt, alors son complice, nous a tracé depuis une histoire si naïve; un ancien doctrinaire, Fouché peut être regardé comme la cause principale du second retour des Bourbons. Il paraît même qu'avant le 10 mars 1814, cet homme était d'accord avec les princes, et qu'il trahissait déjà la confiance de l'Empereur et les intérêts de la France. Ayant tour à tour caressé et servi toutes les factions, il en imposait par le nombre de ses partisans; et les divers ressorts que sa place l'autorisait à faire jouer, le mettaient toujours à même de justifier, en paraissant l'expliquer, la duplicité de sa conduite. Elle n'échappa cependant point à plusieurs bons Français qui en avertirent l'Empereur; mais le ministre de la police savait dissiper tous les nuages; s'il entretenait des relations avec Gand, c'était pour apprendre ce qui s'y faisait; s'il envoyait des agens auprès des Bourbons, c'était pour découvrir les correspondances qu'il conservaient dans Paris et dans tout le reste de la France : c'est ainsi que

la trahison ressemblait au dévouement et obtenait la confiance.

On peut facilement imaginer par combien de côtés, par quelle multitude de moyens, un homme vieilli comme Fouché, dans les tourmentes révolutionnaires et revêtu d'une puissance aussi formidable que celle de ministre de la police, pouvait attaquer le trône de Napoléon. Par les soins du ministre, les salons reprochaient au souverain de nous ramener aux jours de 93, et les patriotes l'accusaient de chercher à conserver la tyrannie impériale; la presse ne cessait de vomir contre lui des pamphlets et des chansons; les journaux usaient hardiment de la liberté qu'il leur avait rendue, et l'un deux, le Censeur, voulait que Napoléon abdiquât une puissance que la coalition avait la volonté de détruire : « Si Napoléon abdiqua en 1814 pour prévenir une guerre civile » et mettre un terme à la guerre étrangère, disait-» il dans son 6e numéro, pourquoi en 1815, lors-» que la guerre civile éclate et que la France est » menacée de l'invasion de tous les peuples de » l'Europe, retient-il la puissance? Sa patrie lui est-» elle moins chère cette année que l'année der-» nière, ou une abdication en faveur des Bour-» bons lui semble-t-elle préférable à une abdica-» tion en faveur de son fils? »

C'est au milieu de cette agitation des esprits que se réunit l'assemblée du Champ de Mai. Elle eut lieu le 1er juin au Champ-de-Mars où l'on avait pré-

paré un vaste amphithéâtre dont les députations de l'armée occupaient les deux ailes. L'Empereur fut reçu au milieu des acclamations et prononça un discours dont il faut rappeler quelques traits.

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peu- » ple; dans la prospérité, dans l'adversité, sur le » champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans » l'exil, la France a été l'objet unique de mes pen- » sées et de mes actions. — Comme ce roi d'Athè- » nes, je me suis sacrifié pour mon peuple. — Je » voulais la paix, mais les princes qui ont méconnu » tous les principes, froissé les intérêts de tant de » peuples, veulent nous faire la guerre; ils médi- » tent d'accroître le royaume des Pays-Bas, de lui » donner pour barrière toutes nos places frontiè- » res du nord et de concilier les différents qui les » divisent encore en se partageant la Lorraine et » l'Alsace. — Français, lorsque nous aurons re- » poussé cette injuste agression, une loi solennelle, » faite dans les formes voulues par l'acte constitu- » tionnel, réunira les différentes dispositions de » nos constitutions aujourd'hui éparses. Si les rois » étrangers n'attaquaient que ma personne, si je » ne voyais pas que c'est à la patrie qu'ils en veu- » lent, je mettrais à leur merci cette existence » contre laquelle ils se montrent si acharnés. »

S'adressant ensuite aux députations de la garde nationale et de l'armée, il dit d'une voix forte et assurée : « Soldats de la garde nationale de l'Em- » pire, soldats des troupes de terre et de mer, je

» vous confie l'aigle impériale aux couleurs natio-
» nales; vous jurez de la défendre au prix de votre
» sang! vous jurez de ne jamais reconnaître d'au-
» tre signe de ralliement, et de mourir tous plutôt
» que de souffrir que les étrangers viennent dicter
» la loi à la patrie. »

Toutes les bouches répétèrent : nous le jurons ; tous les bras levés vers les cieux semblaient les prendre à témoin de ce serment qu'un si petit nombre d'hommes devaient tenir.

L'archi-chancelier présenta ensuite les procès-verbaux d'acceptation des articles additionnels; l'Empereur les signa et jura sur l'évangile, que lui présenta l'archevêque de Bourges, premier aumônier de l'Empire, de les observer et de les faire observer. Une trentaine de mille hommes de troupes de ligne et de gardes nationales défilèrent ensuite devant l'Empereur, dont le bruit de l'artillerie annonça bientôt le départ.

Le nombre des votans en faveur de la constitution était de : un million deux cent quatre-vingt-huit mille trois cent cinquante-sept. Dans l'armée et la marine deux cent quarante-quatre mille l'avaient acceptée, et cinq cent quatre-vingt-quinze l'avaient refusée.

Une autre cérémonie moins solennelle, mais plus importante eut lieu quelques jours après. Napoléon fit, le 7 juin, l'ouverture du corps législatif : la veille avait paru la liste des pairs et les deux factions royaliste et républicaine jetèrent à l'envi sur

ces choix le blâme et le ridicule. Peut-être l'Empereur en eût-il dû laisser l'initiative aux colléges électoraux qui lui auraient présenté quatre ou cinq des hommes de chaque département les plus recommandables par leur existence, leurs lumières et leurs services et parmi lesquels il eût choisi. Il était de sa politique de lier la nation à lui par tous les moyens, mais il est bien difficile de connaître ses vrais intérêts quand on est sur un trône que tant d'illusions environnent.

Le discours qu'il prononça était plein d'idées grandes et généreuses : « Depuis trois mois les circonstances et la confiance du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir illimité. Aujourd'hui s'accomplit le besoin le plus pressant de mon cœur, je viens commencer la monarchie constitutionnelle. Nos constitutions sont éparses, une de nos plus importantes occupations sera de les réunir dans une seule pensée. J'ambitionne de voir la France jouir de toute la liberté possible; je dis possible, parce que l'anarchie ramène toujours au gouvernement absolu. Nos ennemis comptent sur nos divisions intestines: des rassemblemens ont lieu; on communique avec Gand comme en 1792 on communiquait avec Coblentz. Des mesures législatives sont indispensables; c'est à votre patriotisme, à vos lumières et à votre attachement à ma personne que je me confie sans réserve. Il est possible que le premier devoir du prince m'appelle bientôt à la tête des enfans de la nation pour com-

» battre pour la patrie. L'armée et moi nous ferons » notre devoir. Vous, pairs et représentans, donnez » à la nation l'exemple de la confiance, de l'éner» gie et du patriotisme; et comme le sénat du grand » peuple de l'antiquité, soyez décidés à mourir plu» tôt que de survivre au déshonneur et à la dégra» dation de la France. La cause sainte de la patrie » triomphera. »

Dans l'adresse des pairs, signée Cambacérès président, l'Empereur ne dut plus reconnaître les expressions serviles et adulatrices de l'ancien sénat. On le remerciait « de soumettre aux formes et aux » règles constitutionnelles le pouvoir absolu que » les circonstances lui avaient imposé, et de don» ner de nouvelles garanties aux droits des na» tions. » Des assurances de dévouement adoucissaient un peu ce langage sévère, et la chambre des pairs terminait son discours en disant : « L'intérêt » de la France est inséparable du vôtre (vérité que » l'événement a confirmée) si la fortune trom» pait vos efforts des revers n'affaibliraient pas no» tre persévérance et redoubleraient notre atta» chement. »

La chambre des répresentans expliquait avec plus d'indépendance et moins de ménagement ce besoin de liberté et d'institutions conservatrices que sentaient tous les patriotes éclairés. « Les principales » bases de cette monarchie, protectrice de la liberté, » de l'égalité et du bonheur des peuples, ont été » reconnues par V. Majesté qui, se portant d'elle-

» même au-devant de tous les scrupules comme au-
» devant de tous les vœux, a déclaré que le soin
» de réunir nos constitutions éparses et de les co-
» ordonner, était une des plus importantes occu-
» pations réservées à la législature. (C'était la décla-
» rer assemblée constituante) Fidèle à sa mission,
» la chambre des représentans remplira la tâche
» qui lui est dévolue dans ce noble travail. Elle
» demande que, pour satisfaire à la volonté publi-
» que, ainsi qu'aux vœux de V.M. la délibération
» nationale rectifie le plus tôt possible, ce que l'ur-
» gence de notre situation a pu produire de défec-
» tueux ou laisser d'imparfait dans l'ensemble de
« nos constitutions. »

Dans sa réponse, l'Empereur laissait entrevoir des craintes que les événemens n'ont que trop justifiées, et donnait des leçons dont on ne sut pas profiter; il disait :

« Ma pensée est toute absorbée par la guerre im-
» minente au succès de laquelle sont attachés l'in-
» dépendance et l'honneur de la France. Je parti-
» rai cette nuit: pendant mon absence je verrais
» avec plaisir qu'une commission nommée par cha-
» que chambre méditât sur nos constitutions; la
» constitution est notre point de ralliement. Toute
» discussion publique qui tendrait à diminuer direc-
» tement ou indirectement la confiance qu'on doit
» avoir dans ses dispositions serait un malheur
» pour l'état. La crise est forte; n'imitons pas
» l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de tout côté

» par les barbares, se rendit la risée de la postérité » en s'occupant de discussions abstraites au mo- » ment où le bélier brisait les portes de la ville. »

Les représentans auraient dû en effet ne songer qu'à dissoudre la coalition qui menaçait notre indépendance, et qu'à seconder de tous leurs efforts celui qui était tout à la fois le bouclier et l'épée de la France. Mais le génie du mal dominait dans le sein de cette assemblée où l'on parut plus effrayé de la tyrannie de Napoléon que des fers de l'étranger; on ne voulait pas croire aux promesses de celui qu'on pouvait forcer à les tenir, et le moment n'était pas loin où l'on aurait une stupide confiance dans les insinuations des despotes de l'Europe. Etrange résultat d'une assemblée où se montrèrent de grands talens, de grandes vertus patriotiques et un grand courage! Elle eût pu sauver facilement la patrie, et elle la perdit; elle discuta des abstractions tandis que l'ennemi s'avançait sur notre territoire; elle crut sauver la liberté en proclamant les principes sous les baïonnettes anglaises et prussiennes et ne sentit jamais que discourir est peu de chose et qu'agir est tout. Je n'accuse cependant pas ses intentions, mais qu'importent à la patrie expirante les intentions de ceux qui la livrent au joug de l'étranger? Quand il s'agit d'intérêts aussi sacrés, les dupes sont criminelles.

Avant de suivre l'Empereur sur le champ de bataille, arrêtons-nous un moment sur les débats de cette assemblée, et entrons dans quelques

détails sur la situation intérieure de la France.

Dès sa première séance, la chambre des représentans avait laissé percer son esprit. M. Sibuet avait proposé de n'employer dans son sein aucune désignation nobiliaire, aucun titre, mais d'y faire régner une égalité absolue; c'était se conformer à un décret rendu à Lyon, mais il parut que l'Empereur n'avait voulu qu'anéantir l'ancienne noblesse, ressuscitée avec les Bourbons. Pouvait-il ignorer que cette ancienne noblesse, qui avait des intérêts différens des siens, existait réellement dès qu'il en établissait une autre? C'était en ne créant pas de nouvelles distinctions qu'il laissait les anciennes s'éteindre dans l'oubli de la tombe; c'était en restant premier consul qu'il fermait l'entrée de de la France aux Bourbons qui n'auraient jamais eu la puissance d'y reconstruire un trône dont les bases avaient été anéanties. Mais vouloir une noblesse et prétendre repousser ces hommes dont le nom seul était en France une grande distinction parce qu'il rappelait de grands souvenirs, c'était une contradiction. Qu'importe aux Luxembourg, aux Noailles, aux Montmorency le titre que vous leur donniez? Leurs titres ne sont-ils pas dans chaque page de notre histoire? Le passé donnera long-temps encore des lois à l'avenir.

Dans cette même séance, se laissèrent apercevoir quelques irritations d'amour-propre qui, aux yeux d'un observateur, pouvaient avoir de grandes conséquences. Le président de la chambre

avait attendu long-temps sans être reçu chez l'Empereur qui avait fait dire : « Je communiquerai avec la chambre par un chambellan. » On s'en plaignit hautement, et M. Boulay vint déclarer que l'Empereur n'avait pas su que le président attendait dans l'antichambre, et que c'était par un mal-entendu qu'on avait annoncé un chambellan comme un intermédiaire entre le trône et les représentans du peuple. On prétendit que Napoléon avait dit à Lanjuinais : « Quelques-uns » disent que vous êtes bourboniste, d'autres que » vous êtes mon ennemi personnel, et d'autres » que vous aimez véritablement la patrie : vous » jugerez quels sont ceux que je crois, quand je » vous félicite, ainsi que la chambre, du choix » qui vous a fait son président. » M. Lanjuinais, si la vérité avait été bonne à dire, aurait pu, je crois, répondre que ceux qui faisaient ces trois assertions, en apparence si opposées, avaient tous raison; l'événement n'a-t-il pas prouvé qu'il était d'accord avec Fouché pour renverser Napoléon? n'a-t-il pas contribué au retour de Louis XVIII? et cependant sa noble conduite, ses opinions toujours libérales, son opposition constante à toutes les tyrannies, ne prouvent-elles pas que l'amour de la patrie est le premier sentiment de son cœur?

Quelques jours après, le représentant Félix Lepelletier, ayant proposé de déclarer Napoléon sauveur de la patrie, fut repoussé par un murmure improbateur, et le parti républicain ou ennemi

de Napoléon l'emporta décidément dans cette assemblée, qui ne sut apprécier ni la situation intérieure de la France ni sa position envers les puissances étrangères.

L'Empereur avait fait d'immenses préparatifs, et, presque sur tous les points, la volonté nationale l'avait secondé. L'armée française qui, au 1er avril 1814 (fait qui prouve combien étaient absurdes les dispositions faites alors pour défendre notre territoire), était de 450 mille combattans, sans y comprendre les 150 mille prisonniers retenus dans les pays étrangers et dont un grand nombre ne devait plus revoir leur patrie; l'armée française avait été réduite par les Bourbons, effrayés de leurs propres forces, à moins de 175 mille hommes. En deux mois elle fut reportée, d'après le rapport un peu exagéré sans doute de Carnot, ministre de l'intérieur, à 375 mille hommes. Cette masse de deux cent mille hommes n'était pas toute disponible pour entrer en ligne, puisqu'il s'y trouvait cinquante-cinq bataillons d'anciens militaires qu'on ne pouvait que jeter dans les places, et plus de 25 mille soldats entrés dans les cadres des bataillons d'élite des gardes nationales. Il fallait encore en déduire six mille canonniers gardes-côtes, six mille chasseurs des Alpes et des Pyrénées qui ne sortirent pas de leur pays, et douze mille étrangers, la plupart Espagnols, qui comptèrent bien sur les contrôles, mais qui ne furent même pas tous armés.

Quatre cent dix-sept bataillons de grenadiers et chasseurs, choisis sur la masse de la garde nationale, et composés d'hommes de l'âge de vingt à quarante ans, étaient destinés, comme je l'ai déjà dit, à former les garnisons des places et des réserves déterminées; deux cents de ces bataillons avaient déjà été mis en marche au 10 juin, et offraient sous les armes 112 mille hommes. Tous, par leur force, par leur enthousiasme, par l'ardeur guerrière de s'instruire et de combattre, rappelaient ces premiers jours de notre révolution où les dents de Cadmus semblaient avoir été semées sur toute la surface de la France.

On se rappelle comment un traité honteux, signé par le comte d'Artois en avril 1814, nous avait fait perdre 53 places et forts et un matériel d'artillerie qu'on pouvait évaluer à plus de 200 millions (1). Les alliés avaient aussi enlevé, contre le texte des capitulations, d'immenses ressources que nous avions à Lafère, à Avesnes, à Béfort; il nous restait cependant des moyens de réparer tant de pertes. Dès le 21 mars, les différentes branches de service d'artillerie, qui toutes ont à leur tête des hommes si habiles, si actifs, si recommandables, furent réorganisées, et on acheta vingt mille chevaux du train et des équipages.

Les officiers du génie faisaient en même temps

---

(1) Ce matériel était de 12,600 bouches à feu, dont 11,300 en bronze.

relever les fortifications de nos places de première et de seconde ligne, où l'on réunissait d'immenses approvisionnemens. Sur tous les points, le zèle des administrateurs n'eut qu'à faire connaître les besoins, les citoyens s'empressèrent d'y pourvoir. Jamais l'esprit public ne se signala avec plus d'énergie.

Dans son discours à une députation de la chambre des représentans, l'Empereur avait dit le 11 juin : que les mouvemens des différens corps ennemis rendaient sa présence nécessaire à l'armée et qu'il partait sur-le-champ. La vérité est qu'il n'y avait aucun mouvement dans les armées anglaises et prussiennes qui, répandues de la Moselle à l'Escaut, n'étaient pas en mesure de prendre l'offensive. L'Empereur voulait-il par ces mots expliquer son inaction jusqu'à ce jour et sa résolution subite de marcher à l'ennemi? Il devait sentir qu'il avait perdu un temps précieux; car, dès les premiers jours d'avril, après avoir reçu la déclaration du 13 mars, il aurait dû marcher vers la Belgique et rejeter les Prussiens au delà du Rhin (1). Mais le

---

(1) L'Empereur délibéra si avec 35 à 36 mille hommes il commencerait le 1er avril les hostilités en marchant sur la Belgique et ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaises et prussiennes étaient disséminées; mais l'on nourrissait des espérances de paix et on aurait blâmé un mouvement offensif: mais pour réunir 35 à 36 mille hommes il fallait livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes depuis Calais jusqu'à Philippeville;

moment était passé, et il eût été peut-être plus prudent de les attendre sur notre territoire et de tirer parti de nos places fortes et des moyens qu'elles fournissent, pour inquiéter l'ennemi par des mouvemens sur ses flancs, par des incursions sur ses derrières.

Cette frontière du nord offre le défaut de toutes les longues lignes. Depuis le mur du Delta à Péluse construit par Sésostris, la grande muraille de Médie, qui allait du Tigre à l'Euphrate, le rempart de quinze cents stades, dont le fils de Séleucus-Nicator enveloppa la seconde Margiane, les barrières qu'au nord et au midi on opposait aux Scythes, les fossés qui ont fermé la Chersonèse et le mur qu'éleva Manuel Paléologue sur l'isthme de Corinthe, elles ont toujours été rendues inutiles et même nuisibles par l'ennemi qui a pu les forcer sur un point. De nos jours, presque sous les yeux de Vauban, cette ligne tant vantée de nos places du nord ne put arrêter l'ennemi, et c'est la victoire de Denain et non les fortifications rétrécies de Lan-

---

les esprits étaient divisés en Flandre; on ne pouvait abandonner les places fortes aux gardes nationales locales; le duc d'Angoulême marchait sur Lyon; les Marseillais sur Grenoble; le commencement des hostilités eût encouragé les mécontens : il fallut attendre que les Bourbons eussent abandonné le territoire, que tous les Français fussent ralliés : ce qui n'eut lieu que le 20 avril.

(*Campagne de* 1815 *par Napoléon*. Pages 44 et 45.)

drecies, qui sauva la France. Il est vrai que Landrecies, occupant un instant les alliés, fournit à Villars l'occasion de faire son audacieux et presqu'incompréhensible mouvement, mouvement qui prouve seul combien est circonscrit le rayon d'activité des places de guerre; car il passa l'Escaut entre Bouchain et Valenciennes, qui étaient occupés par l'ennemi; mais Landrecies serait tombée comme les autres places, s'il n'y avait pas eu une grande armée pour la sauver. C'est donc sur les forces mobiles, sur les forces actives, et non sur les forces mortes, inertes, d'une place de guerre et d'une garnison, calculée pour défendre les bastions, qu'il faut baser ses projets de défense.

D'abord cette ligne laisse ouvertes de grandes trouées, et il est inconcevable qu'après la campagne de l'an XIII, on ait encore négligé la trouée de Bavay où aboutissent les routes de Mons et de Binche; il est plus inconcevable encore qu'on n'ait pas mis Cambrai en état de siège. Devait-on ignorer que de Bavay l'ennemi pouvait aller par les chaussées Brunchaut à Cambrai et Cateau-Cambrésis, sans s'inquiéter de Valenciennes et de Maubeuge, de Bouchain et du Quesnoy?

N'anticipons pas sur les événemens, mais répétons que, puisque l'Empereur n'avait pas profité du premier moment de terreur pour porter nos aigles sur les bords du Rhin, il aurait dû chercher à tirer la guerre en longueur et à profiter de l'appui de ces places. Au lieu de di-

viser toutes ses réserves de gardes nationales, pourquoi ne pas établir deux ou trois grands camps qui auraient été à la fois défensifs et offensifs. Un de ces camps, placé en avant de Montmédi, eût contenu tout ce qui était dans le Luxembourg; un autre camp, placé en avant de Bavay, eût gêné tous les mouvemens de l'ennemi : la vaste forêt de Mormale, à travers laquelle on eût pu préparer des chemins de retraite jusque derrière la Sambre, offrait d'immenses ressources pour les fascines, les gabions, les palissades; et la Sambre et l'Escaut pouvaient faire arriver jusqu'à quelques lieues du camp tous les moyens de subsistance. L'ennemi aurait tremblé d'attaquer ce camp retranché, placé ainsi entre Maubeuge et Valenciennes, et il aurait craint plus encore de le laisser derrière lui; car, s'il eût marché vers Lille, on pouvait se porter sur Ath et tomber sur ses derrières, et s'il eût voulu menacer Beaumont, un simple mouvement sur Binche et sur Charleroi, en descendant la rive gauche de la Sambre, devait déconcerter tous ses projets.

Qu'on suppose un ou deux autres camps retranchés de Metz à Strasbourg, toutes les issues garnies de compagnies de volontaires, de bataillons de partisans, la population toute entière sous les armes, et derrière tout cela l'Empereur à la tête de deux cents mille hommes, échelonnés sur toutes les directions, et s'étant d'a-

vance préparé des moyens de transporter facilement et promptement des corps d'armée, et qu'on juge si la conquête de la France eût été sans difficultés.

Au lieu de cela, l'Empereur, guidé par son mauvais génie, irrité peut-être par toutes les petites contradictions qu'il éprouvait dans l'intérieur, se décide à frapper un grand coup, à jouer un trente et quarante, à faire dépendre enfin, d'un coup de dé, son existence comme souverain et celle de la France comme nation. Il semble que, regardant comme possible l'hypothèse d'un revers, et croyant que dans ce cas l'ennemi le suivrait jusque sous les murs de Paris, il eût dû s'y préparer en portant d'avance la représentation nationale, le siége du gouvernement et tous les monumens des arts au-delà de la Loire; Paris lui avait coûté une fois l'Empire, il devait donc diminuer, détruire même l'extrême influence de Paris; et qu'on ne dise pas qu'une telle résolution aurait inspiré du découragement, de la terreur; cette démarche au contraire annonçant que la guerre allait être une guerre vraiment nationale, une lutte à mort, tout ce qu'il y avait de brave et de généreux y eût applaudi, et les ennemis, apprenant que Paris n'était plus qu'un amas de maisons, qu'une cité ordinaire où ne résidait plus le palladium de la France, que Rome enfin n'était plus dans Rome seule, mais dans tout l'Empire, auraient renoncé à ce système

de pointes qui leur a si bien réussi et qui leur réussira tant que nous obéirons à une politique étroite et que nous céderons à de petites considérations.

Quelques mouvemens préparatoires avaient précédé l'arrivée de l'Empereur et semblaient annoncer ses projets. L'aile gauche de notre armée, dont le quartier-général était à Lille, s'etait rapprochée du centre, et le quartier-général du 1er corps avait été placé à Valenciennes : celui du 2e était à Avesnes ; le 6e quittait Laon, où il était remplacé par une partie de la garde, pour occuper Guise, et le 4e se concentrait à Metz pour être prêt à marcher rapidement par sa gauche et à se réunir au reste de l'armée.

Il devenait évident que l'Empereur voulait pénétrer dans la Belgique par Beaumont et Charleroi, passant entre Mons et Namur, et tombant ainsi sur le point où se réunissaient l'aile gauche des Anglais et l'aile droite des Prussiens. Il est étonnant que l'ennemi n'ait pas prévu ce mouvement que la simple inspection d'une carte suggère, et qu'il n'ait pas construit en avant de Fleurus un grand camp retranché qui aurait couvert ses cantonnemens et lui aurait donné le temps de se réunir sous la protection de ce même camp.

Les Anglais étaient cantonnés depuis Tournay jusqu'à Nivelles et le quartier-général de Wellington était à Bruxelles. Les Prussiens, beau-

coup plus nombreux, formaient, sous les ordres de Blücher, quatre corps d'armée dont la concentration était fixée à Fleurus, à Namur, à Ciney et à Hannut, ce qui donnait la faculté de réunir toute l'armée en vingt-quatre heures. Qu'on jette les yeux sur la carte, et l'on verra combien la position de l'armée prussienne était plus militaire, plus appropriée à toutes les hypothèses que celle des Anglais qui furent surpris, et qui, dès le premier jour, auraient été tout-à-fait détruits sans une réunion de combinaisons fausses, de contrariétés désespérantes pour nous, inespérées pour eux.

CHAPITRE VIII.

Départ de Napoléon. Position des armées. Premières opérations.

Parti le 11 de Paris, Napoléon avait porté, le 13, son quartier-général à Avesnes; toutes les troupes étaient en marche, et déjà le 4e corps qui avait eu un mouvement plus considérable à faire, avait dépassé Rocroy et se mettait en ligne. Alors le lieutenant-général Bourmont, ancien Vendéen, que l'Empereur avait élevé rapidement aux premiers grades, et les colonels Clouet et Villoutreys passèrent à l'ennemi et se hâtèrent d'avertir les Prussiens du danger qui les menaçait. C'est à la demande et en quelque sorte sous la responsabilité du général Gérard, militaire plein de talens et d'honneur, que l'Empereur avait consenti à donner un commandement dans le 4e corps à Bourmont dont il se défiait : ainsi c'est en trahissant à la fois l'honneur et l'amitié que cet officier déserta la veille d'une bataille.

Le 14, parut la proclamation de Napoléon qui, comme César et Frédéric, ne manquait jamais l'occasion de rappeler les grandes époques et de

consacrer ainsi certains jours : « c'est aujourd'hui » l'anniversaire de MARENGO et de FRIEDLAND, qui » décidèrent deux fois du destin de l'Europe, » disait-il : alors, comme après Austerlitz, comme » après Wagram, nous fûmes trop généreux ! » Nous crûmes aux protestations et aux sermens » des princes que nous laissâmes sur le trône ! » Aujourd'hui cependant, coalisés entr'eux, ils » en veulent à l'indépendance et aux droits les » plus sacrés de la France. Ils ont commencé » la plus injuste des agressions. Marchons donc à » leur rencontre : eux et nous ne sommes-nous » plus les mêmes hommes ?

» A Iéna, contre ces mêmes Prussiens, au- » jourd'hui si arrogans, vous étiez un contre deux » et à Montmirail un contre trois.

» Les Saxons, les Belges, les Allemands gé- » missent de prêter leurs bras à des princes en- » nemis de la justice et des droits de tous les peu- » ples : ils savent que cette coalition est insatiable ! » Après avoir dévoré douze millions de Polonais, » douze millions d'Italiens, un million de Saxons, » six millions de Belges, elle dévorera les états » du deuxième ordre de l'Allemagne.

» Les insensés ! un moment de prospérité les » aveugle. L'humiliation du peuple français n'est » pas en leur pouvoir ! S'ils entrent en France, ils » y trouveront leur tombeau.

» Pour tout Français qui a du cœur, le moment » est venu de vaincre ou de périr. »

Ces nobles sentimens échauffaient toutes les ames, et jamais l'ardeur de combattre n'offrit un plus vif pressentiment de triompher.

L'armée était alors ainsi placée : le centre, composé du 3ᵉ, du 6ᵉ corps et de la garde, se réunissait à Beaumont; les 1ᵉʳ et 2ᵉ corps menaçaient Mons par leurs mouvemens, et le 4ᵉ corps, qui arrivait de Metz, débouchait de Philippeville. La cavalerie, sous les ordres de Grouchy, se composait de quatre corps, chacun de deux divisions, commandés par les généraux Excelmans, Pajol, Milhaud et Kellermann, sans y comprendre la garde. La force de toutes ces troupes réunies était de 122,404 hommes, 350 bouches à feu. Il est possible que les états de situation la portassent plus haut. Mais on sait combien de non valeurs se trouvent sur les états de situation ; on sait qu'il y a toujours une grande différence même entre ceux qu'on porte présens sous les armes et ceux qui sont réellement combattans. Or, ces présens sous les armes n'étaient pas plus de 122,404 hommes, et c'est peut-être même exagérer que de les porter aussi haut. Je sais que c'est attaquer les idées reçues, ainsi que les bulletins publiés par les Prussiens et par les Anglais, mais j'aurai tant d'occasions de les convaincre d'infidélité, qu'on avouera que leurs assertions prouvent seulement le désir d'exagérer leur victoire.

Les troupes se mirent en mouvement le 15 un

peu tard ; il y eut quelques combats d'avant-postes aux environs de Thuin et les 1er et 2e corps passèrent la Sambre à Marchiennes; le 3e, l'avant-garde et le 6e se dirigèrent sur Charleroi dont on était maître à midi et dont l'ennemi n'eut pas le temps ou la précaution de couper le pont ; vers les quatre heures, le 4e corps, qui avait fait des marches considérables, passa la Sambre au Catelet et se mit en ligne.

Les Prussiens, avertis par Bourmont, se gardaient avec soin et ne furent pas surpris : il est pourtant étonnant qu'ils n'aient pas pris plus de précautions pour faire sauter les ponts sur la Sambre et même pour opposer quelque défense sur les bords de la rivière. Ils avaient besoin de gagner du temps pour se mettre en mesure de combattre. Le général Zietten réunit huit à dix mille hommes à Gilly : ils furent culbutés dans le moment, et, si on avait donné le temps aux colonnes d'infanterie de tourner le mamelon, peu en auraient échappé. Dans cette attaque, périt le brave général Letort, officier d'une grande résolution qui, dans la campagne de 1814, avait, à la tête d'un seul régiment de dragons, enfoncé six mille Russes et enlevé leur artillerie. On eût pu, on eût dû entrer ce soir-là à Fleurus, mais on s'arrêta à une demi-lieue; le 3e corps, occupant la gauche de la route et s'étendant vers Wagnée, et le 4e occupant la droite vers Lambusart. La garde, le 6e corps et les réserves de

cavalerie revinrent ou restèrent à Charleroi : le 1er et le 3e corps, dont la division Girard fut dirigée sur Wagnetie, suivit la route de Gosselies.

Telle était notre position le 15 au soir, et remarquons que déjà on a perdu du temps, qu'il n'y a pas eu dans les marches cette précision, si nécessaire dans les grandes circonstances. Si on s'était mis en mouvement le 15, à la pointe du jour, si les 1er et 2e corps, qui n'étaient pas fatigués, avaient fait une marche de nuit, nous serions arrivés de jour à Fleurus, au milieu des cantonnemens ennemis, et la bataille du lendemain n'eût vraisemblablement pas eu lieu. C'est surtout lorsque l'on veut surprendre son ennemi, lorsqu'on a eu le bonheur d'y réussir, qu'il faut savoir utiliser chaque heure, chaque minute. Et qui connaissait mieux ces principes que l'homme qui se montra le premier capitaine à une époque où il y avait tant et de si grands capitaines, qui créa un nouvel art de la guerre, vaste comme son génie, changea le sort de tant d'empires et fut au moment d'être le maître du monde ? Je sens combien sont hasardées, peut-être même ridicules, les observations que je vais me permettre : mais le génie ne s'endort-il pas quelquefois ? mais le grand Corneille n'a-t-il pas, après avoir produit Cinna, le Cid et Polyeucte laissé tomber de sa plume Marianne et Agésilas ? Dire que ces pièces ne sont pas dignes de lui, est-ce refuser de rendre hommage à ses talens ?

N'est-ce pas plutôt payer un juste tribut à son génie que de le proclamer ? Disons-le donc sans hésitation parce que c'est la vérité; démontrons-le avec évidence parce que la gloire de la patrie l'exige : ce n'est pas le héros de Lodi, de Castiglione, d'Arçole, le vainqueur de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram, de Friedland, le grand manœuvrier de Lutzen et de Bautzen qui a succombé dans les champs de Waterloo. Frédéric disait n'avoir vu au siége de Philisbourg que l'ombre du grand Eugène; Wellington n'a pas eu à combattre à Mont-Saint-Jean même l'ombre du grand Napoléon; et cependant la victoire fut long-temps incertaine, et l'événement n'a pas même prononcé à qui elle appartient.

On ne peut pas nier que la combinaison première n'ait été bien conçue, que le point d'attaque n'ait été habilement choisi, que les mouvemens stratégiques qui remuent l'armée, n'eussent totalement trompé l'ennemi, et qu'il ne fût à notre disposition le 15 et le 16. Mais des fautes de détail, la mauvaise volonté ou peut-être même la trahison de quelques chefs, la défiance que la défection de Bourmont avait jetée dans les esprits, ont contrarié l'exécution de plusieurs ordres et mis de l'indécision là où il fallait ensemble et rapidité. Nous ne chercherons pas les causes, mais nous tracerons les effets, et on verra que, si l'armée a succombé, ce n'est pas faute de courage; que nous ne pouvons rien reprocher à la

fortune qui jamais ne nous offrit de si belles occasions de vaincre; et que c'est à nous et non à eux que ces guerriers, si fiers de leur première victoire, doivent attribuer le résultat de cette courte campagne : car ils ont été surpris, ils ont été battus, et n'ont pas mérité l'honneur d'un triomphe que leurs dispositions militaires n'ont pas amené, et que leur conduite politique a rendu odieux.

CHAPITRE IX.

Bataille de Fleurus.

Nous avons dit que les cantonnemens de l'armée prussienne étaient plus militairement placés que ceux des Anglais. Blücher réussit en effet à réunir, dans la journée du 15 et dans la matinée du 16, trois corps d'armée commandés par les généraux Zietten, Pirch et Thielman; le 4e corps, sous les ordres de Bulow, et composé en grande partie de landwer, arriva, le 16 au soir, à Gembloux. Wellington, au contraire, qui avait partagé son armée en deux corps, sous les ordres du général Hill et du prince d'Orange, ne put réunir le 16 aux Quatre-Bras que sept à huit mille Belges et Brunswickois, un corps d'Ecossais qui se battit avec résolution et une division anglaise commandée par le général Picton, et qui même n'arriva qu'à deux heures après-midi.

On voit que nous étions les maîtres, le 15 au soir, malgré le temps qu'on avait perdu, de nous diriger à notre choix sur l'armée prussienne ou

sur l'avant-garde anglaise et de les écraser sans qu'elles pussent se donner aucun secours. Si l'on jette les yeux sur la carte, on verra que nous nous trouvions beaucoup plus près de l'armée prussienne qui, d'ailleurs, était presqu'entièrement réunie, et que nous ne pouvions pas nous porter sur les Anglais sans lui prêter le flanc; aussi ce n'était pas, comme le dit l'infortuné maréchal Ney, dans sa lettre du 23 juin à Fouché, sur Wellington «qu'il fallait marcher le 16 au matin, » mais bien sur Blücher, et il ne fallait pas conce- » voir la possibilité de donner deux batailles le » même jour.» L'événement a pourtant prouvé que si on n'avait pas rendu le 1er corps tout-à-fait inutile, ces deux batailles auraient été gagnées.

Tout militaire à qui on présentera la situation des armées ennemies ainsi que la nôtre, va croire que l'Empereur ne laissera qu'un corps d'observation avec quelque cavalerie sur la route des Quatre-Bras, et qu'avant d'arriver à Frasnes par la chaussée Brunehaut, le 1er corps tout entier, une partie du second et les deux divisions de grosse cavalerie, commandées par Kellermann, se dirigeront à la pointe du jour sur Wagnelée et Bry, pour séparer tout-à-fait les Anglais des Prussiens et tourner la droite de ceux-ci. Il n'en fut pas ainsi; l'Empereur revint à Charleroi d'où il ne partit que le lendemain très-tard.

Il était plus de dix heures du matin et nous étions encore en observation devant Fleurus où

l'on aurait dû entrer la veille. L'Empereur arrivait alors par la grande route dans sa voiture, avec une escorte de cavalerie et suivi de quelques autres équipages; il ne croyait pas à la présence de l'ennemi et n'en fut convaincu que par une canonnade qui le fit descendre de sa voiture; il alla trouver Vandamme qui lui annonça vainement la réunion des Prussiens; il envoya plusieurs officiers pour s'en assurer, et pendant ce temps nos troupes se mirent en marche et entrèrent dans Fleurus que l'ennemi ne chercha pas à défendre. L'Empereur ne voulait pas croire à la réunion de ces forces: vers midi, il monta sur un grand moulin qui est en avant de Fleurus sur la gauche de la route, et de là il vit quatre-vingt mille Prussiens sur l'immense plateau qui s'élève derrière la petite rivière de Ligny s'étendant de Bry à Sombref; ayant la masse de leurs forces au moulin de Bussy et occupant, en avant de leur position et au bas du plateau, les grands villages de Saint-Amant et de Ligny qu'ils avaient fortifiés à la hâte. Cette position était belle et imposante. M. Waldech l'avait occupée en 1674 devant M. de Luxembourg et nous aurions dû l'attaquer comme ce dernier l'attaqua.

L'Empereur donna aussitôt des ordres pour que la garde et le 6e corps, qui étaient déjà en mouvement, hâtassent leur marche: ses premières dispositions annonçaient qu'il avait bien apprécié la position de l'ennemi et découvert au

premier coup-d'œil le vrai point d'attaque. Le 4ᵉ corps et la division Girard du 2ᵉ, eurent ordre de marcher en colonne derrière le 3ᵉ qui devait attaquer St.-Amant et, de faire tête de colonne à gauche pour envelopper la position et tourner la droite de l'ennemi. Le 6ᵉ corps et la garde auraient sans doute fait de fausses attaques sur Ligny et la cavalerie eût contenu la gauche des Prussiens; mais, soit crainte que l'ennemi ne lui échappât pendant qu'on manœuvrerait, soit qu'il comptât que le général comte d'Erlon à qui il envoya l'ordre de se porter sur la droite des Prussiens, arriverait à temps, Napoléon changea tout à coup ces dispositions et livra une de ces batailles parallèles qui n'exigeait pas les combinaisons de son génie. Le général Vandamme, ayant la division Girard en réserve, attaqua Saint-Amant avec le 3ᵉ corps : Gérard avec le 4ᵉ se porta sur Ligny, et le général Grouchy avec une ou deux brigades d'infanterie et les deux corps de cavalerie des généraux Excelmans et Pajol, s'étendit à droite devant Sombref, Tongrenelle et Tongrine, direction où l'ennemi montrait beaucoup de cavalerie. La garde et le 6ᵉ corps restèrent en position en avant de Fleurus et intermédiairement entre les ponts de Saint-Amant et de Ligny; deux divisions sous les ordres des généraux Milhaud et Delort augmentèrent aussi cette réserve.

Il était trois heures quand le feu commença. Nos troupes abordèrent avec le plus grand cou-

rage les villages que les Prussiens défendirent d'abord sans opiniâtreté; mais leurs généraux envoyèrent de nombreux renforts, et le combat se renouvela à plusieurs reprises, ou pour mieux dire, il fut presque continuel dans les ruelles, les carrefours, les chemins creux, qui se trouvent dans ces deux villages, surtout dans celui de Saint-Amant qui a plus d'une demi-lieue de long, et qui n'est qu'un amas de fermes, de granges et d'échoppes. Ce fut le premier dont on s'empara, et même les divisions des braves généraux Habert et Berthezen n'en furent jamais repoussées. Il est vrai que lorsqu'on voulait déboucher du village, on était écrasé par l'artillerie des ennemis qui, placée sur l'amphithéâtre de hauteurs qui s'élève jusqu'aux moulins de Bussy, ne pouvait pas sur ce point être contre-battue par la nôtre; mais quand ils s'avançaient, eux aussi trouvaient la mort à l'entrée du village que nous ne pouvions franchir. Ils essayèrent un moment de le tourner par la droite et en suivant la direction que nous aurions dû prendre; mais la division Girard du 2e corps se porta à leur rencontre et les contint. Ce général, officier plein d'esprit et de courage, y fut tué; ses deux généraux de brigade, Piat et Devilliers, officiers également distingués, y furent blessés.

Une autre tentative, faite à l'extrême gauche de notre ligne, n'eut pas un plus heureux résultat : les Prussiens, malgré un nombreux renfort qu'ils reçurent vers les cinq heures par la route

de Namur, furent constamment contenus et repoussés par les bonnes dispositions des généraux Excelmans et Pajol. Le premier occupa même un moment les avenues de Tongrine et s'empara d'une batterie de canons qu'une colonne prussienne, qui voulait déboucher, avait à sa tête : les dragons du 5[e] régiment se firent remarquer par leur audace à braver le feu de l'infanterie ennemie.

A huit heures le feu se maintenait encore sur toute la ligne, et notre artillerie, disséminée sur les hauteurs, faisait dans l'intervalle des deux attaques un grand ravage parmi les Prussiens qui nous présentaient, comme l'a dit le général Drouot dans son discours à la chambre des pairs, des masses disposées en amphithéâtre, tandis que nos troupes étaient sur ce point ou éloignées ou dérobées par les sinuosités du terrain. Mais il fallait aborder l'ennemi pour décider la victoire. C'est alors que l'Empereur, voyant que nous étions tout-à-fait maîtres du village de Ligny, dirigea sur ce point huit bataillons de la garde et la cavalerie de réserve. Ces troupes débouchèrent au pas de charge avec les troupes du 4[e] corps, qui n'avaient pas été engagées et qui se trouvaient sous les ordres du général Pecheux. Le général prussien Gneisenau, par un subterfuge indigne de ses talens et de son caractère, représente dans son rapport cette attaque audacieuse et brillante, « comme une surprise » faite par une division qui, à la faveur de la nuit,

» aurait tourné le village sans être vue, tandis » que des régimens de cuirassiers prenaient à dos » le gros de l'armée, qui était placé derrière des » maisons. » La vérité est qu'on s'avança au pas de charge, au bruit de la musique et au cri de vive l'Empereur! On franchit le pont, on gravit la hauteur, et tout ce qu'on rencontra fut tué ou mis en fuite.

La droite des Prussiens, tout-à-fait séparée de leur gauche, qu'on amusait vers Sombref et Tongrenelle, se retira dans le plus grand désordre, suivant le mouvement du centre qui fuyait devant nous, et prit la route de Tilly où elle arriva vers onze heures du soir dans une grande confusion. Malheureusement la nuit était close quand nos troupes eurent emporté les hauteurs, et on ne put pas poursuivre un ennemi qui était hors d'état de résister; il paraît même qu'on perdit tout-à-fait sa trace et qu'on ne sut pas le lendemain la direction qu'il fallait suivre. Cette assertion mérite une explication; nous allons la donner.

Nous avons dit que le mouvement par Ligny séparait tout-à-fait la droite et le centre de l'armée prussienne de sa gauche qui était contenue vers Sombref et Tongrine par la cavalerie des généraux Excelmans et Pajol et par quelques bataillons d'infanterie. Cette gauche qui n'avait pas été battue, qui avait peut-être même lutté avec quelque avantage, puisqu'elle avait opposé cinquante bouches à feu à dix-huit que nous avions

sur ce point, ne se retira pas avec les deux corps battus; elle passa même toute la nuit dans ses positions et ne commença que le 17 au matin son mouvement de retraite vers Gembloux. C'est elle que nos troupes légères suivirent, et, d'après leur rapport, on ne douta pas que l'armée battue n'eût pris cette direction.

Telle fut la bataille de Fleurus où nous luttâmes contre trois corps de l'armée prussienne qui présentait plus de quatre-vingt mille combattans. Le 4ᵉ corps ne put arriver ce jour-là qu'à Gembloux où il se réunit le lendemain au général Thielman. Notre force n'était pas de cent trente mille hommes, comme le dit le rapport officiel des Prussiens. Les seuls corps engagés furent le 3ᵉ commandé par Vandamme : ce corps qui ne se composait que de trois divisions, n'offrait que quinze mille combattans; le 4ᵉ, fort de seize à dix-huit mille hommes, la division Girard, forte de neuf mille hommes et environ cinq mille hommes de cavalerie : total 45 à 46 mille hommes. Mais comme nous avons compté toute l'armée prussienne présente sur ce point, il est juste de compter aussi tous les Français qui pouvaient, au besoin, être employés dans l'action, et alors en y comprenant le reste de la garde et le faible 6ᵉ corps commandé par le comte de Lobau, nous trouverons à peu près soixante mille hommes qu'il a plu au général Gneisenau d'augmenter de plus du double.

Revenons au commencement de cette bataille

et au mauvais emploi qu'on avait fait de la journée du 16. Si on s'était mis en mouvement de Charleroi à la pointe du jour; si l'Empereur s'était trouvé, comme autrefois, aux avant-postes, dès les premiers rayons du soleil, il eût reconnu l'armée ennemie, il eût donné sur-le-champ des ordres au maréchal Ney, mis en mouvement toutes les troupes, et la bataille aurait commencé avec ensemble vers les neuf heures du matin; le corps du comte d'Erlon y contribuant, elle eût été plus décisive; sans ce corps même, elle eût été décidée vers trois heures et alors quels immenses avantages ces audacieux mouvemens sur le centre de toute la ligne n'eussent-ils pas eus? Alors l'ennemi poursuivi au-delà de Tilly et vers Wavres n'eût pu s'arrêter qu'à St-Hubert, position forte, il est vrai, mais qu'on eût tournée par un mouvement facile sur notre droite. Alors on eût jeté dès le premier moment des troupes sur la rive gauche de la Dyle; l'ennemi n'eût pas pu se concentrer à Wavres, se concerter avec Wellington, et la bataille de Waterloo n'eût pas eu lieu. Ce n'est pas la première fois que des victoires sont ainsi restées inutiles parce qu'on avait trop tard engagé le combat. Celles de Lawfeld, de Rocou, de Markick sont de ce genre; ce n'est que lorsqu'on veut combattre sans avoir de fortes espérances de l'emporter dans la lutte, qu'on est autorisé à livrer ainsi des combats qui ne peuvent pas avoir de grands résultats.

Pendant que nous combattions à Ligny avec

une infériorité de forces qui ne nous empêcha pas de vaincre, une fausse manœuvre, ou du moins une manœuvre trop précipitée, et intempestive, nous empêchait d'écraser aux Quatre-Bras l'avant-garde anglaise.

Nous avons dit qu'après le passage de la Sambre l'armée s'était divisée en deux ailes, dont l'une suivait la route de Gosselies et l'autre s'échelonnait sur celle de Fleurus. La première se composait du 1er et du 2e corps et était sous les ordres du maréchal Ney; le 15, il repoussa les avant-postes ennemis et occupa successivement Gosselies, Frasne, Mallet et Hippignies, mais le 1er corps ne le rejoignit pas et resta ce jour à Marchiennes; le 16 on marcha sur les Quatre-Bras; il eût été à désirer que le maréchal Ney se fût mis en mouvement spontanément et sur plusieurs colonnes; le terrain le permettait et alors il n'eût pas laissé derrière lui le 1er corps, dont l'Empereur disposa, dit-il, sans l'en prévenir. Il ne marcha qu'avec les trois divisions d'infanterie du 2e corps qui étaient sous les ordres de Reille et quelques corps de cavalerie; ces troupes se battirent avec beaucoup de résolution et il faut bien que leur audace eût fait une grande impression sur l'ennemi, puisque le duc de Wellington regarde comme une victoire de les avoir repoussées, se justifie par-là de n'être pas allé au secours de Blücher, et ajoute : « L'ennemi nous attaqua à plusieurs reprises, avec des corps nombreux d'infanterie et de cavalerie soutenus par

une artillerie formidable. » Le fait est que nous n'attaquâmes qu'avec environ quinze mille hommes d'infanterie qui luttèrent long-temps avec avantage contre les Belges, le corps de Brunswick dont le duc fut tué, les divisions anglaises des gardes, celles des lieutenans-généraux Alten et Thomas Picton et un corps d'Hanovriens, qu'on ne peut pas évaluer ensemble à moins de trente mille hommes. Aussi, après des prodiges de valeur, fûmes-nous obligés de renoncer à l'offensive et même y eût-il quelques désordres dans une partie de la ligne. C'est alors que le maréchal Ney apprit que le 1er corps qu'il faisait appeler à l'appui, avait été dirigé de Frasnes sur la gauche des Prussiens. « Le » coup que me porta cette nouvelle fut terrible, » dit-il, dans le rapport que nous avons déjà cité, » je n'avais plus sous mes ordres que trois divisions » au lieu de huit sur lesquelles je comptais, et je » fus obligé de laisser échapper la victoire. »

Le 1er corps qu'on aurait dû mettre en mouvement à la pointe du jour, si l'on voulait l'employer utilement contre les Prussiens, fut renvoyé dès que l'Empereur jugea qu'il n'en avait pas absolument besoin; il revint à la hâte, mais ne put rejoindre le maréchal qu'à neuf heures du soir, ayant ainsi perdu toute la journée à une marche et à une contre-marche inutiles. Ces dispositions sont incompréhensibles; il fallait que nous fussions frappés par le destin.

On vient de lire les explications données par la

maréchal Ney; il est juste de rapporter les reproches que l'Empereur lui adresse. Sans doute ce dernier se serait montré plus généreux en n'accusant pas le héros qui mourut pour lui; mais la vérité de ses assertions importe plus à l'histoire que leur moralité; mais Napoléon aussi est descendu dans la tombe : la postérité a commencé pour lui comme pour le maréchal Ney; et le respect dû à une grande infortune s'étend sur tous les deux. Nos lecteurs prononceront (1).

(1) Le 16 juin, un officier d'état-major de la gauche fit le rapport que le maréchal Ney, au moment où il prenait les armes pour marcher à la position en avant des Quatre-Bras, avait été arrêté par la canonnade qui s'était fait entendre sur son flanc droit; que croyant les armées ennemies réunies, et craignant d'être tourné, il attendait de nouveaux ordres que lui donnerait l'Empereur en apprenant ce nouvel incident. L'Empereur le blâma d'avoir perdu huit heures, dit que ce que le maréchal prenait pour un nouvel incident existait depuis la veille, et lui réitéra l'ordre de se porter en avant des Quatre-Bras; il reçut cet ordre à onze heures et demie;il devait avoir pris à midi sa position. A deux heures, l'Empereur ordonna un changement de front sur Fleurus; tout annonçait le perte de l'armée prussienne. Le comte Gérard s'étant approché de l'Empereur pour lui demander quelques instructions pour l'attaque du village de Ligny, Napoléon lui dit : « Il se peut que dans trois heures le sort de la guerre soit décidé : si Ney exécute bien ses ordres, il ne s'échappera pas un canon de l'armée prussienne; elle est prise en flagrant délit. » Effectivement, si le maréchal Ney, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, se fût porté avec ses 43,000 hommes, à la pointe du jour, le 16, en avant des Quatre-Bras, il se fût emparé de cette importante position. A midi ayant reçu les mêmes ordres que l'Empereur lui réitéra de Fleurus, il marcha, mais seulement avec 20 ou 21,000 hommes, laissant en réserve, en avant de Gosselies, le 1er

La perte des Anglais, au combat des Quatre-Bras, fut très-considérable : la nôtre est portée

---

corps, la cavalerie légère du général Lefebvre-Desnouettes et une division des cuirassiers Kellermann : en tout 16,000 hommes d'infanterie, 4,500 hommes de cavalerie et 64 bouches à feu. Ce ne fut qu'à trois heures qu'il aborda franchement l'ennemi qui avait la supériorité du nombre, puisque la 2e ligne du maréchal Ney était à trois lieues en arrière. Il en sentit le besoin, l'envoya chercher à six heures ; il était trop tard, elle ne pouvait arriver qu'à huit heures ; le maréchal se battit avec son intrépidité ordinaire, les troupes françaises se couvrirent de gloire, mais l'ennemi conserva sa position.

Le lendemain 17, le maréchal Ney avait reçu l'ordre de se porter sur les Quatre-Bras et d'attaquer l'arrière-garde anglaise. Le comte de Lobau, pour favoriser cette attaque, se porte par la chaussée de Namur, sur les Quatre-Bras. Napoléon part au galop, arrive en même temps que la cavalerie du comte de Lobau, la joint au village des Marchais, et s'aperçoit en approchant de la ferme des Quatre-Bras, qu'elle est encore occupée par l'ennemi. Des officiers sont envoyés à Ney pour le presser de déboucher sur les Quatre-Bras : le combat s'engage et les troupes de la gauche ne paraissent pas encore ; l'Empereur impatienté envoie l'ordre directement aux chefs des corps. Le comte d'Erlon arriva, puis le général Reille, enfin le maréchal Ney parut. L'Empereur lui témoigna son mécontentement de tant d'incertitude, de tant de lenteurs et de ce qu'il venait de lui faire perdre trois heures bien précieuses. Le maréchal s'excusa, balbutia, dit qu'il croyait que le duc de Wellington était encore aux Quatre-Bras avec toute son armée. L'avant-garde de l'armée française n'arriva le 17 devant Waterloo qu'à six heures du soir ; on n'avait plus le temps d'attaquer. Sans de fâcheuses hésitations, elle y fût arrivée à trois heures. L'Empereur en fut très-contrarié et dit en montrant le soleil : « Que ne donnerais-je pas pour » avoir aujourd'hui le pouvoir de Josué et retarder sa marche » de deux heures ! »

(*Campagne de* 1815 *par Napoléon*. Pages 14, 77, 82, 83, 89 151, etc.)

dans le rapport officiel à quatre mille deux cents hommes tués ou blessés : c'est énorme pour le petit nombre de combattans que nous avions sur ce point.

La narration qu'on vient de lire explique assez les fautes qui furent faites le 16. Notre conduite du 17 est aussi extraordinaire.

La bataille de Fleurus avait été décidément perdue par les Prussiens, quoique Wellington dise » que le maréchal Blücher avait gardé sa position » à Sombref, » ce qui ne veut pas dire qu'il l'ait gardée à Saint-Amant, à Ligny et aux moulins de Bussy où était la masse de ses forces. Le général Gneisenau est plus véridique que le général anglais, et il dit : « La bataille fut perdue mais non » l'honneur, » phrase assez incompréhensible, à moins qu'il n'ait voulu dire que ses troupes s'étaient battues avec beaucoup de courage : assertion qui n'est pas exacte; car la position était si belle et nous avions tellement attaqué le taureau par les cornes, que si les Prussiens s'étaient battus avec résolution, nous ne fussions pas parvenus à franchir ni peut-être même à occuper les villages de Saint-Amant et de Ligny. La perte des ennemis fut immense : on la croit décuple de la nôtre; cela s'explique par l'extrême adresse de nos tirailleurs, par l'intelligence de nos sous-officiers, par la grande expérience des officiers particuliers. Chaque rue, chaque jardin, chaque enclos étaient des champs de bataille; là des

individus luttaient contre des individus; là de petites masses se mesuraient avec de petites masses. Les paysans, étonnés de cette extrême disproportion entre les morts des deux nations, croyaient, le lendemain de l'action, que nous avions l'habitude d'emporter les nôtres pour cacher nos pertes.

Un assez grand nombre de pièces d'artillerie tombèrent dans nos mains; pourtant nous fîmes peu de prisonniers; les ombres de la nuit les sauvèrent.

CHAPITRE X.

Bataille de Waterloo.

Le 17 nous aurions dû nous mettre en mouvement à la pointe du jour, mais il était près de dix heures quand l'Empereur se mit en marche et, au grand étonnement des officiers, on se partagea en deux corps, dont l'un devait suivre les Prussiens et l'autre se porter sur les Anglais. Malheureuse conception qui fut la cause de nos désastres! Faute inexplicable dans un chef qui avait si souvent senti les avantages de la concentration de ses forces! Il avait fait de grandes marches pour surprendre les Anglais et les Prussiens, il était parvenu à les diviser, et il se divisait lui-même et leur laissait les moyens de se réunir!

Cette faute, il l'avait déjà faite à Marengo, et elle lui aurait coûté la victoire, si Desaix, accourant avec ses troupes, ne l'eût arrachée aux Autrichiens. Malheureusement Desaix ne vivait plus; c'est le maréchal Grouchy, homme d'honneur, chevalier pur et sans reproche, mais général

d'une capacité bornée, incertain dans les momens de crise, abattu ou pour mieux dire aplati dans les revers, qui fut chargé de poursuivre les Prussiens. « Ce choix fut désapprouvé, dit un général » qui se trouvait dans cette colonne, mais il n'é- » tonna pas. Dès long-temps l'armée était accou- » tumée à recevoir pour chefs des hommes d'une » incapacité reconnue ; on savait que le dévoû- » ment à la personne avait dirigé tous les choix » depuis Murat jusqu'à Lauriston, etc. » Je copie, car ces deux noms ne se seraient pas présentés sous ma plume après le mot dévoûment.

Qu'on réfléchisse un moment sur notre position et sur celle des ennemis le 17 au matin, et l'on verra qu'il n'y avait la possibilité de faire qu'une fausse manœuvre et que nous la fîmes. Le fameux Santerre, à qui on a tant reproché de s'avancer dans la Vendée sur une colonne, eût ici agi en bon capitaine. Ou il fallait suivre, avec toutes nos forces et dès la pointe du jour, l'armée prussienne, en donnant l'ordre au maréchal Ney de se porter aussi sur la droite ; ou il fallait, ce qui eût été plus convenable dans les circonstances, jeter une douzaine de bataillons et un ou deux corps de cavalerie légère à la poursuite des Prussiens, et marcher avec tout le reste par la route de Namur à Bruxelles pour se rejoindre aux Quatre-Bras avec le maréchal Ney.

On ne suivit aucun de ces plans, et le maréchal Grouchy se dirigea le 17 à midi sur Gembloux où

l'on croyait, comme je l'ai déjà dit, que toute l'armée prussienne s'était retirée. Les troupes sous ses ordres étaient composées des 3ᵉ et 4ᵉ corps, de la division Teste, qu'on tira du 6ᵉ corps déjà si faible, et des quatre divisions de cavalerie légère commandées par les généraux Excelmans et Pajol. On marcha lentement et on s'arrêta à Sainte-Marie de Gembloux où l'on apprit que l'ennemi avait passé douze heures avant, se dirigeant sur Wavres et sur Perwes. Le 3ᵉ corps bivouaqua en avant de la ville entre les routes de Namur et de Perwes et le 4ᵉ corps resta en arrière. Laissons là pour un moment cette armée de plus de quarante mille hommes, qui, paralysée par la mauvaise direction qu'on lui a donnée, va devenir tout-à-fait inutile; revenons aux troupes qui se trouvaient sous les ordres directs de l'Empereur.

Ces troupes étaient, après la réunion avec le maréchal Ney: le 1ᵉʳ corps qui n'avait pas tiré un coup de fusil; le 2ᵉ, affaibli par les quatre mille hommes que nous avouons avoir perdus la veille aux Quatre-Bras et par l'éloignement de la division Girard, qui, désorganisée par la mort ou la blessure de ses généraux, avait été laissée, on ne sait trop pourquoi, à Fleurus; le 6ᵉ, moins la division Teste, qui avait été envoyée avec le maréchal Grouchy; la garde, la grosse cavalerie et trois divisions de cavalerie légère qui, sous les ordres des généraux Jaquinot, Piré et Domon, étaient attachées aux 1ᵉʳ, 2ᵉ et 6ᵉ corps.

On se mit en marche très-tard le 17. L'ennemi s'était retiré dans la nuit, et s'était porté des Quatre-Bras sur Genape, où l'on trouva une arrière-garde qui ne fut pas entamée; il y eut pourtant quelques engagemens de cavalerie. Le temps était affreux, la pluie tombait par torrens et il était presque impossible de sortir de la grande route, où les chevaux et les canons n'avançaient même qu'avec peine. Les Anglais s'arrêtèrent en avant du village de Mont-St.-Jean; au débouché de la forêt de Soignes, au point d'intersection des routes de Namur et de Nivelles. Ils pouvaient communiquer, par Ohaim et d'autres sentiers qui se trouvaient sur leur gauche, avec les Prussiens déjà arrivés en grande partie à Wavres et de qui lord Wellington dit avoir reçu la promesse d'être soutenu, en cas de besoin, par un ou plusieurs de leurs corps. Le quartier-général fut placé à Waterloo, village situé dans la forêt.

L'Empereur établit le même jour son quartier-général à la ferme du Caillou près Planchenoit, et les troupes prirent position à mesure qu'elles arrivaient. « Il aurait fallu pouvoir disposer de » trois heures de plus pour attaquer les Anglais. » On fut donc obligé de remettre au lendemain, » dit le bulletin. Réflexion très-juste, qui prouve que l'Empereur sentait la faute que l'on avait faite de se mettre en mouvement si tard; et qu'il eût fallu tomber le 17 sur les Anglais, puisque ce jour-là les Prussiens n'étaient pas en état de marcher à

leur secours. Malgré la fanfaronnade que le général Gneisenau met dans la bouche de Blücher, en lui faisant proposer : « d'attaquer dans le cas où on » ne l'attaquerait pas, » ils étaient assez occupés à réparer leur désordre, à réunir leurs fuyards, dont quelques-uns portèrent la terreur ou l'espérance jusqu'à Liége et jusque sur les bords du Rhin.

Par quel prodige l'homme qui avait développé jusqu'alors tant d'activité et senti plus que tout autre le prix de chaque moment, paraissait-il aussi incertain dans ses résolutions, aussi lent dans ses mouvemens? La pourpre l'avait-elle entouré de ses vapeurs assoupissantes, comme dit l'abbé de Pradt? ou déjà avait-il autour de lui des traîtres qui cherchaient à l'entraîner dans l'abîme? D'autres Bourmont, d'autres Clouet parvinrent-ils à retarder sa marche, à paralyser ses moyens? Quelle que soit la cause de nos malheurs, c'est toujours avec un vif sentiment de peine, c'est avec une profonde répugnance que j'indique les erreurs de celui qui fut si grand; mais j'ai promis de prouver que ce n'était pas même son ombre qu'on avait vaincue; j'ai promis de prouver que les dispositions des généraux ennemis étaient mal calculées, leurs positions mal choisies, et que s'ils ont eu l'avantage, c'est à nous et non à eux qu'ils doivent en rendre grace. J'aurai le courage de terminer cette démonstration et je la porterai jusqu'à l'évidence. Mais j'ai besoin de me raffermir contre un murmure de mon cœur : j'ai be-

soin de bien me convaincre que s'il était généreux, il ne serait pas patriotique de céder à ce sentiment qui m'oppresse comme un remords, et qui se révolte du sacrifice que je fais à la vérité.

Lord Wellington reçut des renforts le 17 au soir : il en reçut dans la nuit et dans la matinée du 18. Il avait, comme nous l'avons dit, trop étendu ses cantonnemens vers la droite, et c'était une faute, car il était improbable que nous fissions un mouvement offensif pour nous placer entre les deux armées alliées à qui nous aurions prêté le flanc, et qui nous auraient ramenés par la moindre démonstration sur notre ligne d'opération. La cavalerie ne pouvait, il est vrai, être cantonnée que sur la Dender. Mais la même raison ne peut pas justifier les emplacemens de l'infanterie commandée par le général Hill. Quoiqu'il en soit, on employa ce temps à fortifier la ferme de Hougoumont et de la Haie-Sainte. Dans la première, il y avait un vaste jardin enclos d'une muraille de dix ou douze pieds de hauteur, on y ouvrit des créneaux et on plaça des tréteaux pour avoir des rangs de feu. On eût pu faire des abatis dans le bouquet de bois qui était en avant, mais on négligea cette précaution. Dans la seconde on ouvrit aussi des créneaux et on plaça des monceaux de pierres derrière les portes. Toutes ces dispositions semblaient puériles ; car quelle apparence que nous allassions nous acharner contre des murailles, ou que nous ne fissions pas avancer quel-

ques pièces de douze pour les abattre? Les Anglais nous croyaient sans doute les hommes de Crécy, de Poitiers, d'Azincourt, de Talavera, de Buasco. Ils ne se trompaient pas, et nous devions encore nous briser contre des obstacles naturels qu'il aurait été si facile d'éviter ou d'aplanir.

D'après les états de situation, l'armée anglaise était partagée en deux corps et en plusieurs divisions détachées sur la gauche; le 1er sous les ordres du prince d'Orange était composé de trois divisions anglaises, du corps de Brunswick, du contingent de Nassau-Usingen, de quelques régimens au service des Pays-Bas et de deux régimens de cavalerie anglaise parmi lesquels se trouvaient les 1er et 2e des gardes du corps, les gardes bleues et plusieurs régimens de dragons. Cinq brigades de cavalerie belge et hollandaise combattaient sur le même point. Toutes ces troupes étaient au centre de la ligne entre les chaussées de Charleroi et de Nivelles.

Le 2e corps sous les ordres du lieutenant-général lord Hill était composé de trois divisions dont quatre brigades furent placées en réserve sur le plateau qui se prolongeait derrière Goumont; les deux autres surveillaient Braine-l'Alleu et la route d'Ophaïm. Une partie de ces troupes n'avaient pu arriver, et pour déguiser le faux calcul qui se trouvait dans les marches, on les porta dans les relations anglaises comme en observation sur la route de Mons, où certes il n'y avait rien à observer.

L'aile gauche qui s'étendait de la Haie-Sainte vers Ohaim et Wavres, était composée de deux divisions et de plusieurs brigades, parmi lesquelles se trouvait la brigade écossaise ; neuf régimens de cavalerie anglaise, dont la plupart de dragons, étaient dans cette partie.

L'artillerie était nombreuse et bien attelée.

La position que prit lord Wellington ne pouvait être bonne que dans l'hypothèse où nous manœuvrerions comme nous l'avons fait. D'abord n'ayant derrière lui, pour unique point de retraite, que la route de Bruxelles, à travers la forêt de Soignes, il entasse ses troupes pour le couvrir et laisse ses deux ailes, par lesquelles on pouvait le tourner, avec trop peu de forces. La suite a prouvé la vérite de cette observation ; car malgré le décousu de nos mouvemens sur la droite, nous le forçâmes à abandonner Ter-la-Haie, et même Mont-Saint-Jean. Mais n'anticipons pas sur les évènemens.

Qu'on jette les yeux sur la carte, et l'on verra si tout ne nous promettait pas la victoire, et si lord Wellington ne doit pas seulement à nos fautes et à l'armée de Blücher le succès de cette journée.

Le seul point redoutable de cette ligne, est le centre, c'est-à-dire, la partie qui s'étend de Goumond à la Haie-Sainte. Et encore ces appuis auraient-ils cessé d'en être, si on avait attaqué le premier en suivant le plateau, sur lequel passe le chemin de Genape à Braine-l'Alleu, et en y por-

tant une armée formidable; et le second en faisant avancer plusieurs pièces de gros calibre sur les accidens de terrain qui le dominent. Mais de toutes les manières, ce point central d'attaque est mauvais, puisqu'on ne peut pas espérer l'avantage qu'on attend ordinairement de cette sorte d'attaque, qui est de couper la ligne d'une armée, et de la séparer. Ici le centre était la partie saillante, et les Anglais étaient placés comme dans la manœuvre que les anciens connaissaient sous le nom de Tête-de-Porc.

Nous aurions pu avec avantage suivre, comme je viens de le dire, le plateau qui conduit à Braine-l'Alleu et celui où se trouve Mont-Plaisir, pour attaquer l'aile droite de l'armée anglaise; mais alors cette droite se serait repliée sur Mont-Saint-Jean; nous menaçions moins la trouée de la forêt de Soignes et nous rejetions les Anglais vers les Prussiens, réunion que nous devions, au contraire, chercher à empêcher.

Le vrai point d'attaque était donc l'aile gauche depuis la Haie-Sainte jusqu'à Frichermont, en débouchant par Papelotte, par Smohain, et se dirigeant rapidement vers Ter-la-Haie et Verd-Coucou pour couper la route de Bruxelles. Cette partie est si faible que, sans y porter de grandes forces, nous parvînmes jusqu'à Ter-la-Haie et fîmes même évacuer Mont-Saint-Jean ; mouvement rétrograde que les Anglais se sont bien gardés d'indiquer sur leurs cartes où ils sont représentés

toujours en position en avant de la route qui va à Onhain. Si, à mesure qu'on gagnait du terrain dans cette partie, une division se fût avancée au-devant des Prussiens qu'on savait être en marche, jusqu'à Chand-Braie ou Saint-Lambert, position formidable, on n'avait rien à craindre de leurs efforts.

Maintenant que nous sommes fixés sur le nombre et la situation des deux armées, nous allons entrer dans les détails de l'action, ne nous en rapportant, ni au rapport de l'Empereur ni à celui de Wellington, mais aux récits d'acteurs moins intéressés et même à des narrations de quelques Anglais qui, dans le premier moment, disaient ce qu'ils avaient vu et ce que depuis on a dénaturé.

Le mauvais temps avait duré toute la nuit. A la pointe du jour on aperçut encore les Anglais dans leur position. L'Empereur, à qui on en fit le rapport, dit que c'était une arrière-garde qui couvrait la retraite et ordonna au général Drouet de la faire suivre par une division. Un de ses aides-de-camp fit en même temps une reconnaissance sur toute la ligne et découvrit que ce n'était pas seulement une arrière-garde, mais toute l'armée disposée à combattre en avant de la trouée de la forêt de Soignes. L'Empereur voulut s'en assurer par lui-même, on perdit un temps précieux et il était plus de dix heures quand les troupes se mirent en mouvement.

On dirigea précisément les efforts sur les points fortifiés et Wellington ne nous eût pas conduits différemment. Le 2ᵉ corps qui commença l'attaque marcha sur le bois, qui couvrait la ferme de Houmond ainsi que ce jardin enclos de murailles qu'on avait crénelées, et s'étendit par sa droite jusqu'à la route de Namur. Le bois fut emporté après un combat très-vif : mais quand on approchait de la maison, dont la partie de ce côté était flanquée par un coin du mur du jardin, on était frappé à bout portant par un feu auquel on ne pouvait répondre. L'ennemi combattait avec tant de sécurité dans ce jardin inattaquable qu'il n'y perdit dans toute la journée que 26 hommes tués ou blessés. Ne pouvant pas emporter ce point de front, nos soldats eurent l'intrépidité de le tourner et ils pénétrèrent dans le château en enfonçant une porte derrière laquelle on avait entassé des pierres ; ils firent cette attaque sous la mitraille de l'artillerie ennemie et ce n'est qu'en mettant le feu aux bâtimens qu'on parvînt à nous les faire abandonner, Dans le même moment les troupes de ce second corps abordaient au pas de charge un verger qui s'étendait sur la grange du jardin ; il était défendu par une haie impénétrable formée par de jeunes arbres qui se croisaient et s'enlaçaient dans tous les sens ; derrière cette haie était un fossé, profond de quatre pieds, où étaient à couvert les Ecossais et les gardes anglaises. Ces troupes furent chassées ; on en établit d'autres dans le verger : quelques

compagnies le traversèrent même pour chercher à pénétrer par là dans le jardin, mais il fut impossible de surmonter les obstacles qu'on rencontra.

Si l'on avait connu les localités, on aurait épargné sur ce point des flots de sang : car les batteries anglaises, qui étaient sur le plateau en arrière de Goumond, rendaient inutiles tous les efforts qu'on faisait sur ce point et ces efforts furent tels qu'ils auraient suffi pour enfoncer partout ailleurs l'armée anglaise.

Le premier corps qui attaqua en même temps ne fut guères mieux engagé; il fit à sa gauche des prodiges de valeur pour enlever la ferme de la Haie-Sainte, qu'une batterie de canons bien dirigée aurait fait abandonner et il y réussit; sa droite avança en même temps entre la Haie et Papelotte. Une épouvantable canonnade s'établit et nous gagnâmes du terrain. Vainement la cavalerie anglaise fit-elle une charge heureuse sur une brigade d'infanterie, composée des 49e et 105e régimens, vainement pénétra-t-elle jusqu'à une batterie de 30 pièces qu'elle désorganisa. Nos cuirassiers arrivèrent et elle fut ramenée et sabrée. Bientôt on ne nous opposa qu'une faible résistance sur ce point; le village de Mont-Saint-Jean fut évacué, nous occupâmes le petit bois qui se trouve en face; le hameau de Ter-la-Haie fut enlevé et nos tirailleurs arrivèrent jusqu'aux jardins du Verd-Coucou; ainsi l'aile droite tout entière de Wellington était repliée, la route de Bruxelles pres-

qu'interceptée, sa communication avec les Prussiens coupée; et il n'y avait que le 1er corps, sous les ordres du comte d'Erlon, qui eût attaqué le point attaquable; car pendant tout ce temps le 2e se faisait inutilement tuer devant les murs de Goumond, et tombait sous les coups des batteries anglaises qui les dominaient.

La bataille était donc gagnée, et si dans ce moment l'Empereur eût porté ses réserves d'artillerie, d'infanterie et de cavalerie entre le Verd-Coucou et la Haie-Sainte, pénétrant sur Mont-Saint-Jean, il anéantissait l'armée anglaise, déjà resserrée, entassée dans un espace où dix mille hommes ne pouvaient pas se mouvoir et qu'elle couvrait de ses morts et de ses blessés. Aussi assure-t-on qu'à plusieurs reprises Wellington avait envoyé sur la route de Bruxelles pour savoir s'il pouvait se retirer sur ce point et que toujours on lui rapportait que la route était tellement encombrée par les bagages, les blessés et les fuyards qu'il était impossible de la suivre. Aussi le général espagnol Alava, qui se trouvait présent à l'action, dit-il dans un rapport à son gouvernement : « que l'arrivée de l'armée prussienne était plus que » nécessaire en raison des pertes affreuses que l'ar- » mée anglaise avait faites dans ce combat inégal. » (L'inégalité était notre infériorité de nombre.) Aussi un général anglais, dans une lettre imprimée à Londres, dit-il : « Il est plus facile de se » figurer que de décrire l'inquiétude qui parais-

» sait dans la contenance de chacun pour l'arrivée » de l'armée prussienne. Enfin arriva ce qu'on » attendait, ce qu'on demandait depuis si long- » temps : les Prussiens, dont la marche avait été re- » tardée par les mauvais chemins et par le passage » d'un défilé, commencèrent à déployer des for- » ces considérables et à se diriger sur le flanc » droit de l'armée, pendant que le feu de leur ar- » tillerie s'étendit aussitôt jusque sur ses derriè- » res. » Qu'on juge après cela de la véracité de Wellington qui, après avoir fait honneur de la victoire à Blücher, dans son rapport, le revendique tout entier en disant un paragraphe plus bas : « Le mouvement du général Bulow a été décisif ; » et si je ne m'étais pas trouvé moi-même en po- » sition de faire l'attaque qui a décidé l'affaire, » il aurait forcé les Français à se retirer. »

L'Empereur n'est pas plus franc. Ce n'est pas à la marche des Prussiens qu'il attribue notre déroute; cette marche, qu'il aurait dû prévoir et empêcher pouvait, devait lui être reprochée, et il ne voulait pas avoir fait de fautes : continuons notre récit.

Pendant qu'on gagnait du terrain sur la droite, le maréchal Ney, dont l'Empereur affecte dans le bulletin de ne pas prononcer le nom, avait profité de l'occupation de la ferme de la Haie-Sainte pour faire avancer de la cavalerie dans un bas-fond qui était sur la gauche relativement à nous, et pour essayer quelques attaques sur le centre de l'armée

anglaise, charges qui furent conduites avec une grande audace et qui couvrirent de gloire notre cavalerie, mais qui ne pouvaient avoir aucun résultat, le terrain étant trop favorable aux ennemis qui avaient d'ailleurs toutes leurs forces sur ce point. Il paraîtrait, d'après le rapport de l'Empereur, que plusieurs corps de cavalerie se portèrent là sans ordres et furent engagés mal à propos, qu'on envoya quatre bataillons de la jeune garde pour les soutenir: que ces bataillons incommodés par la mitraille voulurent enlever les pièces à la baïonnette, et que la vue du grand nombre de blessés qui se retiraient porta le découragement dans l'armée, où des malveillans apostés ont crié sauve qui peut. Pour favoriser cette assertion, l'Empereur ajoute : « Les Prussiens avaient été contenus » et repoussés; ils avaient épuisé leurs forces et l'on » n'en avait plus rien à craindre », et plus bas : « Le » maréchal Grouchy ayant appris ce mouvement » du corps prussien marchait sur ses derrières. »

Rétablissons les faits : ce corps prussien qu'on avait évalué à 15, 000 hommes était toute l'armée prussienne hors un corps, le 3ᵉ, commandé par le général Thielman et qu'on avait laissé à Wavres pour contenir ou amuser le maréchal Grouchy. Cette armée s'était mise en marche dès la pointe du jour; mais le souvenir récent de la bataille de Fleurus, et la singulière position où elle allait se trouver si les Anglais étaient battus avant son arrivée, la rendaient incertaine, lente et timide; à chaque

pas, on s'arrêtait pour écouter la direction du feu, pour envoyer des reconnaissances, et si l'on avait rencontré le plus léger obstacle dans le défilé de St-Lambert, si le maréchal Grouchy avait jeté quelques troupes sur le flanc des colonnes, on serait revenu à Wavres. Il était près de cinq heures quand le général Bulow commença l'attaque avec deux brigades d'infanterie et un corps de cavalerie. L'Empereur avait réservé sur sa droite le 6e corps, comme nous l'avons dit, pour repousser les quinze mille Prussiens dont la marche lui était connue; ce corps se battit avec beaucoup de résolution et fut habilement conduit par le comte de Lobau; mais bientôt le 2e corps prussien, sous les ordres du général Pirch, arriva et nous étions débordés par notre droite; la jeune garde fut envoyée sur ce point avec quelques batteries. Elle ne put pas lutter long-temps contre l'immense supériorité de l'ennemi qui se trouva bientôt hors de toute proportion par l'arrivée du général Zietten. Le général Duhesme fut tué, nous perdîmes du terrain; et, à huit heures du soir, le bruit du canon qui se prolongeait vers Planchenoit et le derrière de l'armée, portant la conviction que tous les efforts qu'on faisait contre les Anglais, non seulement ne pouvaient avoir de résultats mais entraînaient à une destruction entière, c'est alors que toute l'armée s'individualisant, pour ainsi dire, se retira dans une confusion impossible à décrire. L'Empereur avait voulu prévenir ce mo-

ment en faisant charger quelques bataillons et en se mettant à leur tête, mais il n'était plus temps : tout fut entraîné, désorganisé, la vieille garde elle-même ne put pas résister au torrent. Les escadrons de service furent culbutés par la foule, les soldats du train coupaient les traits de leurs chevaux et abandonnaient les pièces : sans la nuit, et avec plus d'audace et d'intelligence dans la poursuite, le nombre des prisonniers eût été immense.

Telle fut la bataille de Waterloo que nous ne livrâmes pas « avec toute notre armée », comme l'a dit Wellington dans son rapport, mais où, par nos mauvaises dispositions, nous n'engageâmes contre les Anglais que le 2e corps réduit à douze mille hommes, le 1er qui présentait environ vingt-deux mille hommes et deux ou trois mille hommes de la garde ; où nous fîmes la faute d'attaquer trop tard ; où nous sacrifiâmes beaucoup de monde à l'attaque inutile du château de Goumond ; où, après avoir enfoncé et replié la gauche de l'ennemi et être parvenus jusqu'à Ter-la-Haie, nous ne sûmes pas profiter du moment décisif pour faire donner nos réserves et pour achever une victoire qui pouvait précéder les efforts des Prussiens. Voyons si on avait fait moins de fautes dans la colonne du maréchal Grouchy que nous avons laissé à Gembloux.

On n'y arriva que le 17 au soir, et les Prussiens en étaient partis avant midi : les deux corps

avaient suivi la route de Wavres en passant par Valain, et une colonne d'équipages s'était dirigée avec des blessés et des fuyards par Perwes. Nous aurions dû nous mettre en marche à la pointe du jour, mais on envoya sans nécessité des reconnaissances dans toutes les directions, tandis qu'on ne pouvait pas être incertain sur la route que l'ennemi avait suivie, et il était plus de huit heures lorsque le 18 on se mit en mouvement, le 3[e] corps formant l'avant-garde. « La marche fut lente et interrom- » pue par des haltes fréquentes, dit un officier gé- » néral qui mérite toute confiance; vers Nil-Saint- » Martin, on crut qu'on recevrait la bataille et on » perdit beaucoup de temps à couper des haies » pour découvrir le terrain. Il était plus de deux » heures lorsque nous arrivâmes à la Barraque, » point culminant d'où l'on vit clairement les » colonnes prussiennes se diriger sur Mont-Saint- » Jean où l'on entendait depuis midi une canon- » nade assez vive. Dans une circonstance sembla- » ble, Desaix avait fait volte-face et avait couru » arracher la victoire à Mélas; plus tard, il est » vrai, Lauriston avait impunément donné l'exem- » ple de cette inaction qui naît de l'incapacité, » lorsqu'avec vingt-cinq mille hommes il était » resté immobile devant Leipsick, tandis qu'un » simple mouvement eût décidé deux heures plus » tôt le gain de la bataille de Lutzen, épargné des » flots de sang et donné à la victoire d'immenses » résultats : il était plus facile de marcher sur ses » traces. »

On perdit beaucoup de temps pour attaquer les quatre ou cinq mille hommes qui paraissaient vouloir défendre la position de la Barraque. On ne voulut point écouter les observations de plusieurs généraux, celles surtout du brave et dévoué lieutenant-général Excelmans qui voulait absolument passer la Dyle, dont une de ses brigades de dragons, commandée par le général Vincent, s'était rapprochée. On se trouvait précisément alors devant le pont de Moustier, où aboutit un chemin qui conduit à Mont-Saint-Lambert, et rien n'était aussi facile que d'occuper l'ennemi pendant qu'on traverserait la rivière et de se joindre à l'aile droite de l'Empereur; il eût même été inutile d'aller jusque là, car, à la première démonstration, Blücher aurait gagné la route de Wavres à Bruxelles pour prendre celle de Louvain et éviter une entière destruction. Au lieu de cette manœuvre que tout commandait, et à laquelle les circonstances et les localités se prêtaient, le maréchal Grouchy s'obstina à exécuter ce jour-là les ordres qu'il aurait dû exécuter la veille, et on continua à suivre méthodiquement les Prussiens sur Wavres : ils occupaient, avec leur 3e corps, commandé par le général Thielman, la ville et les hauteurs en arrière jusque vers Limale. Il eût été facile de tourner cette position en se portant un peu sur la droite et y passant la rivière; mais on trouva plus expéditif de pénétrer dans les rues en colonne serrée par division. On arriva ainsi jus-

qu'au pont qu'on trouva barricadé et défendu par des tirailleurs retranchés dans les maisons ; on ne pouvait pas avancer et nous perdîmes inutilement cinq ou six cents hommes dans cette sotte attaque. Au nombre des morts était le colonel Dubalin, officier distingué, et parmi les blessés, le brave général Habert qui avait conduit en Espagne les assauts de Tarragone. Il fallut cependant évacuer la ville, et le 3e corps prit position sur les hauteurs en face des Prussiens.

Pendant que l'on combattait inutilement sur ce point, il paraît qu'on avait reçu des nouvelles de l'Empereur. L'officier général que nous avons cité prétend qu'un colonel polonais, Zénowitz, était arrivé vers les trois heures à la queue de la colonne, sur un cheval extrêmement fatigué, et demandant le maréchal Grouchy, dont sur ce point on n'avait aucune nouvelle et qu'on ne savait même pas commander cette partie de l'armée. Il dut perdre beaucoup de temps dans sa recherche puisque le maréchal Grouchy, dans son rapport daté de Dinan, le 20 juin 1815, dit à l'Empereur : « Ce n'est » qu'à près de sept heures du soir que je reçus la » lettre du duc de Dalmatie, qui me prescrivait » de marcher sur Saint-Lambert et d'attaquer le » général Bulow. » Quoiqu'il en soit, ne pouvant forcer Wavres, ni le moulin de Bierge où le général Gérard avait été blessé, le maréchal Grouchy dirigea sur Limale trois divisions d'infanterie et la cavalerie commandée par le général Pajol. Elles

y traversèrent la Dyle sans de grandes difficultés et prirent position sur les hauteurs de la rive gauche; mais il n'était plus temps, tout était consommé à Waterloo par ces Prussiens qu'il eût été si facile d'arrêter. « Je n'entendais plus le canon » du côté où votre Majesté se battait » dit le maréchal Grouchy.

Non, sans doute, il n'entendait plus le canon, mais il l'avait entendu depuis midi; mais il avait vu la marche des Prussiens; mais tous les généraux, tous les officiers, tous les soldats voulaient se précipiter sur la gauche et marcher sur Saint-Lambert. Il est vrai que la distance était considérable. Qu'on jette les yeux sur une carte, et l'on verra que dans le contour que nous décrivions pour nous porter de Sombref à Wavres en passant par Gembloux, nous nous éloignions toujours de l'Empereur, et laissions les Prussiens entre ses troupes et les nôtres, tandis qu'il eût fallu dès le premier pas, appuyer toujours à gauche et même ne marcher que par Tilly et Saint-Guibert. Le terrain offrait aussi de grandes difficultés : on est tout étonné de trouver dans cette partie des montagnes élevées, des ravins profonds, enfin comme une espèce de contre-fort des Alpes et des Pyrénées à travers lesquels il eût été difficile de traîner l'artillerie; un général décidé l'eût abandonnée, ou l'aurait renvoyée avec quelque escorte et aurait arrêté Blücher. Mais n'accusons pas ceux à qui la nature a refusé ces qualités, et n'ajoutons

pas à leurs malheurs en les accusant uniquement de la perte d'une bataille dont le succès avait été aussi compromis par les dispositions premières : dispositions, que rien ne peut justifier et que l'on conçoit moins à mesure qu'on y réfléchit davantage.

Après toutes les fautes que nous reconnaissons avoir été faites par nos généraux, il est doux de remarquer celles que firent le 19 Blücher et Wellington. On croit peut-être que voyant l'armée de l'Empereur tout-à-fait désorganisée, apprenant par le général Thielman que les Français ont traversé la Dyle et occupent Wavres, ils vont se porter à marches forcées des Quatre-Bras sur Sombref et Gembloux, pour leur couper toute retraite et qu'ils enverront quelques corps pour occuper Namur, et les forcer ainsi à passer sous les Fourches-Caudines : non, ils ne prirent pas ce parti qui devait avoir des résultats si décisifs. Wellington passait sa journée du 19 à faire au comte Bathurst son rapport de la bataille mémorable, qu'il devait être bien surpris d'avoir gagnée; et le maréchal Blücher employait encore moins bien son temps.

Malgré notre passage de la Dyle à Limale, les Prussiens avaient continué d'occuper Wavres et Bielge pendant la nuit du 18 au 19; ils prirent l'offensive au point du jour, mais ils furent repoussés; la division Teste s'empara de Bielge, où le brave général Penne fut tué; et Vandamme oc-

cupa sans résistance les hauteurs de Wavres. « J'é-
» tais en avant de Rozierne, dit le maréchal Grou-
» chy, dans le rapport déjà cité, me disposant à mar-
» cher sur Bruxelles, lorsque j'ai reçu la nouvelle
» de la perte de la bataille de Waterloo : je prépa-
» rai mon mouvement rétrograde, et l'ennemi ne
» songea pas à me suivre. »

Il semblerait, d'après ces derniers mots que le maréchal Grouchy, dont la situation était si périlleuse, ne perdit pas un moment pour commencer sa retraite; mais les rapports de plusieurs généraux, qu'il est impossible dc ne pas croire, le représentent comme ayant conservé, dans cette circonstance critique, son caractère d'incertitude et de lenteur. Il était plus de dix heures quand le 4ᵉ corps partit de sa position de Limale, et ce ne fut qu'à six heures du soir que le 3ᵉ suivit ce mouvement; encore laissa-t-on une division qui resta en position jusqu'à 9 heures du soir. Il est vrai qu'une partie de la cavalerie s'était portée sur Marie de Saint-Denis et sur Namur : mais ce n'étaient pas des hussards et des dragons qui auraient pu empêcher les Anglais et les Prussiens de couper toute retraite aux deux corps d'infanterie que l'on compromit par toutes ces hésitations.

Le 4ᵉ corps bivouaqua le 20 près de Gembloux et il n'en partit le 21 qu'à 7 heures du matin, se dirigeant par la route dc l'abbaye d'Argenton qui n'est qu'un long défilé. L'arrière-garde y fut atta-

quée. On se battit aussi sur la route de Bruxelles, mais sans retarder le mouvement; les deux colonels Bricqueville et Clary se distinguèrent par des charges brillantes. Ce ne fut qu'à la vue de Namur, que deux divisions sous les ordres du brave général Berthezen s'engagèrent vivement avec les avant-gardes prussiennes, les continrent, les repoussèrent et donnèrent le temps aux bagages et à l'artillerie de traverser Namur que la faible division du général Teste fut chargée de défendre; il ferma les portes, garnit les remparts et tua plus de six cents Prussiens qui, enivrés d'eau-de-vie, se précipitaient vers la grille de la porte de Bruxelles. Il était plus de huit heures quand nous évacuâmes Namur dont les habitans accouraient dans les rues pour secourir nos blessés, pour offrir des vivres à nos soldats. Les mêmes sentimens éclatèrent dans toute la vallée de la Meuse qui remonte jusqu'à Dinant : les hommes, les femmes se précipitaient sur le rivage et traînaient volontairement nos bateaux qui étaient menacés de tomber entre les mains de l'ennemi.

Que des gouvernemens intéressés à déguiser la vérité; que de vils écrivains, stipendiés pour dire le mensonge, proclament que nous ne laissions après nous que des sentimens de vengeance et de haîne dans les pays que nous abandonnions : c'est une atroce calomnie! Ils se regardaient comme Français, ils nous accueillaient en frères, les habitans des Pays-Bas et des provinces ci-rhenanes,

qui firent si long-temps partie du grand empire; ils applaudirent à nos premiers succès, ils furent, comme nous, victimes de nos désastres et ils pleurent sur les malheurs communs qui ont séparé les membres d'une même famille. J'en atteste la conduite généreuse de tous les habitans de Bruxelles: avec quelle ardeur ils accoururent le 19 juin sur ce funeste champ de bataille de Waterloo pour relever nos blessés! Comme ils bravaient les insultes et les menaces des Prussiens et des Anglais qui leur reprochaient leur préférence pour nous! comme les riches, les pauvres, disputaient à qui leur prodiguerait des soins, à qui leur offrirait un asile! Comme les femmes surtout, les femmes toujours si dévouées au malheur, se distinguèrent dans cette lutte de la générosité et de la pitié! Combien parmi elles rappelèrent à la vie des infortunés à qui elles faisaient retrouver une mère, une sœur, une amie! Ah! que la reconnaissance de la France entière les récompense: et si jamais nos armées rentrent sur ce territoire ami, n'oublions pas qu'ils ont la même patrie, ceux qui ont conservé les mêmes affections, les mêmes souvenirs, les mêmes espérances!

J'ai parlé de la lenteur qu'on mit dans notre mouvement rétrograde et qui égala celle que nous avions mise en avançant. On est sans doute étonné de ne pas avoir vu tout le corps du maréchal Grouchy partir le 19 au matin de devant Wavres où l'ennemi en retraite ne songeait pas à nous suivre,

arriver d'une traite à Gembloux, où il était si important de prévenir les Prussiens, et en partir après quelques heures de repos pour gagner Namur, où nous n'aurions pas dû nous arrêter davantage. Cette lenteur que nous blâmons tenait un peu sans doute au caractère du chef; mais deux préjugés qu'il faut combattre y ont aussi contribué et entraîneront long-temps dans la même faute. Le premier est l'amour-propre puéril que l'on met à sauver tous les bagages, et surtout les canons, dont on regarde la perte comme un trophée entre les mains de l'ennemi; le second, plus ridicule encore, est l'espèce d'orgueil que l'on met à se retirer sans précipitation, pas à pas, comme faisait Davoust quand, dans la campagne de Russie, il donna ainsi lieu au sanglant combat de Viasma.

Disons-le avec Guibert, qui, sans avoir presque fait la guerre, en a si bien deviné tous les secrets, si bien indiqué toutes les parties; la perte des bagages évite un grand embarras, et il est absurde de mettre la même importance à la conservation des canons, qui ne sont que de gros et longs fusils, qu'à celle des drapeaux, ces signes sacrés près desquels il faut se rallier et mourir. Quand on est battu, quand on n'est pas assez fort pour lutter de nouveau avec espoir de succès contre l'ennemi, il faut lui échapper le plus promptement possible, arriver ainsi long-temps avant lui dans la position qu'on veut défendre et qu'on a un si grand intérêt à reconnaître et à fortifier. Si on prétend qu'une

marche semblable décourage les troupes, je répondrai qu'une suite de petits combats, où elles sont et doivent être toujours vaincues, les décourage bien plus encore. Il est d'ailleurs des circonstances tellement graves, qu'il ne faut s'arrêter à aucune de ces petites considérations, et celles-ci étaient du nombre. Si on était arrivé le 19 au soir devant Namur, comme cela était possible, et qu'on en fût reparti après quelques heures de repos, on aurait évité le combat du 20 devant cette ville; on eût facilement gagné 48 heures de marche, et ce temps nous suffisait pour prévenir l'ennemi à Laon, ou au moins pour nous mettre en état de défendre l'Oise, et donner ainsi aux troupes fuyant de Waterloo, le moyen de se rallier derrière un corps d'armée qui n'avait pas encore reçu d'échec.

On arriva le 21, à la pointe du jour, à Dinant et on coucha à Givet. Le 22, on bivouaqua sous Rocroy, où l'on séjourna le 23. Le 24 on était près de Réthel, le 25 à Reims, et le 26 près de Soissons. Mais quittons un moment ce corps d'armée pour revenir aux troupes que nous avons laissées fuyant des champs de Mont-Saint-Jean, où les mouvemens des Prussiens les avaient déjà cernées.

L'Empereur se voyant abandonné par tous les corps de son armée, qui avaient jugé le mal sans remède, précipita sa marche jusqu'à Genape, où il pouvait craindre d'avoir été prévenu par un détachement de Prussiens; ils auraient pu s'y rendre par la route directe qui conduit de Wavres à ce vil-

lage. Après avoir dépassé ce point, il marche vers Charleroi, au milieu d'une colonne de fuyards, entre une double haie de voitures, de canons, de bagages, que les conducteurs abandonnaient, et il y passe la Sambre. Il aurait dû s'y arrêter quelques instans et y réunir par sa présence un noyau de troupes auquel toute l'armée se serait bientôt ralliée; mais la nature lui avait refusé cette présence d'esprit qui, dans les revers, ramène quelquefois la fortune. Arrivé à Beaumont, il prit la route de Philippeville, où, exténué de fatigue, accablé par l'idée d'un désastre qu'il s'exagérait, il se jeta dans une voiture, il se dirigea vers Paris. Démarche fausse, inconsidérée, qui l'a perdu, qui devait le perdre et que lui conseillèrent pourtant des militaires très-recommandables qui l'entouraient alors, et dont la fidélité ne s'est point démentie.

CHAPITRE XI.

Napoléon à Paris. Nouvelles intrigues. Fouché. Abdication.

L'Empereur n'avait jamais craint les Bourbons, qui l'ont remplacé sur le trône, mais il avait toujours redouté les républicains, qu'il avait trompés et soumis. Ennemi des idées libérales qu'il avait vainement cherché à étouffer, il ne pouvait pas s'accoutumer à une assemblée délibérante qui eût le droit d'accuser ses ministres et de scruter les actes de son gouvernement. « Ces députés que j'ai laissés à Paris sont des jacobins, » avait-il dit, le soir de la bataille de Fleurus, à un général en chef qui me l'a répété. Ce mot explique la conduite de Napoléon. Ne se fiant pas à cette assemblée, et croyant ne pouvoir la dominer que par l'ascendant de la victoire, c'est elle seule qu'il craignit quand il se vit vaincu. Il ne pensa plus aux Anglais ni aux Prussiens, qui allaient envahir le territoire; il pensa aux jacobins, qui, réunis à Paris, pouvaient le précipiter du trône, ou même abattre ce trône que ses mains avaient élevé par tant de ru-

ses et d'artifices. Il oublia qu'aller au milieu d'eux sans son armée, c'était se mettre à leur disposition; il oublia que tant qu'il serait à la tête des troupes, en face de l'ennemi, que sa présence aurait contenu quelque temps, jamais l'assemblée, dont il méconnaissait d'ailleurs les intentions, n'aurait songé à attaquer sa puissance. C'est lorsqu'on le vit pour ainsi dire abandonner la patrie qu'on crut pouvoir se passer de lui.

L'annonce de ses premiers succès avait excité un enthousiasme général. Le bulletin de la bataille de Fleurus finissait par ces mots : « Quant aux Anglais, on verra aujourd'hui ce qu'ils deviendront: l'Empereur est là. » Personne ne doutait de la victoire et on attendait avec impatience les détails de la fuite ou de la défaite de Wellington. On fut étonné de ne rien lire dans le Moniteur du 21; mais la confiance n'était pas altérée, et la terrible nouvelle tomba comme la foudre au milieu de la capitale, qu'elle remplit d'étonnement et d'effroi. Cet effroi redoubla quand on apprit presqu'en même temps l'arrivée de l'Empereur; on crut qu'il désespérait du salut de la France : on dut désespérer avec lui!

Fouché n'avait cessé de conspirer : le moment était venu d'agir. Laissé à Paris, il avait gagné la confiance d'un grand nombre de représentans, qui ne pouvaient pas voir un agent des Bourbons dans un juge de Louis XVI. Il rappelait aux d'Argenson, aux Manuel et à tous les amis d'une constitu-

tion sage et libérale, qu'on ne pouvait attendre de l'Empereur qu'un gouvernement militaire et une monarchie orientale; il faisait croire aux gens timides et peu clairvoyans que les puissances étrangères voulaient seulement renverser Napoléon, et que, fidèles à leurs promesses, elles laisseraient à la France la liberté de se donner le gouvernement, ou du moins de se choisir le souverain qui lui conviendrait. Enfin il insinua à tous que l'Empereur, battu par les Anglais, déconsidéré dans l'armée qu'il avait abandonnée après Waterloo, comme après le passage de la Bérésina, comme après la bataille de Leipsick, ne pouvait offrir aucun moyen de résistance, et qu'il devait cesser de régner puisqu'il avait cessé de vaincre.

Cependant le grand nom de l'Empereur imposait encore: malgré sa tyrannie, ses fautes et ses revers, il était toujours la révolution aux yeux du peuple, et la gloire aux yeux des soldats. Ceux-ci ne voulant ni lui donner ni prendre sur eux la responsabilité des derniers désastres, les attribuaient à la trahison de quelques généraux et étaient encore prêts à combattre et à mourir. Il n'était donc pas facile de décider les représentans, dont la grande majorité était mue par des sentimens éminemment patriotiques, à écraser Napoléon dans le malheur. Fouché trouva le moyen d'engager le combat, et c'est par la crainte qu'il rendit l'assemblée offensive. Le bruit se répandit que l'Empereur n'était revenu que pour dissoudre l'assemblée nationale

et renouveler le 18 brumaire. Lafayette, montant à la tribune et élevant une voix que les anciens amis de la liberté durent reconnaître, s'écria : « Il est temps de se rallier autour de l'ancien étendard tricolore, l'étendard de 89, de la liberté, » de l'ordre public, le seul étendard que nous devions défendre contre les prétentions étrangères » et la trahison intérieure. » A la suite de son discours il fut résolu : « Que la chambre se déclarait » en permanence, que toute tentative faite pour la » dissoudre était un crime de haute trahison, que » les ministres de la guerre, des affaires étrangères, de la police et de l'intérieur seraient invités » à se rendre sans délai à l'assemblée. » C'était se constituer corps gouvernant ; mais l'assemblée ne songeait qu'à échapper au danger imaginaire qu'on avait mis devant ses yeux : il était tellement imminent pour certains membres qu'un d'eux s'écria : il faut prononcer sans délibérer, parce que dans peu d'instans la chambre pourrait être dissoute.

Ah! pourquoi un de nos députés ne monta-t-il pas à la tribune, pour dissiper d'injustes préventions, pour forcer tous les partis à se réunir contre les baïonnettes étrangères, pour rappeler à l'assemblée l'exemple du sénat romain allant en corps au devant de Varron, vaincu à Cannes par sa propre imprudence? Un pareil mouvement imprimé à la nation l'eût préservée du joug, ou du moins, s'il était dans notre destinée de succomber,

nous serions tombés avec gloire, nous ne serions pas tombés sans vengeance.

Pendant que l'agitation régnait dans l'assemblée, qui croyait toujours entendre à sa porte le pas de charge de Saint-Cloud, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely vint donner quelques détails sur les batailles de Fleurus et de Waterloo. Il annonça que l'armée se réunissait sous les murs d'Avesnes et de Philippeville, et que l'Empereur était venu à Paris pour conférer avec ses ministres sur les moyens de rétablir le matériel et pour concerter avec les chambres les mesures législatives que les circonstances exigeaient.

Cette déclaration ne rassura pas l'assemblée qui s'occupa de la nomination immédiate d'une commission pour pourvoir aux moyens de la protéger. Les ministres ne se rendant pas assez promptement dans son sein, M. Jay propose un second message et ajoute, « que s'ils n'y cédaient pas, l'invi- » tation serait changée en ordre ». Un autre membre s'écria : « qu'il fallait prendre sur-le-champ » des mesures de sûreté personnelle; que la gloire » de mourir en aveugle était trop commune et sans » charme pour lui. » Ces terreurs exagérées, peut-être factices, de quelques membres en inspirèrent de réelles à la masse qui se croyait assise sur un volcan. Elle attendait avec une impatience dont chaque moment augmentait l'irritation, l'arrivée des ministres, lorsque vers les quatre heures le prince Lucien entra dans la salle avec les quatre minis-

tres Carnot, Fouché, Caulaincourt et Davoust.

L'empereur affaissé sous le poids des fatigues et du malheur, s'était jeté dans un bain en arrivant à l'Elysée-Bourbon; mais les mêmes terreurs qui planaient sur les chambres, ne tardèrent pas à l'envelopper. Pendant qu'on disait aux représentans que Napoléon allait les dissoudre, on persuadait à Napoléon que les chambres exigeaient son abdication et étaient prêtes à prononcer sa déchéance. Il est vraisemblable que son arrivée sans pompe, sans escorte au sein de l'assemblée eût tout calmé : mais, soit que l'artisan de tant de défiances ait eu le pouvoir d'empêcher des communications qui auraient détruit son ouvrage, soit que l'Empereur n'eût pas cette espèce de courage nécessaire pour lutter dans une grande assemblée et s'exposer à la mort des Gracques; soit enfin qu'il eût plus de confiance dans l'éloquence de son frère Lucien qui lui avait été si utile à Saint-Cloud le 19 brumaire, il le chargea d'aller haranguer les représentans du peuple.

Lucien, homme d'esprit et de caractère, mérite de fixer un moment notre attention. Les uns le regardent comme un ambitieux qui, sous le règne de l'Empereur, refusa des couronnes parce qu'elles ne lui offraient pas un pouvoir assez indépendant, et qui chercha dans ce refus une gloire qui le distinguait de ses frères : ils prétendent que par suite de cette ambition, il engagea l'Empereur à donner son abdication en faveur de son fils,

et cela dans l'espérance d'être premier ministre pendant la longue régence de l'Impératrice. D'autres nous le peignent comme un philosophe, ami des lettres et de la liberté, qui eut mis sa gloire et son bonheur à vivre sous le Portique, et qui ne consentit à quitter sa retraite que lorsqu'il vit que de grands dangers allaient menacer son frère et qu'il y avait quelque mérite à s'y exposer.

Quoiqu'il en soit de ces deux opinions opposées, Lucien, qui ne fut jamais plus éloquent, échoua dans la chambre des représentans : il rappela en vain tous les titres de Napoléon à la reconnaissance nationale; en vain il en appela à la générosité, à la fidélité de cette nation française sur laquelle l'Empereur avait accumulé tant de gloire; il fut interrompu par ces paroles de Lafayette. « Nous » avons suivi votre frère dans les sables de l'Afri- » que, dans les déserts de la Russie, les ossemens » des Français épars dans toutes les régions por- » tent témoignage de notre fidélité. » L'habile orateur ne se déconcerta pas; il fit voir le précipice dans lequel on entraînait la France; le peu de fondement que nous devions faire sur les promesses des alliés qui faisaient la guerre non à l'Empereur, mais à la nation qu'ils voulaient priver de son indépendance. Tout fut inutile; l'esprit de parti dominait dans l'assemblée, et Lucien, que des murmures avaient souvent interrompu, descendit de la tribune avec la conviction que dans vingt-qua-

tre heures l'autorité de l'Empereur ou celle de la chambre devait avoir cessé.

La discussion continua après que Lucien fut sorti de l'assemblée : la crainte d'une dissolution à main armée était alors la seule idée qui l'occupait. Les insensés ne voyaient pas Wellington et Blücher qui s'approchaient! Un certain Girod fit la motion qu'un comité de cinq membres siégeât toute la nuit pour aviser aux mesures à prendre pour le salut public; alors le maréchal Davoust, ministre de la guerre, à qui Fouché avait déjà sans doute fait entendre raison, calma les alarmes et dit : « Les malveillans font courir le bruit que » j'ai ordonné de faire avancer un corps de trou- » pes pour cerner l'assemblée. Ce bruit est inju- » rieux à l'Empereur et à son ministre, qui est bon » Français. » La salle retentit d'applaudissemens, et les députés allèrent dormir tranquilles.

La conduite de la chambre des pairs fut aussi aveugle que celle de la chambre des représentans. Lucien s'y fit vainement entendre : les pairs aussi croyaient, ou feignaient de croire, qu'il n'y avait qu'un homme entre la paix et la France.

On a beaucoup reproché à l'Empereur de s'être ainsi laissé dépouiller de son autorité sans rien faire pour la conserver; on ne reconnait plus au mois de juin l'homme qui, au mois de mars, conquit avec neuf cents hommes un vaste empire. Mais que pouvait-il faire? Dès le moment où il avait commis l'inconcevable faute d'abandonner

son armée, ne s'était-il pas mis à la disposition de ses ennemis? Aller rejoindre ses soldats, dira-t-on peut-être, revenir à leur tête à Paris; non pour dissoudre l'assemblée, mais pour faire arrêter et juger sur-le-champ Fouché et les autres conspirateurs. Qu'on réfléchisse à l'exaltation et à la terreur qui dominaient tour à tour l'assemblée; toute détermination forte de la part de l'Empereur en eût provoqué de plus fortes encore. Fouché ne s'était pas démasqué: il n'avait parlé que d'indépendance, que de liberté; ses complices et ses nombreux partisans l'auraient représenté comme un martyr. L'Empereur pouvait bien sans doute se mettre à la tête des faubourgs, susciter l'irrésistible insurrection des prolétaires, et dissoudre à leur tête une assemblée qui allait livrer la France aux ennemis, mais son orgueil impérial se révoltait contre de tels auxiliaires; il n'eût pas d'ailleurs su agir directement sur eux. Car s'il s'était élevé comme César, à l'aide de la faction populaire; il n'avait ni l'ame, ni les qualités qu'avait Marius, et qu'il faut avoir pour diriger cette faction et pour la maîtriser dans des momens de crise.

Dès que Lucien eut échoué dans les deux assemblées, l'abdication parut un acte indispensable à tous les hommes d'état qui entouraient l'Empereur. Si nous ne craignions pas de donner trop d'importance à un homme qui a tout notre mépris, nous rapporterions ce qu'on nous a assuré; nous dirions que Fouché, égarant toutes les affec-

tions, corrompant toutes les ambitions, s'emparant de toutes les faiblesses, avait versé le poison dans l'esprit et dans le cœur de tous ceux qui abordaient Napoléon. Lucien, croyant régner sous le nom de son neveu, pressa l'abdication de celui qui n'eût jamais consenti à partager le pouvoir. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély employa pour déterminer Napoléon à ce grand sacrifice, une éloquence qu'il avait souvent prostituée pour couvrir les actes de sa tyrannie. Joseph, qui espérait peut-être aussi la régence, ne voyait aucun moyen pour conserver la couronne à son frère; on pressent l'opinion de ces hommes vils qui, n'adorant que la fortune, s'étaient courbés jusqu'à terre dans les jours de la prospérité: « Vous êtes vaincu, » lui dit un d'eux qu'on devinera peut-être: il ne » faut pas perdre un moment pour ramasser beau» coup d'argent et pour vous en aller. » Othon, Vitellius, Néron même, eurent des amis moins méprisables. Pourquoi ne pas lui présenter la pointe d'une épée; pourquoi ne pas lui dire: Il faut mourir; il faut mourir pour votre gloire; il faut mourir pour la nôtre; il faut mourir pour assurer la couronne à votre fils?

Tout était décidé dès le 21, et lorsque interrompant le comte Garnier, qui faisait un rapport sur la nécessité de traiter avec les puissances étrangères, le député Duchesne dit qu'il n'y avait qu'un moyen de salut: l'abdication de l'Empereur, le président répondit qu'on l'avait assuré

qu'avant trois heures il recevrait un message qui annoncerait cette abdication; alors un général sans gloire, chassé pour des escroqueries de l'armée d'Italie, exerça sans danger la plus basse vengeance en demandant qu'une commission de cinq membres se rendît près de S. M. pour lui exposer l'urgence de sa décision; on dit même que, sans mission, il remplit, avec quelques autres députés, cet insultant message, et qu'avant la honte d'être prisonnier des Anglais, Napoléon ressentit l'ignominieuse douleur de voir un homme chassé de ses armées le presser de déposer la couronne.

Il était plus d'une heure lorsque Carnot, Davoust et Caulaincourt portèrent à l'assemblée cet acte si désiré; le voici :

DÉCLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS.

« Français! en commençant la guerre pour sou» tenir l'indépendance nationale, je comptais sur » la réunion de tous les efforts, de toutes les volon» tés et sur le concours de toutes les autorités na» tionales; j'étais fondé à en espérer le succès, et » j'avais bravé toutes les déclarations des puis» sances contre moi.

» Les circonstances me paraissent changées. Je » m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la » France. Puissent-ils être sincères dans leurs dé» clarations et n'en avoir voulu réellement qu'à ma » personne! Ma vie politique est terminée, et je

» proclame mon fils, sous le titre de **Napoléon II**, » Empereur des Français.

» Les ministres formeront provisoirement le con- » seil du gouvernement. L'intérêt que je porte à » mon fils m'engage à inviter les chambres à orga- » niser sans délai la régence par une loi.

» Unissez-vous tous pour le salut public et pour » rester une nation indépendante !

» Le 22 juin.

» *Signé* Napoléon. »

Napoléon abdiquait en faveur seulement de son fils, et il ne restait au corps législatif qu'à s'occuper d'une loi qui organisât la régence; mais ce n'était pas ce que voulaient les hommes qui conspiraient pour l'ancienne dynastie. Ils firent croire à l'assemblée, qui devait encore être égarée par eux, que la nomination de Napoléon II pourrait mettre un obstacle aux négociations qu'on allait entamer; que le trône de France étant vacant, l'espoir de l'occuper pourrait s'emparer de quelques puissances et mettre la division entre elles; qu'il fallait savoir si l'Autriche, qui tenait à sa disposition le fils de Napoléon, consentirait à l'envoyer en France, etc., etc. Vainement l'Empereur répéta à plusieurs reprises au président de l'assemblée, qui lui avait été envoyé sur la proposition de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély pour lui exprimer la reconnaissance qu'inspirait le noble sacrifice qu'il venait de faire: « Je n'ai abdiqué qu'en faveur de mon fils; »

vainement l'infortuné Labédoyère et le prince Lucien cherchèrent-ils, dans la chambre des pairs, à faire prêter serment de fidélité à Napoléon II; Pontécoulant et Boissy-d'Anglas, dont les vues ne pouvaient pas être douteuses, s'y opposèrent formellement; la discusion fut cependant très-vive et le résultat un moment incertain. Le comte Ségur faillit entraîner l'assemblée et faire adopter une régence; mais au moment où le général Flahaut rappelait avec force les droits de Napoléon II, M. Decrès, ce ministre si dévoué de l'Empereur, s'écria : « Napoléon II est le prince selon mon » cœur; mais que notre patrie soit notre première » considération : elle est en danger, ne perdons » pas un instant pour la sauver. »

On eût pu répondre à M. Decrès que le sort de la patrie dépendait alors du choix des individus, et que jamais discussion n'avait mérité d'être plus approfondie; mais on est sûr avec certains mots de faire une forte impression sur les grandes assemblées, comme avec certains cris les pasteurs arrêtent ou accélèrent la marche de leurs troupeaux.

Au lieu d'établir une régence ou un comité de régence, on nomma une commission de gouvernement de cinq membres, sous lesquels les ministres devaient continuer leurs fonctions. La chambre des représentans en désigna trois, et celle des pairs deux. Un moment on eut le projet de choisir les hommes les plus énergiques et les plus

purs, et le nom de Lafayette était répété par toutes les bouches. Mais l'assemblée fit la faute de croire que les intérêts donnaient plus de garanties que les vertus et que des régicides ne transigeraient jamais avec les Bourbons. L'infame Fouché qui avait déjà fait son traité et qui répandait par ses créatures cette opinion si fausse, fut préféré à celui qui joint le caractère de Paul-Emile à l'ame de Caton; Carnot et Grenier furent adjoints à Fouché, et la chambre des pairs choisit Caulaincourt et un juge de Louis XVI, nommé Quinette.

Certes l'Empereur avait le droit de déclarer sur-le-champ que son abdication n'existait plus, puisqu'on n'en remplissait pas les conditions; le peuple qui se pressait sous ses croisées l'invoquait encore par ses cris, l'armée qui à chaque moment se grossissait sous les murs de Paris, ne demandait pas mieux que de le reconnaître. On assure qu'il en forma le projet, qu'il voulut hasarder pour son fils ce qu'il avait dédaigné d'entreprendre pour lui-même; mais que Davoust refusa de le seconder, et qu'après lui avoir dit que lui, Davoust, appartenait à la patrie, il se rendit en hâte chez Fouché pour le prévenir sans doute du danger qui les menaçait.

Napoléon par peur d'être dissoute, ne pas reconnaître son fils par la crainte de déplaire aux puissances alliées, et ne montrer un grand courage qu'au moment où elle délibérait sous les baïonnettes étrangères; semblable à ces malheureux qui, tremblans de loin à l'idée de la mort, l'envisagent sans pâlir quand il n'y a plus d'espoir et la reçoivent, quand elle les frappe, avec une tranquillité dont on ne les aurait pas crus capables.

La chambre des représentans se réunit le 23 à onze heures et demie; il y avait parmi eux des hommes qu'on ne pouvait ni aveugler ni séduire. Defermont déjà proscrit sous Robespierre, et qui depuis le fut par les Bourbons, était de ce petit nombre; il monta à la tribune et fit voir la nécessité de proclamer Napoléon II, ne fût-ce que pour détruire le bruit qui courait parmi le peuple, que les représentans attendaient Louis XVIII. A ce nom toute l'assemblée se lève avec indignation : Non, non! point de Bourbons! vive l'Empereur! s'écrièrent tous les membres. Boulay succéda à Defermont et parla avec la même force. Le parti de Fouché était culbuté si on avait délibéré; il fallait gagner du temps, M. Ferrière demanda l'ajournement. «Attendrons-nous que Wellington soit à nos portes, lui répondit Regnaud qui, dans un discours » éloquent, prouva qu'il fallait présenter à l'ar» mée un nom ostensible et positif, qu'il en fallait » aussi un au nom duquel les négociateurs pussent » parler aux puissances. »

M. Dupin lui succéda et ne dissimulant pas sa pensée, comme l'avaient fait tous ceux qui avaient parlé dans son sens, il s'opposa au choix d'un enfant dont on ne pouvait pas espérer ce que le père n'avait pu faire. « On demande, ajouta-t-il, au » nom de qui l'on se battra? On se battra au nom » de la nation. C'est au nom de la nation que nos » négociateurs parleront, et c'est la nation qui dé- » cidera à quel souverain elle veut confier le soin » de la gouverner. »

Pour appuyer cette opinion, M. Bigonnet lut l'article du traité de 1814, qui exclut du trône Napoléon et sa famille. Pourquoi ne lisait-il pas celui qui rétablissait les Bourbons? Alors M. Manuel, montant à la tribune, captiva toute l'attention de l'assemblée par ces paroles éloquentes.

« Nous avons fait hier un acte important: nous » avons pris une mesure décisive, mais l'est-elle » assez ? je ne le crois pas. Nous avons un gou- » vernement, il le fallait pour donner la vie à » nos opérations; mais ce gouvernement doit-il » agir au nom d'une puissance, au nom de la na- » tion? Oui, sans doute, c'est au nom de la na- » tion que nous combattrons pour le maintien de » notre liberté et de notre indépendance; c'est pour » la nation que les pères et les fils redoubleront de » sacrifices et de courage: mais au sein de ce grand » peuple agité par tant de mouvemens divers, en » proie à tant d'intérêts opposés, livré à tant de » souvenirs, à tant d'espérances diverses, peut-on

» dire qu'il n'y a qu'une opinion, un désir, un » parti?

» Certes, s'il n'y avait qu'une opinion, l'objec- » tion serait sans réplique et la nation combat- » trait pour la nation. Si personne ne rêvait le » retour des Bourbons, si tous les intérêts étaient » sacrifiés à la patrie, s'il n'existait personne at- » taché à de vaines dignités et jaloux de conser- » ver ou de reprendre de vains titres, alors il n'y » aurait qu'un seul interêt, un seul désir. »

L'orateur examine ensuite les divers partis qui divisent la France. « Celui des républicains n'est » qu'une chimère; celui d'Orléans, quoiqu'il pro- » mette plus de chances pour la liberté et le bon- » heur du peuple, ne réunit pas l'assentiment du » grand nombre. Le seul vraiment à craindre est » celui des royalistes et aussi n'y a-t-il dans l'as- » semblée qu'un désir, qu'un sentiment pour re- » pousser ce parti qui réserve un si malheureux » sort à la France. »

Après avoir donné des développemens lumineux à l'idée de se rallier autour d'un gouvernement fixe et déterminé, M. Manuel proposa le décret suivant:

« La chambre des représentans, délibérant sur » les différentes propositions mentionnées dans le » procès-verbal passe à l'ordre du jour par les mo- » tifs suivans: 1° parce que Napoléon II est devenu » Empereur des Français par le fait de l'abdica- » tion de Napoléon Ier et en vertu des constitu-

» tions de l'empire; 2° parce que les deux chambres » ont voulu et entendu par leurs résolutions d'hier, » portant nomination d'un gouvernement provi- » soire, assurer à la nation française les garanties » nécessaires dans les circonstances, à sa liberté » et à son repos, au moyen d'une administration » investie de la confiance du peuple. »

Cette proposition fut adoptée avec une unanimité qui ne laissa aucun doute qu'elle n'eût été concertée avec le président actuel du gouvernement qui avait trompé la confiance de M. Manuel. On condamnait en effet au silence ceux qui avaient invoqué le nom de Napoléon II en paraissant leur avoir accordé leur demande, et d'un autre côté on conservait un gouvernement qui n'agissait pas en son nom. Cet article était de la diplomatie. On dût s'en convaincre au moment même, puisqu'au milieu des cris répétés par les tribunes de vive l'Empereur! on rejeta la demande que fit un membre d'obliger la commission à prêter serment de fidélité à Napoléon II.

La chambre des pairs adopta, sur la motion de M. Thibaudeau, la proposition de M. Manuel, et le même jour la commission du gouvernement présidée par le duc d'Otrante commença ses fonctions. Davoust fut nommé commandant de l'armée, Masséna chef de la garde nationale, Bignon ministre provisoire des affaires étrangères, Pelet de la Lozère à la police. Le 24 une proclamation fut affichée dans tout Paris : on y annonçait « que les

» plénipotentiaires étaient partis pour traiter au » nom de la nation et négocier avec les puissances » de l'Europe cette paix qu'elles avaient promise à » une condition qui était aujourd'hui remplie.

» Le monde entier va être attentif comme » vous, et leur réponse fera connaître si la justice » et les promesses sont quelque chose sur la terre.

» Soyez unis du nord de la France aux Pyrénées, » de la Vendée à Marseille! Quel homme né sur » le sol de la France pourrait ne pas se ranger sous » le drapeau national pour défendre l'indépen- » dance de la patrie!

» L'Empereur s'est offert en sacrifice en abdi- » quant. Les membres du gouvernement se dé- » vouent en acceptant de vos représentans les rênes » de l'état.

» *Signé* le duc D'OTRANTE, *président.* »

Quel dévouement que celui de M. Fouché! Les commissaires envoyés étaient MM. Lafayette, Sébastiani, d'Argenson, Pontécoulant et Laforest. M. Benjamin Constant les accompagnait en qualité de secrétaire. Avant de les suivre dans leur inutile mission, jetons un coup d'œil sur la position de l'armée, sur l'esprit qui l'animait et sur les moyens qu'avait encore le gouvernement pour appuyer ses négociations et faire respecter l'indépendance nationale.

Le funeste vertige qui avait ramené l'Empereur dans sa capitale semblait avoir saisi la plupart des chefs de l'armée, et on ne sait comment

expliquer l'arrivée à Paris du maréchal Ney, au moment où il aurait dû rallier sur la Sambre ou sur l'Oise les 1[er] et 2[e] corps qui avaient été mis sous ses ordres. On est plus étonné encore de l'entendre, dans la séance des pairs du 22 juin, interrompre la lecture d'une lettre du ministre de la guerre et s'écrier : « C'est faux, de toute fausseté ! Le maréchal Grouchy et le duc de Dalmatie ne sauraient rassembler soixante-dix mille hommes : ce nombre ne peut pas être réuni. Le maréchal Grouchy n'a pu rallier pour sa part que sept à huit mille hommes et le duc de Dalmatie n'a pu tenir à Rocroi. Vous n'avez pas d'autre moyen de sauver la patrie que les négociations ! »

Le maréchal Ney voulait-il excuser ainsi son abandon de l'armée, ou croyait-il le mal aussi irréparable qu'il le disait? Quoiqu'il en soit, ces paroles glacèrent tous les esprits. Qui pouvait conserver quelques espérances, quand un homme comme le maréchal Ney désespérait du salut de la patrie? Ces alarmes cependant étaient exagérées. Le mal était grand sans doute, mais il n'était pas sans remède. Les soldats, n'écoutant que leur intelligence particulière, intelligence qui nous a valu le gain de plus d'une bataille, s'étaient tirés eux-mêmes d'une position où toute manœuvre eût été inutile. Les officiers des corps, ces officiers qui ne manquent jamais à leurs devoirs, avaient fait ce que les chefs auraient dû faire. A chaque instant les régimens se grossissaient d'hommes

qu'on croyait morts ou prisonniers de guerre; et on vit avec étonnement qu'une armée, que certains hommes disaient détruite, existait presque entière. Les soldats du train avaient, il est vrai, abandonné les pièces et les caissons, mais ils avaient amené les chevaux harnachés et nous avions assez de matériel pour réparer les pertes.

Nous avons laissé l'armée commandée par Grouchy, le 26, près de Soissons. Le 27 elle se porta à La Ferté-Milon : cette marche se fit sans ordre, fut mal éclairée par la cavalerie légère sous les ordres du général Pajol, qui perdit seize pièces d'artillerie dans le défilé de Villers-Cotterets. On avait d'ailleurs trop divisé les troupes du 3ᵉ corps qui se trouvaient à Verte-Feuille, à Soissons et à plusieurs lieues plus loin pour y prendre des vivres. Le 28, l'armée se mit en marche pour Sainte-Maure en passant par Prax. Ce détour fatigua beaucoup les troupes qui n'y arrivèrent que le 29, à 3 heures du matin; il fallut s'y arrêter jusqu'à midi pour rallier les corps, et on ne passa la rivière qu'à deux heures pour aller occuper Mont-Rouge.

On se demandera sans doute pourquoi cette marche tortueuse? Pourquoi ne pas s'être porté de Rethel ou de Reims sur Paris, puisque Paris était le seul point qu'il fallait défendre? De cette manière, les deux rives de la Seine auraient été occupées, et l'ennemi se serait vu forcé d'exécuter un passage de vive force. Si nous ne connaissions

pas le caractère probe et loyal du maréchal Grouchy, si les honorables persécutions auxquelles il fut en butte ne détruisaient jusqu'à l'idée de tout soupçon, on pourrait peut-être chercher les causes de ce retard, qui pouvait être si préjudiciable, dans les intrigues du chef du gouvernement et dans les insinuations de quelques traîtres. On ne doit pas passer sous silence que le général Sénécal, son chef d'état-major, homme sans talent, mais non pas sans astuce, s'était rendu le 28 près de Meaux, avec un officier prussien, aux avant-postes du général Excelmans, pour l'engager à rester derrière la Somme et à ne pas marcher sur Paris. Ce ne fut qu'avec peine qu'on le sauva de la juste fureur des soldats; mais envoyé à Paris, il y fut mis en liberté.

Les troupes qui s'étaient trouvées à la bataille de Waterloo avaient devancé celles que commandait Grouchy, et il y avait alors sous Paris une armée de quatre-vingt-six mille hommes dont plus de vingt mille de cavalerie et une artillerie de plus de cinq cents pièces attelées. Les fédérés qu'on nomma tirailleurs de la garde nationale, demandèrent des armes, une partie de cette garde nationale même ne respirait que les combats, et dans les départemens voisins tout était en mouvement pour défendre la capitale menacée.

Voici de quels corps se composait l'armée que

nous avons portée à quatre-vingt-six mille hommes présens sous les armes :

3ᵉ et 4ᵉ corps arrivés avec le mᵃˡ Grouchy,	40,000 h.
1ᵉʳ et 2ᵉ venus de Waterloo..	28,000
Garde impériale.	10,000
Bataillons tirés des dépôts voisins. . .	8,000
TOTAL. . .	86,000

De grands travaux avaient été exécutés aux environs de Paris. Ils se liaient par la droite à Vincennes et par la gauche à Chaillot, couvrant ainsi la rive droite de la Seine. Le centre était au canal de l'Ourcq; en première ligne Saint-Denis, Aubervilliers et la digue du canal qui joint Saint-Denis à la Villette; ces points emportés, on rencontrait Monceaux, Montmartre, les hauteurs de Belleville, de Ménilmontant et la butte Saint-Chaumont qu'on avait chargés d'ouvrages.

La rive gauche était négligée : quelques lignes étaient à peine tracées dans la plaine de Mont-Rouge. Quel était le but de l'Empereur? le temps lui avait-il manqué pour fortifier cette partie, ou voulait-il engager l'ennemi à passer sur la rive gauche de la Seine, pour livrer la bataille sous les murs de Paris?

On voit quels immenses moyens nous avions pour combattre, mais la trahison devait rendre inutiles et les bras de tant de braves qui n'attendaient que le signal; et le patriotisme des représentans, et l'enthousiasme de la nation.

Des députés avaient été envoyés, comme nous l'avons dit, au quartier-général des puissances alliées; et le 27, d'autres députés, Andréosy, Boissy-d'Anglas, Flaugergues, Valence et de la Bernardière se rendirent au quartier-général de Wellington pour tâcher, disait-on, de conclure un armistice; ils étaient porteurs d'une lettre très-digne où Fouché disait au général anglais :

« La nation française veut vivre sous un monarque ; elle veut aussi que ce monarque règne sous » l'empire des lois.

» La république nous a fait connaître tout ce » qu'ont de funeste l'excès du pouvoir. Notre vœu, » et il est immuable, est de trouver à égale distance » de ces excès, l'indépendance, l'ordre et la paix de » l'Europe. Tous les regards en France sont fixés » sur la constitution anglaise; nous ne prétendons » pas être plus libres, mais nous ne consentirons » pas à l'être moins.

» Les représentans du peuple français travaillent » à son pacte social. Les pouvoirs seront séparés » mais non pas divisés.

» Nul homme en ce moment ne peut aussi puissamment que vous concourir à mettre l'humanité toute entière sous un meilleur génie et dans » une meilleure condition. »

Ces belles phrases n'arrêtèrent pas Wellington à qui l'on faisait peut-être des instances secrètes pour prévenir devant Paris, l'arrivée du corps de Grouchy, arrivée dont on doutait encore; et pour

empêcher l'effet de l'ambassade solennelle envoyée aux souverains. Sans ces sollicitations, le général anglais aurait-il osé, en effet, violer aussi ouvertement les déclarations faites par les souverains alliés, qu'ils n'en voulaient qu'à Napoléon; aurait-il osé se mettre en opposition avec lord Castelreagh, qui venait de proclamer en plein parlement que l'Angleterre ne faisait la guerre qu'à Napoléon, et qu'elle ne prétendait pas donner à la France telle ou telle forme de gouvernement. Non-seulement Napoléon avait abdiqué, mais malgré la délibération que la chambre avait prise sur la proposition de M. Manuel, le nom de Napoléon II ne se trouvait même plus sur les actes du gouvernement, et un décret de la commission avait décidé, dès le 26 juin, que ces actes seraient au nom du peuple français. Ainsi rien ne justifie le mouvement de Wellington, qui, trompé sans doute par le discours du maréchal Ney, s'avançait vers la capitale, où il croyait n'avoir aucun ennemi à combattre.

La position des conspirateurs devint alors embarrassante. On était bien parvenu à renverser Napoléon par le secours des chambres, mais les chambres ne voulaient pas le retour des Bourbons; et la marche de Wellington, qu'elles croyaient devoir s'arrêter à la seule nouvelle de l'abdication de l'Empereur, commençait à leur donner des inquiétudes sur les projets des puissances alliées. D'un autre côté, M. Otto, envoyé en mission près du gouvernement anglais, était à Boulogne, où il

ne recevait pas de passe-port. Quatre-vingt-cinq mille hommes, auxquels se réunissaient quinze ou vingt mille fédérés, demandaient à grands cris d'expier sous les murs de Paris la honte de Waterloo. Une résolution généreuse pouvait tout sauver: il fallut la prévenir.

Napoléon, s'abandonnant comme une victime dévouée, était encore à la Malmaison, d'où il aurait dû partir le 22, dix minutes après son abdication, pour aller s'embarquer à Lorient ou à Rochefort; il aurait ainsi échappé aux ennemis, et ce n'était pas ce qu'on voulait. Il se laissa endormir, ou par l'espérance que les chambres le remettraient à la tête des armées, ou par la promesse d'un passe-port et d'un sauf-conduit pour aller en Amérique; mais le 28, lord Wellington écrivit: « qu'il n'était pas » autorisé par son gouvernement à satisfaire à cette » demande. » Sans doute les dispositions étaient prises pour bloquer les ports; on pressa alors Napoléon de partir; on lui fit craindre de tomber entre les mains des ennemis qui s'avançaient, et le général Becker, chargé de pourvoir à la sûreté de sa personne et de l'accompagner, écrivit, le 29 au soir, à la commission du gouvernement: que l'Empereur allait monter en voiture, « en faisant des » vœux pour le rétablissement de la paix et la » prospérité de la France. »

Déjà le 25, Napoléon avait fait ses adieux aux braves de l'armée sous Paris: « Soldats! leur di- » sait-il, en obéissant à la nécessité qui m'éloigne



» de la brave armée française, j'emporte l'heureuse » certitude qu'elle justifiera par l'éminent service » que la patrie attend d'elle, les éloges que nos enne- » mis même n'ont pu lui refuser.

» Soldats, je suivrai vos démarches quoique ab- » sent. Je connais tous les corps et pas un d'eux ne » remportera un avantage signalé sur l'ennemi » que je ne lui tienne compte de la bravoure qu'il » aura déployée. On nous a calomniés vous et moi. » Des hommes peu faits pour apprécier nos travaux, » ont vu dans les marques d'attachement que vous » m'avez données un zèle dont j'étais le seul objet; » que vos succès futurs leur apprennent que c'était » la patrie surtout que vous serviez en m'obéissant, » et que si j'ai quelque part à vos affections, je le » dois à mon ardent amour pour la France, notre » mère commune.

» Soldats, encore quelques efforts et la coalition » est dissoute. Napoléon vous reconnaîtra aux » coups que vous allez porter : sauvez l'honneur, » l'indépendance des Français. Soyez jusqu'à la » fin ces hommes que j'ai connus depuis vingt ans » et vous serez invincibles! »

Telles furent les dernières paroles que Napoléon fit entendre à son armée : le Moniteur ne les inséra même pas, tant on craignait tout ce qui venait du monarque détrôné. On sait comme il s'achemina vers Rochefort, comme, ne voulant pas courir les hasards d'être fait prisonnier, il s'abandonna à la loyauté anglaise, se comparant à

Thémistocle qui alla s'asseoir au foyer de son ennemi. Mais l'honneur d'un despote asiatique offrait une garantie plus sûre que les lois tant vantées de la Grande-Bretagne. Ainsi, par un concours d'événemens qui humilie et désespère tout ce qui a le cœur français, celui qui avait vaincu toute l'Europe se laissa terrasser par les Anglais, et mit le sceau à sa honte en se livrant à ces mêmes Anglais. Sept années de tourmens et une mort douloureuse ont expié ce crime de sa confiance ! Le malheureux croyait peut-être que celui qui se dit son vainqueur imiterait Paul-Emile, menaçant le sénat romain du courroux des dieux, s'il n'adoucissait pas le sort de Persée !

CHAPITRE XIII.

Conférences à Haguenau.

Le départ de Napoléon fut notifié aux chambres, qui crurent plus que jamais au succès des négociations entamées avec les puissances alliées. Quel prétexte en effet restait-il aux souverains pour nous opprimer? Le sacrifice était consommé; la nation française abandonnait celui « à qui seul » l'Europe avait déclaré la guerre. » Voyons sur quels fondemens ces espérances reposaient, ou plutôt voyons de quels moyens on se servait pour abuser les esprits.

Les plénipotentiaires, ayant reçu des passeports à Laon, se hâtèrent d'arriver à Haguenau; les souverains qui y étaient déjà refusèrent de les voir. Le général Lafayette écrivit à l'empereur Alexandre, et se présenta chez lui comme simple particulier : il ne fut pas reçu. Le souverain craignit l'ascendant du citoyen vertueux; il n'eût pas osé devant lui se montrer infidèle aux regrets gé-

néreux qu'il avait exprimés à Paris l'année précédente, quand il disait: «Les choses ne se sont point » passées, relativement aux intérêts et aux libertés » de la nation française, de la manière la plus » conforme aux idées libérales et aux intentions » bienveillantes que j'avais apportées. » On consentit cependant à entendre nos plénipotentiaires à Haguenau; les commissaires choisis pour ce simulacre de conférence furent le général comte de Walmoden pour l'Autriche; le comte Capo-d'Istria pour la Russie et le général de Kenesbeck pour la Prusse. Le comte Capo-d'Istria exprima à M. de Lafayette les regrets de l'empereur Alexandre, « qui, lié par des engagemens positifs » avec ses alliés, ne pouvait pas le voir. Il ajouta » que S. M. conservait les mêmes sentimens que » le général français lui avait connus l'année pré- » cédente. »

Lord Stewart, sans avoir de pouvoir direct, assista à cette conférence et y joua le principal rôle. Il y fut beaucoup question de Bonaparte : les commissaires étrangers attribuaient ce qui s'était passé trois mois auparavant à un attachement très-vif du peuple français pour Napoléon, et faisaient de cet attachement présumé un obstacle à ce que notre indépendance nationale fût respectée. Nos plénipotentiaires s'expliquèrent franchement sur la cause des événemens du mois de mars; ils prouvèrent que le mécontentement et le mépris excités par la manière dont les Bourbons nous

gouvernaient, avaient seuls jeté la nation dans les bras de Bonaparte et qu'elle eût accepté de même tout autre moyen de briser un joug odieux.

L'ambassadeur anglais, qui s'opposait à tout résultat, mit en doute les droits d'une chambre convoquée par Bonaparte : « Je m'étonnerais, ré-» pondit Lafayette, qu'un homme public de votre » pays ne reconnût pas que le pouvoir d'une as-» semblée nationale dérive plutôt de ceux qui éli-» sent que de celui qui convoque. » Lord Stewart calomniant notre armée l'accusa d'avoir trahi ses sermens : Lafayette le réduisit au silence par cette réponse : « Je prie Mylord de se rappeler quelle » était, lors de la glorieuse révolution de 1688, » la situation de l'armée anglaise relativement à » Jacques II ; il l'avait formée, il avait combattu » avec elle : et cependant toutes vos troupes, et » aussi le favori du roi, votre grand Marlborough, » désertèrent dans la nuit, non pour se réunir au » drapeau national, mais pour aller rejoindre une » armée, un prince, un drapeau étranger. » Enfin lord Stewart, méconnaissant le noble caractère de celui auquel il parlait, prononça ces mots : « Je dois vous prévenir, M. Lafayette, qu'il n'y a » pas de paix à espérer avec les puissances alliées » à moins que vous ne nous livriez Bonaparte. — » Je suis bien étonné, lui répondit Lafayette, que » pour proposer une pareille lâcheté au peuple » français, vous vous adressiez de préférence à un » prisonnier d'Olmutz. »

Après toutes ces conversations, M. Laforêt, comme le plus ancien ambassadeur, expliqua que le principal objet de la mission était de conclure un armistice qui laissât le temps de s'entendre. Le général Sébastiani résuma très-bien la négociation qu'avait entamée M. Laforêt. « Aucune » question, dit-il, n'est encore préjugée : le peu» ple français est libre de tout engagement, il ne » demande que paix et amitié avec les nations voi» sines. » Ces explications données avec franchise et dignité parurent faire quelqu'impression sur les commissaires étrangers : mais lord Stewart se leva en disant : « Messieurs, si vous traitez avec la » France, ce sera sans l'Angleterre. Car je déclare » que je n'en ai pas le pouvoir. » Les autres assurèrent qu'ils ne pouvaient traiter qu'ensemble et l'on se sépara. Le lendemain les envoyés de Russie, de Prusse et d'Autriche vinrent notifier aux plénipotentiaires français : « Que les traités d'al» liance portant que l'une des parties ne négociera » jamais séparément et ne fera ni paix ni trève » que d'un commun accord, les trois cours pré» sentes ne pouvaient pas entrer en négociation » ici : on ajouta que les cabinets se réuniraient » dans le plus bref délai possible. »

D'après cette déclaration formelle, que l'on ne traiterait pas à Hagueneau, nos plénipotentiaires annoncèrent l'intention de repartir sur-le-champ. Mais on apporta tout le retard possible à leur marche et ils n'arrivèrent à Paris que le 5 juillet.

Déjà la capitulation qui nous livrait aux ennemis était signée; déjà nos défenseurs se dirigeaient vers la Loire : tout était consommé!

Tet fut le résultat de ces conférences dont la France attendait son salut. On discuta, on ne conclut rien ; la raison et le patriotisme essayèrent en vain de lutter contre la mauvaise foi. Les commissaires des puissances alliées donnèrent toujours les assurances les plus positives que les souverains ne voulaient en rien se mêler du gouvernement intérieur de la France, et M. de Pontécoulant dit publiquement à son retour : « Que toutes » les puissances et principalement l'empereur » Alexandre avaient montré les dispositions les » plus favorables »; et cependant quelques jours après, lorsque Castlereagh vint sommer le gouvernement provisoire d'ouvrir à Louis XVIII les portes de Paris, M. Pozzo di Borgo et les ministres des deux autres puissances présentèrent une note par laquelle : « Tous les souverains étaient » d'accord pour replacer Louis XVIII sur le trône » de France. » Ainsi le mensonge et la ruse se sont joints à la force pour opprimer notre nation ; ainsi, les souverains, se jouant de leurs promesses, de leurs sermens, ont prouvé qu'il n'avaient d'autre foi que leur intérêt, d'autre évangile que Machiavel ! L'implacable histoire recueillera ces faits : ils serviront de leçon aux nations et leur prouveront que leur sûreté ne peut jamais être que dans la résistance.

CHAPITRE XIV.

Le conseil de guerre. Le maréchal Davoust.

Avec ces trompeuses assurances que les grandes puissances nous laissaient les maîtres de disposer de la couronne, on pouvait bien amuser les chambres, mais il n'était pas aussi facile de contenir l'armée. L'arrivée du corps du maréchal Grouchy, qui ne s'était pas battu depuis Fleurus et Limale, où il avait vu les Prussiens fuir devant lui, faisait renaître l'espérance; et les généraux, même les plus timides, annoncèrent dans ce premier moment qu'on pourrait se défendre et qu'il fallait combattre. Le gouvernement se garda bien de s'opposer ouvertement à ces dispositions. Une loi déclara Paris en état de siège, mais un décret du 28 juin portait « que » les approches seules de la capitale seraient dé» fendues et qu'elles le seraient par les troupes » de ligne, qui pourraient cependant être ai» dées par les tirailleurs de la garde nationale. »

Une proclamation, signée le comte de Bondy, disait aux Parisiens : « Les troupes étrangères » ne sont pas loin de la capitale; elles pourraient » d'un instant à l'autre paraître sous vos murs. » Que cet événement ne vous intimide pas : le » pouvoir national est là; il écartera les maux » que vous auriez à redouter. Que votre bonne » garde nationale continue de faire avec autant » de zèle que par le passé le service utile dont elle » s'acquitte si bien, qui lui mérite tous les éloges » et qui peut si puissamment contribuer à la » tranquillité publique. »

Ce n'est pas ce langage que tenaient les administrateurs de Sarragosse, lorsque les Français s'approchaient des murs ouverts de leur ville; ce n'est pas avec cette prudence pusillanime, avec ce soin exclusif des propriétés particulières, tandis que la grande propriété générale, l'indépendance, est menacée, qu'on sauve les nations du joug étranger. Sarragosse a été détruite, mais elle s'est relevée plus belle du sein de ses ruines et elle a donné un exemple immortel, tandis que Paris, deux fois souillé par les pieds de l'ennemi, a deux fois coûté à la France son honneur et sa liberté.

Les mêmes raisons de conservation de propriétés ne pouvaient pas avoir d'influence sur les soldats, mais elles en avaient de grandes sur certains généraux, et surtout sur ces maréchaux qui, gorgés de rapines ou corrompus

par l'or que Napoléon leur avait versé, voyaient la patrie dans leurs hôtels et dans leurs terres. Davoust était à leur tête, disposé à tout sacrifier pour conserver ses biens et ses titres. Dans les derniers jours de juin, il reçut quelques ouvertures de la part de Louis XVIII. Le monarque détrôné demandait à l'ancien maréchal de l'empire, au ministre actuel du gouvernement provisoire : « N'auriez-vous pas quelques propositions à me faire ? » Il s'agissait de trahir sa patrie! Davoust s'adresse à Fouché qui attendait le résultat d'une démarche sans doute conseillée par lui. Ce résultat fut une proposition en treize articles, remise par Davoust, pour être acceptée par Loùis XVIII. La suite de cette négociation demandait de la finesse, du tact, de l'esprit : l'agent employé jusqu'alors sentit son insuffisance. Satisfait d'avoir commencé le crime, il se contenta de cette gloire et présenta lui-même, comme agent direct, M. de Vitrolles au maréchal Davoust qui se détermina à prendre une odieuse initiative, en écrivant le 27 juin au duc d'Otrante, président de la commission du gouvernement : « Il n'y a pas » de temps à perdre; nous devons proclamer Louis » XVIII, nous devons le prier de faire son en» trée dans la capitale sans les troupes étrangè» res, qui ne doivent jamais mettre le pied à » Paris. J'ai vaincu mes préjugés, mes idées : la » plus irrésistible nécessité et la plus entière con-

» viction m'ont déterminé à croire qu'il n'y a
» pas d'autre moyen de sauver notre patrie. »

La trahison était résolue; cependant on feignait encore. On assemble à la Villette un conseil de guerre où les généraux, commandant les troupes, auraient seuls dû être appelés. Mais on était plus sûr des maréchaux et des autres chefs qui se trouvaient à Paris. Là, on délibéra si Paris pouvait être défendu. Poser ainsi la question, c'était en changer la nature et la décider sans l'aborder. Nul doute que Paris n'était ni en état, ni en mesure de soutenir un siège en règle comme auraient pu le faire Lille, Strasbourg ou Metz; mais si le maréchal Davoust avait pris la parole et dit au conseil :

« L'ennemi, trompé par les bruits exagérés de
» nos pertes s'est avancé sans précaution : Blü-
» cher a porté l'imprudence jusqu'à se séparer de
» Wellington : il a passé la Seine sur un seul
» point, et se trouve avec ses Prussiens, toujours
» vaincus par vous, sur la rive gauche. Les Rus-
» ses et les Autrichiens sont à plus de vingt jour-
» nées de marche, et vingt-cinq mille Bavarois qui
» les devancent ne peuvent arriver de dix jours.
» Cependant nous avons plus de cent mille hom-
» mes disponibles et cinq cents bouches à feu. La
» position de Paris, qu'on doit regarder comme un
» immense camp retranché, nous donne la dispo-
» sition de cinq ponts sur la Seine : nous pouvons
» par une marche de nuit nous réunir à notre gré

» sur l'une ou l'autre rive : mon projet est d'atta-
» quer demain les Prussiens; la garde nationale
» et dix mille hommes de troupes de ligne dé-
» fendront en même temps les ouvrages qui cou-
» vrent la rive droite et protègent Paris.

» Tout nous promet la victoire, tout nous pro-
» met une vengeance dont les cœurs francais ont
» besoin. Quand nous aurons changé en cyprès les
» lauriers usurpés qui couvrent les fronts de Blü-
» cher et de Wellington, alors si telle est la seule
» ressource qui nous reste, nous irons nous-mêmes
» chercher, réclamer les Bourbons. Nous leur di-
» rons : Napoléon nous a abandonnés; nous vous
» reconnaissons pour nos souverains; nous ne vous
» demandons que de conserver la liberté des Fran-
» çais et ces couleurs nationales qui vingt ans
» nous conduisirent à la victoire; mais ne rece-
» vons pas les Bourbons des mains de l'étranger :
» il ne seraient chez nous qu'un monument de
» notre honte ! »

Au lieu d'établir ainsi la question, on discuta long-temps et avec mauvaise foi : les esprits s'aigrirent; on en vint aux personnalités qui peignaient les motifs dirigeans de cette assemblée. Vandamme, qui n'avait pas encore eu de conférences avec Fouché, voulait se battre. « On voit » bien que vous n'avez pas une brique dans Paris », lui dit un homme, qui ne pourrait pas, plus que l'armée, expliquer pourquoi un jour Napoléon le fit maréchal. « Si vous en avez, lui

» répondit Vandamme, nous savons comme vous » qu'elles ne vous ont coûté que des bassesses. » On présume bien que certains maréchaux qui avaient fait à Napoléon tant de demandes pour être employés pendant les cent jours et tant de plaintes de ne pas être du nombre des pairs, furent de l'avis du maréchal propriétaire. Masséna lui-même, l'illustre défenseur de Gênes, crut qu'on ne pouvait ni se défendre, ni combattre : épuisé par la maladie qui l'enleva bientôt, il avait déjà cessé d'exister. Les intrigues de Fouché l'emportèrent donc, et une grande majorité décida qu'il ne restait d'autre voie que celle des négociations.

Les généraux de l'armée avaient tout autrement prononcé. Témoins de l'impatience des officiers qui ne demandaient qu'à réparer la honte du dernier combat et de l'indignation du soldat dont l'instinct avait déjà deviné la trahison, ils ne cessaient de presser le maréchal Davoust de les conduire à l'ennemi; et leurs sollicitations avaient été si vives, ils avaient tellement démontré la facilité de détruire le corps d'armée de Blücher, que Davoust qui, dès le 27 juin, voulait que l'on proclamât Louis XVIII, donna pour le 30 un ordre d'attaque. La cavalerie de l'aile gauche, commandée par Excelmans, devait partir de Montrouge et se porter sur Versailles ; le 4e corps, commandé par le général Vichery, et fort de quinze mille hommes, devait l'appuyer en

débouchant par le pont de Sèvres. Quatorze mille hommes de la cavalerie de l'aile droite, cinq mille hommes du 1er corps et l'infanterie de la garde formaient une seconde colonne qui, dirigée par le général en chef, aurait passé la Seine au pont de Neuilly et lié ses mouvemens à ceux de l'aile gauche.

Il y aurait bien des réflexions à faire sur ce plan : mais ce n'est pas l'habileté militaire du prince d'Eckmülh qu'il s'agit de mettre en question ; on sait assez qu'elle ne fut pas la cause qui l'éleva au grade de maréchal de l'empire; c'est son accord avec Fouché qu'il faut achever de prouver. Au moment où les troupes se mettaient en marche, elles eurent l'ordre de reprendre leur première position; le général Excelmans seul ne reçut pas de contr'ordre et continua sa marche. On voulait peut-être compromettre un officier que son patriotisme, sa loyauté et son audace rendaient importun : mais il tomba avec tant de vigueur sur les colonnes ennemies que deux régimens de cavalerie prussienne furent culbutés et détruits : c'en était fait de toute cette armée s'il avait été appuyé !

Ce succès, ce contr'ordre, enflammèrent également les esprits, et l'on fut au moment de prendre une détermination qui, justifiée par les circonstances, eût peut-être sauvé la patrie. On avait jeté les yeux sur Vandamme à qui sa voix stentorée, sa figure martiale, son allure décidée, font

supposer l'ame de l'audacieux Ajax : mais Ajax, ce jour-là, avait dîné chez Fouché et quelques instans suffirent pour le métamorphoser. « J'étais au conseil de guerre et j'approuve sa décision », dit-il à ceux qui voulaient le proclamer leur chef. Depuis ce jour, il ne se montra plus aux troupes dont sa présence relevait le courage : et comme on lui croyait l'amour de l'or, ses nombreux ennemis, ses nombreux envieux, publièrent qu'on l'avait acheté. Les persécutions si vives dont il fut l'objet, pendant plusieurs années, l'absolvent de tout crime : il ne fut que trompé, ou peut-être condamné au silence par la conviction qu'il acquit que le parti de la trahison était trop fort pour qu'on pût l'abattre.

Le rôle du maréchal Davoust devenait à chaque instant plus difficile. D'un côté il promettait le combat aux militaires dont on ne pouvait contenir la généreuse ardeur, de l'autre il écrivait au duc de Wellington : « Je fais à votre seigneurie la » demande formelle de cesser immédiatement » toute hostilité, et que l'on s'occupe d'un armis- » tice en attendant la décision du congrès. » Il recevait dans son quartier-général les représentans du peuple qui, pleins du souvenir des premiers jours de la révolution, faisaient entendre le nom sacré de la patrie à ces braves soldats qui étaient si dignes de combattre pour elle; mais ils en parlaient en vain à ceux que l'or et les dignités avaient corrompus ; il y recevait aussi les compli-

ces de Fouché et même M. de Vitrolles, qui proclamait partout que Louis XVIII était prêt à faire les concessions qu'on exigeait ; qu'il prendrait les couleurs nationales et réparerait les fautes qu'on lui avait fait commettre. Cet agent des Bourbons osa même paraître dans une réunion où se trouvait le maréchal, ainsi qu'une députation de la chambre et une douzaine de généraux.

MM. Arnault, Garat, Jay, Laguette-Mornay et le lieutenant-général Dejean étaient de cette réunion, dit un historien qui nous a fourni des renseignemens précieux. « A la vue du baron de » Vitrolles, tout prit la teinte sombre de l'éton- » nement et de la défiance. Chacun en particu- » lier vit nos espérances détruites et pénétra quel » but Fouché et Davoust voulaient atteindre. Le » général Dejean ne pouvant contenir son humeur, » dit qu'il était facile de voir que la nation de- » vait être immolée aux ambitions personnelles, » puisque les agens d'une famille repoussée osaient » se mêler parmi les représentans du peuple, parmi » les défenseurs de la patrie. Il rappela ensuite le » souvenir du manque de foi de ceux qui voulaient » encore nous asservir, il rappela la violation de » leurs promesses, il rappela ce qu'ils firent per- » dre à la France en voulant étouffer jusqu'au sou- » venir de sa gloire, en la sacrifiant à leur orgueil, » à leurs passions, etc. » M. de Vitrolles s'est souvenu de ce discours lors de la formation de la liste des trente-huit.

M. Laguette-Mornay, homme de beaucoup d'esprit, de lumières et de patriotisme, parla aussi dans l'intérêt de l'honneur national. Il s'attacha surtout à démontrer, combien peu on devait se fier à cette nombreuse suite de *revenans*, lorsqu'on les avait vus, sans respect pour eux-mêmes, trahir tous leurs sermens. Ces vérités exprimées avec force, confondirent M. de Vitrolles, et couvrirent de confusion le maréchal qui n'en resta pas moins sourd aux inspirations des sentimens les plus généreux.

CHAPITRE XV.

Le camp de la Villette. La capitulation.

La conduite équivoque du chef de l'armée fit concevoir de vives inquiétudes aux officiers supérieurs. Ils provoquèrent une réunion au camp de la Villette. Là, on s'exprima sans détour sur les dangers où nous plongeait l'inaction des troupes; sur la nécessité de combattre et la possibilité de vaincre; on résolut de se lier par une promesse solennelle de ne jamais reconnaître ces Bourbons qui s'avançaient encore à la suite des bagages de l'étranger, et tous les généraux signèrent et firent signer par le maréchal Davoust l'adresse suivante qu'avait rédigée le lieutenant-général Fressinet. « C'était la résignation sublime des Grecs aux » Thermopyles, dit l'historien que nous avons déjà » cité, mais notre chef n'avait pas les vertus de » Léonidas. »

« Nous sommes en présence de nos ennemis; » nous jurons, entre vos mains et à la face du

» monde, de défendre jusqu'au dernier soupir la » cause de notre indépendance et l'honneur natio- » nal.

» On voudrait nous imposer les Bourbons, et ces » princes sont rejetés par l'immense majorité des » Français: Si on pouvait souscrire à leur rentrée, » rappelez-vous, représentans, qu'on aurait signé » l'arrêt de mort de l'armée, de cette armée qui » pendant vingt ans fut le palladium de la patrie.

» Il est à la guerre des succès et des revers; » dans les premiers on nous vit grands et géné- » reux; dans nos revers, si l'on veut nous humi- » lier, nous saurons mourir.

» Les Bourbons ne nous offrent aucune garan- » tie. L'inexorable histoire racontera un jour ce » qu'ils ont fait pour remonter sur le trône de » France; elle dira aussi la conduite de l'armée, » et la postérité jugera qui méritait mieux l'estime » du monde. »

Cette adresse fut couverte de signatures; le général Chartran, assassiné depuis à Lille, pour le punir sans doute du zèle qu'il montra dans cette circonstance, la colporta dans tout le camp, et elle fut remise le jour même au représentant Bédoch. Un des généraux qui l'avait signée, eut cependant le temps d'effacer sa signature, et on l'en récompensa en lui donnant plus tard la mission de juger son ancien et malheureux ami, le général Bertrand; mais Davoust ne fut pas assez prompt à se repentir, et lorsqu'il voulut rayer son nom,

l'adresse était déjà entre les mains des représentans; du moins put-il manifester ses regrets en s'écriant : « Je donnerais volontiers cent mille » écus pour ne pas l'avoir signée. »

Les sentimens de l'armée étaient ceux de l'immense majorité des chambres. Elles avaient nommé, comme nous l'avons dit, des commissaires qui, parcourant les camps, portaient dans tous les cœurs l'enthousiasme qui les animait. Arnault, l'immortel auteur de Germanicus; Garrau, qui, sous la convention, n'avait fait couler que le sang ennemi; Bory-Saint-Vincent, qui bien jeune encore s'était déjà fait un nom dans les sciences; Mouton-Duvernet, général distingué par de longs services, se faisaient remarquer parmi eux; l'échafaud ou l'exil les a depuis punis de ce zèle. A la tribune, Félix Desportes, Dumolard, Félix Lepelletier, Durbach, firent entendre les accens les plus patriotiques; ils apprirent dans la proscription comme on respecte en France la liberté des opinions; mais leur courage n'eût pas reculé devant un pareil avenir. Ce courage était partagé au moins par les deux tiers des députés qui commençaient enfin à soupçonner que le chef du gouvernement pouvait bien les trahir. Paris tout entier retentissait des mêmes accusations ; on refusait des armes aux fédérés qui demandaient à grossir les rangs de nos soldats; on rebutait ceux des départemens voisins : une colonne de quinze mille hommes, qui étaient accou-

rus de la Bourgogne et de la Champagne, erra plusieurs jours dans Paris sans qu'on voulût leur distribuer des vivres. Il fallait être aveugle pour ne pas voir ce qu'on préparait; et cependant les hommes qui devaient veiller à la conservation de nos droits laissèrent le crime se consommer. Carnot disait au camp de la Villette à un général en chef: « Fouché nous trahit »; et, ayant pour lui la représentation nationale, l'opinion de Paris, les bras de cent mille soldats, il ne sut pas faire arrêter le traître et sauver à la fois l'honneur et la liberté. Carnot ne manque cependant ni de talens, ni d'énergie; mais enchaîné par de vaines formes, sacrifiant à des simulacres, il se croit peut-être obligé d'obéir à ce qu'il regarde comme légal et à laisser égorger la patrie quand un pouvoir reconnu tient le poignard.

Si nous nous arrêtons un moment sur notre position au 1er juillet devant Paris, on gémira sans doute de s'être si lâchement soumis avec tant de moyens d'opposer une glorieuse résistance, mais on ne pourra pas s'empêcher de reconnaître de l'audace et le génie de l'intrigue dans celui qui paralysa tant de moyens. La première restauration ne fut qu'un jeu; Talleyrand n'avait eu qu'à tromper l'Empereur Alexandre et à faire agiter des mouchoirs blancs par des laquais et par quelques vieilles femmes. Fouché dut intimider Napoléon, aveugler les représentans, l'armée, la capitale, et à tout moment un lieutenant et vingt-cinq

grenadiers pouvaient couper le fil de ses intrigues! Et cependant Fouché aussi habita la terre d'exil: le proscripteur suivit les proscrits, la trahison fut fatale au traître et parodiant Brutus il s'écria peut-être en mourant : le crime ne serait-il qu'un fantôme?

Malgré les ordres du maréchal Davoust, on engagea quelques affaires d'avant-postes; on se battit à Nanterre, à Sèvres, à Neuilly et à Choisy, mais pendant ce temps-là il négociait, et le 3 juillet, fut signée, par M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, par Guilleminot, chef de l'état-major, et par M. de Bondy, préfet du département de la Seine, cette honteuse capitulation qui livrait Paris et la France au joug des Prussiens et des Anglais. Par les articles 2 et 3, l'armée française devait évacuer la capitale dans trois jours et se porter derrière la Loire en huit jours; elle emmenait avec elle tout son matériel, artillerie de campagne, canons, chevaux, etc. Nous devons rapporter textuellement les articles suivans :

ARTICLE II.

Les propriétés publiques, à l'exception de celles qui ont rapport à la guerre, soit qu'elles appartiennent au gouvernement, soit qu'elles dépendent de l'autorité municipale, seront respectées et les puissances alliées n'interviendront en aucune manière, dans leur administration ou dans leur gestion.

ARTICLE 12.

Seront pareillement respectées les personnes et les propriétés particulières. Les habitans et, en général, tous les individus qui se trouvent dans la capitale, continueront à jouir de leurs droits et libertés sans pouvoir être inquiétés, ni recherchés en rien, relativement aux fonctions qu'ils occupent ou auraient occupées, à leur conduite et à leurs opinions politiques.

ARTICLE 15.

S'il survenait des difficultés dans l'exécution des articles de la présente convention, l'interprétation en sera faite en faveur de l'armée française et de la ville de Paris.

Relisons ces articles, et voyons s'il y a un mot obscur, une expression douteuse ; cherchons si quelque phrase se prête à une double interprétation et reconnaissons, après cet examen, que la seule maxime *Væ victis*, que prononça jadis un barbare au pied du Capitole, a pu autoriser Wellington à dépouiller nos monumens publics, à nous ravir les trophées de vingt ans de triomphe et de gloire; et cependant ce même général, qui s'enrichit dans l'Inde d'une partie de l'héritage de Tippoo-Saïb, eut l'impudence ironique de proclamer que cette spoliation était « une leçon de morale qu'il don» nait au peuple français. » Pourquoi n'ajoutait-il pas et une preuve de la foi punique dont la Grande-Bretagne a hérité?

L'article 12 ne devait pas être plus religieuse-

ment observé : il était trop doux pour le héros irlandais de voir couler le sang de ce terrible maréchal Ney, qui était aussi un de nos monumens de gloire, pour qu'il écoutât la voix d'une épouse éplorée lorsqu'elle invoqua la convention de Paris; ici le noble lord peut, il est vrai, nous opposer un exemple qui lui sert d'excuse, et il le trouve dans l'histoire de sa nation, si féconde en crimes de toute espèce. Lorsqu'en 1648, Jacques, duc d'Hamilton et comte de Cambridge, se rendit, après la journée de Preston, prisonnier de guerre, sous la condition expresse « d'être épargné avec les soldats sous ses ordres », il n'en fut pas moins traduit devant une haute cour de justice; ses défenseurs réclamèrent l'exécution de la capitulation en ajoutant : que si des articles aussi clairs étaient violés, la guerre ne serait plus qu'une boucherie, et que personne ne pourrait croire à des capitulations (*that if these articles were violated, and the war should be revived, it would prove a perfect butchery, since none would ever trust to a capitulation for future. — The trials of the state, by M. Salmon, London*, 1778). Mais les satellites de Cromwell qui voulaient le sang du duc, répondirent que la capitulation ne garantissait que contre l'autorité militaire, mais qu'elle ne pouvait pas lier l'autorité civile (*that they only meant to save his life from the soldiers and not from the civil power*). Ces propres paroles sont celles que Wellington répéta cent soixante ans après, lorsqu'on voulut faire éprouver au duc d'El-

chingen, prince de la Moscowa, le sort du duc d'Hamilton, comte de Cambridge : félicitons l'humanité de ce que dans un aussi long espace de temps, la mauvaise foi n'a pas pu trouver de nouvelles formules.

L'annonce de cette funeste capitulation plongea l'armée dans le désespoir : les généraux formèrent un moment le généreux projet de la rendre vaine, mais en France on est trop et trop peu égoïste pour entreprendre rien de grand. Des larmes de douleur et de rage coulèrent des yeux des officiers, et les soldats, brisant ou jetant leurs armes, désertèrent par milliers. Quelques-uns, égarés par des hommes qui voulaient du trouble, firent le projet de punir Paris en le pillant; mais les chefs, prévenus à temps, éclairèrent leurs démarches et aucun désordre ne fut commis. Enfin triste, silencieuse, elle s'éloigna de Paris qu'elle avait vainement demandé à défendre, cette brave armée qui devait bientôt succomber sous de nouvelles perfidies. L'assurance de conserver nos monumens, ces monumens, derniers restes de la gloire passée, était la seule idée qui la consolait. Erreur honorable : l'armée croyait à la sainteté des traités!

On s'attend peut-être que le gouvernement, que les représentans du peuple, vont suivre derrière la Loire cette armée, leur seule défense et le dernier espoir de la patrie. Les membres des cortès ne restèrent pas à Madrid quand l'armée française

s'empara de cette capitale; ils s'enfuirent tous au-delà des montagnes; ils se réfugièrent ensuite dans l'île de Léon et sauvèrent la patrie. Mais nos représentans continuèrent à délibérer dans Paris soumis aux baïonnettes étrangères. Quand, assis sur leurs chaises curules, les vieux sénateurs qui n'avaient pas eu la force de monter au Capitole, attendaient les vainqueurs de Rome, c'était pour mourir et non pour discuter sur la forme du gouvernement. Avouons cependant qu'il y avait une espèce de courage aveugle, de résignation touchante, à faire entendre ainsi les derniers accens de la liberté au milieu des clameurs de l'ennemi; à défendre, au nom des lois, l'indépendance que les armes ne pouvaient plus sauver; mais rien ne justifie, rien ne colore la démarche imprévoyante ou coupable du chef qui se retirait ainsi derrière la Loire, à la tête d'une armée qu'il venait de déshonorer. Ne voyait-il pas que sans gouvernement, sans représentans du peuple, qui auraient pu en constituer un, il n'allait plus être qu'un chef de bande, et qu'il ôtait toute existence sociale à ceux qui suivaient ses drapeaux, puisque ces drapeaux n'étaient plus ceux de la nation?

La capitulation de Paris n'affligea pas seulement l'armée, mais la masse des habitans en fut indignée : on chercha à l'apaiser par de vaines promesses. Un ordre du jour de Masséna leur disait le 4 juillet :

« Une convention a été faite pour arrêter l'effu-

» sion du sang français. Les citoyens de Paris doi- » vent être sans alarmes et rester dans l'attitude » à la fois paisible et ferme qu'ils ont gardée au » milieu des dangers.

» Continuer à garantir de toute atteinte les per- » sonnes et les propriétés, empêcher tout rassem- » blement tumultueux, faire taire toute espèce de » cris qui pourraient exciter des discussions, ne » laisser arborer, en aucun lieu, par qui que ce » soit, d'autres couleurs que les couleurs nationa- » les, voilà les devoirs qui sont imposés de nou- » veau à la garde nationale. »

Les membres du gouvernement coloraient de leur mieux l'infame reddition de Paris, et une proclamation signée : le duc d'Otrante, disait aux Français :

« Dans les circonstances difficiles où les rênes » de l'état nous ont été confiées, il n'était pas en » notre pouvoir de maîtriser le cours des événe- » mens et d'écarter tous les dangers ; mais nous » devions défendre les intérêts du peuple et de » l'armée, également compromis dans la cause » d'un prince abandonné par la fortune et la vo- » lonté nationale.

» Nous devions conserver à la patrie les restes » précieux de ces braves légions, dont le courage » est supérieur aux revers, et qui ont été les vic- » times d'un dévouement que la patrie réclame » aujourd'hui.

» Le sort de la capitale est réglé par une con-

» vention; ses habitans dont la fermeté, le courage » et la persévérance sont au-dessus de tout éloge, » ses habitans en conservent la garde. Les déclarations des souverains de l'Europe doivent inspirer trop de confiance, leurs promesses ont été » trop solennelles pour craindre que nos libertés » et nos plus chers intérêts puissent être sacrifiés » à la victoire. »

Le duc d'Otrante savait bien le contraire de ce qu'il proclamait, mais il fallait que Carnot fût trompé pour qu'il écrivît le 5 juillet, comme ministre de l'intérieur, à tous les préfets, une circulaire où se trouvent les passages suivans :

« Les chefs des armées alliées ont pris l'engagement solennel de respecter les personnes, les » propriétés publiques et particulières : nos instiitions, nos intérêts, nos couleurs nationales : ces » conditions honorables ont mérité et obtenu l'assentiment général de la nation et de ses représentans : on peut les regarder comme le gage d'une » paix définitive et prochaine. »

CHAPITRE XVI.

Déclaration des représentans du peuple. Pacification de la Vendée. Derniers actes de l'assemblée.

Les mêmes assurances de la magnanimité des souverains étaient données aux chambres. Celle des représentans publia le 5 juillet une déclaration qui mérite d'être conservée : en voici quelques passages :

« La chambre des représentans déclare qu'elle » se repose avec la plus entière confiance sur les » principes de morale et d'honneur, sur la ma- » gnanimité des puissances alliées et sur le res- » pect pour l'indépendance de la nation, respect » qu'elles ont si positivement professé dans leurs » manifestes.

» Elle déclare que le gouvernement français, » quel que soit son chef, doit appeler autour de » lui les vœux de la nation légalement émis, et » coopérer avec les autres gouvernemens pour de- » venir un lien commun et la garantie de la paix » entre la France et l'Europe.

» Elle déclare qu'un monarque ne peut offrir de » garantie réelle, s'il ne jure d'observer une cons- » titution délibérée par la représentation natio- » nale et acceptée par le peuple. Ainsi tout gou- » vernement qui n'aurait d'autre titre que des » acclamations et la volonté d'un parti, ou qui se- » rait imposé par la force, tout gouvernement » qui n'adopterait pas les couleurs nationales et » ne garantirait point :

» La liberté des citoyens, l'égalité des droits ci- » vils et politiques; la liberté de la presse, la li- » berté des cultes, le système représentatif, le » libre consentement des levées d'hommes et d'im- » pôts, l'irrévocabilité des ventes des biens natio- » naux de toute espèce, la responsabilité des mi- » nistres, l'abolition des dîmes, de l'ancienne et » de la nouvelle noblesse héréditaire et de la féo- » dalité, l'abolition de toute confiscation des biens, » l'oubli entier des opinions et des votes politiques » exprimés jusqu'à ce moment, l'institution de la » légion d'honneur, les récompenses dues aux of- » ficiers et aux soldats, les secours dus à leurs veu- » ves et à leurs enfans, l'institution du jury, l'i- » namovibilité des juges, le paiement de la dette » publique,

» N'aurait qu'une existence éphémère et n'assu- » rerait point la tranquillité de l'Europe.

» Que si les bases énoncées dans cette déclaration » pouvaient être méconnues et violées, les représen- » tans du peuple français, s'acquittant aujourd'hui

» d'un devoir sacré, protestent d'avance, et à la » face du monde entier, contre la violence et l'usur» pation. Ils confient le maintien des dispositions » qu'ils proclament, à tous les bons Français, à » tous les cœurs généreux, à tous les esprits éclairés, » à tous les hommes jaloux de leur liberté et enfin » aux générations futures.

» *Signé* Lanjuinais, *président.* »

Les troupes anglaises prenaient possession de Montmartre quand l'assemblée proclamait ainsi les droits des nations. Ce fut son testament politique, et elle reprit ensuite avec calme la discussion du projet de constitution que lui avait présenté sa commission.

Les nouvelles que recevait le gouvernement devaient contribuer à donner un peu de sécurité aux représentans. Le maréchal Suchet, toujours heureux parce qu'il fut toujours habile, avait contenu les Autrichiens sur les frontières de la Savoie, et il finit par conclure un armistice avec eux; les armées sous les ordres des généraux Rapp et Lecourbe, qui défendaient l'Alsace, étaient dans de bonnes dispositions; le général Clausel déployait à Bordeaux des talens, de l'énergie et cette modération, compagne et attribut de la vraie force; le général Decaen couvrait les Pyrénées orientales, et l'intrépide Harispe, Harispe à qui il n'a manqué que de commander en chef des armées pour prouver qu'il était un de nos grands capitaines, préservait, à la tête de ses Basques, les défilés des Pyrénées occidentales.

La guerre de la Vendée était aussi terminée; cette guerre, n'ayant plus les profondes racines du fanatisme religieux, avait perdu son plus puissant aliment. Quelques anciens chefs vendéens conservaient bien de l'influence sur les habitans des campagnes; mais le souvenir des malheurs dont ils avaient été les victimes, la vue de leurs champs, couverts par les ossemens blanchis de leurs pères, l'aspect des villages qui sortaient à peine du milieu des décombres, leur faisaient redouter de s'engager dans une nouvelle lutte; et il fallait employer non seulement la ruse, mais une espèce de violence pour les obliger à prendre les armes. Le général Travot battit, comme nous l'avons déjà dit, avec quelques centaines d'hommes leur premier rassemblement; mais bientôt ils s'organisèrent et les Anglais leur fournirent des armes et des munitions de guerre. Quelques officiers, parmi lesquels était M. de la Rochejacquelin, arrivèrent de Gand; ils annoncèrent qu'un des princes de la famille royale allait venir prendre le commandement en chef : sa présence aurait pu avoir de grands résultats. Le général Lamarque fut tiré des avant-postes de l'armée du Nord pour s'opposer à leurs efforts. On lui promit une grande armée, et on ne lui donna que quelques bataillons; il eût bien pu disposer d'un grand nombre de gardes nationaux; mais il ne les employa pas, parce qu'il savait que dans cette espèce de guerre, l'ordre et la discipline sont tout.

Ce général avait fait pendant plusieurs années, au sein des montagnes de la Calabre et de la Catalogne, une guerre de la nature de celle qu'il allait entreprendre, et il n'était pas homme à reculer devant des obstacles. Après avoir fait de vaines tentatives pour prévenir l'effusion du sang français, il se mit en mouvement avec trois mille hommes, alla joindre le général Travot, qui en avait un pareil nombre du côté de Machecoul et de Chalans, et sans perdre un moment, il se porta avec sa petite armée de six mille combattans, au milieu des armées vendéennes, dans le sein de ce Bocage qu'on représentait comme un refuge inabordable. Quelques affaires d'avant-garde eurent lieu; elle furent engagées de manière à donner de la confiance aux chefs vendéens qui se présentèrent enfin à une action générale; elle se donna à la Roche-Servière. Battus complètement par nos troupes, ils furent saisis d'une telle terreur qu'ils acceptèrent la paix et la signèrent au moment où leur cause triomphait, au moment où Napoléon fuyait vers Rochefort, au moment où Louis XVIII était sous les murs de Paris, donnant ainsi la preuve du peu de consistance d'un parti qui se croit assez fort pour opprimer la France.

Ce parti qui, à Paris, avait encore fait moins d'efforts pour servir la cause royale se montrait audacieux quand il n'y avait plus de danger, et entreprenant quand tout était décidé. On peut lire les détails de ses manœuvres dans un plat libelle

publié par un ci-devant comte que Bonaparte avait placé dans ses droits-réunis. Ces messieurs formèrent quelques projets d'assassinat qu'ils n'osèrent pas exécuter, convinrent de points de réunions où personne ne se rendit, et parurent avoir beaucoup contribué au retour du roi. C'était tout ce qu'il leur fallait pour réclamer des récompenses et pour exercer des vengeances.

Cependant Louis XVIII, venu à la suite de l'armée anglaise, était arrivé à Saint-Denis, et là il attendait qu'on lui apportât les clefs de sa capitale. Il avait continué de régner à Gand pendant les cent jours; M. de Châteaubriand lui faisait des rapports, et un long manifeste signé Lally-Tolendal, annonçait le 24 avril que le roi avait accédé à l'alliance formée par les grandes puissances, mais qu'on était bien sûr qu'il n'avait pu rien signer qui fût contre des Français.

« On s'est uni pour la paix, on s'est ligué pour » l'ordre, disait le monarque; et dans cette ligue » bienfaisante, ainsi que le congrès l'a justement » appelée, tous les états sont en même temps pro- » tecteurs et protégés, garantis et garans.

» Français, le roi qui a toujours été près de » vous sera bientôt avec vous. Vous verrez que le » temps de sa retraite n'a pas été un temps perdu » pour vos intérêts, et que le roi a régné par les » soins de sa prévoyance, lors même qu'il ne ré- » gnait pas par l'exercice de son autorité.

» Le roi a trop pardonné peut-être, et cepen-

» dant il est aussi impossible à Louis XVIII de ne » pas faire grace que de ne pas faire justice. »

Deux autres proclamations faites, il est vrai, après la bataille de Waterloo, n'annonçaient pas autant de clémence et de générosité; elles furent signalées par le général Sorbier comme une preuve des actes de bonté paternelle dont nous étions menacés. Elles avaient répugné, dit-on, au cœur et à la politique du roi; et on assure que dans un conseil tenu à Cambrai, il avait été d'abord décidé qu'on proclamerait une amnistie générale, un pardon sans exception. Mais M. de Talleyrand qui n'avait conservé de son métier de prêtre, que le besoin de la vengeance, s'y opposa avec force, prétendit même que le roi n'avait pas le droit de prononcer une amnistie, et rangea, sans beaucoup de peine, le monarque et le conseil à son avis. S'il en fut ainsi, c'est à ce ministre probe, loyal et fidèle qu'on peut attribuer les réactions : c'est sur sa tête que doit retomber le sang innocent versé par la main des bourreaux.

On avait espéré réussir par la ruse, intimider les représentans et les amener à traiter avec Louis XVIII; ce plan n'avait pas réussi et il fallut couper le nœud gordien. Les Anglais occupaient Paris depuis trois jours, et le roi restait à Saint-Denis ne faisant aucune proposition et n'accédant pas aux concessions que l'opinion réclamait. Wellington, ignorant peut-être les intentions secrètes des puissances, restait neutre dans cette

grande lutte entre la souveraineté et la légitimité. Castlereagh arriva à Paris le 7 juillet et leva tous les scrupules du général anglais; des troupes westphaliennes furent envoyées dans les cours des Tuileries. Un officier entrant dans la chambre du conseil, annonça qu'il avait l'ordre de faire évacuer les appartemens; il fut obéi et le gouvernement protesta contre la force qui l'empêchait de continuer ses fonctions.

Les représentans ne tardèrent pas à être instruits de cette violation des plus saintes promesses, mais calmes et résignés, ils continuaient leurs délibérations, lorsqu'on remit au président le message suivant.

« Monsieur le Président,

» Jusqu'ici nous avons dû croire que les souve-
» rains alliés n'étaient point unanimes sur le choix
» du prince qui doit régner en France, nos pléni-
» potentiaires ont donné les mêmes assurances à
» leur retour.

» Cependant les ministres et les généraux des
» puissances alliées ont déclaré hier, dans les con-
» férences qu'ils ont eues avec le président de la
» commission, que tous les souverains s'étaient en-
» gagés à replacer Louis XVIII sur le trône et qu'il
» devait faire, ce soir ou demain, son entrée dans
» cette capitale.

» Les troupes étrangères viennent d'occuper les
» Tuileries où siège le gouvernement.

» Dans cet état de choses, nous ne pouvons plus » que faire des vœux pour la patrie, et nos délibé- » rations n'étant plus libres, nous croyons devoir » nous séparer.

» Le prince d'Essling et le préfet de la Seine ont » été chargés de veiller au maintien de l'ordre, » de la sûreté et de la tranquillité publique.

» J'ai l'honneur, etc. *Signé* le duc d'Otrante, le » comte Grenier, Quinette, Carnot, Caulain- » court. »

Un silence morne et profond suivit cette lecture et Manuel montant à la tribune prononça ces mots qui doivent retentir dans l'avenir.

« Ce qui vient de se passer, vous l'avez tous » prévu; avec quelque rapidité que les événemens » se soient succédés, ils ne vous ont pas étonnés, » et déjà votre déclaration, fondée sur le senti- » ment profond de vos devoirs, a dit à la France » entière que vous êtes capables de remplir vos » glorieux desseins..... Qu'il n'y ait parmi nous ni » plaintes, ni acclamations, oublions tout intérêt » personnel, complétons notre tâche en conti- » nuant nos délibérations.... Ou les armées alliées » nous permettront de continuer nos séances or- » dinaires, ou la violence nous arrachera de ce » sanctuaire. Si nous devons rester libres, n'ayons » à nous reprocher aucune hésitation; si nous » devons plier sous la loi de la force, laissons à » d'autres tout l'odieux d'une telle violation et » que la honte d'avoir étouffé la voix de l'indépen-

» dance tombe tout entière sur ceux qui oseront » se charger d'un aussi vil emploi : déjà vous avez » protesté, vous protesterez encore contre tout » acte attentatoire à nos libertés et aux droits » de nos constitutions. Hélas! auriez-vous de tels » maux à craindre si les promesses des rois n'é- » taient pas de vaines paroles? Que reste-t-il donc » autre chose que de s'écrier avec cet orateur dont » la voix retentit encore dans toute l'Europe : » nous sommes ici par la volonté du peuple, nous » n'en sortirons que par la puissance des baïon- » nettes. »

Cette proposition fut adoptée à l'unanimité. M. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely en fit une autre pour qu'on relevât la garde nationale de son serment de fidélité et qu'elle fût priée de n'oppo- ser aucune résistance à la force armée qui se pré- senterait. « Vous seuls, dit l'orateur, avec un accent solennel, devez aller à sa rencontre ; vous seuls devez résister aux ennemis de notre indépen- dance. » L'assemblée consacra cette noble résolu- tion par un message au maréchal Masséna, et con- tinua tranquillement les discussions sur la pairie. Quand à six heures le président, M. Lanjuinais, voulut lever la séance, le général Brouard s'écria : Pourquoi ne pas rester en permanence! Vous nous ajournez jusqu'à demain, parce que vous savez que demain la force s'opposera à notre réunion. » Le président n'en prononça pas moins que la séance était levée; et lorsqu'il se retira il enten-

dit un député lui dire : » L'histoire est là, une res-» ponsabilité terrible pèsera sur votre tête. »

Le lendemain les abords de la salle étaient gardés par des sentinelles qui en empêchaient l'entrée, et la puissance des baïonnettes avait succédé à la volonté du peuple. Tels furent les derniers momens du gouvernement provisoire et des représentans réunis en 1815. Cependant le Moniteur osait, le 8 juillet, mentir à toute la France en disant : « La commission du gouvernement a fait » part au roi, par l'organe de son président, » qu'elle venait de se dissoudre. » Et lord Liverpool, pair d'Angleterre, premier ministre des trois royaumes, ne rougit pas de dire au mois de février 1816, six mois à peine après l'événement : « Leurs » seigneuries ont été instruites que le gouverne-» ment provisoire, qui avait été constitué après la » fuite de Bonaparte, et les deux chambres des » représentans se séparèrent d'elles-mêmes; en con-» séquence le roi prit possession de sa capitale. » Il était donc bien honteux, bien coupable, cet attentat contre les droits d'une grande nation, puisque ceux qui en ont retiré le fruit n'ont pas osé l'avouer!

CHAPITRE XVIII.

Soumission de l'armée. Listes de proscription. Licenciement de l'armée.

Louis XVIII remonté sur le trône dut bientôt s'apercevoir que, semblable aux Nabas qu'on laisse gouverner dans quelques parties de l'Indostan, il n'était qu'un intermédiaire pour dépouiller ses sujets. Des contributions exorbitantes furent imposées; le domicile de tous les citoyens envahi et les soldats logés presqu'à discrétion. Les Anglais observaient, il est vrai, une discipline sévère, mais rien n'égale les insolences et les turpitudes que se permettaient les Prussiens. L'ignoble et stupide Blücher qui les commandait se montra digne d'être un des lieutenans d'Attila; il croyait effacer ainsi la honte de ses défaites d'Iéna, de Lubeck, de Fleurus, et il n'y ajouta qu'une honte de plus. Ce barbare voyait des monumens de ses revers dans tout ce qui ornait la capitale; il fit miner le pont qu'on avait nommé d'Iéna; et il l'eût fait sauter, si le roi n'eût invoqué l'autorité de Wel-

lington qui y plaça une sentinelle. On se hâta de faire sortir les Prussiens de Paris, mais ils se montrèrent partout les mêmes, durs, insolens, pillards, tels que les avaient vus en 1783, les Hollandais qui leur ont conservé leur mépris et leur haine. Nos provinces ne les oublieront pas non plus. Les maisons pillées, les femmes et les filles déshonorées leur rappelleront que rien n'est aussi odieux qu'un vaincu qui triomphe.

Ces malheurs offraient au roi le moyen de se réconcilier avec la nation. S'il se fût enfui de Paris et réfugié au milieu de l'armée française, toujours prête à combattre pour la France, un lien indissoluble et sacré se fût formé entre lui et cette armée; mais telles n'étaient pas sans doute les promesses qu'il avait faites en accédant « à la ligue » bienfaisante des souverains alliés. »

En s'éloignant de Paris, le maréchal Davoust y avait laissé trois commissaires, les généraux Haxo, Kellermann et Gérard; ils étaient chargés d'une espèce de négociation pour amener la cour à faire quelques concessions à l'armée et à lui conserver surtout les couleurs nationales. Henri IV avait été à la messe pour complaire à la masse de la nation; le sacrifice d'une cocarde était moins grand et on s'attachait par là l'armée et la nation; toutes les démarches furent inutiles; elles le devinrent surtout lorsque quelques chefs eurent fait des arrangemens particuliers : le premier qui donna ce funeste exemple fut le général Milhaud. « Nous

» craignons que cette soumission pure et simple, » écrivaient, le 12 juillet, les commissaires laissés à » Paris, ne fasse croire au ministère que chaque » corps d'armée en fera de même isolément, et » que ce ne soit la véritable raison pour laquelle » on nous remet continuellement au lendemain. » Il faut préparer l'armée à se soumettre au roi et » à prendre la cocarde, c'est le seul moyen de salut » pour l'état. »

Ces mêmes commissaires écrivaient le 13 à deux heures après midi:

» Nous vous instruisions dans nos dernières dé» pêches que nous avions complètement échoué » et que le ministère ne voulait recevoir de l'ar» mée qu'une soumission pure et simple.

» Le ministre de la guerre a mis dans toute cette » affaire une espèce de roideur et d'indifférence » qui nous a engagés à demander des passe-ports. » Après lui avoir dit, ce matin, tout ce que notre » patriotisme a pu nous suggérer, il nous a ré» pondu : Je vous ai dit vingt fois, et je vous ré» pète pour la dernière fois, qu'il m'est défendu » de recevoir de l'armée autre chose qu'une sou» mission pure et simple. Comptez d'ailleurs que » le Roi fera pour vous plus que vous ne désirez.

» Nous avons frappé à d'autres portes et nous » n'avons reçu que des réponses semblables. Par» tout on nous a dit que notre résistance favorisait » les projets des alliés et qu'une soumission condi» tionnelle ne suffirait pas pour les arrêter. Voilà

» ce que disent les ministres des affaires étrangè-
» res, des finances, de la guerre, le préfet de po-
» lice, etc. Peut-être cela est-il vrai en partie; peut-
» être le ministère, trompé par la soumission du
» général Milhaud, croit-il que les autres corps
» vont suivre l'exemple; peut-être aussi y a-t-il des
» gens à qui l'idée de voir détruire l'armée ne dé-
» plaît pas, ou qui du moins ne craignent pas de le
» risquer pour la recevoir sans condition. »

Pour hâter cette soumission pure et simple, dont un peu de prévoyance aurait fait deviner les motifs, on annonça que les Russes et les Prussiens se mettaient en marche, qu'ils allaient envahir le reste de la France et que l'obstination de l'armée en serait cause. Il en fallait moins pour décider des généraux francais. « Les trois commissai-
» res, après avoir reçu, disaient-ils, dans une lettre
» du 14, de nouvelles assurances des ministres
» que le roi était dans les meilleures dispositions
» pour l'armée et que S. M. lui accorderait beau-
» coup au-delà de ce que nous demanderions nous-
» mêmes, firent, en conséquence de l'autorisation
» de M. le maréchal, une adresse conçue en ces
» termes :

» Sire,

» L'armée aux ordres du prince d'Eckmulh pé-
» nétrée des maux de la patrie et désirant autant
» qu'il dépend d'elle en arrêter le cours, nous a
» députés vers Votre Majesté pour lui exposer le
» désir qu'elle a de se rallier sincèrement à elle

» et de lui ramener par son exemple ceux de ses » sujets que les circonstances extraordinaires dans » lesquelles nous nous sommes trouvés en ont » éloignés.

» Pleins de confiance dans la générosité de » V.M., l'armée se flatte, Sire, que vous accueil- » lerez avec bonté sa soumission et que, jetant un » voile sur ce qui s'est passé, vous ne voudrez » fermer votre cœur à aucun de vos enfans. »

Une autre adresse qui contenait les mêmes sentimens, mais exprimés avec plus de force, fut rédigée par l'adjudant-général Carrion Nisas qui, poète, orateur et guerrier, se montrait avec autant d'éclat à une tribune que sur un champ de bataille. Un historien déjà cité prétend que dans l'assemblée qui eut lieu, le maréchal Davoust proposa d'ajouter quelques mots insultans pour l'Empereur, alors errant, et l'engagement de le livrer » s'il tombait en notre pouvoir. Il est difficile, » ajoute l'historien, de rendre l'indignation qui » éclata dans ce moment. L'auteur de cette lâche » proposition était le même homme qui, au temps » des prospérités de l'Empereur, avait toujours été » prosterné aux pieds de sa fortune, qui épiait ses » passions les plus secrètes pour les satisfaire, qui » recevait du maître quinze cent mille francs de » rente et qui sans cesse le poussait au despotisme » et portait l'excès de sa bassesse jusqu'à l'en fati- » guer. »

Ce tableau est peut-être chargé par l'indigna-

tion ou par la haine, mais nous sommes autorisés à croire que le maréchal oublia en effet tout ce qu'il devait à l'Empereur dès le moment qu'il ne put rien en attendre. Il n'était pas dans les principes religieux de ces sauvages qui adorent l'arbre que la foudre a frappé; c'est l'arbre couvert de fruits, l'arbre à l'ombre duquel on peut se reposer avec sécurité, qui reçoit ses hommages. Nous avons sous les yeux une lettre du 15, où il disait : » Je désire beaucoup voir MM. les chefs vendéens; » qu'ils viennent au milieu de nous, et ils se convaincront que nous sommes tout entiers au roi » et à notre malheureuse patrie et que nous partageons l'horreur qu'ils doivent avoir contre le » véritable auteur de tous nos maux, Napoléon. » Serait-il donc vrai que ceux qui caressent le plus la puissance sont les plus prompts à l'abandonner quand elle succombe, et que les rois doivent prévoir dans leurs plus lâches flatteurs, leurs plus cruels ennemis, si jamais ils cessent d'être heureux?

L'acte de soumission avait été signé par les généraux et par les officiers supérieurs: il ne fut pas aussi facile d'y amener les soldats. La cocarde blanche, ce signe de l'asservissement imprimé à nos fronts, les révoltait par dessus tout, et quinze ou vingt mille désertèrent pour ne pas l'adopter. Les difficultés furent presque insurmontables avec les troupes qui venaient de combattre les Vendéens. Ces troupes n'ayant pas éprouvé les re-

vers de la fortune, comme celles qui arrivaient de Waterloo, avaient conservé tout l'orgueil de la victoire. Elles s'insurgèrent à plusieurs reprises et voulurent donner la mort à des chefs qu'elles osaient accuser de trahison : l'échafaud et la proscription ne les ont que trop justifiés. Enfin la discipline l'emporta, la cocarde blanche fut adoptée, et le bruit qu'on fit répandre, que le roi, indigné de la conduite des Prussiens, allait venir se réfugier dans l'armée, pour y trouver des soutiens et des vengeurs, contribua plus que toutes les exhortations au grand sacrifice qu'on exigeait des soldats.

Cependant le maréchal Saint-Cyr, ministre de la guerre, écrivait le 19 juillet au prince d'Eckmulh : « J'ai l'honneur de vous prévenir que le roi » reçoit la soumission pure et simple que vous lui » avez adressée, au nom des généraux, officiers » et soldats qui sont au-delà de la Loire. Cet acte » a fixé l'attention bienveillante de S. M., et très- » prochainement je vous ferai part des ordres » qu'elle a donnés pour la réorganisation de l'ar- » mée. En conséquence S. M. m'a donné les or- » dres les plus positifs pour faire opérer dans le » plus bref délai la dislocation des troupes, comme » mesure préparatoire à l'exécution de son ordon- » nance du 23 mars dernier. »

Malgré la soumission de l'armée et l'acceptation de cette soumission par le roi, les Prussiens; toujours si insolens dans la prospérité, menaçaient

de passer la Loire. Le prince d'Eckmulh fit des dispositions pour leur résister, et suspendit l'exécution des ordres pour la dislocation de l'armée, ordres qu'on croyait sans doute exécutés le 24 juillet, puisque ce jour commença à se développer le système de persécution et de réaction qui ensanglanta la France. C'était avec de fausses promesses que les souverains alliés avaient endormi et trompé la nation et ses représentans; c'est encore avec de fausses promesses que les ministres de Louis XVIII endormaient et trompaient l'armée qui ne demandait qu'à le défendre. Peut-être ne furent-ils que les instrumens d'une volonté étrangère, peut-être leur cœur se soulevait-il contre les ordres que leur main signait; nous aimons à le croire, surtout pour ce digne maréchal qui, long-temps disgracié, conquit dix fois par des victoires ce bâton que la faveur prodigua à tant d'autres.

Quoiqu'il en soit, le 24 juillet, furent publiées les listes de proscription signées Fouché. Parmi les noms de ceux qu'on dévouait à la mort ou à l'exil, se trouvaient trois maréchaux de France, plusieurs généraux en chef et lieutenans-généraux qui étaient encore à la tête des troupes. Il dépendait d'eux d'allumer un incendie qui aurait pu dévorer les vainqueurs et les vaincus; mais tous, ils s'immolèrent sans hésiter à l'amour de la patrie. Placés entre le sacrifice d'eux-mêmes et la guerre civile, ils ne balancèrent pas, et ré-

primant l'ardeur des soldats, consolant les officiers qui voulaient partager leur sort, ils s'éloignèrent de ceux qui seraient morts pour les défendre.

Le maréchal Davoust déploya alors un beau caractère; trop tard désabusé, il ne consentit pas du moins à être le complice ni l'agent de ceux qui voulaient s'abreuver du sang de ses camarades. Il écrivait, le 28 juillet, à une des victimes de l'ordonnance du 24 : « Vous avez sans » doute connaissance d'une ordonnance qu'on » a fait rendre au roi et qui ordonne l'arresta- » tion de plusieurs généraux et la mise en » surveillance de plusieurs autres pour être en- » suite mis en jugement. Nous étions loin de nous » attendre à cela après tous les discours du minis- » tre de la guerre. Cette nouvelle nous avait tous » plongés dans la plus vive douleur, mais les » explications qui nous ont été données par les » lieutenans-généraux Gérard, Valmy et Reille, » qui viennent d'arriver, ont diminué ce senti- » ment, puisqu'ils nous donnent l'assurance que » le roi et les ministres ont eu la main forcée. Je » n'ai pas moins cru devoir écrire de la manière » la plus forte au ministre contre cette mesure en » général, et j'ai vivement réclamé contre l'injus- » tice d'y avoir mis plusieurs noms, tels que ceux » des généraux Grouchy, Gilly, Laborde, Clausel. » J'ai déclaré que si ces généraux y étaient mis » pour leur conduite à Lyon, Pont-Saint-Esprit,

» Toulouse et Bordeaux, ce n'était que par er-
» reur; et qu'il fallait substituer mon nom aux
» leurs, puisqu'ils n'avaient agi que d'après mes
» ordres et instructions, comme ministre de la
» guerre. J'ai ajouté que pour le général Lamar-
» que, il n'y avait pas d'autre motif pour y placer
» son nom que celui de la pacification de la Ven-
» dée. »

On venait de frapper quelques chefs; cela ne satisfaisait pas la haine des souverains si souvent vaincus par notre brave armée; ils voulaient qu'on la leur offrît toute entière en holocauste. Tant qu'elle eût existé, ils n'auraient pas osé nous asservir aux conditions humiliantes que leur politique nous destinait. Le ministre de la guerre ordonna donc le licenciement. Le maréchal Davoust répondit qu'après avoir été l'organe par lequel on avait fait tant de fausses promesses à l'armée, il ne pouvait pas être l'instrument de sa destruction, et il demanda un successeur. Rien n'eût manqué à la gloire de l'armée, s'il ne s'était pas trouvé dans ses rangs un chef qui consentit à cette honteuse mission. Que la patrie se console; un sang étranger coule dans les veines de celui qui eut le lâche courage de l'accepter.

Cet ordre fut exécuté sans difficultés. Ces braves soldats, ces officiers si dignes de les commander, s'éloignèrent, en versant des larmes, des drapeaux que tant de fois ils avaient baigné de leur sang. Tristes, silencieux, désespérés, mais

calmes et résignés, ils traversèrent avec leurs armes la France dans tous les sens, et le plus petit désordre ne fut pas commis. Ils avaient vu les Espagnols former des guérillas; ils n'en formèrent pas; ils avaient vu les Vendéens infester les routes, assassiner avec impunité, et la sûreté publique ne fut pas un instant troublée. Depuis ce moment, les humiliations et les outrages les ont suivis sous le toit paternel; c'est eux qu'on dénonce, c'est pour eux qu'on institue les cours prévotales, c'est contre eux que ne cessent de s'élever ces émigrés rentrés qui ne pouvaient leur pardonner leurs victoires.... Eh bien ! ils souffrent sans proférer une plainte; ils mourront avec la résignation des martyrs.

Cependant, du sein de ce parlement d'Angleterre, où la corruption est aux gages du plus monstrueux machiavélisme, la voix d'un ministre s'est encore élevée contre cette armée qui n'existe plus. Les ossemens des braves ne sont pas en sûreté sous la terre qui les couvre. Cette armée était une armée jacobite, a dit Castlereagh, et l'Angleterre a exigé son licenciement. Remercions le noble lord de cet aveu ; s'il accroît la honte de notre gouvernement, il l'absout d'un grand crime : le mépris remplacera la haine.

Non, cette armée ne fut jamais jacobite, mais elle fut toujours nationale. Etrangère aux factions, elle ne combattit que pour la France; pénétrée de cette maxime que la force armée ne

doit pas délibérer, elle obéit au comité de salut public, au directoire, aux consuls, à l'Empereur..... Elle eût obéi au roi s'il avait séparé ses drapeaux des drapeaux de l'étranger : et on ose la comparer à ces légions qui donnèrent des maîtres à Rome; à ces soldats qui, conduits par un Fairfax ou un Cromwell, méritèrent sans doute l'accusation honteuse dont un de leurs compatriotes voudrait nous flétrir !

Non, les soldats français ne furent jamais que les soldats de la patrie : sacrifiant toujours leurs affections à leurs devoirs, il se virent souvent enlever, sans pousser un murmure, les chefs qui avaient le plus conquis leur amour; enchaînés par la sainteté du serment militaire, ils firent avec dévouement la guerre que condamnait le plus leur opinion. Tant de gloire recevra sa récompense. La postérité toujours équitable ne donnera pas le même nom aux compagnons des Hoche, des Joubert, des Marceau, des Kleber, des Desaix, des Lannes, des Dugommier, des Dampierre et aux vainqueurs obscurs de Meerlon-Moor et de Newbury.

Je devrais, pour compléter cet essai, peindre la violation de la capitulation de Paris, notre musée dépouillé, nos monumens mutilés; je devrais montrer la réaction couvrant la France de forfaits; les protestans égorgés, les ennemis du peuple envahissant toutes les places; je devrais faire entendre les clameurs sanguinaires de cette hi-

deuse assemblée de 1815, qui avait ses Robespierre, ses Fouché, ses Billaud-Varennes; je devrais raconter les traités honteux qu'on nous imposa, notre territoire occupé, nos places désarmées, les tributs exigés, la France rayée, pour ainsi dire, du rang des nations; mais les maux de la patrie pèsent trop sur mon cœur. Attendons qu'ils soient adoucis pour avoir la force de les retracer, et n'oublions jamais que la France fut, en 1815, victime de sa confiance dans les promesses les plus solennelles des monarques de l'Europe.

SOUVENIRS.

CHAPITRE PREMIER.

La mort de Napoléon. Influence de cet événement. Deux opinions sur Louis XVIII. Anecdotes. Le prince Croquignolet. Organisation de l'armée. Dîner chez le général Sébastiani. Modération. Las Cases. Les cinq hypothèses. Le vicomte d'Arlincourt. Des espérances et des imprudences. Versailles et les Rats.

Décembre 1821.

Le titre que je donne à cet écrit n'est peut-être pas exact : il faudrait le nommer *Recueil d'anecdotes, écho des bruits qui circulent, politique des salons, pâtée des badauds*, etc., etc.; mais qu'importe le titre d'un ouvrage composé pour moi seul et qui n'exige ni ordre dans les idées, ni enchaînement dans les faits, ni soin dans le style?

Je passe ordinairement six mois au fond de ma province à deux cents lieues de Paris où je ne conserve que peu de relations, de sorte que quand j'y reviens, tout m'y paraît nouveau : anecdotes, bons mots, calembourgs, politique, mélodrames, ministères et quelquefois dynasties. J'en étais parti cette année au commencement de juin et j'étais de retour le 17 décembre.

A mon départ les chambres étaient rassemblées, on ignorait la mort de l'Empereur, mais on savait

qu'il était très-malade. MM. de Richelieu, Latour-Maubourg, Serres, Pasquier, Portal, Roy et Siméon étaient ministres. Les ultra étaient mécontens et les libéraux encore plus. Le centre de l'assemblée dominait, et les volontés des ministres devenaient lois après des discussions plus ou moins longues, mais qui n'avaient aucune influence sur les délibérations. Ce peu de bonne foi, de conscience, que la majorité des députés apporte dans les assemblées législatives dégoûterait de ce qu'on appelle si improprement gouvernement constitutionnel si on pouvait trouver quelque chose de moins mauvais.

A mon retour, les chambres sont de nouveau assemblées; l'Empereur est mort, le ministère est changé, les ultra sont presque satisfaits et les libéraux sont moins mécontens.

Suivons l'ordre des dates : on a appris, il y a six mois, la mort de l'Empereur; le parti ultra s'en est réjoui, les libéraux républicains ne l'ont pas regretté, mais la masse du peuple, mais les débris de la vieille armée ont pleuré celui qui éleva la France à un aussi haut point de gloire; les jeunes gens qui voient toutes les avenues fermées à l'ambition, déplorent la perte de celui qui rendait toutes les carrières accessibles à toutes les capacités, qui récompensait tous les talens et savait exploiter, au profit de la masse, toutes les qualités des individus. Une centaine d'ouvrages ont été composés et vendus; plusieurs lithographies ont été publique-

ment exposées, et, pendant quelque temps, le gouvernement a fermé les yeux et les oreilles comme pour laisser un libre cours à la douleur publique. On croyait généralement que Napoléon avait été empoisonné par le gouverneur de Ste-Hélène, par ce sir Hudson Lowe qui commandait à Caprée, lorsque je m'emparai de cette île. Mais aujourd'hui il paraît certain que l'Empereur a succombé sous l'influence d'un climat malsain, sous le poids des chagrins, des dégoûts, des vexations sans nombre et des privations de tout genre qu'on lui a fait supporter. C'est ainsi que Persée, arraché de l'asile sacré de la Samothrace périt dans les prisons d'Albe; mais il ne s'était pas confié à son ennemi; mais il n'était pas venu s'asseoir au foyer de l'hospitalité. La politique anglaise est plus odieuse et plus criminelle que celle des anciens dominateurs du monde! Hudson Lowe est un geôlier et un bourreau en uniforme brodé.

Parmi tous les ouvrages qui ont paru sur ce sujet, on a distingué celui d'un officier d'artillerie qui propose de demander au gouvernement anglais les cendres de Napoléon et de les déposer sous la colonne : cet ouvrage se termine par ces mots : « Homme, je le plains, Français, je l'admire, soldat, je le pleure ! » Le recueil des pièces relatives au captif de Sainte-Hélène est aussi du plus grand intérêt. Bertrand y déploie, sans y songer, son noble caractère; et l'ame brûlante, le cœur sensible le dévoûment absolu, mais pur, du respectable

Las Cases inspirent autant d'admiration pour lui que pour le grand homme objet de son culte.

L'influence de la mort de l'Empereur sera immense. Il était le cercle de fer qui tenait liés les membres de la sainte alliance. A présent elle est dissoute ; les intérêts politiques de chaque puissance vont être écoutés: les rivalités se réveilleront; les haines particulières ne seront plus absorbées par la grande haine que les rois et leurs ministres portaient au héros du siècle, au géant populaire, né de la révolution, au destructeur et au restaurateur des trônes, à l'homme prodigieux, immense, que la providence semblait avoir destiné à changer la face du monde. Les Autrichiens, les Prussiens n'auront plus les yeux fixés sur le rocher de Sainte-Hélène; ils regarderont la Saxe qu'ils convoitent et leurs frontières de la Bohême et de la Silésie qu'ils veulent reculer: les Russes s'avanceront sans crainte vers Constantinople et menaceront la puissance anglaise dans les Indes. Les Anglais!.... eux seuls devraient regretter Napoléon, et cependant, s'il faut en croire le comte Orloff (l'auteur d'un ouvrage estimé sur Naples), ils se réjouissent de sa mort et leur raison est: « Il nous coûtait si cher. » Peut-être aussi la crainte des idées libérales remplacera-t-elle la crainte qu'inspirait l'Empereur et maintiendra-t-elle l'union des rois : alors les malheurs de l'esclavage remplaceront pour les nations les malheurs de la guerre.

Jamais, s'il faut en croire le comte Orloff, l'Angleterre n'a été dans un aussi grand état de prospérité. On n'y sait que faire de l'argent qui est à deux pour cent; les entreprises de tous les genres, les spéculations les plus vastes, ont lieu de tout côté; la terre se couvre de maisons, d'ateliers, de fabriques; les rivières, les mers sont encombrées de vaisseaux, et cet accroissement prodigieux de richesses, ce mouvement donné aux manufactures, qui languissaient naguères, a sa source dans l'émancipation des colonies espagnoles. C'est là que ce gouvernement prêche et soudoie la rébellion et la révolte; c'est là que l'auxiliaire de la sainte alliance encourage la naissance des républiques; c'est là que Castlereagh, ce Machiavel en action, ourdit des complots pour briser les liens qui unissaient les colonies à l'Espagne, tandis qu'en Europe il s'agite auprès de la Russie et de l'Autriche pour qu'elles étouffent les révolutions et aillent au secours de Ferdinand. Suivant Orloff, la mauvaise foi de ce gouvernement a gagné la masse de la nation.

« Quand Auguste buvait, la Pologne était ivre. »

Tout est à Londres d'une cherté excessive, et Orloff y a dépensé 50,000 fr. en trois mois. La haine entre les Anglais et les Russes est, dit-il, portée au plus haut degré. Ils vont bientôt se disputer le sceptre du monde. L'Angleterre avait un moyen de lutter avec avantage, c'était de se mettre à la tête des peuples libres, des gouvernemens consti-

tutionnels; mais ses hommes d'état sont trop ennemis de la liberté pour bien voir leurs véritables intérêts. Castlereagh n'est pas un Anglais, c'est le chef de l'aristocratie européenne; cette aristocratie est semblable aux plantes rampantes qui s'attachent au tronc des arbres; elle enlace tous les troncs, se nourrit de leurs sucs, les dessèche, les tue et les entraînera dans sa chute.

Venons à notre situation intérieure: les nouveaux ministres sont MM. de Montmorency aux relations extérieures, Bellune à la guerre, Clermont-Tonnerre à la marine, Villèle aux finances, Corbière à l'intérieur, et Peyronnet à la justice; Lauriston n'a pas quitté la maison du roi.

Deux opinions partagent les gens qui approchent le plus le roi, et qui, par leur esprit, sont en état de le deviner. Les uns le regardent comme un homme d'une finesse et d'une astuce extrême; n'aimant rien, se jouant de tout le monde et imposant à sa famille, qui le craint sans l'aimer, un rôle obligé dont il est le souffleur. Ainsi il aura dit à son frère: « Flattez les ultra, les nobles, l'ancien régime, soyez l'homme des émigrés; à Madame: vous êtes pieuse, dévote, outrez encore ces sentimens; devenez l'objet de la vénération ou pour mieux dire des espérances du clergé; au duc d'Angoulême: montrez-vous populaire; ne soyez pas aussi constitutionnel que moi, mais soyez-le beaucoup plus que votre père; caressez l'armée et tachez de rattacher les militaires et les libéraux au

trône des Bourbons. Quant à moi qui ne dois être responsable de rien, j'aurai l'air, vieux et infirme que je suis, de céder à vos sollicitations, à vos importunités, à vos menaces et de ne pouvoir résister à la tempête que j'aurai seul excitée. Ainsi nous serons à la tête de tous les partis et nous tromperons tout le monde : tromper c'est régner ! »

Les autres, et c'est le plus grand nombre, ne voient dans Louis XVIII qu'un vieillard spirituel mais faible; sans caractère, sans courage, mené tour à tour par une maîtresse, un favori et un ministre. Son instruction est celle d'un homme qui aurait mis dans sa tête plus de mots que d'idées, plus d'hémistiches français et latins que d'observations; incapable d'un travail suivi, il mêle toujours les plaisanteries, les bons mots aux affaires les plus sérieuses, et ne saurait prendre une détermination forte. Le système de bascule, introduit par M. Decazes l'enchantait; il se plaît aux petites intrigues, aux petites combinaisons, aux commérages de cour, à la manière de gouverner de son aïeul qui a fait tant de mal à la France. Si cette dernière opinion est vraie, Louis XVIII est une pâle copie de Charles II. Monsieur ressemble trait pour trait à Jacques II, et semble promettre à sa race le sort des Stuarts.

On explique de deux manières, c'est-à-dire par deux intrigues, le changement de ministère qui occupe la France, sans la réjouir ni l'affliger; car elle ne regrette pas les anciens ministres, et elle



n'espère rien des ministres actuels. On dit que M. de Richelieu, ne pouvant pas oublier qu'il est un lieutenant-général russe, favorisait les vues d'Alexandre, consentait à ce que l'empire ottoman fût effacé, à ce que la Grèce fût érigée en état indépendant, sous la condition que certaines îles de l'Archipel reviendraient à la France, faible compensation pour les immenses avantages que les autres puissances devaient tirer de l'expulsion des Turcs. L'Angleterre, au contraire, veut à tout prix éloigner les Russes de Constantinople qui serait pour eux le chemin de l'Inde. Elle tremble de voir le colosse du Nord, qui a un pied dans la Baltique, porter l'autre pied dans la Méditerranée; elle a essayé de détourner l'orage en l'attirant sur un autre point. Il était de l'honneur de la sainte alliance, a-t-elle dit, de soutenir tous les trônes et de venir au secours des rois d'Espagne et de Portugal, qui sont opprimés par leurs sujets révoltés et rebelles; il paraît que l'Autriche se serait prêtée à l'exécution de ce projet, mais Alexandre a répondu : « Qu'il fallait se borner à mettre la Péninsule en quarantaine. » Les ministres anglais, ne pouvant pas réussir sur ce point, ont cherché à alarmer le chef de la sainte alliance, le grand prévôt de l'Europe, en lui montrant tous les peuples prêts à se soulever et les monarchies disparaissant devant les républiques; cette menace a un moment arrêté l'autocrate; mais l'occasion d'exécuter les grands projets de

Pierre Ier et de Catherine II est si belle, le vœu pour la guerre est tellement prononcé dans toutes les classes de la nation russe, la religion parle si haut en faveur des Grecs égorgés par les Turcs, qu'il était impossible d'espérer que des considérations éloignées l'emportassent long-temps sur des intérêts aussi pressans et aussi positifs.

L'Angleterre a donc vu que la guerre était imminente et elle a voulu détruire en France l'influence russe. Le roi a résisté long-temps, mais on lui a fait voir l'Autriche marchant de concert avec le cabinet de Saint-James, et le roi de Rome réclamant la couronne de son père. Alors il s'est décidé à éloigner M. de Richelieu, mais pour ne pas mécontenter Alexandre, qu'il craint aussi, car notre roi craint tout le monde, il a ourdi la vaste intrigue sous laquelle le dernier ministère a succombé. Ainsi il a pressé la convocation des chambres avant que les ministres eussent le temps de s'y assurer une majorité; il a dicté secrètement la réponse insolente au discours du trône; il a fait lui-même le discours fier et menaçant qu'il a adressé au président de la chambre, et en même temps il a solennellement promis aux ministres de les soutenir, de renvoyer la chambre, de changer la loi des élections et de convoquer les assemblées électorales. Puis, quand les partis se sont ainsi trouvés en présence, il a fait intervenir d'autres personnages. Le comte d'Artois a pressé, supplié, menacé. Le roi a eu l'air d'être opprimé par sa fa-

mille, et il a sacrifié les ministres auxquels il venait de tout promettre. Je ne crois pas à cette intrigue de Figaro : il faudrait que Beaumarchais fût sur le trône ou derrière la toile.

D'autres personnes disent que nous faisons jouer aux étrangers un trop grand rôle dans nos affaires intérieures; elles assurent qu'ils ne sont pour rien dans les derniers changemens; que c'est tout bonnement une intrigue des ultra, une suite des concessions lâches et maladroites que les ministres ont faites à ce parti, et de la faiblesse du roi, qui n'a pas su résister aux sollicitations de Monsieur à qui il a, pour ainsi dire, abandonné le timon des affaires. Quelques personnes qui ne veulent à aucun prix d'alliance avec les ultra, ont blâmé le côté gauche de s'être réuni à eux pour renverser le ministère. Mais les libéraux pouvaient-ils, sans fouler aux pieds tous les principes, accorder la censure qu'on avait l'impudeur de demander pour cinq ans? Pouvaient-ils enfin soutenir un ministère décrédité, qui, après avoir tant accordé à l'aristocratie, était prêt à lui faire encore de plus grands sacrifices? Sans doute les nouveaux ministres sont plus mauvais que les anciens : M. de Richelieu valait mieux que M. de Montmorency qui fléchit sous le poids de son nom, et M. de Latour-Maubourg, avec la loyauté de son caractère, était préférable au duc de Bellune, dans lequel les gens comme il faut ne verront jamais que le trompette du 8e régiment d'artillerie,

Beau-Soleil, chamarré d'un habit de maréchal de France; quant à M. Peyronnet, sa nomination indigne tout le parquet; on assure que M. le président Séguier en est presque devenu libéral. Quand le roi, qui a la manie pédantesque de citer des vers latins, a vu M. Peyronnet, il lui a dit: « *Macte » animo, generose puer.* » M. de Bellune, qui n'est pas fort sur les langues mortes, a dit en sortant à ses collègues : « Mais pourquoi le roi nous a-t-il » donc dit : Marchez, animaux ? Est-ce qu'il est » mécontent de nous? Est-ce qu'il craint que nous » ne marchions pas assez vite?»

Tout le faubourg Saint-Germain crie au scandale : les fameux mémoires de Lauzun depuis long-temps couraient manuscrits; ils viennent d'être imprimés; la dépravation de la cour de Louis XV et de celle de Louis XVI y est peinte avec toute sa nudité; celle des Choiseul fait horreur. Voilà donc ces temps de bonheur et de morale vers lesquels on voudrait nous ramener! Ces mémoires sont écrits avec simplicité, on les lit avec plaisir. C'était un homme bien séduisant que l'amant de la belle princesse Chartoriska : son extrême sensibilité, sa tête romanesque, enchantent toutes les femmes, et s'il se trouvait un autre Lauzun elles consentiraient peut-être à faire comme leurs grand'mères et à justifier la chanson de notre aimable, bon et malin Béranger. Il est à Sainte-Pélagie; sa verve ne s'y refroidira pas, nous aurons dans trois mois quelques bonnes chansons

de plus. La condamnation de cet homme, le génie le plus original de notre époque, a indigné tout le monde. Corcelles a dit spirituellement à la tribune : « Sous le fiscal Mazarin, on exigeait aussi » beaucoup d'impôts, mais au moins on laissait » chanter. »

Puisse la vente du manuscrit de Béranger le dédommager des sacrifices qu'il a faits à son indignation patriotique, au besoin de signaler les dangers et de consoler les victimes en flagellant les persécuteurs !

J'ai vu Bertrand : le climat de Sainte-Hélène ne lui a pas fait de mal ; il est bien portant, il est rajeuni. L'accomplissement d'un grand devoir et l'exercice des plus nobles vertus font du bien à la santé. Bertrand parle de l'Empereur avec attendrissement, avec admiration. Le grand homme n'est peut-être pas mort physiquement empoisonné, mais, comme il le disait lui-même, on l'a tué à coups d'épingles. Quoiqu'il souffrît d'atroces douleurs, il n'a pas poussé un cri ; il n'a pas laissé échapper une seule plainte : le courage de la victime a égalé la méchanceté de ses bourreaux.

29 décembre.

La mort du sultan ne se confirme pas ; il paraît cependant qu'il y a eu de grands troubles à Constantinople, et les chances pour la guerre deviennent tous les jours plus fortes, ce n'est pas la faute

de l'Angleterre, qui agite tant qu'elle peut l'Espagne pour forcer Alexandre à s'en occuper et qui voudrait bien aussi quelques petits soulèvemens en France pour obliger la sainte alliance à resserrer son union liberticide.

La nouvelle de l'évacuation de la Sicile par les Autrichiens fait une grande impression dans le public, car cette évacuation semble annoncer une guerre où l'Autriche prendra une part active. Osera-t-elle se prononcer contre la Russie et s'allier avec l'Angleterre et la Turquie? Je ne le crois pas; elle s'unira plutôt avec Alexandre. La Bosnie, la Servie, une partie de la Valachie, de la Bulgarie et de la Macédoine lui conviennent fort : elle doit désirer tirer une ligne de Hermanstad aux bouches du Cataro.

Si la guerre s'allume, la conflagration peut être universelle. Quel parti prendra alors la France, qui, grace à son mauvais gouvernement, n'a et ne peut pas avoir d'armée? Les dernières épurations de M. de Latour-Maubourg ont porté dans tous les corps une dissolution complète. Tous les soldats attendent avec impatience le moment de quitter le service, et aucune promesse, aucune cajolerie, aucune assurance d'avancement ne peuvent décider les sous-officiers à se réengager. Comment consacreraient-ils leur existence à un état qui n'offre plus aucune garantie, quand une délation, une erreur des bureaux, un caprice des inspecteurs, un soupçon d'un colonel, peuvent

faire perdre à un militaire le fruit de vingt ans de bons et glorieux services? En voyant renvoyer honteusement tant de braves qui ont arrosé de leur généreux sang les quatre parties du monde, qui ont fait flotter l'étendard de la France sur toutes les capitales de l'Europe, qui ont miraculeusement survécu à deux millions de leurs camarades, nos jeunes soldats se sont dit : « Que pourrions-nous espérer de la reconnaissance nationale, nous qui ne ferons jamais plus qu'il n'ont fait ? » Ainsi les gouvernemens ne sont pas impunément injustes, ils recueillent le fruit de leurs iniquités. Le général Molitor a eu la franchise de dire au ministre : « Je n'ai vu dans l'armée que des officiers qui demandent de l'avancement et des soldats qui demandent à s'en aller. »

Nul doute que les mauvais traitemens dont on a abreuvé la vieille armée, que la vue de tant de braves mutilés, réduits à implorer les secours de la pitié, n'aient éteint en France l'esprit militaire. La haine contre les nobles augmente encore le dégoût des soldats. Dans presque tous les régimens on n'a conservé que des colonels nobles, et ceux qui ne le sont pas, tremblant toujours de perdre leur place, sont encore plus soumis à la faction aristocratique. Les lieutenans, les sous-lieutenans et un grand nombre de capitaines n'ont jamais servi. Ils sont gentilshommes et ont toute la morgue de leur rang. Reçus dans les hautes sociétés, caressés par les autorités, ils jettent un regard de

dédain sur les vieux officiers et sur les sous-officiers parvenus qui n'obtiennent pas les mêmes avantages dans les salons. Quelquefois, variant les formes du mépris, ils changent ce dédain contre une familiarité plus insultante encore, et j'ai vu un vieux grenadier à cheval quitter le service uniquement parce que son sous-lieutenant le tutoyait. « S'il avait bivouaqué avec moi, entendu siffler les mêmes boulets, je lui pardonnerais, disait le grognard, mais un blanc-bec qui n'a pas encore un poil à sa moustache! »

Le maréchal duc de Bellune a trouvé un plaisant moyen de vaincre ce dégoût; c'est, dit-on, d'obliger les soldats à servir huit ans au lieu de six; n'est-ce pas comme si on disait à un homme embarrassé de payer six francs : Ne vous plaignez plus; vous en paierez huit!

Le gouvernement n'est pas plus habile dans les choix qu'il fait que dans les moyens qu'il emploie. M. Sosthène de la Rochefoucault a été cause de la démission qu'ont donnée M. le duc de Choiseul et M. le marquis de Boisgelin, des places de major-général et d'aide-major-général de la garde nationale parisienne. On vient de nommer, sans savoir pourquoi, M. Corbière ministre de l'intérieur. L'état-major de la garde nationale ayant été lui présenter ses hommages, il a cherché de l'œil M. Sosthène, colonel d'une des légions, et ne le voyant pas, il a dit : « Où est donc M. Sosthène? » C'est celui-là qui est un bon royaliste, et un

» bon Français. » M. de Choiseul, étonné de cette sortie a répondu que tous les hommes qu'il avait l'honneur de présenter à Monseigneur étaient aussi bons royalistes et aussi bons Français que M. de la Rochefoucault. « Vous pouvez penser ainsi, a répondu aigrement la nouvelle excellence, mais à mes yeux M. de Sosthène est le modèle des royalistes et l'homme le plus estimable de Paris. — En attendant qu'il se présente, a répondu fièrement M. de Choiseul, nous nous retirons; » et tout l'état-major est sorti indigné. On fait courir le bruit que le ministre breton avait dit avant cette réception : « Si les événemens de l'année dernière re-» commençaient, la garde nationale tirerait-elle » sur le peuple? « et qu'on lui avait répondu : » Mais » Monseigneur oublie que la garde nationale, c'est » le peuple. » Deux heures après cette singulière audience, MM. de Choiseul et de Boisgelin ont donné leur démission. Cet exemple devrait être suivi; il ne le sera pas : il y a si peu de gens qui sachent être fidèles à leurs antécédens.

On parle un peu du duel qui vient d'avoir lieu entre M. de Montélégier, aide-de-camp du duc de Bordeaux, et le colonel Dufay, et on parle beaucoup du jugement qui a suivi ce duel. En effet, ce jugement déclare Montélégier et Dufay calomniateurs, puis il condamne l'homme comme il faut à 25 francs d'amende, et le colonel à 300 fr. et à trois mois de prison. Ce sont les taxes des temps féodaux : tant pour la vie d'un vilain; tant

pour celle d'un gentilhomme. Dufay a fait appel de ce singulier arrêt.

Puisque je parle des petits événemens du jour, je ne dois pas oublier l'histoire du prince Croquignolet. On prétend que le roi, étant avant-hier plus gai que de coutume, fit le conte suivant aux courtisans qui assistaient à son lever :

« Comme depuis quelques jours, je n'ai pas » grand chose à lire, je m'amuse à lire des » contes de fées. Hier au soir j'ai lu celui du » prince Croquignolet. Ce pauvre prince avait » une nièce intrigante et acariâtre, un frère sot et » ambitieux, plus un neveu tout-à-fait niais; lui » était vieux, infirme, souffrant, et, pour comble » de malheur, son nez s'était tellement allongé » qu'il touchait presqu'à terre. Mais il avait » trouvé un dédommagement à cette infirmité; » car, avec ce nez si long, il flairait tout ce qui se » passait dans son royaume, il devinait les com- » plots, il déjouait les intrigues, il connaissait les » vœux de ses peuples et les projets de ses voisins. » Cela désolait ses courtisans qui voulaient le » tromper, et ses bons parens qui auraient voulu » qu'il gouvernât à leur guise. Ils assemblèrent » donc plusieurs grands médecins qui cherchè- » rent à persuader au prince de se faire couper le » nez; il s'y refusa obstinément, et on convint » qu'au lieu de le couper, on le retrousserait en » l'attachant au front du prince. Il fut en même » temps décidé que chaque courtisan donnerait,

» en abordant le prince, une croquignole à son » nez. Ce régime d'étiquette produisit l'effet que » les médecins en attendaient. Au bout de huit » jours le nez tomba; mais savez-vous ce qui ar- » riva ? Voici l'extraordinaire : tous ceux qui en- » touraient le roi, eurent, au même moment, un » pied de nez. »

Après ce petit conte, tout le monde s'est regardé et personne n'a ri. Ceux qui connaissent le roi ne peuvent s'expliquer sa conduite et prédisent un changement prochain. En effet, il a toujours été jaloux de son autorité, très-occupé de ne laisser aucun pouvoir, même aucune influence à sa famille et particulièrement au comte d'Artois.

4 janvier 1822.

Le duc de Bellune, nouveau ministre de la guerre, auquel j'avais demandé un rendez-vous, me l'a accordé ce matin; j'ai été admis dans son cabinet. Il a écouté avec attention et il a paru écouter avec bienveillance toutes les raisons qui repoussent l'injustice dont les officiers généraux, portés sur la seconde liste de proscription, ont été, ou sont encore victimes. Il a paru très-étonné surtout qu'on nous refusât des appointemens payés à M. le maréchal Soult. Après m'avoir promis d'examiner ma réclamation et m'avoir fait espérer une prompte réparation des torts dont je me plaignais, le nouveau ministre m'a déroulé tous ses plans : je vais les exposer sommairement;

nous verrons dans la suite quels seront ceux qu'il osera ou qu'il pourra exécuter.

D'abord il voudrait une armée forte, exercée et toujours prête à entrer en campagne, et, pour y parvenir, il ne trouve pas de meilleur moyen que d'imiter les Russes qui ont appris tant de choses de nous. Il propose donc d'adopter leur organisation en temps de paix : or, cette organisation n'est autre chose que la formation des temps de guerre, c'est-à-dire de réunir les régimens en brigades et en divisions, sous les ordres des généraux qui les commanderaient, les surveilleraient et les inspecteraient. Ces divisions seraient composées d'un régiment de troupes légères, de quatre régimens de ligne et de deux régimens de cavalerie légère. Deux divisions réunies formeraient un corps d'armée. Chaque régiment serait composé de quatre bataillons, trois de campagne et un de dépôt.

Derrière les corps d'armée ou, pour parler plus correctement, en réserve de ces corps, seraient les dragons qu'on porterait rapidement sur les points où l'on voudrait agir pour repousser les efforts d'un ennemi supérieur en nombre.

Enfin, en troisième ligne, comme réserve générale, seraient toute la grosse cavalerie de l'armée et la garde royale. Elles pourraient suivre à une ou deux marches et ne se rapprocher qu'au moment d'agir.

Cette organisation, belle sur le papier et bonne



comme une autre en temps de guerre, est inexécutable sous le gouvernement actuel. Défiant, parce qu'il est faible, il ne laissera jamais à des généraux le moyen d'acquérir autant d'influence sur une aussi grande masse de soldats, et ces soldats sont trop mécontens, trop irrités pour qu'il osât les réunir, les rapprocher en aussi grand nombre; il craindrait que quelque Quiroga, que quelque Riégo ne s'élançât de leurs rangs et ne les appelât à la conquête de la liberté. Triste sort d'un gouvernement qui ne marche pas avec la nation et qui embrasse, contre la masse, les intérêts de quelques individus! Il n'a pas l'opinion publique et il ne peut avoir la force; il redoute un danger là où il devrait trouver un appui, car l'armée ne peut être qu'une émanation de la nation; elle a nécessairement son esprit, ses haines, ses affections.

Un autre grand obstacle à l'exécution de ce plan, est dans l'embarras où l'on sera pour placer les seize divisions qu'il veut ainsi former et pour lesquelles il ne lui manque que deux régimens de hussards. Il est impossible de les réunir dans une ville ou même de les rapprocher sans fatiguer, sans écraser le pays. Que de réclamations s'élèveraient de tous côtés! que de doléances des autorités locales, que de plaintes on entendrait devant les tribunaux!

Le ministre veut faire quelques changemens à la loi de la conscription dont il reconnaît l'abso-

lue nécessité. D'abord il propose, et en cela il me paraît avoir raison, de ne libérer qu'au bout de trois ou quatre ans, les classes qui n'auraient pas été appelées. En effet n'est-il pas injuste de demander, dans le cas d'une guerre, cent mille hommes, par exemple, à la conscription de 1822, tandis que celles de 1821, 1820 et 1819 n'auront rien fourni. Sans doute ce changement exciterait de grands murmures, car il prolongerait de plusieurs années la dépendance des conscrits; mais dans la nécessité, où l'on se trouve toujours, de blesser quelques intérêts particuliers, la conscience ne doit-elle pas résoudre la question? et n'est-ce pas sur la justice qu'il faut baser sa conduite?

Une autre innovation proposée par le ministre est de retenir les conscrits sous les drapeaux huit ans au lieu de six. Le dégoût du service est si grand que ce changement pourrait bien causer une insurrection dans l'armée. Personne ne veut faire aujourd'hui son état du métier de soldat. Les ministres ne peuvent pas concevoir qu'ils ont tué l'esprit militaire en France; que quelques couplets des Variétés et du Vaudeville où l'on fait toujours rimer gloire et victoire, succès et Français; quelques lithographies où l'on célèbre l'héroïsme de nos soldats, ne suffisent pas pour effacer les longs outrages dont ils ont abreuvé la vieille armée et pour fermer les yeux au spectacle de son abandon et de sa misère. Que de braves mutilés sur le champ de bataille, mendient le pain de la pitié! Et en-

core je me trompe quand je dis que le gouvernement laisse à nos vieux soldats le stérile honneur de figurer sur les théâtres des boulevards! N'a-t-on pas vu dernièrement la police s'opposer à la représentation de Michel et Christine parce qu'un grenadier français y jouait un trop beau rôle? L'auteur n'a-t-il pas été obligé, pour qu'on jouât la pièce, de mettre à la place un grenadier polonais! Et vous voulez que l'esprit militaire se réveille, et vous voulez une armée!... Ah! vous n'aurez que des espions, des moines et des gendarmes!

Porté au ministère par le pavillon Marsan, le nouveau ministre s'élève contre une disposition de la loi de recrutement. Cette disposition, qui donne les deux tiers des places à l'ancienneté jusqu'au grade de chef de bataillon inclusivement, a déjà excité les clameurs des ultra et des courtisans. On dit, avec quelqu'apparence de raison, que la stricte exécution de cette loi peut placer à la tête des bataillons des officiers qui n'auront d'autre mérite qu'une santé robuste; mais il est facile de deviner qu'on veut rapporter cette loi, pour mettre à la tête des corps des jeunes gens sans expérience, des gentilshommes qui n'auront d'autre mérite que leur blason et l'affectation de leur dévouement. Le maréchal Saint-Cyr, en faisant adopter cette loi, avait voulu élever une barrière contre ces abus du pouvoir et laisser une porte ouverte aux officiers plébéïens qu'on veut

déshériter de tous leurs droits. Il connaissait, il voyait la tendance de l'esprit de cour et l'avidité d'une aristocratie qui veut tout envahir. Qu'on adopte les plans de M. de Bellune, et la garde royale, dont il est un des généraux, donnera des chefs de bataillons à toute l'armée; et des dénonciations forceront avant un an les trois quarts de ceux qui commandent dans ce moment, à se retirer pour abandonner leurs places aux agens de la faction, de cette faction bassement cupide, lâchement ambitieuse, méprisable dans ses moyens, criminelle dans son but.

7 janvier.

La nouvelle de la mort du sultan ne se confirme pas : on fait, au contraire, courir le bruit que l'ultimatum d'Alexandre a été accepté par la Porte. Cette nouvelle, répandue par la maison Rothschild, pourrait bien n'être qu'une spéculation de bourse. Par suite de l'exécrable loi sur la censure, qui ne permet pas aux journaux de nous donner même les nouvelles de Constantinople, les agioteurs étrangers jouent à coup sûr dans nos fonds; et, en cachant ce qu'ils savent ou en supposant ce qui leur convient, ils sont les maîtres de la hausse et de la baisse. Il est étonnant que nos députés ne s'en plaignent pas; il est vrai que mille réglemens ridicules rendent souvent la tribune inabordable.

J'ai dîné hier avec Gourgaud, Carrion Nisas et M. Vatout, auteur du spirituel ouvrage intitulé :

« Histoire de la fille d'un roi. » Gourgaud, que je ne connaissais pas, est un homme de mérite : il se possède et paraît avoir des opinions arrêtées. Son séjour de trois ans à Sainte-Hélène doit lui avoir beaucoup profité. Napoléon s'est bien longtemps abusé sur les Anglais et sur leur gouvernement. Dans le premier moment il s'était persuadé qu'il serait reçu avec les égards que méritait la confiance dont il les honorait. Quand il vit ses espérances trompées, il n'accusa d'abord que le ministère anglais, et ce n'est que dans les derniers temps que, tout-à-fait désabusé de ses illusions, il disait avec amertume : « J'aurais dû me rappeler » ce que me disait, dans ma première jeunesse, le » vieux Paoli qui les connaissait bien : *sono mer-* » *canti.* »

Il conservait au reste tout son courage, toute sa grandeur d'ame. Quand la tristesse et le découragement s'emparaient de quelqu'un de ses compagnons d'infortune, il le consolait et lui donnait des espérances : « Dans cinq ans, leur disait-il » souvent, je serai rappelé en Europe ou je serai » mort, et alors vous serez libres. » Quelquefois il parcourait rapidement et en y jetant des flots de lumière, toutes les hypothèses qui pouvaient amener son retour, et il les détruisait par de puissantes raisons tirées de la situation de l'Europe et de la terreur qu'il inspirait aux rois si souvent vaincus par lui. Il disait : « Je ne serai jamais tiré d'ici »; puis après un moment de silence, il ajoutait :

« Non, j'ai fait de trop grandes choses pour mou-
» rir sur ce misérable rocher; une voix intérieure
» m'avertit que ma destinée n'est pas encore ac-
» complie. »

12 janvier.

Je viens de dîner chez Sébastiani avec Dessole, naguère premier ministre ; le duc d'Alberg, jadis ambassadeur à Vienne; Girardin, Flahaut, Benjamin Constant, Caumartin, le comte de Ségur, etc., etc. Après le café, la conversation s'est ouverte sur notre situation politique et sur la conduite que l'on devait tenir dans la chambre. Sébastiani s'est plaint avec amertume de quelques-uns de ses collègues qui, défians et jaloux, suspectaient toujours les autres et les croyaient en négociation continuelle avec le pouvoir; il a observé que le côté gauche n'arrivait à rien et ne s'opposait à rien, parce qu'il était toujours désuni, qu'il combattait en tirailleurs, au lieu de présenter une masse compacte et disciplinée ; il a ajouté que lui, Sébastiani, avait proposé depuis plus d'un an le seul moyen d'en faire une opposition redoutable, en astreignant tous les membres à se soumettre pour leurs votes et pour la marche des délibérations à une décision préliminaire de la majorité : règle qui n'avait rien d'offensant pour les amours-propres, puisqu'elle établissait une égalité absolue dans le comité et qui était aussi équitable dans une société particulière que dans l'assemblée où elle faisait la condition de la loi.

Cette proposition fut rejetée et depuis, s'il faut en croire Sébastiani, il n'y a dans le côté gauche que jalousies, divisions, intrigues et commérages.

Benjamin Constant paraissait désespéré de l'avenir. « Ce matin, disait-il, en lisant le Moni-» teur et en y voyant comme on traite à Venise les » prétendus carbonari, j'ai pensé que dans deux » ans mes amis et moi éprouverons le même sort. » Deux fois il a répété la même phrase, et Dessole, sans le contredire, a pris la parole et a beaucoup prêché « la modération. » Sébastiani, après avoir établi qu'il n'y avait rien à espérer de l'assemblée, après avoir dévoilé les projets de M. Villèle, qui espérait remplacer par des députés de sa couleur les députés du côté gauche qui sortiraient cette année, a conclu aussi à ce qu'on mît beaucoup de modération dans les débats : il a recommandé cette modération « comme un moyen » d'approcher du pouvoir. » Casimir Perrier, qui paraît intimement lié avec Sébastiani, a tenu le même langage. Ma tête bouillonnait; j'ai pris la parole malgré moi ; je l'ai prise quoique je sentisse l'inconvenance de parler devant des orateurs aussi renommés, au milieu d'hommes d'état qui doivent joindre l'expérience au talent.

« Je prends la parole, ai-je dit, parce que j'ar-» rive du fond de mon département, que j'ai étu-» dié l'opinion de toutes les classes et que j'ai moi-» même éprouvé les impressions que font naître » vos délibérations.

« S'il y avait de la conscience dans le parti ul-
» tra et de la justice dans le pouvoir, je concevrais
» l'effet d'une discussion sage et d'une conduite
» modérée : vous pourriez espérer de conquérir
» les suffrages des gens honnêtes et de prouver à
» l'autorité qu'elle peut, au besoin, s'appuyer sur
» vous ; mais il n'en est pas ainsi. Vous l'avouez
» vous-mêmes, la faction contre-révolutionnaire
» forme la majorité, et la cour a passé le Rubicon.
» Ainsi, nulle espérance dans l'assemblée, nulle
» espérance dans le gouvernement; pourquoi donc
» de la modération? Est-ce pour se percer avec
» calme les entrailles, comme Caton à Utique?
» Est-ce pour tomber avec dignité comme le gla-
» diateur mourant? Est-ce pour adresser au peu-
» ple français du haut de la tribune les paroles
» que les combattans adressaient dans l'arène aux
» empereurs romains : *morituri te salutant?..* Il
» vous répondra ce peuple qui sent sa force: Je ne
» veux pas mourir, je veux tuer mes ennemis; ce
» sont des Pygmées et j'ai en main la massue
» d'Hercule. C'est à eux à disparaître du sol de la
» patrie.

» Et faites attention, Messieurs, que votre mo-
» dération paraîtra d'autant plus de la faiblesse,
» qu'aux yeux du plus grand nombre, comme
» aux miens, vous avez vous-mêmes créé la situa-
» tion où nous sommes et qui vous fait désespérer
» du salut de la France. Oui, c'est vous qui l'avez
» entraînée par une suite de fautes et de faux cal-

» culs dans l'abîme où vous croyez que nous de-
» vons périr. Mon assertion vous étonne, mon ac-
» cusation vous indigne! Ecoutez : n'est-ce pas
» votre parti qui, il y a trois ans, abandonna
» sans réflexion, le ministère Saint-Cyr et Des-
» sole que vous auriez dû soutenir? Ce ministère,
» je le sais, était composé de trop de Fabius, de
» trop de temporiseurs. Mais enfin vous lui de-
» vez les seules lois vraiment nationales qui soient
» sorties de votre enceinte. M. de Cazes lui suc-
» céda : son système de bascule vous donnait quel-
» ques chances. Vrai ministre d'un roi Janus, il
» souriait tour à tour aux ultra et aux libéraux :
» les ultra l'attaquèrent, et vous le leur abandon-
» nâtes comme une proie. Il eût été pourtant for-
» cément à vous si vous l'aviez défendu, car il
» avait essuyé des outrages qu'on ne peut ni ou-
» blier ni pardonner. Je ne dirai qu'un mot du
» ministère de M. de Richelieu; il devait vous être
» odieux pour les lâches concessions qu'il faisait
» inutilement à nos ennemis; vous vous êtes réu-
» nis à eux pour vous venger peut-être de la mor-
» gue insolente de M. de Richelieu et des injures
» de M. de Serres, et le pouvoir est tombé entre
» les mains des Corbière et des Villèle, c'est-à-dire
» entre les mains des agens déclarés de la contre-
» révolution.

» Il est impossible que vous ayez été dupes de
» leurs paroles; que vous ayez cru à ce masque de
» libéralisme qu'ils ont pris pendant quelques mi-

» nutes. Votre but a donc été de simplifier la question, de rendre les positions bien claires et bien distinctes, d'avoir un ministère tout-à-fait contre-révolutionnaire, pour que cette nation si prompte à s'endormir, et si difficile à éveiller, sortît enfin de sa léthargie.

» Graces à vous, nous sommes à la veille d'une bataille; et c'est dans ce moment qu'on vous parle de modération, qu'on vous conseille d'émousser les pointes de vos baïonnettes et de mettre dans vos fusils des balles de liège et de coton!

» Gardez-vous de commettre une pareille faute : si vous ne pouvez combattre, soyez les trompettes qui sonnent le réveil, soyez les tambours qui battent le pas de charge; semez l'irritation, non par un vain système d'opposition, mais par un juste sentiment de vos devoirs ; prouvez à tous les intérêts le danger qui les menace. Dites à nos adversaires qu'ils ne sont pas les vrais députés de la nation; qu'ils sont des enfans illégitimes qu'une loi de déception a fait entrer au milieu de vous; dites-leur que, sous leur habit de législateurs, on peut voir encore l'uniforme de la légion de Condé; dites-leur que maintenant, comme autrefois, le Rhin coule entre vous et leur bande; que d'un côté sont les émigrés, de l'autre les défenseurs de la patrie; d'un côté les protégés de quelques nobles, de l'autre les droits des citoyens; d'un côté les maximes de la sainte

» alliance, de l'autre les principes sacrés, immua-
» bles que la nature a gravés dans le cœur de tous
» les hommes. Soyez sûrs que ces paroles éclate-
» ront comme des coups de foudre, soyez sûrs que
» les acquéreurs de biens nationaux qu'on me-
» nace, que les vieux guerriers qu'on a déshérités
» de leur gloire, que la jeunesse forte et impa-
» tiente à laquelle on a fermé toutes les carrières,
» vous entendront et que le pouvoir alarmé recu-
» lera devant l'opinion que vous aurez faite en
» l'éclairant, ou sera écrasé par elle.

» Toute autre marche est timide, trompeuse,
» funeste à la France et indigne de vous : criez
» donc fort, je vous le répète, car on n'entend
» au loin que le son du tocsin, et le bruit du ca-
» non. Les modulations des harpes éoliennes,
» auxquelles on voudrait vous réduire, expire-
» raient dans l'enceinte de ce salon. »

Girardin a été tout-à-fait de mon avis et a fait voir la nécessité de mettre un terme aux provocations de certains journaux. Le Drapeau-Blanc a l'audace de dire, à l'occasion des troubles de Béfort : « Cet événement doit éclairer le ministère,
» et lui prouver qu'il n'y a de salut pour la France
» que dans l'anéantissement du parti libéral. » Un autre journal, la Foudre, qui paraît tous les cinq jours, a fait l'agréable plaisanterie suivante : « Sa
» Majesté a donné pour étrennes à la garde royale
» des dragées que nous espérons bien qu'elle
» renverra aux libéraux avec le canon de ses
» fusils. »

Quand on songe que ces passages, dignes de 93 et de la plume de Marat, paraissent avec l'approbation de la censure, on doit s'attendre à tout de la part des hommes qui tiennent le pouvoir.

Dans une société française on passe rapidement des choses graves aux plaisanteries, et des choses positives aux on dit. On a donc ri un peu des amours de Louis XVIII qui, pour ressembler à Henri IV, a cru qu'il ne lui manquait qu'une Gabrielle; et on a beaucoup parlé des prétentions rivales et des espérances contradictoires de certains hommes. — Gabrielle va tous les soirs chez le roi après avoir été prendre ses instructions chez M. de Villèle.—M. de Villèle est moins bien vu au pavillon Marsan que domine aujourd'hui M. Jules de Polignac, le messie du parti ultra!—M. de Talleyrand y est aussi fort bien vu dans ce moment, ce qui ne l'empêche pas d'être tout-à-fait dévoué au duc d'Orléans. Voudrait-on se ménager le moyen, quand les Bourbons, qui suivent en tout les traces des Stuarts, seront arrivés au dernier acte, d'avoir là un Guillaume III pour les remplacer? Cette révolution, où il se trouverait un peu d'usurpation et un peu de légitimité, serait un de ces termes moyens par où finissent presque toujours les affaires de ce monde. Les personnes qui ont conservé quelques relations d'amitié avec l'ancien évêque d'Autun, ne croyent point à ce rapprochement avec le pavillon Marsan. Monsieur l'évêque, sans doute pour essayer de se populariser,

se vante d'être l'homme que les Bourbons détestent le plus : cela pourrait bien lui inspirer l'envie de les punir de leur ingratitude. Car ils oublient, et lui n'oubliera pas, que c'est à lui, à l'abbé Louis, à l'abbé de Pradt et à Dessole qu'ils doivent leur retour. Tous ces hommes sont maintenant en pleine disgrace, tous se repentent et disent comme nous : « Cela ne peut pas durer. »

12 janvier 1822.

On se rappelle les assurances, les protestations que S. M. faisait à ses derniers ministres au moment même où elle était décidée à les abandonner. C'est ainsi que Louis XIV avait caressé Louvois avant de lui redemander son portefeuille; c'est ainsi que Louis XV assurait M. de Choiseul qu'il ne pourrait pas se passer de ses services quelques instans avant de le sacrifier à Madame Dubarry. Cette fausseté, cette perfidie est-elle une tradition de l'art de régner ou un effet du caractère faux des Bourbons qui. depuis Louis XIII, ne sont plus les Bourbons-Navarre, mais bien les Bourbons-Médicis? Le général Defrance auquel on vient d'ôter le gouvernement de Paris, malgré les services qu'il avait rendus pendant les troubles du mois de juin, nous a raconté la manière dont il a été remplacé. Un matin le roi le reçoit mieux encore que de coutume, lui dit à plusieurs reprises qu'il est le bien venu, et que ses services lui sont très-agréables. Ces protestations inaccoutumées l'enchantent, mais le maréchal Magdonald tem-

père sa joie en lui disant : « On vous fait plus de » complimens qu'à l'ordinaire, cela n'annonce rien de bon! » Rentré chez lui, Defrance y trouve une lettre qui lui demandait sa démission; sur sa réponse qu'il ne donnerait pas de démission, mais qu'il était prêt à se soumettre aux ordres du roi, le ministre lui annonça qu'il était remplacé par le lieutenant-général Coutard qui commandait à Rennes. Coutard est un des juges de Mouton-Duvernet.

Les ministres singent leur maître, et Bellune lui-même fait de la diplomatie. Gressot, chef d'état-major de Defrance, pressentant qu'il pourrait bien partager la disgrace de ce dernier, témoigna des inquiétudes au ministre de la guerre et lui dit « qu'il trouvait à louer avantageusement une petite maison qu'il avait dans les environs de Paris, mais qu'il ne la louerait pas s'il devait aussi perdre sa place. « Louez votre maison, mon cher général, » a répondu Bellune à Gressot, et l'ordre de remplacement était déjà chez ce dernier.

Ce qu'il y a de plus plaisant dans tout cela, c'est le sentiment de dépit, de colère, qui anime tous les hommes déplacés, depuis le ministre jusqu'au dernier chef de bureau; ils sont tous plus piqués d'avoir été mystifiés, qu'ils ne sont affligés d'avoir perdu leurs places : tous emportent un sentiment profond de haine, et des projets ou au moins des espérances de vengeance. Mais par-

lons d'autres hommes plus dévoués à leur maître, plus constans dans leurs affections, plus désintéressés dans leur conduite. J'ai passé ce matin quatre heures avec ce respectable et spirituel Las Cases, qui a tant aimé Napoléon dans son malheur. Sa petite maison de Passy est un temple consacré à notre grand Empereur. Partout on y voit son image, son nom est le seul qu'on y prononce, son génie le seul qu'on y exalte. Il est malheureux que Las Cases ne soit pas resté près de lui jusqu'au moment de sa mort. Nous aurions des détails sur toutes les campagnes du grand capitaine et sur la vaste administration de tous les pays que gouvernait le monarque européen. Las Cases, toujours brûlant de zèle pour la gloire du héros, le pressait sans cesse de travailler, et, de son temps, l'Empereur dictait souvent douze et quinze heures par jour. Il avait partagé le travail entre ses nobles compagnons d'infortune et leur disait : « Hérodote a donné aux livres de son his- » toire les noms des neuf muses ; pour moi, je » donnerai à mes ouvrages les noms de mes seuls » amis, et nous irons ensemble à l'immortalité. »

Il paraît que les campagnes d'Egypte et d'Italie sont les seules qui soient terminées ; mais que Napoléon a aussi beaucoup travaillé sur les guerres de l'empire. « On croit partout que j'ai toujours » attaqué, disait-il souvent, on verra que je n'ai » jamais été occupé qu'à me défendre. » Les Anglais, en avouant qu'ils auraient fait une guerre

éternelle plutôt que de nous laisser la Belgique et l'Escaut, prouvent la vérité de cette assertion.

L'Empereur parlait sans aigreur de ceux qui l'avaient trahi; il trouvait que les circonstances avaient été plus fortes que les hommes, que ces êtres si faibles, si mobiles, si accessibles aux impressions du moment. Tombé de son trône, il semblait demander grace aux idées libérales qu'il avait tant comprimées. Son projet, après la campagne de Moscou, était, disait-il : « de réunir » tous les rois, et là, en présence de tous les peu- » ples, de compter de clerc à maître; d'examiner » les besoins des nations, de céder aux progrès » des lumières, aux changemens que l'industrie, » le commerce et la propriété avaient faits dans » l'ordre social, de le reconstruire de nouveau et » de donner de la stabilité aux trônes en donnant » des garanties à la liberté. C'était là une vraie » sainte alliance, et on m'en a volé l'idée qu'on n'a » appliquée qu'au profit de la tyrannie. Après cet » acte solennel, ajoutait-il, je me serais démis de » mon autorité en faveur de mon fils que j'aurais » fait élever sous mes yeux comme un roi consti- » tutionnel; car, moi, j'avais trop long-temps » exercé la dictature pour pouvoir inspirer de la » confiance aux amis de la liberté. »

Napoléon était convaincu qu'Alexandre serait le successeur de sa puissance; que, sous quelques années, il dominerait l'Europe ou que le sol de cette Europe serait couvert de républiques.

Les lettres que Las Cases a écrites aux souverains, après que les Anglais l'eurent exilé de Ste-Hélène, sont des chefs-d'œuvre d'éloquence et de sentiment. Quelques-unes ont été imprimées et les autres le seront. On va bientôt publier une partie des notes qu'il a faites à Sainte-Hélène. Chaque mot de M. de Las Cases est de l'esprit, chaque sentiment est une vertu, chaque action est de la générosité et de l'héroïsme; il fait honneur à la nature humaine.

J'ai vu aussi M. de Montholon : selon lui l'Empereur n'a pas été empoisonné, mais bien assassiné par les mauvais traitemens des Anglais, par l'influence du climat de Sainte-Hélène et par les alimens qu'on lui fournissait. Lorsqu'on lui enleva son médecin O'Méara, il subissait un traitement très-dangereux pour sa maladie de foie; il avait pris, soit en frictions, soit en pilules, tant de mercure qu'il le salivait, et c'est dans cet état qu'on l'a laissé dix-huit mois sans secours! Aussi, au moment de l'autopsie, une partie du foie était en suppuration et le reste cicatrisé et adhérent à la peau. C'est parce qu'on n'a pas voulu rapporter cette circonstance accusatrice dans le procès-verbal d'ouverture que le médecin italien n'a pas voulu le signer.

Selon Montholon, il eût été très-facile à l'Empereur d'aller en Amérique. Quelle différence dans la politique des souverains et peut-être dans la destinée des nations! De l'Amérique Napoléon

aurait encore protégé la France et ses vieux compagnons de gloire; mais aussi il aurait continué à faire trembler les rois qui ne se seraient jamais désunis, et l'heure de notre délivrance serait plus retardée qu'elle ne l'est. Etrange combinaison des événemens! C'est aux Bourbons à s'affliger de la mort de l'Empereur, et c'est aux peuples, qui le pleurent, à s'en réjouir.

Nul doute que l'horizon ne soit chargé et que des éclairs, précurseurs de l'orage, ne sillonnent déjà les nues; mais nous pouvons rester encore long-temps dans la situation où nous sommes. La patience des peuples est bien grande! Il faut un levier bien puissant pour soulever une nation! La plupart des individus ont tant à perdre et si peu à gagner à un changement! Les Anglais n'ont-ils pas souffert vingt-huit ans les Stuarts qui, en favorisant le papisme, marchaient contre le vœu national, comme les Bourbons blessent les Français en s'appuyant sur une noblesse que la nation déteste? Les Stuarts n'avaient-ils pas commis, si non plus de fautes, au moins plus de crimes que les Bourbons? Et cependant quand Guillaume débarqua sur les côtes avec son armée libératrice, plusieurs jours se passèrent sans que personne osât le rejoindre; il fallut que l'armée donnât le signal. Faudrait-il donc que, chez nous, une armée étrangère vînt renverser le gouvernement imposé par les étrangers? Ah! gardons-nous de le désirer, et que des mains citoyennes accom-

plissent seules l'œuvre de notre délivrance nationale! Et d'ailleurs, d'où nous viendrait un secours étranger? Ce n'est pas de l'Angleterre, elle ne voudra pas défaire son ouvrage. Ce n'est pas de l'Autriche, le nom de Napoléon lui cause trop d'effroi. Alexandre céderait-il au désir qu'on lui suppose de mettre sa sœur et son beau-frère sur le trône de France? Mais il est le chef de la sainte alliance, le soutien de la légitimité, le protecteur de tout ce qui existe, l'ennemi déclaré des idées libérales.

Je viens d'indiquer les différens partis qui divisent la France. Dans une longue conversation que j'ai eue avec M. le baron L...., au bal de M. le maréchal Soult, il a traité cet objet avec une pleine liberté et en se servant de ces expressions tranchantes qui détruisent toutes les nuances et simplifient toutes les questions. La France, suivant lui, est partagée en cinq grandes factions: celle des admirateurs et des serviteurs de Napoléon, qui regardent son fils comme notre souverain légitime; celle des partisans du prince d'Orange, qui croient qu'en nous apportant en dot la Belgique et le cours de l'Escaut, et en donnant à nos intérêts nationaux l'appui de la Russie, ce prince protestant conviendrait à notre situation intérieure et à notre politique extérieure; celle de plusieurs hommes d'état qui, voulant arriver à un grand résultat, sans courir de chances trop hasardeuses, seraient décidés à se grouper

autour du duc d'Orléans, qu'ils représentent comme un ami de la liberté; celle des jeunes gens et des hommes ardens qui, n'ayant pas connu toutes les horreurs de notre révolution, ou les ayant oubliées, voudraient ériger la France en république; la cinquième enfin, et je me sers des expressions acerbes et peu respectueuses de M. L...., celle des hommes qui pensent « que ces » imbéciles et lâches Bourbons nous conviennent » mieux que tous les autres pour fonder un gou- » vernement constitutionnel. »

Je veux parcourir rapidement ces cinq hypothèses, considérer les avantages et les inconvéniens de chacune. Je suis assez désintéressé dans la question pour ne chercher que le bien de mes concitoyens et la gloire de la patrie.

Nul doute que le nom de Napoléon ne protège son fils, que la masse du peuple ne pense à l'héritier du grand Empereur, et les vieux guerriers à ce qui reste de leur général. Certes, si cet enfant, armé seulement d'une houlette au haut de laquelle flotterait un ruban tricolore, descendait aujourd'hui des Alpes, il verrait toutes les populations accourir au-devant de lui et conquerrait un trône que les Bourbons ne savent ni occuper ni défendre; mais la politique autrichienne consentira-t-elle jamais à ce changement, et, si elle y consentait, les suites n'en deviendraient-elles pas odieuses à la nation? Nous nous trouverions, par la force des choses, sous l'influence d'un gou-

vernement pour qui le despotisme absolu est une théorie sacrée et une pratique invariable; d'un gouvernement ennemi des lumières et soumis à la plus incorrigible des oligarchies. L'influence anglaise, plus funeste encore, se mêlerait à cette influence, car il ne faut pas oublier que, depuis Marie-Thérèse, le cabinet de Vienne est soumis au cabinet de Saint-James. Tous les instrumens de la tyrannie de Napoléon envahiraient de nouveau les Tuileries; toute sa famille, qui a excité tant de haines, tant de jalousies, obstruerait les avenues du trône, et mille intrigues, mille orages agiteraient la durée d'une régence pendant laquelle la France n'acquerrait ni gloire, ni prospérité, ni bonheur.

Plusieurs de ces inconvéniens ne se trouveraient pas avec le prince d'Orange: il est majeur et d'une famille qui a donné la liberté à la Hollande et à l'Angleterre. L'influence russe serait moins odieuse que celle de l'Autriche; car, elle s'oppose moins à ce qui nous est avantageux. Avec elle, nous pourrions aller jusqu'au Rhin et reprendre nos frontières naturelles; avec elle, nous pourrions de nouveau franchir les Alpes, non pour conquérir ni opprimer l'Italie, mais pour l'aider à recouvrer son indépendance. Autour du prince d'Orange, tout serait nouveau. Son trône ne se composerait pas des débris des trônes de Napoléon et de Louis XVIII. Leurs familles, leurs courtisans céderaient la place à d'autres familles, à

d'autres courtisans qui pourraient donner des espérances sans rappeler des souvenirs amers. Une ère nouvelle s'ouvrirait, et, si le prince était fidèle au pacte social, qu'on aurait le droit de lui imposer, cette ère pourrait être une époque de gloire et de liberté. Mais la France abdiquerait-elle la gloire de n'avoir jamais été gouvernée que par un Français? L'orgueil national et le patriotisme ne se révolteraient-ils pas également contre une domination étrangère? La grande majorité de la nation pardonnerait-elle à son souverain d'avoir une croyance religieuse différente de la sienne, et, s'il prononçait le mot d'Henri IV, croirait-elle à sa conversion? Les villes maritimes, qui souffrent tant d'une guerre avec l'Angleterre, consentiraient-elles à voir s'allumer une guerre éternelle ? L'Autriche ne mettrait-elle pas alors en avant le roi de Rome? Ne verrions-nous pas des dissensions intestines se mêler à une guerre extérieure? Et supporterions-nous tant de maux pour un monarque étranger?

J'arrive à la troisième hypothèse, celle du duc d'Orléans. Peut-être, avant de la traiter, faudrait-il savoir si ce prince, dont les enfans sont si près du trône, a la volonté et le courage de compromettre ses droits, de hasarder sa brillante position et surtout son immense fortune, pour suivre les chances toujours incertaines d'une révolution. On assure qu'il a repoussé toutes les propositions qui lui ont été faites; cependant il se tient dans

un éloignement de la cour, et il professe des opinions qui peuvent lui faire supposer une arrière-pensée. Ses partisans le représentent comme un ami sincère de la liberté ; ils le parent de la haine que lui portent les Tuileries, de l'horreur qu'ont pour lui les émigrés; ils rappellent qu'à Jemmapes il a combattu dans nos rangs; et que, victime de la révolution, son père s'est toujours rangé parmi les défenseurs des droits du peuple. Avec lui, disent-ils, nous pourrions fonder un gouvernement vraiment constitutionnel, nous lier par un contrat synallagmatique et prononcer le serment que les fiers Aragonais prêtaient jadis à leurs rois.

Mais il est des hommes qui nient tous ces avantages, qui détruisent toutes ces espérances par un seul mot : « C'est un Bourbon, disent-ils; vous ne » connaissez que la conduite de l'aspirant à la » royauté ; ne prévoyez-vous donc pas qu'elle se- » rait la conduite du roi ? Il oublierait, en rece- » vant la couronne, qu'elle lui est donnée par le » peuple; les anciens nobles rempliraient ses sa- » lons; il se regarderait aussi comme un descen- » dant de saint Louis, comme l'héritier de Louis » XIV, et les vieilles traditions seraient encore les » règles de sa conduite. » En vain, leur dit-on, que sa conduite passée offre des garanties; ils croient répondre à tout en répétant : « C'est un Bourbon, » et ils s'éloignent en murmurant les mots de nobles et de priviléges.

Le parti de la république gagne tous les jours, et par l'exemple de l'Amérique du nord, et par le mouvement que donnent aux esprits les nombreuses révolutions de l'Amérique du sud, qui adopte la même forme de gouvernement, et par la conduite de tous les rois de l'Europe. Les uns violent les pactes qui les unissaient à leurs peuples, les autres ne s'occupent qu'à river les fers de leurs sujets et qu'à s'opposer aux progrès des lumières. L'énormité des impôts et l'avidité des nobles et des prêtres, qu'on regarde comme les tristes nécessités des trônes, font désirer vivement un nouvel ordre de choses ; on voudrait être gouverné au meilleur marché possible, abolir toutes les sinécures dont l'aristocratie s'engraisse, et obliger chaque secte à payer son culte. Les médecins des ames seraient alors traités comme les médecins du corps. Vainement les hommes sages, échappés à la hache de 93, font-ils voir les dangers d'un nivellement absolu; indiquent-ils les horreurs d'une nouvelle révolution qui remettrait sur la scène de redoutables prolétaires. La jeunesse ne croit pas à leur expérience et se persuade qu'elle atteindra ce but sans se briser sur les mêmes écueils. Ainsi l'éducation des pères ne fait rien pour leurs enfans. Chaque génération doit être entraînée par les mêmes illusions et payer son tribut à l'erreur et au malheur. Ce qui pourra nous sauver d'une forme de gouvernement que je regarde comme incompatible avec nos mœurs et

progrès des lumières une révolte; l'acquisition des biens nationaux un vol. Appuyés sur la noblesse et sur le clergé, ils remontent vers l'ancien régime et se trouvent chaque jour plus éloignés de la nation qui ne les suit pas dans leur marche rétrograde. Espérer qu'ils se conduiraient autrement était méconnaître l'espèce humaine. Comment des princes, élevés à Versailles, pourraient-ils se proposer d'autre modèle que ce Louis XIV auquel ils ont toujours entendu donner le nom de grand? Comment ne diraient-ils pas aussi : « L'état c'est » moi? » Comment ne partageraient-ils pas les passions et les haines des émigrés qui les ont suivis dans leur exil ? La France fait avec eux une nouvelle épreuve de la vérité de cet axiome historique : « La pire de toutes les révolutions est » une restauration. »

26 janvier.

Les discussions de la chambre remplissent nos journaux ; les combats des Grecs sont oubliés pour les combats de la tribune, et dans ce public qui n'est entraîné que par les impressions du moment, qui ne sait danser que sur l'air qu'on lui joue, on ne pense plus à la guerre des Turcs et des Russes, et à la conflagration universelle dont cette guerre menace l'Europe. C'est pourtant de ce fait encore incertain que peut dépendre notre avenir. Si les intrigues de l'Angleterre parviennent à intimider Alexandre et à conserver la sainte alliance, les Bourbons protégés par elle oseront

tout et c'en est fait de notre liberté; l'aristocratie détruira ou corrompra toutes nos institutions.

Les Russes qui sont en grand nombre à Paris, assurent que la guerre est inévitable, et que s'il se refusait au vœu si franchement manifesté par la noblesse, le clergé, le peuple et l'armée, leur empereur courrait risque de perdre la couronne et la vie. Je sais que ces événemens sont fréquens à Saint-Pétersbourg et qu'Alexandre marche entouré de ceux qui ont assassiné son père et son grand-père. Il est cependant beaucoup moins à la disposition d'une noblesse avide et corrompue. Les conseils de Bonaparte lui ont appris à s'entourer d'hommes qui puissent le servir sans être dangereux; mais si on ne peut pas l'assassiner, on doit pouvoir l'influencer et peut-être le vœu national l'emportera-t-il sur les intrigues de l'étranger.

Ces intrigues étendent tous les jours l'arène où elles combattent: elles agissent à Paris comme à Pétersbourg, dans les salons de la capitale comme dans les cabinets des ministres. Partout où vous trouvez un Anglais, il vous dit du mal des Russes : partout où vous rencontrez un Russe, il cherche à réveiller en vous l'ancienne haine nationale contre l'Angleterre et il s'associe à cette haine impérissable. Chez les Anglais la différence des opinions politiques n'en amène aucune dans les sentimens nationaux. En Angleterre ils sont wighs ou torys, ministériels ou opposans, royalistes ou radicaux, mais sur le continent ils ne

sont plus qu'anglais, et l'intérêt de leur patrie les trouve tous réunis. Quand saurons-nous aussi n'être que français!

Wilson, qui a donné tant de preuves d'un grand et beau caractère, est à Paris. S'il faut l'en croire, l'Angleterre est à la veille d'une révolution complète. Toute la bourgeoisie, toute la classe moyenne, seraient décidées à s'unir à la masse populaire pour demander une réforme, changer l'administration et mettre un terme à des dépenses que la nation ne peut plus supporter. Aucun symptôme n'annonce, ce me semble, une crise aussi violente et tout s'évaporera en vains discours, en assemblées plus ou moins nombreuses qui se dissoudront à la voix d'un constable; la populace anglaise est la plus lâche de l'univers.

Cambacerès me disait un jour, en se promenant avec moi, pendant notre exil, le long des canaux d'Amsterdam: « Quand j'entrai dans le monde il » y avait aussi beaucoup de tumulte à Londres; » le peuple avait promené dans les rues un im» mense sarcophage sur lequel on avait écrit: » *Charles Ier, couronné tel jour et décapité tel jour.* » *Jacques II couronné tel jour et chassé tel jour.* » *Georges II couronné tel jour......* et le reste en » blanc. Cela avait tellement épouvanté mon on» cle, ajoutait l'ex-grand-chancelier de l'Empire, » qu'il disait bêtement: J'aime mieux être tréso» rier des états que roi d'Angleterre. » L'aristocratie est trop forte en Angleterre et trop identifiée

avec le gouvernement pour ne pas pouvoir et pour ne pas vouloir maintenir un ordre de chose qui est tout à son avantage.

Dans chaque salon on trouve quelque député, et bien vite il raconte ce qui s'est passé à la chambre. Si c'est un de ces orateurs courageux qui défendent avec tant d'énergie les droits du peuple, on l'entoure, on le félicite sur son dernier discours, et pénétré du désir d'être utile, confiant dans la puissance des argumens que sa conscience a dictés à son esprit, il se livre avec ses admirateurs à la vaine espérance qu'il va réveiller la France, qu'il va éclairer ou intimider le pouvoir. Nous avons bien quelques tribuns qui s'éxagèrent l'importance de leurs paroles; l'un est d'un courroux risible contre les journalistes qui coupent ses périodes et abrègent ses discours; l'autre déclare que le journal des Débats est le seul exact à rendre les séances : un troisième est très mécontent de ce pauvre Constitutionnel qui se ruine pourtant en supplémens. Foy et Manuel sont au-dessus de ce petit calcul d'amour propre. Tous les deux ont un immense talent : Foy fait chaque session des progrès remarquables et bientôt il n'aura plus de rivaux. Combien le côté droit est pauvre en comparaison de l'opposition! Peut-être la différence des talens est-elle moins grande qu'elle paraît l'être. Le mauvais terrain sur lequel combattent les ministériels doit être compté pour beaucoup. Une conviction intime donne de la

force aux paroles, et que feraient-ils de leur conviction ces hommes toujours prêts à se vendre au pouvoir ?

29 janvier.

Je viens d'assister à une soirée musicale chez le maréchal Suchet. Paër tenait le piano; il accompagnait Mlle Naldi, Mme Fodor et les chanteurs les plus distingués du Théâtre Italien. Pendant le premier quart d'heure on est dans l'enchantement; bientôt la continuité des mêmes émotions lasse, fatigue : on voudrait parler, on se sent forcé d'écouter, et cette obligation détruit tout le plaisir d'entendre. On sort avec empressement de la salle du concert et l'on se dédommage du silence que l'on a été forcé de garder. Comme ce pauvre maréchal est occupé à étouffer les conversations trop bruyantes, à rappeler qu'on n'est venu que pour entendre chanter! Il est responsable de la tranquillité des hommes, et il sent tout le poids de sa responsabilité.

Malgré toutes ses recommandations, voici l'entretien que j'ai eu chez lui avec le vicomte d'Arlincourt. « Eh bien, mon cher sous-préfet » de la Catalogne, à quand l'apparition de *Re-* » *négat ?* — A jeudi matin, sans faute : j'ai vendu » six éditions à mon libraire et je me suis réservé » de faire après un nouveau marché.—A combien » d'exemplaires tirez-vous donc?—A quinze cents : » mes envieux prétendent que je les achète pour » les envoyer au pilon; mais parcourez toute la

»France, il n'y a pas un village où mon Solitaire » ne donne des émotions aux femmes et ne fasse » rêver les jeunes filles.—C'est vrai, il y a en six » exemplaires à Saint-Sever-Cap, département » des Landes.—Ah! c'est que je mêle à mes com- » positions quelque grand événement qui réveille » l'attention et l'enchaîne. Ce n'est pas comme » dans Rousseau, un précepteur qui séduit son » écolière; comme dans Faublas un étourdi qui » est amoureux de toutes les femmes, et prétend » n'en aimer qu'une! Ce sont des époques qui inté- » ressent le genre humain. Dans mon *Renégat* j'ai » choisi le moment où l'Europe était incertaine » si elle serait mahométane ou chrétienne; où le » croissant et l'étendard de la croix allaient se » heurter dans les plaines de Tours. Une grande » partie de la scène se passe dans les montagnes de » l'Auvergne que j'ai long-temps parcourues et » dont j'ai fait d'admirables descriptions.—Quel » autre phénomène nous préparez-vous?—Je ne » sais, les germes fermentent dans mon sein; au » printemps quelqu'un d'eux se développera, me » subjuguera et j'irai m'ensevelir à la campagne » pour me livrer à l'enfantement.—Vous ne tra- » vaillez donc pas à Paris?—Impossible, il me faut » de la solitude. Quand je compose, mon sang » refoule avec tant d'abondance vers mon cœur » et vers ma tête que mes extrémités sont gla- » cées; souvent dans le mois d'août, on est » obligé de placer mes pieds sur des réchauds.

» pour que la circulation se rétablisse. — Cela » arrivait aux pythonisses quand le dieu s'emparait » d'elles et leur révélait les arcanes de l'ave- » nir. — Plus la crise est forte, plus ce que » j'écris dans ce paroxisme est sublime. — La na- » ture, mon cher solitaire, fait chez vous ce que » le célèbre Schiller n'obtenait que par des moyens » artificiels. Quand il voulait composer, il plon- » geait ses pieds dans l'eau glacée, le sang remon- » tait vers sa tête, ses idées bouillonnaient et le » génie s'exhalait de la compression de son cerveau. » — Je ne savais pas cela. — Vous ne savez donc » pas non plus que cet exercice l'a tué et qu'il est » mort très-jeune d'un anévrisme?... » J'en étais là quand une femme svelte, animée, est sortie de la salle du concert en s'écriant : « M. le maré- » chal, c'est délicieux, c'est divin; je sors du para- » dis. » C'était l'épouse du solitaire, la charmante Elodie de l'amoureux Charles, et je me suis éloi- gné en bénissant le ciel d'avoir réuni deux êtres aussi impressionables, aussi susceptibles d'enthou- siasme.

Les bals succèdent aux concerts et chaque soir il y a des réunions nombreuses. Une des plus bril- lantes a été celle de Mme Duchatel, dame d'hon- neur des deux impératrices; toute la cour impériale y était rassemblée et le souvenir et le regret du passé y formaient un lien universel. S..... seul semblait étranger; tout le monde l'évitait et il pourra se faire un titre du dégoût et du mépris

qu'il inspire, auprès du gouvernement à qui il offre, dit-on, ses services? La conduite que l'on suppose à S..... aurait-elle pour but d'arriver au pouvoir? Ou bien suivrait-il les instructions de son ancien maître qui blâmait, dit-on, les généraux de s'être, en 1814, trop éloignés des Tuileries et d'avoir ainsi retardé son retour, qu'ils auraient pu favoriser en s'insinuant dans la confiance du roi? Ce reproche expliquerait-il l'empressement de R... à se glisser dans les antichambres de Louis XVIII: Est-ce pour servir les intérêts du roi de Rome que S..... voudrait se dévouer à l'espionnage et à la délation? Ce n'est pas à mes yeux une justification de leur conduite: le but n'ennoblit pas les moyens, et, quoiqu'en ait dit l'Empereur, quoique fassent R... et S..., je ne briguerai jamais le pouvoir pour trahir celui qui me l'aurait accordé; je n'entrerai pas aux Tuileries pour en ouvrir la porte aux ennemis des Bourbons; rien ne justifie la trahison; le crime est toujours crime, celui qui le commet doit toujours être odieux, car il est toujours méprisable.

Ces scrupules sont de la niaiserie, me dirait peut-être le maréchal S..., qui, en 1814, fit élever la colonne de Quiberon pour parvenir au ministère. En attendant que la cour revienne à lui, il caresse le parti libéral. Il est bien adroit M. le maréchal, il a bien de la profondeur dans ses calculs, bien de la suite dans ses démarches; mais



je doute qu'il parvienne jamais à conquérir le côté gauche de l'assemblée; on redoute son ambition, ses talens, son audace; on le croit plus disposé à fonder le despotisme qu'à servir la liberté, et je doute qu'on se fie jamais à ses paroles. Il n'est pas facile de reconquérir la confiance quand on l'a perdue. Je fais, depuis trois mois, de vains efforts pour qu'on nomme M. de Pradt député. Les vingt-cinq volumes qu'il a écrits depuis sept ans, en faveur des droits du peuple, ne font pas oublier son pamphlet intitulé : *Ambassade de Varsovie*; les éloges dont il ne cesse d'encenser les mânes de l'Empereur, ne lui font pas pardonner le nom de Jupiter Scapin dont il crut le flétrir après sa chute. J'ai beau représenter l'utilité dont seraient, au côté gauche, l'inépuisable faconde de M. de Pradt, sa qualité d'archevêque, ses connaissances théologiques; l'avantage que nous aurions à l'opposer aux prétentions de la cour de Rome, aux envahissemens de la grande aumônerie, aux prédications des missionnaires; on ne se fie pas à son caractère; on le repousse avec obstination, avec aigreur. J'espère qu'il attribuera cette répugnance à la jalousie, à l'envie; il est juste que l'amour-propre se charge de guérir les blessures qu'il fait.

La nomination du général G..... est moins un triomphe pour le parti libéral qu'un échec pour la cour. Le préfet avait eu l'imprudence de re-

commander son concurrent au nom du roi, et cette recommandation a suffi pour décider le succès de l'homme proscrit, le désapointement de l'homme protégé. G..... a de l'esprit, de la finesse; peut-être manque-t-il d'élan, peut-être n'a-t-il pas ce dévoûment qu'exigent les circonstances qui nous pressent, et je ne sais trop pourquoi le gouvernement a tant redouté sa nomination. Je ne rappellerai point les plaintes qui s'élevèrent contre lui, lorsque, député de l'armée de la Loire, il vint à Paris pour défendre les intérêts de ses frères d'armes; s'il n'obtint rien, ce fut moins sa faute que celle de Saint-Cyr à qui on a pardonné, je ne sais pourquoi, l'immense holocauste qu'il offrit au courroux de l'étranger. Mais on a reproché au général G..... d'avoir, dans l'exil, séparé trop souvent sa cause de celle de ses camarades inscrits sur la liste de proscription, et d'avoir affligé, par son luxe, la misère de quelques-uns d'entr'eux; enfin on a remarqué avec peine qu'il s'était fait peindre par David, portant, à la bataille de Montereau, une énorme cocarde blanche à son chapeau. Je me suis bien gardé de convenir de la vérité de tous ces faits; j'ai défendu G..... auquel je suis véritablement attaché, et j'ai contribué, autant que je l'ai pu, à sa nomination. L'amitié et la délicatesse me dictaient cette conduite, car plusieurs personnes voulaient me porter pour député de Paris; je les en ai détournées autant que je l'ai pu. Je me sens pour

ces fonctions un éloignement, une répugnance qui ont leur source plus dans je ne sais quel instinct, quel pressentiment, que dans la raison. Bien sûr, il me manque quelque chose, une voix intérieure m'en avertit, pour bien remplir ces hautes fonctions. Je n'ai pas assez de calme, je ne me maîtrise pas assez pour ne pas passer promptement de la discussion à la dispute; je suis incapable de la patience, de la longanimité dont il faut être doué pour écouter sans émotion toutes les interruptions, toutes les personnalités, tous les outrages dont un parti furieux se sert pour nous combattre. J'irais probablement achever au bois de Boulogne quelque discours commencé la veille, et le duel ne sied pas à un législateur. Et puis cette gloire de la tribune n'excite pas mon ambition. Quand j'assiste à la représentation d'une belle tragédie, je voudrais l'avoir faite; quand je visite un établissement d'utilité publique, je voudrais l'avoir fondé; quand je lis la relation d'une bataille, je voudrais y avoir pris part: mais jamais je ne me suis surpris jaloux des épigrammes spirituelles de Chauvelin, de la malice de Girardin, des forts et justes raisonnemens de B. Constant, des belles improvisations de Manuel, du grand talent oratoire de Foy. J'arriverai cependant tôt ou tard dans la chambre; les dangers qu'on y court ne permettent pas à un honnête homme de se soustraire à leur partage; il faut monter à la tribune puisque la

tribune est la brèche sur laquelle tirent tous les ennemis de la patrie!

5 février.

Toujours de grands dîners, toujours des bals nombreux dont les amphytrions, qui veulent arriver au pouvoir par le parti libéral, réunissent pourtant les affidés du pavillon Marsan; les acolytes du comte d'Artois, et les membres les plus influens, les plus prononcés, les plus purs du côté gauche. A l'un de ces bals S......... ne quittait pas M. de Talleyrand dont Foy s'éloignait constamment. C'est que le premier joue un rôle et que le second remplit une magistrature. Je partage les opinions des députés libéraux, mais je ne partage pas toujours leurs espérances. Par exemple, M. d'A....... que j'estime et que j'aime, est convaincu que toute la France est prête à se soulever et, qu'au premier signal, des milliers de bras s'armeraient pour repousser les étrangers; il est même très disposé à croire que les étrangers n'oseront plus venir chez nous, comme s'ils ne s'étaient pas assez bien trouvés des deux premières visites qu'ils nous ont faites. Suivant lui, les Autrichiens, les Allemands, les Prussiens, surtout, se lèveraient en masse pour proclamer nos principes et demander aussi une constitution. J'ai eu beau lui dire que toutes ces nations ne se lèveraient en masse que pour venir nous piller et nous rançonner; que si les Prussiens avaient l'envie de nous imiter, cent mille Russes qui s'avancent sur l'Oder, leur

feraient passer cette envie : que la sainte alliance existant, nous serions écrasés par cinq cent mille soldats auxquels nous n'aurions à opposer ni moyens moraux, ni moyens matériels ; que Paris serait envahi, la France soumise et lui, et moi, et cinq ou six mille libéraux attachés à la queue des chevaux des Cosaques et emmenés en Sibérie, avant que nous ne pussions organiser une armée; qu'il fallait se rappeler que Napoléon, le grand Napoléon, n'avait pas pu grossir nos rangs de plus de trente à quarante mille hommes, et que ces hommes pleins de courage et d'ardeur, mais mal encadrés et peu exercés, avaient peut-être contribué autant que quelques fautes capitales, à nous faire perdre la bataille de Waterloo; que ce qui était avec l'Empereur une audacieuse et téméraire entreprise serait aujourd'hui de la folie, du délire; que les maréchaux ayant perdu la confiance du peuple et de l'armée, nous n'avions aucun général capable de commander cent mille hommes; qu'il faudrait donc s'en tenir à une guerre de guerillas comme les Espagnols, c'est-à-dire se résigner à fuir dans les montagnes, à assassiner quelques soldats ennemis au lieu de les combattre, et à s'organiser en voleurs de grands chemins, guerre à laquelle ne se prêtent ni les localités de notre belle France ni le caractère loyal et généreux de ses habitans. Ces raisons si fortes, si convaincantes ne font aucune impression sur quelques hommes qui prennent leurs espérances pour

des possibilités, et je ne serais pas surpris qu'abusant de leur influence sur une jeunesse impatiente et courageuse, ils ne la jetassent dans quelque entreprise mal combinée, intempestive et qui coûterait bien des larmes à la patrie. Nous nous trouverions peut-être dans une circonstance semblable à celle où la fameuse conspiration de Rye coûta, sous Charles II, la vie à Russel, à Sidney, ces amans passionnés des formes républicaines; à Essex, si renommé par son courage, et à une foule de victimes contre lesquelles l'atroce Jefféries trouvait toujours des preuves suffisantes. Alors, comme chez nous, des Schérifs, vendus au pouvoir, choisissaient des jurés partiaux et indiqués par les gens du roi; alors comme à présent toutes les libertés publiques étaient envahies, alors aussi on délibérait pour savoir : « Si dans une » monarchie limitée les sujets n'étaient pas en » droit de recourir à la force pour en maintenir » les limitations. »

Le peuple anglais accourut pour voir périr les défenseurs de ses droits et se borna à leur donner quelques larmes stériles. Bientôt des adresses furent envoyées de toutes les parties du royaume pour féliciter l'autorité d'avoir échappé à un grand danger ; elles prêchaient l'obéissance passive comme un devoir, et l'université d'Oxford repoussait comme républicaines, les maximes d'une constitution limitée.

Tout fut mécompte dans cette entreprise qui

augmenta et raffermit le pouvoir royal. Il en serait de même chez nous; l'irritation est bien moins grande en France qu'elle ne l'était alors en Angleterre. La crainte du papisme ne se mêle pas à la crainte du despotisme et les questions politiques qui occupent les hautes parties de la société touchent peu la masse de la nation qui ne saisit pas encore leurs rapports avec ses intérêts. On ne veut pas réfléchir à la gravité des circonstances, à la puissance des motifs qu'il faut pour engager un simple citoyen à briser le pacte social, à se révolter contre le pouvoir, à mettre en problème son existence et surtout celle de sa famille; on ne joue pas ce terrible va-tout pour quelques idées abstraites, pour quelques empiétemens inaperçus; il faut que la fortune, que la vie, soient dans un péril si flagrant qu'il y ait presqu'autant de chances de conservation dans la révolte que dans l'obéissance. Voyez l'Espagne et surtout l'Andalousie pendant l'insurrection de l'Ile de Léon; en vain Riego, dont on proclame aujourd'hui l'héroïsme, se présenta dans les villes les plus populeuses, personne ne le joignit : en vain il appela les habitans de la campagne à la liberté, tout le monde fut sourd, et sans l'insurrection de Madrid et surtout sans l'hésitation et la lâcheté de Ferdinand, l'échafaud eût été la récompense des premiers libérateurs de l'Espagne.

Je ne parle pas des Napolitains et des Piémontais chez qui quelques divisions de Hongrois et de

Bohémiens ont si facilement réprimé cette opinion, reine du monde. Soyons plus vrais : il n'y a de fort que la force, de redoutable que l'organisation. Avec l'organisation le petit nombre enchaîne les masses et les dirige à son gré. Toute révolution ne peut donc venir que de la force, et c'est en arrachant cette force au pouvoir que l'opinion peut être utile, qu'elle éclaire donc les soldats, qu'elle leur rappelle qu'ils sont citoyens et ils cesseront d'être les satellites du despotisme.

Le château de Versailles pour lequel Louis XIV a coûté tant de millions à la France est, dit-on, inhabitable, ou ne peut-être habité sans danger. Qui a donc ébranlé ces vastes fondemens ? Un animal sans force et sans courage : des rats ont pullulé dans les caves, bouleversé le terrain et fait, au bout de quelques années, d'immenses excavations..... Je conçois une attaque semblable contre le colosse du pouvoir ; on peut en tenter de plus glorieuses, mais c'est la seule qui ait à mes yeux, des probabilités de succès, mon opinion se fortifie de celle de Hume qui dit dans son histoire des Stuarts : « Telle est la force d'un gouvernement » établi ; telle est aussi l'aversion des hommes à » entamer des entreprises hasardeuses que, s'il » n'était pas venu aux Anglais un secours étran» ger, les affaires seraient demeurées long-temps » encore dans cette situation et que les projets du » roi si téméraires, si mal concertés, auraient » peut-être fini par l'emporter. »

Ces réflexions ne doivent pas détruire la confiance, ni abattre le courage. Le monde est toujours mené par les événemens imprévus et ce serait une histoire bien instructive que celle des projets des hommes d'état renversés ainsi par un coup de l'inattendu : ce qu'il faut, c'est se tenir toujours en mesure de profiter de ces secours que la providence envoie aux peuples contre leurs tyrans.

CHAPITRE II.

De la famille de Napoléon. De l'Espagne. De l'importance d'une capitale. De la tentative du général Berton. Du maréchal S.... et du tableau de l'ascension. Profession de foi. Anecdotes. De la séance du 19 mars. Foy, MM. Sébastiani et Lainé. L'opinion et l'organisation. Des Piémontais. Anecdotes.

Je viens de voir madame S[t]-M..., ancienne dame d'honneur de la reine de Naples. Elle arrive de Vienne où M. de Metternich l'a très-bien accueillie, mais en la prévenant qu'elle devait se méfier de l'ambassadeur de Turin et du chef de la police qui ne permet à aucun étranger d'habiter la capitale. L'inquisition de Venise a envahi les états de l'Empereur; tous les étrangers sont de dangereux propagateurs des idées nouvelles, tous les livres semblent des déclarations des droits de l'homme; il a fallu que madame S[t]-M..... feignit d'aller prendre les bains de Baden, pour pouvoir passer quelques jours près de celle qui régna naguère avec tant de bonté et de courage. La reine de Naples supporte ses malheurs avec calme et dignité; sa fortune est très-bornée et elle sait vivre avec

économie; ses enfans sont soumis à leur sort. Ses fils ont des opinions républicaines, et si le prince Lucien était maître de disposer de son sort, il irait habiter l'Amérique; c'est le parti qu'aurait dû prendre toute la famille de l'empereur : quand on ne règne plus, peut-être faut-il habiter là où personne ne règne.

Jérôme est dans une terre aux environs de Vienne; son épouse, sœur du roi de Wurtemberg, est un ange de bonté et de vertu; elle fait le bonheur de tout ce qui l'entoure, et ne pense qu'à consoler son mari de la perte d'un trône. Leurs enfans sont charmans et parfaitement élevés. Jérôme implore en vain depuis six mois la permission d'aller embrasser sa mère qui est très malade à Rome. J'ai lu une lettre très-touchante qu'il écrit à ce sujet : le despotisme est sourd à sa voix filiale; le despotisme ne connaît d'autres liens que les fers qu'il impose.

La reine Hortense habite la triste ville d'Augsbourg, où rien ne peut satisfaire sa passion pour les arts; je la plains, car elle fut toujours bonne. Louis vit à Rome en simple particulier, commandant l'estime, et ne se rappelant pas qu'il fut roi. Les Hollandais conservent le souvenir de son administration sage et vraiment paternelle; ils le rappelleraient sur le trône s'il leur était permis de se choisir un souverain.

Passerai-je les mers pour parler de Joseph qui sait être heureux en Amérique? Il bâtit, il chasse,



il trace des sentiers et des routes, il y rêve peut-être à quelque députation solennelle qui viendra lui offrir un trône constitutionnel..... qu'il accepterait..... Sa femme, modèle de toutes les vertus, est à Bruxelles. N'ayant jamais connu l'orgueil des grandeurs, elle ne sent leur perte que par la peine que les autres en éprouvent : il n'y a rien sur la terre d'aussi digne de l'adoration des hommes.

12 février.

J'ai eu hier une longue conversation avec S.... qui, tourmenté de son repos, s'agite dans tous les sens et pourrait bien conspirer à la fois avec Béfort et avec le pavillon Marsan. Il s'est décidément rapproché de M. de Talleyrand, qui n'ayant rien à espérer des ultra, cherche à se liguer avec les libéraux; il tire d'un peu loin ses titres à leur confiance; il rappelle d'abord le parti qu'il a pris à l'assemblée constituante, ses discours, son union avec Mirabeau; puis ses services sous l'Empire, son opposition à la guerre d'Espagne. Il prétend que la France doit applaudir à la conduite qu'il tînt à Vienne et qu'on ne doit point oublier que c'est pour ne pas signer le honteux traité du 20 novembre qu'il abandonna le ministère des relations extérieures. Je veux croire à ce dévoûment patriotique et non pas aux bruits qui circulèrent alors. L'empereur Alexandre, disait-on, avait formellement exigé l'éloignement de l'homme qui

avait osé accéder à la triple alliance formée à Vienne contre la Russie.

Je ne sais si M. de Talleyrand a eu l'influence qu'on lui prête sur les nombreuses révolutions par lesquelles nous avons passé, mais on ne peut nier qu'il n'ait un merveilleux instinct pour les prévoir et se mettre à même d'en profiter. Sous ce rapport son rapprochement des libéraux est un présage sinistre pour les Tuileries. Il a promis de se prononcer clairement à la chambre des pairs; les ministres qui s'attendent à cette attaque préparent leurs moyens de résistance et nous menacent de nommer douze nouveaux pairs ecclésiastiques. Il faut convenir que nous jouissons d'un singulier gouvernement représentatif; nous avons une chambre des députés dont près de la moitié est nommée par les électeurs à double vote, et une chambre des pairs où des nominations, toujours dépendantes de la volonté du roi, changent à son gré la majorité en minorité. Mieux vaudrait un despotisme franc et loyal; nous ne paierions pas au moins les misérables qui trafiquent de nos libertés.

Mille bruits contradictoires circulent sur l'Espagne; le mécontentement y est, dit-on, presque général; on n'a aucune confiance en Ferdinand qui ne veut pas plus être roi constitutionnel qu'il n'a su être roi absolu. On sent bien qu'il est d'accord avec la sainte alliance, et surtout avec la France, pour étouffer la liberté; on s'effraie avec



raison, de la réunion de troupes, que, sous le prétexte de la fièvre jaune, le gouvernement a rassemblées sur les frontières des Pyrénées; on annonce une insurrection générale, on regarde Ferdinand comme détrôné; et on se demande déjà qui l'emportera des différens partis qui maintenant se recrutent en silence? L'Espagne sera-t-elle une république? Aura-t-on une régence présidée par le vieux cardinal de Bourbon? Placera-t-on sur le trône la maison de Bragance, et réunira-t-on ainsi le Portugal à l'Espagne? La grande difficulté de cette combinaison serait le choix d'une capitale. Sacrifiera-t-on Lisbonne à Madrid ou Madrid à Lisbonne? L'un et l'autre état ne se croirait-il pas conquis par celui qui obtiendrait la préférence? Cherchera-t-on à les satisfaire tous deux, en faisant alterner la résidence des législateurs et des souverains.

L'emplacement et la grandeur d'une capitale ont une influence prodigieuse sur un état. Madrid, placé dans une température désagréable, dans un pays inculte et désert, ne peut lutter d'importance ni avec Cadix, ni avec Barcelonne. Il en résulte que l'Espagne n'a pas un centre vers lequel toutes les parties gravitent et qu'il n'y a pas réellement des Espagnols en Espagne, mais seulement des Andaloux, des Catalans, des Aragonais etc. etc. Ce manque d'une capitale riche, populeuse, commerçante ou industrielle, se joint à l'influence des localités pour porter l'Espagne au

gouvernement fédéral, et en faire peut-être seize républiques, comme elle forma autrefois seize royaumes, qui tous avaient leurs frontières et un dialecte différent. L'Angleterre pousserait dans cette direction, car son intérêt politique et commercial est de tout diviser, de tout morceler, pour ne trouver de résistance nulle part; c'est un danger que court l'Espagne. Dans le moment d'une révolution, chacun s'exagère son importance, et veut jouer un rôle; seize petites capitales, seize gouvernemens, offrent plus de chances aux ambitions. L'exemple de l'Amérique Septentrionale est aussi contagieux. On ne veut pas réfléchir que son organisation actuelle est un commencement; les Gaules, aussi, étaient divisées en une multitude de petites républiques ou de petites souverainetés, quand les Romains y faisaient la guerre et que César les soumit. La voix de la nature réunit les familles, l'intérêt de chacune de ces familles en forme des peuplades; les progrès de la civilisation, les besoins du commerce, la nécessité de se défendre, portent ces peuplades à se réunir en nation. Alors l'agriculture se perfectionne, l'industrie prend son essor; on trace des routes, on creuse des canaux, on établit des moyens de défense sur les points menacés, et la sûreté de tous et la prospérité du plus grand nombre, sont les suites de ces réunions, de ces agglomérations, de ces créations.... Diviser ces grandes masses quand la sagesse des

siècles et la marche des choses les ont formées, ce n'est donc pas perfectionner, c'est détruire, c'est revenir vers l'enfance des sociétés, vers le commencement de la civilisation. Triste sort de l'espèce humaine, qui est peut-être destinée à rouler toujours dans le même cercle et à revenir aux mêmes erreurs pour passer par les mêmes épreuves!

15 février.

Je sors de chez M. L.... auquel j'ai voué une vive reconnaissance pour l'intérêt qu'il m'a témoigné dans mes jours d'exil. Il m'a accueilli avec empressement et amitié, et la conversation est tombée sur notre position actuelle; il prétend que les fureurs de certains membres du côté gauche, que les discours inconstitutionnels de Manuel et de Benjamin Constant, font le plus grand tort aux intérêts qu'ils défendent; que plusieurs membres du côté gauche lui ont dit: « Sous aucun prétexte, nous ne voulons plus voter avec » des hommes qui avouent publiquement qu'ils » veulent renverser le gouvernement des Bourbons. » Je lui ai répondu que les attaques du côté droit étaient aussi furibondes, et que, s'il était démontré que les argumens et la raison ne produisaient aucun effet sur une assemblée où les intérêts remplaçaient les opinions, il était du devoir des amis de la liberté d'échauffer, d'exciter même les passions de la multitude pour que l'explosion de l'opinion publique effrayât le gou-

vernement et l'arrêtât dans sa marche imprudente.

M. L.... croit que ces efforts ne peuvent avoir aucun résultat, et que la nation est tout-à-fait insensible à ces discussions. Il est convaincu que les ministres actuels, et surtout M. Villèle, qu'il représente comme un homme très-modéré et d'une grande perspicacité, ne peuvent rester long-temps en place et qu'ils seront renversés par les ultra auxquels ils cherchent dans ce moment à résister de toute leur force. L'autorité, ou, pour mieux dire, le pouvoir, passera donc entre les mains du pavillon Marsan; nous aurons les Bruges, les Fitz-James, les Polignacs, les Vitrolles; mais l'abus qu'ils feront de leur puissance excitera de telles résistances qu'ils seront promptement obligés d'y renoncer. Alors on reviendra à des hommes sages, l'agitation se calmera, et des jours de bonheur luiront encore sur notre belle France.

J'ai dit à M. L.... que le trône des Bourbons courait peut-être plus de dangers qu'il ne pensait dans ces épreuves si hasardeuses; que par cela seulement qu'ils sont faibles et peu nombreux, les ultra seraient vindicatifs et cruels; que les exils, que les persécutions, que les exécutions recommenceraient comme en 1815; que des résistances pourraient devenir offensives et qu'on en viendrait peut-être à confondre la légitimité avec l'émigration, et je lui ai représenté que son éloi-

gnement des affaires publiques était une grande ingratitude des Bourbons et un malheur public; je l'ai engagé à voter avec le côté gauche pour le maintien de la charte. Voici sa réponse : « Mon » opposition personnelle ne ferait que jeter le mi- » nistère encore plus à droite. Les trois quarts du » centre, où je siège, ne se composent que de » fonctionnaires tout-à-fait liés au pouvoir. Et » qu'attendre d'une assemblée, dont un tiers ne » veut pas d'assemblée, dont un autre tiers ne » veut pas du gouvernement établi et dont le troi- » sième tiers ne pense qu'à des intérêts privés? »

Je ne sais à quel propos M. L.... m'a dit que l'acte additionnel donné par l'Empereur, en 1815, renfermait toutes ses idées, et qu'il avait été très-étonné, en le lisant dans la retraite où il s'était réfugié, d'y retrouver même beaucoup de ses expressions. Je n'ai pas voulu lui rappeler qu'il avait eu, à cette époque, plusieurs conférences avec Benjamin Constant, et que Benjamin Constant passait pour l'auteur de cet acte additionnel.

On m'interrompt : un homme à longue barbe, vêtu d'une longue robe noire entre dans ma chambre. Je le considère long-temps, et je reconnais enfin Desmazures, ancien commis aux fourrages dans ma division, enrôlé jadis dans la milice sainte par mon oncle, grand-vicaire de l'évêque d'Aire; il est maintenant aumônier de notre ambassade à Constantinople. Entraîné par une imagination déréglée et par le besoin de faire

parler de lui, Desmazures devint l'enfant perdu des prêtres ultramontains. Surpris par les agens de la police, au moment où il cherchait à correspondre avec le Pape, arrêté à Savone, il fut enfermé dans un château-fort, et pendant six ans il y a expié son imprudence. Arraché de sa prison, porté en triomphe par le peuple de Marseille, il monta en chaire, et au lieu de provocations à la vengeance, au lieu de déclamations contre l'Empereur, il fit entendre ces mots évangéliques : « *Diligite inimicos vestros.* » Le souvenir de ses malheurs, sa figure inspirée, sa voix tonnante, la chaleur de son débit lui donnèrent une grande vogue. Mais ses succès dans le midi ne furent pas confirmés à Paris; il y échoua complètement. Il se décida alors à courir de grandes aventures; il alla à Constantinople, et de là à Jerusalem où il resta deux ans: maintenant il parcourt la France, ramassant des secours pour les prêtres du Saint-Sépulcre. Il dit que ces prêtres, au nombre d'à peu près soixante, sont pour les voyageurs en Orient ce que les moines du grand Saint-Bernard sont pour les voyageurs qui traversent les Alpes. Desmazures affecte de dire qu'il est étranger à tout esprit de parti, et pour le prouver, il va chez M. Lafitte en sortant de chez M. de Chateaubriand. Il vient chez moi après avoir été chez une excellence. Je n'aurais peut-être pas parlé de lui si sa conversation ne m'avait convaincu que dans les sectes religieuses, les plus rapprochées sont

celles qui se haïssent le plus. L'abbé Desmazures est tout-à-fait pour les Turcs qu'il représente comme fidèles à leurs promesses et très-tolérans; il s'irrite au seul nom des Grecs; il leur prodigue les épithètes de séditieux, et surtout d'ingrats..— Ingrats! Et envers qui?— Envers les Turcs..... Aussi le bon abbé les abandonne sans pitié au cimetère des Osmanlis et il prétend que le vieux patriarche qu'on a étranglé, méritait son sort. Mais le plus grand crime des Grecs est d'avoir obtenu l'entrée de l'église du Saint-Sépulcre et de le profaner en y disant la messe suivant leur rit. On voit ici le moine qui, pendant deux ans, s'est associé aux petites rivalités des moines avec lesquels il a vécu, et qui partage et leurs préjugés et leurs haines. En voilà assez et même trop sur l'abbé Desmazures; je lui ai donné l'adresse de l'abbé de Pradt: ce dernier m'en saura-t-il gré? Je ne le crois pas.

Ce que je craignais est arrivé: on a égaré quelques sous-officiers, quelques lieutenans, et des germes de troubles se sont manifestés à Nantes, à Toulon, à Marseille comme à Saumur; ils ont été facilement étouffés par l'autorité, et il n'en résultera que de la défiance, du découragement et quelques victimes. On soupçonne peut-être les moteurs en chef, mais aucune preuve ne permettra de les atteindre; ils espéraient profiter du succès; ils ne sauront pas s'associer aux périls. Cette manière d'ourdir des conspirations est à la fois un

crime et une lâcheté; le courage ennoblit tout. On plaint Fiesque mourant à Gènes; on s'associe aux périlleux projets dans lesquels se jette le cardinal de Retz; on suit avec intérêt tous les détails de la conspiration qui a placé la maison de Bragance sur le trône de Lisbonne, mais on n'a que du dégoût pour des hommes qui excitent une jeunesse ardente et l'abandonnent ensuite à la hache des bourreaux. Quand je faisais avancer mes bataillons contre les batteries de l'ennemi, je marchais avec eux, et avant d'atteindre mes soldats les balles avaient passé sur ma tête. Si le malheur des circonstances, si l'intérêt bien démontré de mes concitoyens, me précipitaient dans une entreprise contre un gouvernement quelconque, je voudrais partager le sort soit des vainqueurs soit des vaincus; il peut y avoir de la gloire à mourir sur un échafaud : le sang des martyrs fonde les religions!

19 février.

Les lois qui enchaînent la liberté de la presse et qui entravent la circulation des journaux ont passé à une grande majorité dans la chambre des députés; mais la discussion les a tuées. Jamais, du haut d'aucune tribune n'ont retenti des vérités aussi courageuses revêtues de mots plus éloquens. Foy, Manuel, Benjamin Constant se sont surpassés. L'inépuisable fécondité du dernier est une merveille. Tous les jours, plusieurs fois par

jour, il a parlé sur la même matière et toujours il a présenté la question sous un aspect nouveau.

On se flatte que ces lois ne passeront pas à la chambre des pairs ; elles y seront au moins combattues par des hommes très-remarquables par leurs talens et les hautes fonctions qu'ils ont remplies. De ce nombre sont le prince Talleyrand et le général Dessoles. Ce dernier cherche à expier les torts qu'il a eus envers la patrie, au mois de mars 1814 ; son patriotisme les lui reproche vivement. Quant à M. de Talleyrand, qui ne se reproche jamais rien, il ne pense qu'à ressaisir le ministère, car il sait qu'on est indulgent pour le pouvoir et qu'on ne pend les ministres que lorsqu'ils ne le sont plus.

MM. Pasquier, Roy, Siméon, parleront-ils contre une loi qui est leur ouvrage et qu'ils ont léguée à leurs successeurs comme un don empoisonné?

1er mars.

J'ai passé plusieurs jours sans écrire : aucune nouvelle intéressante n'a circulé. Le public était fatigué de fêtes, de bals, de plaisirs, de politique. Il vient d'être réveillé par un coup de foudre, par l'annonce de la tentative du général Berton. L'infortuné! il a été, dit-on, réduit au désespoir par la suite d'injustices dont il s'est vu la victime. En violant le texte de la charte, en manquant aux promesses les plus solennelles, on l'a rayé du

tableau de l'armée; on l'a privé de la solde acquise au prix de son sang, et même de tout traitement de retraite; vainement il s'est adressé aux ministres, vainement il a porté ses plaintes à la chambre des députés; le silence des premiers, l'ordre du jour des seconds, voilà les réponses qu'il a obtenues. La police l'environnait en même temps d'espions qui envenimaient les plaintes que sa position lui arrachait, et qui donnaient une apparence hostile à ses démarches les plus simples. Voilà ce que disent des hommes qui, attribuant toutes les actions à l'intérêt personnel, ne voient qu'un désir de vengeance ou un calcul d'ambition, là où il faudrait voir de chimériques mais de patriotiques espérances.

J'ai entendu hier des personnes qui croient avoir développé une idée quand elles n'ont fait qu'un rapprochement, dire d'un air sententieux; « Le voilà entre le sort de Porlier et celui de » Riego » ! C'est une sottise! il pourra bien avoir le sort du premier, mais il ne pourra jamais jouer le rôle du second. L'Espagne savait ce qu'elle voulait, et en France il n'y a qu'un mécontentement plus ou moins vif de ce qui existe. Ce mécontentement s'évapore en paroles, et il y a trop de bonheur individuel pour qu'on s'engage dans la carrière périlleuse des actions. Nul doute qu'il n'y ait à Saumur beaucoup de libéraux; le général Berton a cru, qu'à la vue du drapeau tricolore, tous allaient courir aux armes et se joindre

à lui. Personne n'a bougé et il a dû se convaincre, qu'au moment d'une détermination aussi grave, les intérêts parlent à la généralité des hommes plus haut que les opinions. On veut bien crier contre le roi, crier contre les ministres, contre les nobles, contre les prêtres; mais on ne veut pas abandonner sa femme et ses enfans, quitter ses affaires, sa maison, et exposer sa fortune pour aller bivouaquer en plein-champ et faire le coup de fusil; dans tous les partis les hommes d'action sont rares.

2 mars.

Les bruits les plus contradictoires se répandent sur la tentative du général Berton : les uns le font fuir déguisé en paysan; les autres le placent à la tête de quatre ou cinq mille hommes et le dirigent sur Nantes, après s'être emparé d'Angers; on prétend que tous les fédérés sont prêts à se joindre à lui et que, dans quelques jours, il va se trouver général d'une grande armée. J'ai beau rappeler à ces gens, qui croient si facilement ce qu'ils désirent, qu'en 1815 on comptait aussi sur l'ardeur martiale de tous les fédérés et qu'il ne s'en est pas réuni un seul à la troupe que je commandais, on me répond que les temps sont changés, qu'alors il fallait se battre pour un homme et qu'aujourd'hui c'est le saint amour de la patrie qui enflamme tous les cœurs. Cet amour de la patrie fera des miracles, je le crois, mais l'instant n'est pas arrivé.

Ce qui devrait peut-être alarmer le gouvernement, c'est l'espèce d'insurrection de Paris contre les missionnaires. Cette fois l'irritation est dans la basse classe et j'ai entendu, dans les marchés, des propos qui m'ont étonné : « S'il ne faut qu'une » cocarde pour finir tout cela », disait une dame de la halle, « il ne sera pas difficile d'en trouver » une. » Les ministres sont réellement frappés d'aveuglement de vouloir ainsi lutter contre l'opinion ; ils croient pouvoir se reposer sur la force publique et ne savent pas que cette force pense comme le peuple, et qu'il peut arriver telle circonstance où l'organisation elle-même ne la contiendra pas. Il peuvent compter sans doute sur quelques officiers choisis dans ce que le parti ultra offre de plus exalté; mais cette exaltation même détruit la confiance des soldats, et, à la première lutte, on s'en apercevra peut-être.

Les discussions sont terminées à la chambre des pairs. Le discours de D...... a fait peu d'impression, il veut mettre en tout et partout tant de modération, qu'il est sans force et sans couleur; il dessine en miniature ce qui devait être tracé à grands traits sur les coupoles; on l'entend avec plaisir discuter dans son cabinet, mais il n'a pas les proportions qu'il faut à la tribune. Le discours de M. de Talleyrand a aussi trompé l'attente publique; c'est celui d'un courtisan qui boude mais qui veut redevenir ministre. Il a dû lui en coûter beaucoup pour oser dire : « Que la charte » n'était pas une concession, mais une obligation. »



3 mars.

Hier, au bal de M. Lafitte, les pairs se promenaient d'un air triomphant : la figure si calme, si innocente de M....., duc de T...... s'animait même d'un éclat inaccoutumé. Il est accouru à moi et tout étonné de ne pas recevoir mes félicitations, il m'a dit : « Vous ne savez donc pas que nous » avons rejeté l'article 2 de la loi sur les délits de » la presse et que nous avons rétabli le mot cons- » titutionnel. » Je n'ai pas voulu troubler la joie que lui causaient ces deux triomphes ; les éloges encouragent, et peut-être messieurs les pairs feront-ils mieux une autre fois.

Le changement fait à la loi est important sans doute ; mais la chambre haute ayant ajouté : « Les » droits que le roi tient de sa naissance, » il en résulte que pendant vingt ans Louis XVIII a été notre roi légitime et toute la France en état de rébellion. La victoire sera complète ; cependant si la preuve testimoniale contre les agens de l'autorité est admise, et si le jury est rétabli, alors une discussion intéressante recommencera dans la chambre des députés et le ministère pourra en être ébranlé. Les alliés n'en sont pas très-satisfaits. L'un d'eux disait l'autre jour : « Ces ministres ne » vont pas ; Corbière même qui n'est pas noble » s'avise de faire le modéré. « On voit que ces » messieurs ne veulent de plébéiens que pour » en faire des bourreaux ! »

M. Decazes est arrivé ; il a eu une longue con-

férence avec le roi. On en a conclu qu'il allait revenir au ministère; Foy ne le croit pas. Le roi au contraire a dit à M. Decazes qu'il était très-satisfait de la marche des choses, de la conduite et de l'habileté de ses ministres. Sa Majesté n'est pas difficile à contenter!

La guerre entre les Turcs et les Russes devient tous les jours plus problématique, sans cesser cependant d'être probable. L'Angleterre, l'Autriche et la France font tout pour l'empêcher, Alexandre paraît y répugner beaucoup. La princesse Razomousky qui loge à Pétersbourg dans le palais impérial écrit qu'on ne parle à la cour que du besoin de maintenir la paix et que la voix des Grecs égorgés ne parvient pas jusque sur les bords de la Newa. C'est peut-être une politique de l'autocrate qui est le plus dissimulé des hommes. Ch...., que j'ai vu, il y a deux jours, chez Sébastiani, et qui est un agent de Pozzo di Borgo, tient le même langage. Jusqu'à présent il avait annoncé la guerre comme inévitable, comme tellement voulue par la nation russe, qu'il serait impossible à son souverain de ne pas la faire.

J'ai vu hier soir le maréchal S....; il regarde l'entreprise de Berton comme une folie, mais il est convaincu qu'il faudrait opposer des obstacles à la contre-révolution qui s'avance enseignes déployées. Il m'a parlé d'une ligue du bien public qui pourrait devenir assez puissante pour obliger le roi à en prendre la direction. Nous avons bien

un Henri III faible, incertain, tremblant au moindre danger, mais je cherche en vain des Guises. Dans ce genre d'entreprise on a toujours des soldats : ce qui manque, ce sont des chefs assez estimés pour inspirer de la confiance, assez puissans pour commander l'obéissance. M. le maréchal S... s'abuse s'il se croit parvenu à ce point.

Il croit à un coup d'état; il craint le coup de pied du cerf mourant. Moi je suis bien convaincu que les alliés le méditent, je crois même qu'ils cherchent à l'organiser, mais ils reculeront au moment de l'exécution; le lendemain d'une Saint-Barthélemy serait un jour terrible pour la cour!

En traversant le premier salon de M. le maréchal, j'ai revu ce beau tableau de l'ascension de la vierge, chef-d'œuvre que Gros place, dit-on, au-dessus de tous les Raphaëls, et je me suis rappelé une histoire que l'on m'a racontée et que je raconte à mon tour. On dit qu'un amateur admirant ce tableau, osa demander au maréchal ce qu'il l'avait payé ?—Il ne me coûte que deux cordeliers. — Comment ? — Oui, deux cordeliers. Et l'excellence raconta à l'amateur que deux moines se trouvant compromis dans une conspiration allaient être pendus, quand la communauté offrit de les racheter par ce beau tableau. Le maréchal se laissa attendrir, il accepta le tableau et les deux cordeliers ne furent pas pendus.

5 mars.

Je crois qu'on donne trop d'importance au rejet de l'article 2 sur les délits de la presse. Manuel trouve que l'article tel que l'ont demandé les pairs est plus mauvais qu'il ne l'était avant, et que reconnaître dans le roi : « Le pouvoir de donner la » charte, c'est déclarer qu'il avait le pouvoir de » ne pas la donner et même qu'il a le pouvoir de » la retirer. »

Beaucoup de personnes qui voient un grand orage dans chaque petit nuage s'attendent à un changement de ministère et de système. Ils croient que le roi, qui s'est servi de la chambre des députés pour renverser M. de Richelieu, veut aujourd'hui se servir de la chambre des pairs pour renverser M. Villèle; on parle de M. de Talleyrand qui s'associerait messieurs Dessole, Decazes, etc. Cette agrégation me paraît impossible; il n'y a entre ces hommes aucun lien d'estime, d'affection ni d'intérêt : ils ne parviendraient pas à obtenir une majorité dans les chambres. Quelques membres du côté gauche qui redoutent les excès du pouvoir voudraient l'arracher à des mains ennemies, mais un grand nombre de députés libéraux aiment mieux le voir à des ultra, qui irritent la nation par l'abus qu'ils font de l'autorité, qu'à M. Decazes qui nous endormirait et ne manquerait pas de recommencer son jeu de bascule. Ce jeu convient à sa politique et surtout à ses moyens. Une de nos ex-excellences qui prétend le

bien connaître me disait hier : « Qu'il avait la plus » grande habileté pour agir sur les individus, » mais qu'il n'avait aucune action sur les masses; » qu'il était en cela l'opposé de M. le maréchal » St.-Cyr qui ne savait pas gagner un homme, » mais qui remuerait une nation. »

M. Louis trouve que notre position empire tous les jours. Nos plus grands ennemis sont, selon lui, les jésuites. Leurs progrès sont immenses et leurs projets le sont encore plus. Dans l'ancien régime, ils étaient combattus par les jansénistes, par les bénédictins, les jacobins, les oratoriens, etc., etc.; aujourd'hui ils sont seuls et dictent déjà des lois. Ce sont eux qui dirigent le comte d'Artois et la duchesse d'Angoulême. Ils font nommer les évêques et s'associent tout le bas clergé; ils trouvent le moyen de pénétrer dans l'intérieur des familles, alarment les consciences des mères, séduisent les jeunes filles, et mettent à profit toutes les faiblesses qu'ils découvrent, toutes les passions qu'ils excitent. M. Louis m'a cité plusieurs anecdotes qui prouvent la vérité de ses assertions. Il m'a assuré qu'il s'est fait cette année plus de prêtres que dans les six dernières années, que l'année prochaine il s'en fera plus encore et que cette sainte milice finira par nous envahir. Je ne puis pas croire à ce danger; je suis un peu comme Guliver, qui voyait en riant les Liliputiens l'attacher avec des fils de soie. Ces fils de soie devinrent pourtant des cordes qu'il ne pou-

vait pas rompre! Il y a peut-être autant de danger à trop mépriser ses ennemis qu'à trop les craindre.

7 mars.

Cent quatre-vingt-douze électeurs de l'arrondissement de Montauban m'ont donné leurs voix pour être député. Les menaces du pouvoir et les intrigues du préfet ont valu à mon concurrent 251 suffrages. C'est la seconde fois que je me trouve balotté avec un émigré! La Quotidienne prétend que des banquiers de Paris avaient envoyé de grosses sommes pour préparer mon élection; c'est me donner une importance que je n'ai pas. Les banquiers ne sont pas d'ailleurs si prompts à ouvrir leurs caisses, et quant à moi, je paierais pour garder mon indépendance et continuer de me livrer à mes goûts.

Quelques électeurs, parmi lesquels il y a plusieurs éligibles, m'ont écrit une lettre dans laquelle ils ont la bonté de louer: « la dignité de » mon caractère, l'inflexibilité de mes principes » et la constance qui me fait lier mon existence » aux intérêts d'une patrie que j'ai défendue avec » gloire. » Je leur ai répondu:

« Né plébeïen, fils d'un député à cette assem- » blée constituante qui a fondé la liberté parmi » nous, j'ai dû rester fidèle à ma cause, à mes af- » fections les plus douces! Soldat de la révolution » pouvais-je déserter les rangs de ses défenseurs, » oublier que j'ai versé mon sang pour elle, avouer

» que j'étais un rebelle quand je combattais pour » la patrie, et trahir ainsi ma vie toute entière ?

» Je ne mérite donc pas vos éloges, car je n'ai » rempli qu'un devoir ; mais je sens que j'aurais » justifié votre choix. Jaloux de remplir mon » mandat, j'aurais combattu de tous mes moyens » pour le maintien de toutes les institutions que » le roi a reconnues être une nécessité des temps » éclairés où nous vivons ; pour la conservation » et l'égalité des droits acquis par trente ans de » sacrifices ; pour le libre exercice de tous les cul- » tes, persuadé que je suis que tous les hommes » vertueux remplissent, quels que soient leurs » dogmes, les vues de la providence ; pour la pros- » périté du commerce et de l'industrie, car je veux » la richesse et le bonheur de mon pays aussi for- » tement que j'ai voulu sa gloire ; pour que le » trône repose sur la base large, compacte, iné- » branlable des intérêts généraux et non sur quel- » ques sommités factices qui pourraient l'entraîner » dans leur affaissement et peut-être dans leur » chute ; j'aurais combattu enfin pour que notre » belle France redevienne libre, forte et indépen- » dante, car sans une indépendance pleine, en- » tière, complète, il n'est pas de liberté, il n'est » même plus de nation. »

Je ne sais si cette profession de foi sera du goût de MM. les électeurs de Montauban ; mais je ne me déguiserai jamais pour plaire à un parti quelconque. Je veux des améliorations, mais non pas

un bouleversement. Je suis trop vieux pour m'embarquer sur la mer sans rivages d'une révolution. Je vois avec peine que cette crainte n'est pas générale, et qu'il est des hommes pour qui tous les moyens de salut sont bons et paraissent honorables. Si une révolution éclatait, je serais peut-être persécuté comme modéré; dans ma jeunesse, je l'ai bien été comme girondin.

On ne sait rien de l'entreprise du général Berton. Le silence des journaux ministériels est imité par les journaux de l'opposition; depuis la suppression de la censure, ils sont d'une prudence qui approche de la lâcheté. Des enfans à qui on vient d'ôter leurs lisières ne seraient pas plus circonspects! Ils le seront encore plus quand les lois sur la police des journaux auront passé à la chambre des pairs, où s'est évanouie tout à coup l'opposition qui s'y était formée contre le ministère. Deux ex-excellences, MM. D...... et P......, sont promptement rentrées dans leurs habitudes de soumission au pouvoir. Il serait fou de rien espérer de généreux de ces hommes auxquels il ne reste même pas l'énergie de l'ambition; ils sont, pour le caractère, au-dessous de M. de T.........

Aux rassemblemens contre les missionnaires ont succédé les rassemblemens des étudians des écoles de droit et de médecine; hier la gendarmerie les a chassés de la place Saint-Michel et des environs du Panthéon; ils ont parcouru plusieurs quartiers de Paris en criant vive la charte! C'est crier : vive la mort! ou vive un mort!

9 mars.

Les discussions sur le budget sont terminées ; le côté droit réfute les meilleures raisons des orateurs du côté gauche par les cris de clôture, par les rappels à l'ordre et par une précipitation indécente à voter selon le bon plaisir des ministres. On voit que ces messieurs profitent des dilapidations et qu'il en veulent la continuation. Le général Foy a en vain demandé qu'une loi réglât l'emploi des deux millions qu'on accorde à la chambre des pairs et qui sont distribués selon le plus ou le moins de docilité à voter avec les ministres; il avait en main la liste de ces dignes pairs qui se vendent à l'autorité et dont certains ont cent cinquante mille livres de rente et exercent des emplois très-lucratifs à la cour. Il l'agitait en l'air cette liste révélatrice aux cris du côté gauche qui demandait la lecture et du côté droit qui s'y opposait; elle n'a pas été lue, mais on me l'a promise et je signalerai ces noms parmi lesquels se trouveront bien sûr les renégats qui ont déserté les rangs de la vieille armée et trahi la patrie.

J'ai été samedi à l'audience du ministre de la guerre; c'était pour le remercier d'avoir ordonné le paiement de notre arriéré que Saint-Cyr et Latour-Maubourg avaient constamment refusé. Il est piquant de devoir cet acte de justice à un ministère ultra. Lobau était aussi dans la salle et

nous ne reconnaissions presque personne dans la foule de ceux qui étaient habillés en colonels et en généraux. Il semble que depuis cinq ans une génération a pris la place d'une autre génération. Tous les yeux se tournaient sur nous avec curiosité et inquiétude; ces sentimens ont redoublé quand S. Exc. m'a pris à part et a causé dix minutes avec moi. Tous ces militaires improvisés tremblaient que nous ne réclamassions notre héritage; qu'ils se tranquillisent : tant qu'il faudra escorter les missionnaires, sabrer les jeunes gens dans les rues et comprimer la juste indignation du peuple, on n'aura pas recours à nous. Si le canon gronde, si l'indépendance de la France est menacée, on nous trouvera prêts à combattre.

Je crois qu'on a tort de penser que tous les troubles de la capitale sont excités par le gouvernement; il ne faut peut-être accuser que sa maladresse et peut-être aussi la perfidie de ses agens de police qui veulent se rendre importans. Comment cette vile canaille ne franchirait-elle pas toutes les bornes quand on récompense par de l'avancement l'inspecteur qui a arrêté le général Demarçay; quand on ne craint pas de blesser ainsi la garde nationale de Paris dont trois colonels ont donné leur démission? Cet éloignement de tous les gens de bien devrait ouvrir les yeux du gouvernement; il ne fait que remplir les vues du parti ultra qui veut tout le pouvoir entre les mains de ses complices. L'exaltation et les indis-

crétions de ses journaux révèlent ses projets; il a la conscience de sa faiblesse et il voudrait effrayer par des crimes. Les hommes de 1815 sont tout étonnés de se trouver en place et de ne pas faire de victimes; en attendant ils commencent à épurer. On a renvoyé une vingtaine de courriers qui, sans doute, ont eu le tort de courir sous l'empire et de faire claquer leur fouet en apportant la nouvelle de quelque victoire. On a chassé aussi quelques directeurs des postes, qui ne sont pas assez exacts à décacheter les lettres et à en envoyer les extraits à qui de droit. Ces moyens inspirent autant d'indignation que de dégoût. Si ceux qui les emploient, croient consolider ainsi le trône des Bourbons et les rendre chers au peuple français, ils sont dans une grande erreur.

M. Decazes va partir pour Brunswick où sa femme a des propriétés. On décore cet exil sous l'apparence d'une mission diplomatique. Je n'ai point été lui faire de visite d'adieu, mais j'ai vu madame P......; je l'ai trouvée triste et rêveuse, vantant le bonheur de la retraite, les charmes de l'amitié, se plaignant de l'ennui des grands salons, des embarras des gens en place. Elle mériterait d'être heureuse; elle a toujours été bonne. Les faveurs de la fortune ne lui avaient pas fait oublier ses amis et elle les retrouvera fidèles au jour de sa disgrace. Son modeste logement, au fond d'une arrière-cour, auquel on n'arrive que par un petit escalier et un labyrinthe d'étroits

couloirs, dément, ce me semble, les bruits que l'on avait fait courir sur elle, ou constate au moins la puissance de l'opinion; cette opinion asservit même les gens privilégiés qui se croient en position ou en droit de la braver. Elle écraserait de son poids ceux ou celles qui useraient de la faveur pour faire une fortune scandaleuse. Dans cette succession rapide de ministres qui ne parviennent aux premières places que pour en être culbutés, on en citerait à peine un ou deux qui aient augmenté leur patrimoine de quelques centaines de mille francs; on ne révoit, on ne reverra plus ni les rapines d'un Fouquet, ni l'opulence d'un Mazarin, ni le luxe effronté d'une comtesse Dubarry.

Monsieur est malade et garde ses appartemens. S'il mourait, le règne des ultra, la puissance de Madame, le gouvernement occulte perdraient, dit-on, leur plus ferme appui. Le duc d'Angoulême fait le libéral, il affecte de blâmer hautement la marche du ministère. Malheureuse nation dont les destinées dépendent d'un homme, et qui ne sent pas le besoin de les mettre sous la protection des institutions!

Les discours du côté gauche fatiguent les ministres et irritent au dernier point le côté droit qui ne répond aux traits dont on l'accable que par des vociférations et des insultes. B. Constant a passé en revue notre situation intérieure et extérieure; partout il a trouvé ignorance et mauvaise

foi. Des murmures ont interrompu la partie de son discours où il reprochait au gouvernement de se traîner honteusement à la suite de la sainte alliance, au lieu de marcher à la tête des gouvernemens constitutionnels. Girardin, qui lui a succédé à la tribune, a appelé les missionnaires les contrebandiers de l'église. Ce mot a fait fortune.

A propos de Girardin, j'ai rencontré hier un homme qui, aide-de-camp de Berthier, et chargé de son chenil et de ses écuries, est devenu par sa protection lieutenant-général. N'ayant d'autre talent que celui de l'intrigue et de la bassesse, il n'a pas cessé d'être employé. Il chassait avec Napoléon et avec Berthier; il a chassé avec le duc de Berry; il chasse avec le comte d'Artois et le duc d'Angoulême; il suit la meute et n'a, comme elle, d'autre opinion que de courir après la curée. Il disait hier avec ingénuité : « J'aime les ministres, j'aime les hommes qui donnent de l'argent et des places. J'ai, avec mes appointemens, quatre-vingt-quinze mille livres de rente et je n'ai pas un sou de reste. » Ce serait un bon député du centre.

Les fonds publics ont un peu fléchi et sont tombés de 91 à 88. C'est un singulier spectacle qu'une séance de la bourse! Imaginez trois ou quatre cents escrocs, les plus honnêtes gens du monde, hors de là; partagés en deux bandes dont les uns jouent à la hausse et les autres à la baisse, cherchant mutuellement à se mettre les mains

dans les poches. Que de fausses nouvelles, que de contes ridicules on met en circulation! Les uns vous annoncent que Berton s'est emparé de Nantes, qu'Alexandre est parti de Saint-Pétersbourg, que les armées russes ont passé le Pruth, que l'Angleterre somme la France de fournir deux cent mille hommes, que Ferdinand vient d'être mis en accusation par les cortès, que le drapeau tricolore flotte à Strasbourg. Ecoutez un joueur à la hausse. La paix ne sera pas troublée, la sainte alliance est plus décidée que jamais à maintenir les peuples dans l'obéissance, les armées de la foi sont les plus fortes en Espagne, Berton s'est embarqué, la paix et le bonheur règnent dans toute la France, le roi se porte à merveille, Monsieur guérit, le duc de Bordeaux fait ses dents, tout nous annonce un avenir prospère. Cependant on remarque que les agens de quelques banquiers étrangers cherchent à vendre; d'autres achètent au nom redoutable de R......... qui reçoit toujours à propos des courriers de Vienne et de Francfort. Que faire, que penser au milieu de ce dédale où presque tous les joueurs ont les yeux bandés et courent au hasard, tandis que quelques fripons, mieux instruits, jouent à jeu sûr et ne font pas une démarche inutile?

16 mars.

J'ai eu quelques détails sur ce qui s'est passé à la chambre des pairs et sur l'échec qu'y a

reçu M. de Peyronnet. M. de Lally-Tolendal avait dit, dans la discussion sur les journaux, qu'il ne suffisait pas d'emporter des lois à l'aide d'un petit nombre de voix; que ces lois étaient discutées au dehors des chambres et qu'il fallait qu'elles eussent l'assentiment national. M. le garde des sceaux est monté à la tribune et a dit qu'il ne se serait pas attendu qu'on cherchât un appui *dans un groupe de factieux, dans des rassemblemens séditieux, dans les opinions anarchiques des ennemis du trône et de l'autel.* Des murmures, des cris à l'ordre, et même des cris à la porte ont retenti dans toutes les parties de la salle. Le ministre confus, intimidé, a croisé les bras sur sa poitrine, et dans cette attitude de repentir, il a fait des excuses à M. de Lally qui, je ne sais trop pourquoi, s'est cru obligé de remonter à la tribune pour y faire une fort inutile apologie de ses principes, de son amour pour le roi et de son dévoûment de tous les temps à la monarchie. Il aurait dû dire comme Mirabeau : « Ces traits partent de trop bas pour arriver jusqu'à moi. »

Je viens de voir un habitant de Saumur, qui est parti, il y a deux jours, de cette ville et qui s'y trouvait au moment de la tentative du général Berton. Il prétend que ce dernier avait beaucoup d'intelligences à Angers, à Nantes, à Rennes et dans toute la Bretagne, et que s'il avait réussi à s'emparer de Saumur, vingt mille

hommes l'auraient rejoint. Si on ne s'est pas prononcé quand il a paru, c'est qu'il n'avait pas une force assez imposante; au lieu de se présenter avec cent cinquante hommes mal équipés, mal armés, il eût dû courir les villages et les hameaux, y réunir mille à douze cents vieux soldats et arriver ensuite avec une force capable d'imposer. Déjà il avait intimidé le maire et la garnison en annonçant qu'il était suivi de trois mille hommes qui amenaient de l'artillerie; c'est à minuit seulement qu'il renvoya son infanterie; et lui, resta en position pour la couvrir, avec quelques cavaliers, jusqu'à trois heures du matin. Alors il se dirigea sur Thouars, et, avant d'y arriver, il se sépara de sa petite troupe, acheta un habit de paysan et se réfugia dans quelque retraite où il sera, j'espère, difficile de le trouver.

Il me semble que si, au lieu d'arriver en plein jour, il se fût caché aux environs de Saumur et que tombant brusquement sur le fort, où il n'y avait qu'une garnison de quarante hommes, au moment où on ouvrait les portes, il s'en fût emparé, son entreprise commençant par un coup d'éclat, aurait pu avoir une autre issue. La ville de Saumur, les campagnes environnantes se seraient peut-être prononcées pour lui, et l'incendie aurait pu s'étendre.

Dans la dernière séance on avait proposé de réduire de cent cinquante mille francs à cent

mille francs le traitement de messieurs les ministres. Chauvelin avait dit qu'il ne doutait pas que les ministres ne s'empressassent de voter pour cette réduction. Quand on est allé aux voix, le côté gauche a en vain crié : « Allons donc, messieurs les ministres, levez-vous! » Les ministres sont restés assis, et la moindre rougeur n'a pas coloré leurs fronts.

La session sera terminée dans trois semaines. On vous renverra avant un mois, disais-je hier, chez madame Davilliers, à M. de Lafayette. « Il est » possible, m'a-t-il répondu, que je ne soispas de » ceux que l'on renverra. Je suis sûr que les » ministres ont signé des actes d'accusation » contre quelques-uns de nous et je dois être » du nombre. Oseront-ils les soumettre à la » chambre des députés? Cinq huitièmes de la » chambre des pairs sont-ils décidés à nous assassiner? j'en doute. Quoi qu'il en soit, si le » sang de nouveaux Sydneys, de nouveaux Russels peut être utile au triomphe de la liberté, » ne me regrettez pas... » et, en parlant ainsi, le calme le plus parfait régnait sur sa belle figure, le sourire était sur ses lèvres; un martyr prêt à mourir pour la foi, et voyant devant lui les cieux ouverts, n'aurait pas plus de résignation.

On ne parle plus de convoquer une nouvelle session au mois de juin. Les ministres en ont assez pour cette année. Les esprits sont trop

agités, les cœurs trop aigris pour qu'ils hasardent l'appel d'un nouveau cinquième.

Trois négocians anglais qui avaient donné un grand dîner à deux envoyés de la république de Colombie, dîner auquel ont assisté quelques membres du côté gauche, viennent d'être mis en arrestation. Est-ce que les ministres ne veulent pas que les députés acceptent d'autres dîners que les leurs?

Le ministre de la guerre ne présentera pas cette année ses beaux projets de changement à la loi de recrutement. M. Lainé en a fait voir tout le danger dans un conseil où il a été appelé; c'est dommage, nous aurions eu des débats bien intéressans!

Il paraît que le parti ajourne encore la demande d'une indemnité pour les émigrés et le rétablissement du droit d'aînesse qui est indispensable pour consolider les grandes propriétés, et les immobiliser dans les familles électorales et éligibles. Ce n'est pas assez que l'aristocratie triomphe en ce moment, il faut lui donner des racines profondes qui assurent sa durée. Le partage égal entre les enfans, favorise trop la petite propriété, et il faut pour de bonnes raisons, selon ces messieurs, restreindre au plus petit nombre possible les électeurs sur lesquels il sera alors plus facile d'agir. M. Lainé, avec qui j'ai un jour discuté cette question, pense qu'il sera presqu'impossible de revenir à l'ancien ordre de choses. On trou-

vera surtout un obstacle dans l'opinion des mères me disait-il, et même des mères du faubourg St-Germain; elles pensent là-dessus comme celles du faubourg St-Denis.

20 mars.

La séance du 19 mars a été d'un grand intérêt. Foy a fait un discours étincelant de beautés; il a déplu, il devait déplaire au côté droit qui n'a pas voulu en ordonner l'impression. Le passage qui a excité ses murmures est celui où l'orateur, après avoir dit « que la France nouvelle est une terre d'égalité, s'étonne de ce que les hommes de la France ancienne, c'est-à-dire les amis des privilèges, sont les seuls qui la représentent, dans les pays étrangers, où ils ne manquent pas de s'associer personnellement à cette grande ligue de l'aristocratie qui a envahi tous les cabinets de l'Europe. »

Il me semble que le passage suivant aurait dû mériter à l'orateur les suffrages des vrais royalistes : « Nulle part en Europe le pouvoir monar- » chique, considéré isolément et en lui-même, » n'est l'objet d'aucune prévention défavorable; » et pour lui attribuer respect, amour, fidélité, » les peuples ne demandent que de lui voir rom- » pre tout pacte avec l'aristocratie. »

Mais le parti royaliste est presque nul dans la chambre. Ce sont les ultra qui sont les maîtres; ils conspirent à l'extérieur, ils intriguent dans le

palais, ils dominent à la chambre des pairs, ils ont la majorité dans la chambre des députés!

Sébastiani a pris ensuite la parole et a signalé le danger dont nous menaçaient les fortifications élevées avec tant de dépense à Mons, à Namur, à Tournay, à Liège, à Cologne et à Coblentz; fortifications dont la plupart étaient plus offensives que défensives; il aurait pu parler aussi des immenses ouvrages qu'on élève à Gorcum; des places de Gerthruydemberg et de Breda qu'on répare. Le général anglais, inspecteur de la sainte-alliance, qui vient chaque année constater l'état de ces travaux, semble toujours croire que la France va de nouveau attaquer ses voisins.

Parlant de l'Espagne, l'orateur a rappelé le temps où les écrivains d'un certain parti qui ne voit de repos que dans la servitude et d'habileté que dans le despotisme, vantaient la fermeté de Ferdinand et la représentaient comme un modèle à suivre. Et tout le monde s'est rappelé la plaisante exclamation de M. de Pradt qui s'écriait lorsque Quiroga et Riégo proclamaient la liberté dans la Péninsule. « Qu'il parte maintenant ce » brillant chevalier, l'épée de Rodrigue à la main » et sa Chimène sous le bras; le prince qui a suivi » ses conseils a besoin de son secours. »

Sébastiani qui a long-temps habité Constantinople, a représenté l'empire ottoman comme voisin de sa chute, et cette grande catastrophe est bien moins le résultat de l'insurrection des Grecs

que de ses propres institutions. « Les institutions » de Mahomet II, a-t-il dit, admirables pour » une nation conquérante, sont devenues incom- » patibles avec une nation pacifique. Les décrets » du sultan sont datés encore de l'étrier impérial, » mais ils sont dictés dans un sénat voluptueux, » et exécutés par des esclaves efféminés et mu- » tilés. »

Jamais question plus importante n'avait été traitée à une tribune et l'inepte côté droit a daigné à peine écouter l'orateur, et l'a interrompu quand il a demandé : « Dans le cas où les Russes » aideront les Grecs, que deviendront la Molda- » vie, la Valachie, la Bulgarie, la Servie, la Bos- » nie, l'Albanie, la Grèce, la Macédoine, la Thes- » salie, la Thrace, et en un mot toute la Turquie » européenne?

» Et cette guerre n'embrassera pas seulement » l'Europe, mais toute l'Asie Mineure; car pour » posséder Constantinople et les Dardanelles, il » faut posséder la Bythinie, et pour conserver les » Iles de l'Archipel, il faut conquérir les côtes de » la Baramanie. »

M. Lainé a répondu par une brillante improvisation aux orateurs de l'opposition. Son but était de défendre l'ancien ministère; et parmi les services qu'il a rendus à la France, M. Lainé a cité la conservation de l'intégrité du territoire que les alliés étaient disposés à ne pas respecter. « J'ai » vu, a-t-il dit, la carte de notre France réduite

» selon ces projets ». C'est la première fois qu'on a fait de tels aveux, et il y a du courage et du patriotisme à les faire. Qu'on nous parle après cela du noble désintéressement des alliés, qu'on se vante d'avoir marché dans leurs rangs, qu'on nous blâme de les avoir combattus! Ah! que tout ce qui porte le nom de Français repousse leur funeste intervention et s'arme pour défendre le sol de la patrie! Ces projets de partage sont anciens, ils avaient été arrêtés à Pavie et à Pilnitz. Alors la Flandre, et toutes les conquêtes faites par Louis XIV dans les Pays-Bas, devaient dédommager la maison Palatine de la cession de la Bavière que l'Autriche n'a pas cessé de convoiter, et l'Alsace devait revenir à l'empire. Nous lui avons déjà cédé Landau.) La Lorraine devenait un apanage pour l'archiduchesse Christine; la Suisse envahissait une partie de la Franche-Comté; et la Bresse, le pays de Gex et le Dauphiné tout entier, étaient joints au Piémont. Le Béarn, le Roussillon et la Corse auraient dédommagé l'Espagne des frais de cette guerre.

Il serait curieux de savoir si la sainte-alliance était plus ou moins exigeante et si l'Angleterre consentait à jouer encore le rôle de puissance copartageante, que lui reprochaient avec tant de véhémence lord Stanhope, lord Landerdale et surtout lord Landsdown? Sa politique le lui interdisait sans doute; mais qu'importe sa politique quand le ressentiment du passé, la haine du

présent, la crainte de l'avenir parlent aux ministres d'une nation toujours jalouse de notre bonheur?

Le bruit de la mise en accusation de plusieurs députés semble se confirmer; on assure que le nombre en a été réduit de neuf à cinq et que ces cinq sont messieurs Lafayette, Manuel, d'Argenson, Corcelles et Turckeim. Il est sûr que les informations pour l'affaire de Béfort sont terminées depuis dix à douze jours, et que depuis cette époque on en a fait à Paris. Les domestiques, les portiers sont interrogés; on voudrait trouver des preuves et on ne trouvera que des préventions: ce sera assez pour la haine. Les ministres proposeront-ils la mise en accusation à la chambre, ou attendront-ils la fin de la session pour faire arrêter ces députés et les envoyer devant la chambre des pairs? Des jurisconsultes prétendent qu'ils le peuvent sans blesser le principe de l'inviolabilité; je doute qu'ils réussissent à les faire condamner, mais il profiteront de la terreur qu'imprimera ce coup d'état pour avoir des nominations moins hostiles. S'il y avait plus d'énergie en France, ce serait une raison de leur opposer des hommes aussi courageux que ceux qu'ils veulent proscrire.

Manuel a parlé hier à la tribune des accusations et des supplices dont on le menace, avec une stoïque indifférence; il faudrait en parler plus souvent encore. Ce serait un moyen

d'alarmer les amis de la liberté et de créer des résistances. Ce sera un spectacle étrange de voir un homme, comme M. Lafayette, accusé par un homme comme M. de Peyronnet!

24 mars.

M. D........, avec qui j'ai passé une partie de la soirée, m'a paru calme et même joyeux; il est seulement surpris que la tranquillité règne partout, et que ce qu'on appelle l'opinion publique, ne fasse pas justice de ce qu'elle réprouve. Cela m'a rappelé le sujet ordinaire de nos discussions avec l'abbé Sieyes, que je voyais presque tous les soirs à Bruxelles, pendant mon exil. Il me disait aussi : « que l'opinion est la reine du monde », et moi je soutenais que c'était l'organisation. Je lui disais que j'avais commandé quatre ou cinq cent mille Calabrais, dont l'opinion m'était bien contraire, avec l'aide de quatre ou cinq mille hommes; que quelques milliers de Francs, venus des forêts de la Germanie, s'étaient rendus maîtres des Gaules, malgré l'opinion bien prononcée de plusieurs millions de Gaulois; que Charles-Quint avait établi le gouvernement absolu en Espagne en étouffant l'opinion des Aragonnais et des Castillans; que toutes les pages de l'histoire ancienne et de l'histoire moderne prouvaient que l'opinion, fût-elle générale, fût-elle universelle, pouvait être comprimée suivant le bon plaisir

des gouvernemens. Je ne sais si mes argumens convainquirent le spirituel abbé, mais je fus fort surpris, et tout fier, de l'entendre un jour ajouter une épithète à ce redoutable mot opinion et cette épithète était : armée. Eh! à présent, lui dis-je, je ne disputerai plus, car l'opinion armée, c'est la force, et la force est bien la reine du monde.

Il est cependant une espèce de gouvernement où l'opinion a une grande puissance; c'est le gouvernement représentatif : elle agit alors par le moyen des élections; elle se manifeste à l'aide d'une organisation établie par la loi; mais, je le répète, l'opinion, quand elle n'est pas appuyée par la force, quand elle se compose des pensées d'êtres isolés, qui n'ont aucun moyen de se réunir, est un agent peu actif, et une base peu solide. Ce sont des grains de sable; leur réunion, leur organisation pourrait en faire des masses de granit.

25 mars.

Le bruit d'un complot découvert à la Rochelle, s'est répandu hier au soir. On prétend qu'un sous-officier, qui était au nombre des conspirateurs, a tout révélé au colonel : il n'a pas voulu consentir à l'assassinat de son chef dont la mort était résolue. Quatorze sous-officiers ont été arrêtés et tous portaient dans leurs guêtres de petits poignards pour frapper, au

signal donné, les officiers dont on voulait se défaire. Le régiment devait ensuite se porter sur Rochefort où les corps de la marine les auraient joints. Plusieurs avaient des billets de banque dans leurs sacs. Le général Defrance, qui était présent, quand Belliard nous racontait ces détails, dit que ce régiment était à Paris lors des troubles de juin, que le colonel était un intrigant, et qu'il pariait que le sous-officier délateur était un drôle qui avait déjà, à cette époque, voulu faire une semblable équipée. Dans quel cloaque impur nous vivons! quels misérables que ces chefs qui font conspirer leurs soldats pour avoir de l'avancement! quel gouvernement que celui qui récompense de pareils hommes!

On annonce que la conspiration de Béfort s'évapore en fumée. Le colonel Pailhès a rétracté des aveux qu'il avait faits dans le premier moment de trouble et dans un état de santé qui ne lui permettait pas de corroborer ses idées. L'opinion, dont je ne conteste pas toujours la puissance, est d'ailleurs si fortement prononcée dans le département du Haut-Rhin, que le préfet ne pourra pas trouver de jurés qui condamnent les accusés.

J'ai vu hier un officier piémontais qui a été obligé de quitter sa patrie par suite des derniers événemens. Il en attribue la funeste issue au prince de Carignan qui, par trois fois, a trahi les hommes qui s'étaient fiés à lui; il l'attribue

aussi à la folle confiance des patriotes qui laissèrent en place tous les agens de l'ancien gouvernement. Le peuple était très-bien disposé, mais il n'a pris aucune part active à l'insurrection. Le dernier roi qui, comme on le sait, se démit de l'autorité à cette époque, en faveur de son frère, s'en repent dans ce moment. Les conseils qu'il a donnés pour que le gouvernement se conduisît avec plus de douceur, ont été mal reçus, et on lui a refusé la permission de quitter Modène pour aller habiter la ville de Gênes. Quant au prince de Carignan, auteur de tous les maux de sa patrie, il vit dans la retraite à Florence. Mille poignards menaceraient ses jours s'il osait se présenter à Turin.

La grande faute que commirent les Piémontais en 1821, fut de ne pas marcher de suite sur Milan, et de ne pas mettre ainsi toute l'Italie en feu. Les Savoyards, aidés de quelques troupes de ligne, auraient dû se porter en même temps sur Grenoble, et faire flotter, aux yeux des Français, le drapeau de l'indépendance.

D'après cet officier, le mécontentement des Italiens va toujours croissant, les impôts sont intolérables, et comme dirait M. de Talleyrand, « impayables », dans le Piémont; et le peuple touche à ce moment de désespoir où le sentiment de ses maux est tellement poignant qu'on hasarde tout pour s'en délivrer. Il se trompe peut-être!

C'est une consolation que la providence donne aux proscrits de tous les temps, et de tous les pays; elle a soutenu vingt ans les émigrés français, et dans les quatre ans que j'ai passés en exil, de folles espérances venaient aussi chaque jour caresser mon réveil et me bercer au moment où le sommeil fermait ma paupière. Je me suis bien gardé d'ôter ces illusions à ce malheureux jeune homme; l'hémistiche de Saint-Lambert, « espérer c'est jouir, » n'est peut-être pas vrai, mais espérer c'est moins souffrir. Eh comme il souffre celui qui, chassé de sa patrie, mange le pain amer de l'étranger! Cicéron qui sut mourir avec tant de courage, lui qui dit froidement au centurion Lena, en lui présentant la tête : « montre ton savoir faire, » n'eut pas la force de supporter l'exil; il s'écriait : « *Possum oblivisci qui fuerim, non sentire qui sim : quo caream honore.* » César jouissait de son peu de résignation et Atticus lui-même le lui reprochait, c'était une suprême injustice : ils jugeaient d'après leurs ames que dévoraient d'autres passions, et l'amour de la patrie était le seul sentiment qui enflammât l'orateur romain. Il devait donc s'affliger de ne pouvoir lui être utile encore, lui qui l'avait sauvée.

Girardin s'est plaint, dans la chambre des députés, des outrages exercés envers les cendres de Voltaire et de Rousseau qu'on a ôtées des caveaux de Ste-Geneviève, où un décret de l'assemblée

constituante les avait placées. Le côté droit lui a répondu par des murmures; les ultra ont ri, quand l'orateur a rappelé que la mémoire de Rousseau avait protégé Ermenonville pendant l'occupation des troupes étrangères, et que Blücher avait ordonné que ce village serait libre de tout cantonnement..... « Les grands hommes » font toujours le malheur de leur pays, a dit » M. Piet, et Girardin a répondu : « Vous êtes » bien heureux, M. Piet, la France n'a rien à re- » douter de vous. » Le côté droit, composé de hobereaux des départemens, se montre chaque jour plus ignorant, plus intolérant, et moins Français. Il vend ses voix aux ministres et les importune par des demandes continuelles de pensions et de places. Cette fureur de courir après les emplois, est portée à un point dont on peut se faire une idée par l'anecdote suivante que je tiens du colonel Lariboissière, gendre de M. Roy, ancien ministre des finances.

Au mois de septembre 1820, le roi dit au ministre des finances qu'il voulait donner une place alors vacante à un grand personnage qu'il lui indique. Sire, répond le ministre, votre majesté me l'a déjà demandée pour quarante personnes, les princes de sa maison pour onze cents auxquelles ils paraissaient prendre un vif intérêt, et j'ai dans mes cartons des demandes de quinze mille individus qui tous prétendent avoir des droits et des titres à cette place : en ce cas, dit le roi

étonné, « nommez qui vous voudrez. » Comment établir un gouvernement représentatif dans un pays où le gouvernement a tant de places à donner et où tant de gens courent après ces places! La chambre des pairs n'en est pas moins avide que la chambre des députés. Aussi bien des jeunes pairs sans fortune se hâtent-ils de se ranger sous la bannière ministérielle : leur manque d'énergie, de talens et d'esprit est une critique bien forte de l'hérédité de ces hautes fonctions.

CHAPITRE III.

Les trois millions de Masséna. Tacite. Madame Joseph Bonaparte. M. Say. Sur l'état de l'Angleterre. Cambacérès. Ce que craignait Napoléon. Les coupables du 3 nivôse. Guerre entre les Russes et les Turcs. Le cimetière du Père La Chaise. Les aveux de M. Dudon.

27 mars.

Je viens de saluer la tombe du brave et bon maréchal Pérignon : c'était un homme plein de courage, de finesse et d'esprit. Dans la guerre de la révolution il avait succédé, en Espagne, au général Dugommier; il avait pris les deux fortes places de Figuières et de Roses, il s'était aussi distingué à la bataille de Novi où il fut grièvement blessé et fait prisonnier. L'Empereur le nomma gouverneur de Parme où il eut des disputes très-vives de préséance avec le préfet qu'il fut obligé de consigner à la porte de l'église pour l'obliger à se rendre chez lui les jours de cérémonie. Le préfet écrivit pour se plaindre, et Pérignon répondit au printemps de 1807 : « Votre lettre m'a d'abord étonné, mais

» je me suis rappelé que nous sommes dans la » saison où, l'année dernière, vous m'écrivîtes » tant d'extravagances. « J'ai beaucoup connu le maréchal à Naples; il y était aimé pour la gaîté et les dehors de bonhomie qui voilaient tout juste assez sa malice gasconne. J'ai toujours cultivé son amitié, et le jour même où j'arrivais à Paris, à ma rentrée d'exil, sa famille me chargea de faire son oraison funèbre. Qu'il dorme en paix, il n'a fait que du bien sur la terre.

Sa tombe modeste est auprès du superbe mausolée, élevé au maréchal Masséna, que j'ai aussi beaucoup connu à Naples. C'est sous ses ordres que j'ai fait le siège de Gaëte, et, après le siège, le roi Joseph me chargea auprès de lui d'une commission bien désagréable. Le roi me fit appeler un soir à onze heures et me dit : « Le maréchal déteste mon chef d'état-ma» jor Berthier, mais il a beaucoup d'amitié pour » vous; et je vous ai choisi pour lui annoncer » que l'Empereur a fait saisir et confisquer trois » millions que Masséna avait déposés chez un » banquier de Gênes; ces trois millions provien» nent d'échanges de monnaies faits dans les » provinces vénitiennes, et le vice-roi s'en est » plaint comme d'une exaction. » Cette commission était délicate, je priai en vain le roi de la confier à un autre; il insista; je dus obéir. Me voilà donc à minuit au palais Acton, errant

à la faible lueur d'une lampe à moitié éteinte, dans une grande salle qui servait d'antichambre à la chambre à coucher du maréchal. Je frappe trois fois à sa porte d'une main timide, je me nomme à demi-voix, et il vient m'ouvrir, coiffé d'un bonnet de coton et enveloppé dans une grande robe de taffetas vert. — Monsieur le maréchal, je suis chargé par le roi de vous annoncer une bien mauvaise nouvelle. — Qu'est-ce? parle. — C'est bien malgré moi que j'ai accepté une mission aussi désagréable. — parle-donc, viens-tu m'arrêter? — Ah! monsieur le maréchal, je me serais plutôt brûlé la cervelle devant votre palais que d'exécuter un pareil ordre. — Qu'as-tu donc à me dire? parle; je suis résigné à tout. » Je lui expliquai alors les ordres de l'Empereur; ses yeux étincelèrent de fureur; il se maîtrisa pourtant et me dit ces mots que je n'ai jamais oubliés : « Tous » les guerriers, depuis Romulus, ont fait leur » fortune en versant leur sang pour leur pays. » L'Empereur croit donc que nous ne nous bat- » tons que pour l'assurer sur le trône et don- » ner un royaume à ce freluquet de vice-roi » d'Italie? Ce n'est pas pour moi que je veux » de l'argent; Masséna n'a pas oublié qu'il fut » soldat et qu'il vécut avec cinq sous par jour; je » saurais vivre encore avec ma solde, mais le luxe » nous a envahis; l'Empereur nous a donné des » titres, un rang à soutenir, et mes enfans ont

» été élevés dans le faste, qui sera un besoin pour » eux. » Je cherchai à le consoler par des lieux communs; je lui dis que les grands hommes de tous les temps avaient été persécutés; je l'engageai à lire Plutarque, à peu près comme le valet du joueur engage son maître à lire Sénèque. « Je » le lirai, me dit-il d'une voix forte; mais je » lirai aussi Tacite, entends-tu, Tacite »; et, en prononçant ces derniers mots, il me serra la main, et je lus dans son ame qu'il trouvait cet acte de despotisme aussi cruel que ceux des empereurs qui opprimèrent Rome.

Me voilà bien loin de Paris, bien loin du cercle de M. le maréchal Soult, chez lequel j'ai passé ma soirée hier; hâtons-nous d'y revenir.

Les patriotes paraissent découragés; les députés se lassent de tonner à une tribune qui ne trouve pas encore d'échos en France. Le ministère continue sa marche; il ne veut laisser en place que des hommes purement monarchiques. M. Malouet, préfet du Bas-Rhin, est remplacé, dit-on, par M. Vaulchier, membre du côté droit. On annonce aussi le changement ou la destitution de M. Desbrosses, préfet de Nantes. Il a convoqué la garde nationale, il lui a fait une harangue qu'il a terminée par le cri de vive le roi! on a répondu par le cri de vive la charte! Mais ce cri paraît maintenant séditieux, et l'autorité s'en trouve offensée; de semblables acclamations devraient cependant paraître un acte de recon-

naissance envers le roi qui nous a donné la charte. Serait-ce insulter Dieu que de crier : vive l'évangile !

En entrant hier chez le maréchal S...., j'ai vu un buste colossal en bronze, appuyé contre le mur de son premier salon ; je me suis approché et j'ai cru reconnaître quelques-uns de ses traits, mais adoucis et embellis par une main savante. Le maréchal causait avec M. de Norvins, et il s'est interrompu pour me dire : « Je » faisais à monsieur l'histoire de la colonne. » Je crus qu'il allait parler de la colonne de Quiberon, et je m'étonnais de cette inutile humilité, mais il ajouta : « de la colonne de Bou» logne », et il raconta que son corps d'armée s'était cotisé et avait payé quinze cent mille francs pour élever ce monument à l'Empereur ; qu'il allait être terminé au moment de la restauration, et que les bronzes, coulés par Bozio, étaient de la plus grande beauté. C'est de ces bronzes, qui devaient orner le piédestal, qu'on a tiré le buste dont je viens de parler ; nous l'avons examiné dans le plus grand détail. Le maréchal se plaignait beaucoup qu'on lui eût fait payer deux cent cinquante-trois francs et quinze centimes qui étaient le prix de la matière, car, disait-il, « je l'ai déjà payé une fois », et voilà la seule plainte qu'il ait faite contre la destruction de ce beau monument, qui aurait rappelé à nos derniers neveux l'époque où des

péniches et des bateaux plats jetèrent une terreur si profonde chez notre ancienne ennemie! La gloire acquise pendant notre révolution est donc un crime! Nous sommes donc comme les Carthaginois après la prise de leur capitale, destinés à voir détruire tous nos monumens, et peut-être à voir brûler les livres qui rappellent les hauts faits de nos armées! Chaque jour nous apprend que ceux qui nous gouvernent croient nous avoir vaincus, et qu'ils ne sont pas des vainqueurs généreux.

L'époque où le maréchal S.... élevait une colonne à Boulogne, était celle des monumens de ce genre. Marmont, qui commandait alors en Hollande, fit aussi élever une énorme pyramide dans un camp que son armée occupait auprès d'Utrecht; mais elle était fondée sur le sable, comme la fidélité et la reconnaissance de celui qui l'avait érigée. Il reste à peine quelques vestiges de la pyramide; que reste-t-il des sentimens de Marmont?

29 mars.

Grande terreur à la bourse, grands bavardages sur les boulevards! Les fonds sont tombés hier de 90 fr. 75 à 88 fr. 75. D'où vient cela? Devinez ou plutôt choisissez; voici tout ce qu'on m'a dit : le drapeau tricolore flotte à Brest sur les remparts et sur tous les vaisseaux qui sont en rade. — Deux bataillons de Saint-Jean-de-Luz sont allés rejoindre le général Berton, qui

est arrivé en Espagne. — Tous les paysans de la Picardie se sont soulevés et ont poussé, la torche à la main, le cri de : Guerre aux châteaux ! — Lyon et Grenoble se sont soulevés. — Les Russes ont enfin passé le Pruth, et, en Angleterre, on a commencé la presse des matelots. Que de mensonges ! Cependant je crois à la guerre contre les Turcs; mais nous n'en sommes pas encore là.

Le Pilote, journal peu répandu, annonce que la comtesse de Survilliers (madame Joseph Bonaparte), refusant obstinément d'aller rejoindre en Amérique son mari détrôné, celui-ci lui a retiré son apanage; c'est-à-dire, probablement la pension qu'il lui faisait. C'est un atroce mensonge ! il est affreux de parler ainsi au public d'une femme vertueuse, qui aima et chercha toujours l'obscurité, et d'en parler pour la calomnier. Personne n'ignore que pendant que son mari occupa les trônes de Naples et d'Espagne, la reine trouva les moyens de se soustraire au poids de tant de grandeurs, et qu'elle resta à Paris dans une modeste retraite, dévouant sa vie à l'éducation de ses enfans et à l'exercice de toutes les vertus. Si aux temps du malheur elle ne s'est pas attachée aux pas de celui qu'elle n'avait pas suivi dans sa prospérité, sa santé seule en est cause. Elle est dans un tel état de délabrement, que les médecins de Francfort et de Bruxelles

ont déclaré qu'une navigation de huit jours la mettrait au tombeau. Cet article est également calomnieux pour Joseph : il a toujours eu pour la reine un respect religieux et une profonde tendresse, et il ne lui serait pas possible de recourir à des mesures de rigueur, quand même il aurait de justes sujets de plaintes : son cœur s'y opposerait : sa bonté va jusqu'à la faiblesse. On devrait s'abstenir de parler d'une famille tombée de si haut : une telle chute fait des blessures profondes, et il n'est ni humain, ni généreux de les déchirer.

Les discussions sur le budget de la guerre ont été très-animées. Gérard et Sémélé se sont prononcés avec vigueur. Foy a parlé avec son éloquence ordinaire. Sébastiani a soutenu que les grandes puissances n'avaient jamais eu la pensée de partager la France ; que la carte dont avait parlé M. Lainé n'était que l'œuvre de l'impuissance et de la haine des envoyés de quelque puissance secondaire. Il a loué le ministère qui avait quitté le pouvoir plutôt que de signer le traité du 20 mars.

L'ami de M. Talleyrand pouvait parler ainsi dans un salon ; mais à la tribune, il valait mieux, ce me semble, abonder dans le sens de M. Lainé, augmenter ainsi la haine des Français contre l'étranger et accroître les torts de ceux qui avaient marché dans ses rangs ; de ceux qui n'avaient pas craint de mêler le dra-



peau des lys avec les drapeaux des Russes et des Prussiens.

Il résulte des débats sur la guerre, que la gendarmerie, qui ne coûtait que quatre millions dans l'ancien régime, et quatorze sous l'Empire, en coûte aujourd'hui plus de seize; c'est la seule armée que les alliés caressent, parce que c'est la seule qui soit organisée d'une manière spéciale contre la nation. Avec des gendarmes, des prêtres et des espions, ils se croient sûrs d'établir leur empire.

Le commissaire du roi a dit que la loi était exécutée pour les sous-officiers, et que huit cent trente-neuf avaient été promus à des grades supérieurs; mais il n'a pas dit que dans ce nombre étaient une foule de jeunes gens appartenant aux classes privilégiées. Les vieux sergens couverts de chevrons et de blessures sont renvoyés sans forme de procès. C'est un calcul odieux des colonels, et voilà pourquoi on s'est dégagé des entraves que les ordonnances de l'Empire mettaient aux caprices des chefs de corps.

31 mars.

Je viens du conservatoire des arts et métiers : j'y ai assisté au cours d'économie politique de M. Say. Il a parlé des monnaies, de leur valeur, de leur fabrication, de la manière d'évaluer les monnaies grecques et romaines; il a réfuté victorieusement Smith, qui prétend « que le travail

» de l'homme étant la chose dont le prix est le » moins variable, il faut le prendre pour terme » de comparaison et d'appréciation. » M. Say préfère le blé, et il fait d'après cette base des calculs qui changent ceux faits par l'abbé Barthélemy dans son célèbre voyage d'Anacharsis; par Rollin dans l'histoire romaine, et par Voltaire dans ses différens ouvrages. Ceux-ci ne jugent que par la valeur de l'argent, et la découverte de l'Amérique a beaucoup diminué son prix en augmentant la masse qui est en circulation.

M. Say nous a dit que notre monnaie était la meilleure de l'Europe, parce qu'elle renfermait à peu de chose près la valeur intrinsèque qu'elle exprimait. Il n'en est pas ainsi pour la monnaie de cuivre: cent sous dans cette monnaie n'en valent que quarante, et, sans la faculté qu'on a de la changer à volonté contre l'argent, elle tomberait dans une grande dépréciation.

Il en résulte qu'on ne pourrait pas sans danger augmenter le quantité de cette monnaie.

M. Say est un penseur profond, un écrivain élégant; il a un autre mérite, c'est d'être libéral; il nous a rappelé, en parlant des Médicis, qu'ils étaient les ancêtres de nos rois. Si Louis XVIII repassait de temps en temps son arbre généalogique, il favoriserait plus le commerce et moins la noblesse. Cela me rappelle un calcul qu'on avait fait sur le peu de sang français qui coule dans les veines de la famille royale,



Commençons seulement à Henri IV, et n'oublions pas que tous ses descendans se sont mariés à des étrangères; ainsi Louis XIII n'était qu'à demi français; Louis XIV l'était seulement au quart; le grand Dauphin au huitième; le duc de Bourgogne au seizième; Louis XV au trente-deuxième; le Dauphin au soixante-quatrième; Louis XVI et Louis XVIII au cent vingt-huitième; le duc de Berry au deux cent cinquante-sixième, et le duc de Bordeaux au cinq cent douzième; son descendant, s'il en a, n'aura donc pas dans ses veines un millième de sang français.

Le général Donadieu est nommé inspecteur du cordon sanitaire, et il va le parcourir de Bayonne à Perpignan : c'est un choix malheureux si on veut rassurer l'Espagne. Nul doute que son arrivée et le renfort des troupes qui sont en marche n'annoncent des vues hostiles; les ultra veulent absolument que Ferdinand règne comme ses aïeux, ou qu'il ne règne pas. Cet exemple d'un Bourbon, marchant à la tête d'une nation, leur déplaît et les effraie. Que deviendraient-ils, en effet, si Louis XVIII voulait cesser de marier sa cause à celle de l'aristocratie, et s'il chassait la légion de Condé?

La formation de cette armée des Pyrenées annoncerait-elle que la sainte alliance veut intervenir dans les affaires de la Péninsule? devrons-nous former son avant-garde? On a peine à le croire, et cependant il faut que la guerre éclate

quelque part; l'état militaire de l'Europe l'exige; ce n'est pas pour finir toutes les discussions à coup de notes diplomatiques que plus de quinze cent mille soldats s'exercent à tirer des coups de fusil.

Ce grand état militaire épouvante M. Ternaux, qui vient de prononcer un discours contre les armées permanentes; il veut que la France, qui, sous Louis XIV, a, la première, donné l'exemple de la formation des grandes armées, donne aussi l'exemple de leur licenciement. C'est bien à la victime à se présenter sans armes devant ses implacables ennemis! De pareils discours finiront par éteindre le reste d'esprit militaire qu'il y avait encore en France. Comment voulez-vous que les conscrits accourent avec enthousiasme sous les drapeaux, quand vous leur dites du haut de la tribune que leur dévoûment est inutile et même dangereux? M. Ternaux calcule ce qu'auraient gagné les soldats s'ils avaient continué à exercer quelqu'art industriel; qu'il calcule plutôt ce que coûterait à la France une nouvelle invasion? A-t-il oublié la ruine de tant de fabriques, l'incendie de nos villages, la dévastation de nos campagnes, la spoliation de nos musées? Veut-il que la sainte alliance, qui a de si nombreuses armées sous les drapeaux, continue à nous imposer des lois, à intervenir dans notre administration intérieure, à nous ôter toute influence au dehors? Trouve-t-il que cette existence de

prostration et de honte soit celle qui convient à la France? M. Ternaux et moi nous sommes patriotes et hommes de bonne foi, je vais lui envoyer mon ouvrage sur la nécessité d'une armée permanente.

M. Decazes n'est pas parti : il est tombé dans un discrédit qui lui permettra peut-être d'habiter inaperçu partout où il voudra. Il n'était qu'un favori, et il ne l'est plus, il n'est plus rien. On dit, mais je ne le crois pas, que sa fortune est dérangée, qu'il a prié le roi de payer des dettes contractées en Angleterre, et que le roi l'a refusé. La demande prouverait que le ministre n'a pas de fierté, et le refus prouverait que le roi n'a pas de cœur. Il faut avouer que tout ceci a un grand air de vérité.

8 avril.

Le général Dessole et le maréchal Suchet m'assurent tous deux que le ministère actuel tire sa plus grande force de la violence de l'opposition du côté gauche; ils ajoutent que toute opposition, qui ne tend pas au pouvoir, est une opposition sans but et bientôt sans moyens..... Je me suis permis de n'être pas de leur avis. Si l'opposition pouvait arriver au ministère avec ses principes, je la blâmerais de ne pas accepter le pouvoir, de manquer l'occasion de faire parvenir la vérité jusqu'au trône, et d'arracher le roi à l'aristocratie et à l'émigration. Mais si l'opposition ne pouvait déplacer M. de Montmorency

et M. de Villèle qu'à la condition de parler et d'agir comme eux, je ne vois pas ce que la nation gagnerait à ce changement, et je sais bien ce que l'opposition y perdrait : elle y perdrait toute sa force ; car elle se déshonorerait. Attendons les élections prochaines pour savoir si les discours des orateurs du côté gauche n'ont été que de vaines paroles et s'ils ont réellement servi le ministère. . . . .

En attendant, les discussions sur le budget vont un train de poste, à peine a-t-on écouté quelques réclamations contre les demandes du ministère de la marine, dont l'administration dévore la moitié des sommes qu'on lui accorde. M. Clermont-Tonnerre n'a répondu que par des généralités, et toutes les objections restent dans toute leur force. « Aux voix ! la clôture ! » et les fonds sont votés, et la nation paiera ! C'est tout ce qu'on veut. Une chambre aussi docile est plus commode qu'un parlement revêche et Louis XVIII est maître plus absolu que Louis XV et que Louis XVI.

L'ouvrage sur l'état de l'Angleterre en 1822 est traduit et imprimé : il sort évidemment de la chancellerie de lord Castlereagh, et, sous ce rapport, c'est un document précieux. Dès le début le noble lord paie un tribut à l'opinion publique : « Les ministres d'une nation libre et fière ne peu- » vent se soutenir que par le sentiment qu'inspi- » rent leur capacité et leur caractère public. » Tel

est le langage de ces messieurs; mais s'ils pensaient ce qu'ils disent, tous donneraient leur démission : ils restent et l'on ne tarde pas à s'apercevoir que leurs paroles ne sont qu'une formule de politesse, qui n'engage à rien; c'est le très-humble et très-obéissant serviteur qu'on met au bas d'une lettre.

Cette espèce de compte rendu est divisé en quatre chapitres : finances, relations extérieures, intérieur et colonies. Le premier prouve qu'on a fait de grandes économies et qu'on en sent la nécessité; le second n'est qu'une longue apologie de la conduite de l'Angleterre, du caractère de l'empereur Alexandre, des vertus de l'empereur d'Autriche et de la confiance que l'Europe doit avoir dans leur modération. Les Pays-Bas et même l'Amérique septentrionale y reçoivent des complimens; la France est la seule puissance contre laquelle percent des sentimens de haine et d'envie. N'est-on pas indigné en lisant que le premier principe des négociations a été : « une » distribution de puissance qui put suffire à l'in» dépendance des divers états et à la répression » de toute incursion possible de la part de la » France. » Quoi ! vous avez privé la France de ses frontières naturelles; vous lui avez ravi ses plus belles provinces; vous avez exigé la dissolution de ses armées, et vous avez l'impudence d'affecter des craintes! Ah! vous savez bien que vous n'avez rien à redouter de la France; que

tout ce qui est généreux et national est comprimé et que ceux qui la gouvernent ne gouvernent que sous votre bon plaisir; mais vous avez voulu mettre votre ouvrage sous la protection de la haine que votre nation nous porte, et vous savez que cette haine est telle, que toutes les mesures sont excusées, sont approuvées, quand on les dirige contre la France.

Ainsi, c'est contre nous qu'a été érigé le nouveau royaume des Pays-Bas; c'est contre nous que Gênes a été abandonné au Piémont; c'est contre nous qu'une partie de la Saxe a été annexée à la Prusse; c'est contre nous que l'Italie est devenue la proie de l'Autriche : les ministres anglais espèrent justifier ainsi aux yeux de la nation anglaise toutes les fautes de leurs négociateurs au fameux congrès de Vienne. Ils avouent pourtant que l'Autriche est dans une position embarrassante : qu'en Italie elle a à combattre une opinion publique contraire et les dispositions naturellement hostiles d'un peuple soumis à un maître étranger. Pourquoi donc accroître ses embarras en approuvant, en tolérant du moins son injuste et impolitique invasion du royaume de Naples? A quoi lui serviront les troupes qui compriment les Siciliens, quand le géant du nord menacera Constantinople, ou voudra saisir les deux Galicies?

Toutes les phrases plates et banales sur les vertus et la modération d'Alexandre déguisent mal la terreur réelle qu'inspire sa puissance. On

avoue que dans la crise qui se prépare son caractère et sa volonté ne peuvent pas lutter contre la rage épidémique de la nation russe et de l'armée, qui demandent à marcher au secours des Grecs que les Turcs égorgent : la guerre va donc s'allumer sur un point éloigné, il est vrai ; mais trouvant des alimens dans sa course, ce feu peut porter l'incendie jusqu'au centre.

Je ne suivrai pas l'auteur ministériel dans tous les faits matériellement faux qu'il cite sur l'Espagne et sur la Grèce. Tout le monde sait quelle est la prétendue neutralité de son gouvernement entre les colonies et la métropole; et lord Cochrane devant Lima, et des milliers de soldats, et d'officiers anglais, qui ont combattu contre les soldats de Bolivar, répondent mieux que nous ne pourrions le faire à ces mensonges diplomatiques. Le ministère a donc bien tort de se vanter : « d'avoir résisté à la tentation d'aider à l'émancipation d'un chaland aussi utile à un vendeur aussi formidable que la Grande-Bretagne » il a aidé à cette émancipation, et les gains énormes que font ses fabricans prouvent l'impéritie des gouvernemens qui ont suivi une marche contraire.

Quant à la neutralité entre les Turcs et les Grecs, l'auteur avoue, avec une franchise peu diplomatique, que si le cœur et l'imagination sont pour les Grecs, l'intérêt de l'Angleterre est pour les féroces enfans de Mahomet, et l'on sait combien ce mot intérêt pèse dans la balance de la

nation marchande. Les Grecs seront donc abandonnés au cimeterre turc, et la conduite du gouverneur des îles Ioniennes nous prouve qu'on aidera même les bourreaux à faire couler le sang des chrétiens.

On devait s'attendre à trouver dans l'article colonies la longue énumération de toutes les possessions anglaises dans la Méditerranée et dans les deux Indes; mais on n'y parle que du Canada dont on démontre facilement l'utilité; de la riche Jamaïque, des îles Ioniennes, où l'on se vante d'avoir rétabli les lois et la morale; et du cap de Bonne-Espérance, de ce grenier, de ce vignoble situé dans la région la plus favorisée du globe. Est-ce pour se conformer aux lois de la morale que le gouvernement anglais a enlevé aux Hollandais, alors ses alliés, cette précieuse colonie? Elle ne devait être qu'un dépôt entre les mains du gouvernement britannique jusqu'au moment où la Hollande recouvrerait son indépendance: elle l'a recouvrée, et la restitution n'a pas lieu!

Ce n'est pas le seul vol que se soit permis la morale anglaise sur ces bons Hollandais, auxquels elle porte un si tendre intérêt; il faut ajouter au cap de Bonne-Espérance, Ste-Hélène, Ceylan, Surinam etc., etc., etc. Il résulte de la comparaison sommaire de l'état colonial de l'Angleterre, qu'elle n'avait en 1792 que vingt-six colonies, et qu'en 1816 elle en a quarante-trois; et c'est contre l'ambition de la France, contre ses

incursions possibles qu'on alarme la confédération européenne!

La lecture de cet ouvrage doit soulever tout cœur français: sa publication est une faute dans un moment où on pourrait avoir besoin de réunir les deux nations contre un ennemi commun, car cet ouvrage démontre jusqu'à l'évidence qu'il ne peut pas y avoir pour la France d'ennemie plus implacable dans sa haine, plus aveugle dans sa rage, plus constante dans ses efforts que la rivale orgueilleuse dont elle n'est séparée que par quelques lieues de mer.

Des troubles ont éclaté à Toulouse: la représentation de la tragédie de Sylla en a été le prétexte. Le vrai motif était le désir de persécuter les élèves de l'école de droit; de les mettre en présence de la force armée, de réorganiser les verdets et les assassins du général Ramel. Le sang a coulé: la gendarmerie a pris, suivant son honorable coutume, le parti des provocateurs et ceux qui ont crié « vive la charte et le roi constitutionnel », ont été hachés comme des factieux. Je ne sais pas ce que les alliés comptent gagner en semant ainsi l'irritation et la haine: l'heure de la récolte est peut-être plus près qu'ils ne pensent.

Je continue à voir Cambacérès dont les idées ne varient pas sur la forme de gouvernement qui convient à la France; il est malheureux pour les Bourbons qu'ils n'aient pas appelé

dans leurs conseils un homme aussi ennemi du gouvernement représentatif et aussi habile dans l'art de gouverner.

Personne n'est plus que lui pénétré de son mérite; il est bien convaincu que tout ce qui s'est fait en France de bon et de louable est son ouvrage, et que le malheur de Napoléon est de ne l'avoir pas toujours consulté. Il se prétend le chef des républicains honnêtes et vertueux comme Fouché est celui des jacobins dépouillés de ces épithètes. Cela expliquerait la faveur de ces deux hommes par lesquels Bonaparte croyait être sûr des deux seuls partis qu'il redoutait; car pour les Bourbons, il se bornait à les mépriser.

Cambacérès prétend s'être opposé à ce que Bonaparte montât sur le trône. L'y voyant décidé, il l'engagea à régner comme Auguste et Tibère avec les formes de la république: on voit qu'il était des accommodemens avec le républicanisme du futur archi-chancelier. Il en était aussi avec le jacobinisme de Fouché, car Cambacérès le croit tout-à-fait vendu au duc d'Orléans. Napoléon, dit-il, redoutait beaucoup ce dernier et disait au retour de l'île d'Elbe: » Le duc d'Orléans pourrait convenir à ceux » qui ont fait la révolution: il leur ferait dans » le premier moment des concessions, et leur » offrirait des garanties qu'il ne pourrait pas » violer impunément, puisqu'il n'aurait pas

» d'autre droit que le choix du peuple, et que » ceux qui l'auraient élevé pourraient l'abattre. » Quant à Louis XVIII qui prétend régner par » la grace de Dieu, et quant à moi qui règne » par la grace de mon épée, c'est différent. »

Ainsi Napoléon se regardait comme le conquérant de la nation française. Ainsi il regardait la faible lueur de liberté qu'il nous laissait comme une concession de sa bonté !

Revenons à Cambacérès. Malgré son républicanisme, il est fort partisan de l'ancien régime : or, un soir où l'on déclamait devant lui contre ses abus, il interrompit avec humeur les détracteurs mal-habiles, en s'ecriant : « vous » ne savez ce que vous dites ; l'ancien régime » était fort bon : il n'y avait que les hommes » à changer. »

Nous avons parlé de l'attentat du 3 nivôse. Cambacérès était aux Tuileries avec les sénateurs, les tribuns et une foule de courtisans quand l'Empereur revint de l'Opéra, quelques heures après l'explosion de la machine infernale. Tout le monde accusait Fouché, alors ministre de la police, de négligence et même de complicité avec les jacobins qu'on regardait comme les auteurs de cet attentat. L'Empereur avait la même opinion, et quand Fouché le lendemain lui dit : « Ce sont les royalistes qui ont.. » il l'interrompit brusquement, et s'écria : « les royalistes ! les royalistes ! non, monsieur, ce sont

» les jacobins. Le conseil d'état s'assemble dans » trois heures, faites un rapport et proposez des » mesures contre ces misérables. « Au bout de trois heures, Fouché lut au conseil d'état un rapport dans lequel il cherchait à prouver que les jacobins avaient conspiré contre le premier consul, et proposa la déportation de cent quatre-vingt d'entre eux. Le conseil d'état approuva cette mesure, qui fut sanctionnée par le corps législatif et par le sénat. Au nombre des hommes condamnés, était M. Lepelletier-St.-Fargeau qui obtint de rester à l'île de Rhé, et qui depuis a été placé par les Bourbons sur la même liste de proscription que moi. Il m'a raconté que lorsqu'entassés dans des charrettes et entourés de gendarmes, ils arrivèrent à Niort, M. Garnier de Saintes, mort depuis dans l'exil, accourut au-devant d'eux pour leur lire le Moniteur qui annonçait qu'on avait découvert les vrais auteurs de la machine infernale; que c'étaient des chouans à la tête desquels on plaçait M. Hyde de Neuville, maintenant ambassadeur aux États-Unis d'Amérique. L'espoir renaissait dans l'ame de ces malheureux; ils s'attendaient à recouvrer leur liberté; ils n'en furent pas moins déportés aux îles Séchelles et de là par ordre de M. Margaron, gouverneur de l'île, sur quelques plages désertes où ils ont trouvé la mort. Parmi ces hommes, plusieurs s'étaient salis dans le cours de la révolution, et ceux-là ne méritent pas un grand

intérêt; mais leur déportation et leur mort n'en sont pas moins des crimes que rien ne peut excuser. Peut-être ce souvenir a-t-il importuné les derniers momens de Napoléon expirant sur le rocher de Ste.-Hélène, victime aussi de mesures politiques! Quand donc le maître et les sujets, les gouvernans et les gouvernés sentiront-ils que tous ils ont besoin de la justice, et que le mot odieux « raison d'état » mot qu'inventa le capucin Joseph, et qu'adopta Richelieu, qui l'a legué à tous les ministres, doit être rayé du vocabulaire de tout peuple civilisé.

7 avril.

J'ai assisté hier, chez le duc de Plaisance, à une discussion animée sur la guerre entre les Russes et les Turcs. Foy ne concevait pas comment la Russie pourrait soutenir une guerre aussi coûteuse, et Orlow prétendait que cette guerre ne coûterait presque rien, puisqu'il y avait dans la Crimée et dans les provinces voisines une immense quantité de vivres pour lesquels on manquait de débouchés; il a soutenu que le pays fournissait des moyens de transport suffisans et que rien n'était aussi facile que d'embarquer des farines à Odessa et de les faire arriver sur le Danube où l'on établirait des magasins. Sur l'observation que je lui ai faite que les Anglais pourraient, en envoyant quinze ou vingt vaisseaux dans la Méditerranée, intercepter les convois, il m'a répondu

que les Anglais n'avaient que cinq vaisseaux de ligne dans cette partie, qu'il faudrait un mois pour l'armement d'une escadre, plus d'un mois pour la faire aller d'un port d'Angleterre dans la mer de Marmara, et qu'avant deux mois les Russes seraient à Constantinople, s'ils voulaient y aller.

Foy pense qu'arrivé sur les bords du Danube, Alexandre, maître de la Valachie et de la Moldavie, s'arrêtera pour proposer les mêmes conditions de paix, et que les Turcs corrigés de leur folle jactance, par les défaites qu'il ne manqueront pas d'essuyer, seront trop heureux de les accepter. Orlow n'a pas partagé cette opinion. Il a répondu par l'adage vulgaire : « L'appétit vient en mangeant. » Peut-être en effet les Russes, après avoir vu flotter leurs drapeaux sur les murs de Paris, voudront-ils les planter sur les remparts de Bysance. Quand on considère l'état actuel de l'Europe, on est indigné de la stupidité des congrès qui n'ont su briser l'épée de Napoléon que pour donner peut-être l'empire du monde au knout d'Alexandre.

On s'étonne que les hostilités n'aient pas encore commencé : mais les difficultés locales s'y opposent. Il faut laisser le temps au terrain de se raffermir et aux herbes de poindre. Dans la guerre de 1769, ce fut seulement le 26 avril que l'armée du prince Galitzin passa le Dniester pour attaquer les lignes de Choczim; la campagne de 1770,

où Romanzow, après quelques échecs, remporta de mémorables victoires, ne commença qu'au mois de mai; celle de 1771 où l'on débuta par le siége de Giurgiova, ne s'ouvrit qu'à la même époque. L'année 1772 se passa en négociations, et c'est seulement à la fin de juin 1773 que les Russes traversèrent le Danube pour entreprendre le siége de Silestrie, où ils échouèrent ainsi qu'à celui de Varna, qu'ils avaient attaqué pour avoir un port sur les côtes de la Bulgarie et tourner en longeant la mer Noire, le redoutable mont Hémus. En 1774, Romanzow ne passe le Danube, sur des bateaux descendus par l'Agis, que le 16 et le 17 juin. C'est dans cette campagne que l'armée turque campée à Chiumla se révolta, refusa de combattre et s'enfuit vers Constantinople, événement qui amena la paix du 26 juillet 1774.

J'ai rapproché ces dates pour prouver aux impatiens que les Russes n'ont pas encore perdu de temps.

On dit que notre cabinet veut se rapprocher de la Russie; l'amitié dédaigneuse, la bienveillance méprisante avec lesquelles l'oracle du ministère anglais parle des Bourbons, dans l'ouvrage que j'ai analysé, devraient engager le roi à prendre cette direction. On y lit à l'occasion des douanes : « Nous n'avons pas voulu demander un traité de » commerce à ces princes, parce que cela aurait » augmenté leurs embarras, et accru la haine » qu'on leur porte. Nous l'aurions obtenu, car

» avec eux, demander c'est avoir, quelle que » puisse être la nature du don. » Le gouverneur général de l'Inde parlerait-il autrement de quelque Naba soumis à la compagnie?

Notre ministère commence à recueillir le fruit de l'agglomération de nos troupes au pied des Pyrénées. Le général Alava l'a denoncée dans la séance des cortès du 26 mars; la guerre sera peut-être le résultat de l'irritation qu'on excite. L'Espagne attaquée dans ses institutions se contentera-t-elle de nous faire une guerre purement militaire? Ne fera-t-elle pas flotter sur les Pyrénées le magique drapeau tricolore? N'excitera-t-elle pas à son tour des mécontentemens chez nous? Ne pourra-t-elle pas y former des armées de la liberté comme nous cherchons à former chez elle des armées de la foi?

Si l'on en croit une lettre de Turin, la cour de Naples aurait reçu du général Frimont, commandant l'armée autrichienne, une note où on lui reprocherait de ne pas avoir suivi les instructions qu'on lui aurait données à Laybach.« La » sainte alliance, disait-on dans cette note, avait » bien voulu secourir le pouvoir royal, mais non » en appuyer l'abus..... » L'Autriche prévoit-elle donc le moment où elle aura besoin de son armée pour l'opposer à la Russie? Si ce mouvement s'opérait, une nouvelle révolution éclaterait, sans aucun doute, dans la Sicile et dans le royaume de Naples, que les Autrichiens compriment; alors

le vieux Ferdinand pourrait recevoir le prix de son machiavélisme. Le roi de Piémont court les mêmes dangers, et c'est peut-être pour s'y soustraire qu'il va, dit-on, habiter Gênes, où l'on a choisi pour lui un palais sur le bord de la mer. Une chaloupe sera sans doute toujours prête à le porter en Sardaigne. Si les autres rois de l'Europe étaient doués d'un peu de prudence, ils auraient aussi un refuge disposé pour les recevoir. Ils sèment trop de haine pour ne pas récolter des révoltes !

Est-ce pour le rassurer, ce bon roi de Piémont, que nous allons former un corps de vingt mille hommes aux environs de Lyon ? On dit que C...... sera mis à la tête de cette petite armée. C...... a bien prouvé, en 1815, qu'il savait assassiner, comme juge, ses camarades; il a bien prouvé depuis qu'il était prêt à sabrer des jeunes gens qui criaient vive la charte, mais le souvenir de sa honteuse conduite à Ratisbonne n'est pas encore assez effacé pour qu'on ose lui confier des troupes qui devraient entrer en campagne.

Grand événement, le canon a tiré ! Des pêcheurs anglais venaient insolemment remplir leurs chaloupes sur un banc d'huîtres près de Calais. On les a repoussés par la force. Il est assez plaisant que le premier coup de canon tiré sous le règne de Louis XVIII, l'ait été pour des huîtres : que serait-ce donc si on voulait enlever nos chapons du Mans, nos pâtés de Strasbourg, ou nos truffes

du Périgord? Quel ministère laisserait insulter à ce point l'honneur national! Quel ministre ne défendrait pas, par des mesures rigoureuses, les élémens de son autorité!

16 avril.

J'ai accompagné madame de Crès au cimetière du père Lachaise; elle voulait voir le monument qu'on y éleve à son époux. A côté est le tombeau du maréchal Lefèvre, duc de Dantzick et plus loin celui de Masséna, du vainqueur de Zurich, du défenseur de Gênes. A quelques pas on voit un espace fermé d'une légère grille de fer; des soucis et des cyprès y croissent : c'est là que repose, sans une inscription qui décèle son nom, le héros d'Essling et de la Moscowa, l'infortuné maréchal Ney, que l'anglais Wellington refusa de couvrir par l'article 11 de la capitulation de Paris. Un jour viendra où un monument national rappellera ses hauts-faits et la honte de ses assassins. Labédoyère a été mieux traité après sa mort. On a permis à sa femme de lui ériger une tombe modeste où elle est représentée priant avec son fils. Tous les jours de nombreuses couronnes de laurier et d'immortelles sont déposées sur l'urne et tous les soirs les gardiens du cimetière viennent les enlever. Labédoyère était né en 1785; il avait à peine trente ans quand il fut enlevé à sa famille, à ses amis, à la patrie!....

Des milliers d'autres tombeaux, de statues, d'urnes, de colonnes brisées, de tours rondes,

de tours carrées, de chapelles d'un style gothique, s'élèvent sur ce vaste espace qu'ils remplissent de manière à empêcher d'y circuler. L'intervalle de trois pieds qu'on laisse entre chaque tombeau n'est pas suffisant; il faudrait des espèces de rues, des places où l'on aurait élevé les plus beaux monumens : la cupidité gâte tout, même la mort.

Au milieu des épitaphes ridicules et du refrain obligé de « bon père, bon époux, mère » tendre, épouse fidèle », il y a quelques inscriptions touchantes. J'ai remarqué celle-ci sur le tombeau d'un enfant : « O mon fils, prie pour » ton frère. » Elle n'a pu sortir que du cœur d'une mère. Boufflers est placé auprès de Delille; on a écrit sur son urne modeste : « mes amis, » croyez que je dors....! » J'ai vu les tombes de quelques familles que j'aime; j'ai vu la place où reposeront un jour des traits que je chéris, des vertus que j'admire, des talens qui m'enchantent, et mon cœur s'est serré, et des idées sombres et mélancoliques se sont emparées de moi; j'ai pensé à mon père, à ma mère, à celle de mon fils : que je voudrais les voir réunis au cimetière du père Lachaise! combien l'idée de les rejoindre adoucirait mes derniers momens!

Dans le séjour de l'éternel repos, je suis bien loin du fracas de Paris, des petites intrigues de la société, des intrigues tout aussi misérables du gouvernement, intrigues qu'on décore du



nom de diplomatie. Revenons-y; faible caillou roulé par le torrent du temps, jeté tantôt sur une rive parsemée de fleurs, tantôt sur un sable stérile, remplissons notre destinée en attendant que nous tombions dans le vaste abîme où tout s'engloutit; en attendant que nous nous élevions vers cette région céleste où tout s'éternise.

11 avril.

Il est sincère M. Dudon : il a déclaré dans une de nos dernières séances que toutes les places devaient appartenir aux hommes de son parti et de sa faction. Voilà donc le règne de Coblentz publiquement avoué et l'immense majorité des Français réduite au sort des Ilotes! Je ne sais pas trop si c'est un moyen de donner de la force à l'autorité, mais ce n'est pas un moyen de la faire chérir.

Il paraît qu'on veut appliquer le système de M. Dudon à toutes les branches de l'administration; ce n'est sûrement pas dans l'intérêt du gouvernement qui a besoin de bons administrateurs; ce n'est pas non plus dans l'intérêt du peuple qui doit désirer d'être bien administré; mais qu'importe à la faction? Elle sent sa faiblesse, elle veut profiter du hasard inespéré qui lui a donné de l'importance pour s'emparer du pouvoir et consolider son règne. L'aristocratie est parvenue à occuper les recettes générales, les préfectures, les sous-préfectures et même les mairies; mais

il ne lui sera pas aussi facile de s'approprier, comme dans l'ancien régime, toutes les places de l'armée. La nation entière doit concourir à sa formation, et il serait assez étonnant que le grand nombre se résignât toujours à supporter les injustices. Le privilège du commandement pouvait rester à quelques familles, quand elles possédaient toutes les richesses et qu'on croyait qu'elles possédaient aussi tous les talens; c'était une suite du gouvernement féodal: mais aujourd'hui les propriétés sont trop divisées, le commerce et l'industrie élèvent un trop grand nombre d'individus au-dessus de la classe commune, l'esprit d'égalité est trop répandu dans la société, pour que « quelques officiers nobles commandent » tous ceux qui ne le sont pas. » Mais, dira-t-on, ce privilège n'a jamais existé en France et Fabert..... Oui, il y a eu quelques exceptions, mais elles étaient si rares, et par là même elles semblaient si extraordinaires, que le peuple avait recours, pour les expliquer, à des causes surnaturelles. Ainsi Fabert, ce loyal plébéïen à qui Mazarin confia ses trésors, sa famille et la personne du roi, passait pour avoir un démon familier qui le protégeait. Il faudrait en avoir un aujourd'hui pour parvenir au commandement au milieu des suspicions, des délations, des dénonciations qui entourent tous les militaires dignes de porter ce nom.

On a fait des arrestations à Strasbourg; il fal-

lait bien que P....... L...... déjouât sa petite conspiration : nouveau Thémistocle, les lauriers de Miltiade-Lespinois devaient l'empêcher de dormir, il dormira à l'avenir. Un capitaine d'infanterie est venu lui dénoncer une loge dite de la Vendetta dont il faisait partie avec huit officiers la plupart de l'artillerie. L...... a bien vite fait emballer cet officier dans une voiture et l'a envoyé à Paris où il recevra sans doute des instructions et des récompenses. Les officiers dénoncés ont été arrêtés. Si les loges étaient répandues dans l'armée, si elles avaient un but hostile contre le gouvernement, elles seraient dangereuses, sans doute, mais on n'aurait pas même alors le droit de s'en plaindre. L'aristocratie n'a-t-elle pas organisé ses sociétés secrètes, n'a-t-elle pas ses amis de la légitimité, ses Francs régénérés, son gouvernement occulte ? Pourquoi un parti n'emploierait-il pas les moyens que l'on permet à l'autre ?

Ces prétendues découvertes de complots, formés peut-être par l'autorité, vont donner lieu à de nouvelles épurations, à de nouvelles persécutions contre tous ceux qui ont servi. Bellune va marcher sur les traces de Latour-Maubourg qui marchait sur les traces de Clarke, duc de Feltre. Pauvre France ! Pauvre armée ! Quelle différence y a-t-il entre nous et les Juifs après la destruction du temple de Salomon et de la cité sainte ?

CHAPITRE IV.

M. de Clermont-Tonnerre. De l'aristocratie et de la démocratie. M. Dubois, révélations. L'histoire de Paris. St.-Cloud. Le général Moreau. Prédication de l'abbé Desmazures. Le salon de 1822. L'abbé Sieyes. Le mémorial de St.-Hélène. Des talens et des qualités militaires. De la chambre des Pairs. D'une véritable chambre des pairs. Respect de M. Talleyrand pour la puissance des chambres.

13 avril.

Bory-St-Vincent est venu me chercher hier et nous avons été ensemble voir S. E. le ministre de la marine que j'avais beaucoup connu à Naples comme aide-de-camp de Mathieu Dumas et puis comme attaché au roi Joseph. Il était à cette époque affable, simple, spirituel, peu énorgueilli du grand nom de Clermont-Tonnerre, et je l'ai trouvé le même; je l'ai remercié des soins qu'il s'était donnés pour que la décision relative à l'arriéré que nous réclamons nous fût favorable; mais j'ai ajouté que cette décision n'aurait aucune suite, parce que les bureaux du ministère de la

guerre ne le voulaient pas, et nous avons parlé de la puissance des bureaux. Bory nous a raconté l'histoire d'un capitaine de cavalerie qui avait été destitué sur une note de S..... comme ayant été voir madame Moreau. À la restauration, dans les cent jours, sous les ministères de Clarke, de Dupont, de St-Cyr, de Soult, de Latour-Maubourg, ce pauvre capitaine a fait de vaines réclamations; la bienveillance des ministres lui a toujours été inutile, toujours les bureaux répondaient : » Cet officier est mal noté. » Las de demander justice, il s'est fait sellier. J'ai reconnu la puissance des antécédens et j'ai dit à Bory : « Si on forme de nouvelles listes de proscription » nos deux noms s'y trouveront placés tout naturellement. » Ce ne serait pas sous notre ministère, a dit M. de Clermont-Tonnerre.

Nous avons parlé ensuite de la marche de l'administration et j'ai été surpris de le trouver très raisonnable, très-constitutionnel. « Il n'est pas » question de savoir si la forme du gouvernement que nous avons adoptée convient à la » France, ou si une autre lui conviendrait mieux : » nous devons gouverner d'après une constitution » que nous avons jurée et en tirer le meilleur » parti possible. » Telles sont les propres paroles de S. E.

On présume bien qu'il trouve de l'exagération et trop d'hostilité dans l'opposition de gauche, mais il n'est pas plus satisfait de l'opposition

de droite qui l'accuse de modération et de faiblesse. On assure qu'il y a en effet de la division dans le ministère, et que le ministre de la marine marche d'accord avec le ministre des finances. M. de Bellune est, avec M. Corbière du parti exagéré. Le premier répète sans cesse le mot monarchiser, et il est toujours prêt à destituer pour monarchiser..... Quant au second, il va, dit-on, donner sa démission ou la recevoir. Le roi n'aime pas sa figure et ne peut pas s'accoutumer à es manières qui lui paraissent triviales; il prétend que c'est le plus vilain bas breton qu'on puisse trouver depuis St-Malo jusqu'à Lorient. La première fois que M. Corbière assista au conseil que présidait S.M., il plaça sur la table son mouchoir, ses lunettes et enfin une énorme tabatière. Le roi impatienté lui dit avec humeur : « Eh bien, » M. Corbière, aurez-vous bientôt vidé vos poches? — Sire, répondit le ministre, j'ai peut-être eu tort de les vider, mais je n'aurai pas » celui de les remplir au service de Votre Majesté. » M. Corbière avait le droit de faire cette réponse : tout le monde rend justice à son austère probité.

M. de Château-Vieux vient de publier une troisième lettre de St-James; le but de l'auteur, qui écrit évidemment sous la dictée du cabinet anglais, est de prouver que si Alexandre fait la guerre, le torrent des révolutions, que lui seul contient, va reprendre son cours et renverser tous

les trônes. Il ne cesse de parler « des envahisse» mens de la démocratie et de l'insuffisance de » l'aristocratie pour défendre l'état actuel de la » société. » C'est de l'erreur ou de la mauvaise foi. Montesquieu, en prenant ses définitions chez les anciens, dans Aristote, a consacré des mots qui ont survécu aux choses qu'ils exprimaient, et dont nous nous contentons quoiqu'ils n'aient plus de sens. Il n'y a pas de démocratie parmi nous, c'est-à-dire qu'il n'y a pas un pouvoir organisé où les prolétaires et la plus basse classe aient une grande influence. Les malheureux sans asile n'ont aucun pouvoir et se contentent de mendier ou de travailler pour vivre.

Il n'y a pas d'aristocratie; c'est-à-dire qu'il n'y a pas de ces grandes existences appuyées sur de glorieux services, sur d'immenses propriétés, sur une nombreuse clientelle. On essaie en vain d'en faire, les gouvernemens ne peuvent pas les créer; ils les reconnaissent seulement quand elles existent. La chambre des pairs, avec des dotations de dix mille livres de rente, et des noms oubliés ou inconnus, est une vraie parodie de l'aristocratie et ne mérite pas non plus ce nom imposant. Il n'y a chez nous, on ne saurait trop le répéter, qu'une nation nombreuse, forte, adonnée au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, et une poignée de nobles qui, survivant à notre ordre ancien, veulent retrouver aujourd'hui les avantages qu'ils

avaient autrefois. Ainsi, ils voudraient dépenser et que toute la nation travaillât pour eux ; ils voudraient avoir tous les grades dans l'armée et que tous ceux qui ne sont pas nobles restassent soldats. Ces prétentions, vestiges du règne féodal, sont odieuses et ridicules depuis que les progrès de la civilisation ont déplacé les richesses, les lumières et la force. L'égalité des droits est un besoin de la société, un élément de son existence; et avec cette égalité, il ne peut y avoir d'aristocratie, car l'aristocratie est un privilège. Que si vous donnez ce nom à toutes les sommités sociales, vous abusez des mots. Partant du même point, tous les coureurs n'arrivent pas au même but, tous les arbres de la forêt n'atteignent pas la même hauteur. De même il y a dans la société des inégalités produites par mille accidens; mais elles n'offensent et ne blessent personne, puisque la route est ouverte, puisque tout le monde peut arriver aussi vite ou s'élever aussi haut.

La lutte n'est donc pas en France entre « l'aristocratie conservatrice et une démocratie envahissante », mais elle est entre trente millions de Français et quarante mille familles qui veulent s'interposer entre les Français et le trône, qui est la propriété de tous. Elles ont pour alliés les rois de l'Europe, et M. de Château-Vieux est leur écrivain, malgré son plan de

gradation, qu'il substitue aux classifications et qui n'est qu'un passeport pour son ouvrage.

Ce plan, pour lequel il y a deux planches, présente deux pyramides, dont l'une est coupée par des lignes verticales qui se lient les unes aux autres et arrivent, sans solution de continuité, au sommet où repose une couronne; c'est le système de gradation. Les intérêts communaux et les municipalités sont à la base; puis viennent, en se rétrécissant, les intérêts cantonnaux, les intérêts départementaux et enfin les intérêts généraux, protégés par les conseils de canton, les conseils de département et le corps législatif. On voit que c'est une représentation de la société telle qu'elle existe, sauf les garanties qu'on lui refuse. On sent que la pyramide des classifications est coupée par des lignes horizontales qui séparent chaque ordre de la société et qui lui imposent une barrière qu'il ne peut franchir; ainsi, à la base se trouvent les paysans, au-dessus le tiers état, puis le clergé, et enfin la noblesse héréditaire qui sert d'appui immédiat à la couronne. C'est le système que nos ultra veulent établir.

Comme l'Angleterre ne peut pas lutter seule contre la Russie, et qu'il est possible qu'elle ne trouve pas d'alliés sur le continent, l'auteur ministériel veut couvrir cette impuissance d'agir sous le voile de la politique. Elle a atteint, dit-il, le but qu'elle s'était proposé, savoir de

détruire la marine du reste de l'Europe et de s'emparer de tout son système colonial. Mais restera-t-elle maîtresse de la Méditerranée si les Russes s'emparent des côtes de la Grèce? Son système colonial ne pourra-t-il pas être menacé le jour où une nation forte et entreprenante occupera la position de Constantinople?

Le général Andréossi, avec qui je dînais hier chez Cambacérès, m'a beaucoup parlé de la Turquie où il a résidé trois ans : il regarde l'expulsion des Turcs comme une grande affaire, et le succès en serait problématique, si les Anglais envoyaient vingt vaisseaux de ligne dans la mer Noire. Il a rectifié mes idées sur plusieurs points; il m'a dit que la chaîne du mont Hémus n'était pas un grand obstacle; que plusieurs routes, très-praticables pour l'artillerie, la traversaient, et que les plus grandes sommités ne s'élevaient pas à plus de mille pieds au-dessus du niveau de la mer. La plus grande difficulté sera pour les vivres, le pays étant presqu'inculte; mais cette difficulté n'existera pas si la Russie opère le long de la mer en commençant par s'emparer de Varna.

Constantinople n'a qu'une mauvaise enceinte de tours carrées et point terrassées avec un fossé peu profond; quelques batteries les auraient bientôt nivelées; le manque d'eau abrégerait la défense ou pour mieux dire la rendrait impossible, et il serait bien facile d'en priver

la ville, puisque l'eau vient de six lieues. Il y avait autrefois d'immenses citernes qui pouvaient contenir un approvisionnement de soixante dix jours; mais les Turcs les ont laissé détériorer, et il ne reste que celles du sérail. Andréossi regarde la guerre comme indubitable.

Pendant que nous causions, deux hommes de soixante-dix ans parlaient avec feu et occupaient, aux deux extrémités de la salle, toute la société partagée entr'eux. L'un était M. Lanjuinais qui, malgré son amour pour l'égalité et son respect pour la charte veut donner aux pairs « le » privilége de ne pas être saisis au corps pour » dettes »; l'autre est M. Ramond, auteur de deux voyages dans les Pyrénées et de trois ou quatre volumes in-quarto de mémoires lus à l'académie des sciences. Il est impossible d'avoir plus d'esprit, il est impossible de savoir plus et mieux. Il discutait avec M. Dubois (l'ancien préfet de police) sur l'antiquité du monde, et soutenait que, malgré la Genèse, l'homme était très-nouveau sur cette terre, et que la plupart des autres animaux avaient vraisemblablement plusieurs milliers d'années d'avance sur lui. M. Dubois combattait ce système, M. Ramond l'appuyait sur ce que, dans les fouilles faites à une certaine profondeur, on ne trouvait pas d'ossemens d'hommes; que, dans toutes les parties du monde, ceux-ci n'étaient que dans l'humus, c'est-à-dire dans la croûte terreuse.

Mais, demandait M. Dubois, depuis quand sommes-nous donc sur la terre et comment y sommes-nous venus? — Je ne sais, a répondu M. Ramond, et nos petits neveux n'en sauront pas davantage. Il a ajouté en riant, c'est peut-être un bonheur que nous ne sachions pas d'où nous venons et où nous allons, car on y placerait quelques péages.

M. Ramond a été un membre distingué de l'assemblée législative, et mis hors la loi comme royaliste; on pourrait bien l'y mettre comme ne l'étant plus, car son esprit philosophique se révolte contre les efforts que l'on fait pour nous ramener vers le passé. L'Empereur l'avait nommé préfet, et il a rempli dignement ses fonctions. Maintenant il se repose ennuyé des hommes et des choses, et lançant volontiers des traits satiriques contre les sots et contre les sottises: il ne manque pas d'occupation!

On trouve toujours chez Cambacérès des hommes remarquables par leurs talens ou par le rôle qu'ils ont joué. De ce nombre était le célèbre Chaptal, qui a fait faire tant de progrès à l'industrie française. Il nous a raconté une anecdote qui prouve que les Anglais emploient tous leurs moyens pour étendre leur commerce. Des négocians avaient demandé au Pacha d'Égypte la permission de charger deux navires de grains au prix courant; ils furent refusés. Au

bout de quelque temps, ils se représentèrent portant au Pacha deux machines pneumatiques pour faire de la glace, et ils en firent devant le Pacha qui, enchanté de cette découverte, se mit lui-même à faire jouer le piston, et réussit dans cette opération facile. Les Anglais profitèrent de son moment de satisfaction pour renouveler leur demande, et au lieu de deux navires, ils obtinrent la permission d'en charger six, gagnant ainsi six ou sept cent mille francs avec une dépense de deux mille francs que ces machines avaient dû leur coûter à Londres. On a eu le projet de faire de grands établissemens pour fournir par ce procédé la glace que l'on consomme à Paris; mais il paraît qu'il y a des difficultés pour faire le vide dans un espace un peu étendu.

18 avril.

J'ai fait l'éloge des opinions libérales de M. Clermont-Tonnerre; il paraît que je me suis trompé: nous sommes tous un peu comme Madame de Sévigné qui, après avoir dansé le menuet avec Louis XIV, s'écriait qu'il était le plus grand roi de la terre. Je n'avais pas dansé avec le ministre de la marine, mais il m'avait accueilli avec des marques de bienveillance, et j'ai cru à sa parole. On assure aujourd'hui que M. de Villèle lutte seul contre tous les autres ministres qui voudraient adopter des mesures de rigueur et nous ramener à 1815.

Certaines personnes assurent que Mme R......, a eu du roi une audience de deux heures et que Mme Duch.... en a conçu une vive jalousie. On dit aussi que depuis quelque temps, Mme R....... entretient avec S. M. une correspondance assez suivie. Les passions de notre monarque commencent ainsi par de petits billets doux. Si on en conserve le recueil, la postérité croira notre Henri IV aussi redoutable en amour qu'il est redoutable à la guerre. J'aurais regret de voir Mme R....... descendre dans le champ de l'intrigue. Sa figure céleste, la grace de son esprit, la bonté de son cœur, l'élégance de ses manières l'appellent à un autre rôle.

J'ai revu M. L.... et je l'ai trouvé fort effrayé de la marche de l'administration. Nous avons beaucoup parlé de l'indemnité qu'on veut accorder aux émigrés: il la regarde comme juste et politique. Je lui ai dit qu'elle ne les satisferait pas, qu'ils regarderaient toujours les acquéreurs des biens nationaux comme des voleurs, qu'ils ne chercheraient pas moins à faire la contre-révolution, et à s'élever contre ce qui s'est élevé depuis trente ans. Il m'a raconté à ce sujet qu'une grande dame de la cour, à laquelle il parlait un jour de cette indemnité, la repoussait avec fureur en lui disant que ce serait consacrer les droits des acquéreurs de domaines nationaux; que le décalogue s'y opposait par ces mots: « le bien d'autrui tu ne prendras. » M. L...,

voulant la battre avec ses propres armes, lui dit: « Le décalogue est la charte divine, mais il semble qu'il y ait un malheur attaché à toutes les chartes; un article combat l'autre. Veuillez vous rappeler celui qui commence par ces mots: homicide point ne seras; or, il faudrait tuer beaucoup de gens avant que de les dépouiller, je ne puis pas être de votre avis. »

M. L...., qui le premier a fait accorder des secours au clergé, s'alarme aujourd'hui de sa funeste influence; il le regarde comme un ennemi de nos institutions et de la liberté; il a analysé toutes les classes de la société, et partout il a vu des sujets de crainte. La magistrature est, suivant lui, ennemie du nouvel ordre de choses, la noblesse le combat par tous les moyens, la force armée le menace, le peuple le voit avec indifférence. Reste donc la classe moyenne, dont la majeure partie se compose de gens égoïstes ou timides qui, dans un moment de crise, ne voudraient exposer ni leurs biens ni leurs personnes.

Je crois que M. L.... se trompe quand il dit que la masse du peuple est indifférente; elle ne comprend rien à la charte; mais elle déteste les nobles, les prêtres, et elle n'aime pas les Bourbons qu'elle regarde comme un tribut imposé par l'étranger. Il serait donc facile de la mettre en action; mais des hommes sages y répugnent

parce qu'ils savent que les digues une fois brisées, on ne peut ni diriger ni arrêter le torrent.

20 avril.

Les bruits qui circulent sur les incendies du département de l'Oise ne sont pas exagérés. Une vingtaine d'officiers géographes qui s'y trouvaient pour rectifier la carte de Cassini, ont été obligés de s'enfuir, poursuivis par les paysans qui ne savent où trouver les coupables. Ces attentats sont trop multipliés pour être l'effet du hasard. On a d'ailleurs trouvé plusieurs mêches incendiaires dans des fermes et dans des meules. Les habitans sont exaspérés au dernier point. On a fait marcher quelques escadrons de cavalerie; je ne sais si c'est le moyen de calmer les mécontens.

Je me suis retrouvé de nouveau dans le monde avec M. Dubois, que je n'avais pas assez apprécié. Sa conversation est étincelante d'esprit; nous n'avons pas perdu notre temps à discuter sur l'antiquité du monde, et il m'a conté sur l'époque présente une foule d'anecdotes qu'il serait utile de répandre dans le public. Qui ne serait charmé d'avoir des détails sur messieurs tels ou tels qui ont l'imprudence et l'impudence de prononcer à la tribune les mots de religion, de morale et de probité? M. D...., par exemple, a épousé une femme divorcée; et dont il avait causé le divorce; chargé de liquidations avec l'étranger, il a fait payer des créances antérieures

au traité d'Utrecht, et il a reconnu des prétentions formées sous Henri IV et sous Louis XIII. Pris en flagrant délit, il a été chassé, et il est aujourd'hui un des coryphées du parti, un apôtre de la légitimité et de la religion. Un autre, M. B......., a volé plusieurs millions que Napoléon voulait lui faire restituer, quand arriva la restauration. On sent bien qu'un tel homme devait être royaliste!

Cette facilité des Bourbons à recevoir tous ceux qui veulent les servir, à ramasser dans la boue tout ce qui avait été rejeté comme vil et abject, affaiblit le gouvernement au lieu de le fortifier. Ils agissent pour le militaire comme pour l'administration, et l'on pourrait d'un mot désigner l'action honteuse qui a mérité leur bienveillance; ainsi nous dirions : D..... =Baylen ; D....... = Trafalgar; L....... =Cassel; P......... =Bérésina; C...... = Ratisbonne; B....... = Montereau. Il faudrait trop de citations pour C..... et pour D.......: leur nom suffit.

Le budget est terminé. Un orateur de la gauche aurait bien dû demander compte au ministre de la guerre de l'emploi des fonds que l'on a consacrés pour Vincennes. On y a dépensé plus de deux cent mille francs pour la construction d'une chapelle, et les bâtimens tombent en ruines, et la nombreuse artillerie qu'avait sauvée l'armée de la Loire, n'a que des affûts vermoulus et tout-à-fait hors de service! Sommes-nous revenus au temps du roi Robert où l'érection des

églises, la fabrication des reliquaires, l'achat des reliques, était la grande affaire du fils de Hugues-Capet? On devrait pourtant être dégoûté de cette époque par l'ouvrage si intéressant et si instructif que M. Dulaure vient de publier sous le titre « d'Histoire de Paris ». Que les nobles, si fiers de leur antique race, y lisent la lettre qu'adressait, le 10 septembre 1074, le Pape Grégoire VII à tous les évêques du royaume :

« Depuis un temps, dit-il, la puissance royale » n'a plus de force pour s'opposer aux délits. Les » Francs (les nobles) foulent aux pieds toutes » les lois; ils remplissent la patrie de meurtres, » d'incendies et d'autres calamités. Sacrilèges, » incestueux, parjures, ils sont pour le moin» dre intérêt, disposés à se trahir réciproque» ment, etc., etc. »

M. Dulaure ajoute : « Toute la noblesse de » France avait pris depuis long-temps l'habitude » d'arrêter les marchands sur les grands chemins » et de faire le métier de voleurs. » On voit que les chevaliers vendéens qui arrêtaient les courriers et les diligences pouvaient s'appuyer sur l'exemple de leurs nobles aïeux.

Il serait à désirer que notre premier ministre eût cet ouvrage dans sa bibliothèque; il y lirait (T v, p. 451) que Burchard, dit le Barbu, tige de la maison de Montmorency, faisait souvent des incursions et des vols sur les terres de l'abbaye de S'-Denis, et qu'en 1008 il fut fait une convention

par laquelle les chevaliers, habitant son château de Montmorency, devaient se rendre deux fois par an, le jour de Pâques et le jour de S[t]-Denis, dans l'abbaye et y rester en otages « jusqu'à ce » que les objets volés, par le dit Burchard, qui » comme on le voit, se donnait souvent ce plaisir, » fussent restitués et les dommages réparés. »

Burchard IV marchait en 1101 sur les traces de son aïeul : il continua ses brigandages et se révolta contre le roi. C'est sans doute pour expier tous ces torts de sa race que M. de Montmorency favorise tant le clergé et passe plus de temps avec les missionnaires qu'avec les ambassadeurs des puissances étrangères. Les torts des Burchard sont excusés ou du moins expliqués par ces mots: « C'étaient les mœurs du temps. » Eh bien, nous ne demandons qu'une chose aux Burchard de notre époque, c'est qu'ils adoptent aussi « les » mœurs de leur temps, » car il faut être de son siècle. Nous sommes bien loin de faire un crime à M. de Montmorency des méfaits de ses ancêtres, mais pourquoi lui ferions-nous un mérite de leur gloire? Les fautes sont personnelles et les vertus le sont aussi.

Je reviendrai sans doute sur l'ouvrage de M. Dulaure; c'est celui d'un écrivain distingué et d'un bon citoyen. Je ne serais pas étonné qu'on s'opposât à sa réimpression.

22 avril.

J'ai parcouru hier le parc de St-Cloud et les appartemens si bien distribués, si élégamment meublés de ce beau château; mon cœur s'est serré quand j'ai monté ce grand escalier de marbre qui ressemble beaucoup à celui de Cazerta. Je croyais voir devant moi la grande ombre de l'Empereur errer dans ce lieu où il réglait les destinées de la France et celles de l'Europe tremblante et soumise. Quel changement! Où sont ces vieux grenadiers, couverts de glorieuses cicatrices, qui remplissaient les cours? Que sont devenus ces généraux, compagnons des travaux du héros du 19eme siècle? Qu'est devenue cette cour si brillante et si sévère?..... La solitude et le silence règnent dans les vastes cours, dans le péristyle, dans la galerie, dans tous les appartemens..... Non seulement les hommes ont disparu, mais on a cherché à en effacer le souvenir, comme si les places publiques, les monumens, la France toute entière, ne proclamait pas le nom de Napoléon! Comme si enchaînés dans la boue nous pouvions oublier que nous avons plané dans les régions de la gloire!

Dans la première salle où étaient les portraits des généraux et des maréchaux morts en combattant pour la France, on voit les traits inconnus des prétendus héros vendéens; vêtus comme des brigands, ils sont dans des positions forcées et ressemblent aux guerriers des mélo-

drames ; le sabre à la main, les yeux hagards, la figure pâle et sinistre ils paraissent plutôt prêts à assassiner qu'à combattre.

La Rochejacquelin et Suzannet, tous deux tombés avec gloire dans les rangs de l'armée que je combattais en 1815, sont auprès de Pichegru et de Moreau, seuls généraux jugés dignes de se montrer dans cette enceinte. Seuls ils ont en effet mérité ce honteux honneur en se mettant à la solde des nations étrangères, et en portant les armes contre cette partie, fière de leurs premiers exploits. Je me suis long-temps arrêté devant la figure calme et bonne du vainqueur de Hohenlinden, que j'ai accompagné sur tant de champs de bataille; j'aurais voulu l'arracher de ce lieu, j'aurais voulu que la muse de l'histoire déchirât les dernières pages d'une si belle vie. Souhait inutile, vœu superflu ! La mort a placé sur lui son sceau irrévocable; il n'est plus de repentir, plus de réparation possibles; son dernier combat a été un crime, son dernier soupir une trahison; il est mort sous l'uniforme russe : qu'il reste au milieu des héros vendéens et dans l'antichambre de ceux qui nous gouvernent !

La longue galerie est remplie de tableaux de religion et de portraits de Louis XV, de Louis XVI et de Marie-Antoinette; il y en a un de Louis XVIII à l'âge de seize ans : c'était un joli enfant! Les appartemens sont de plain-pied ; ils donnent sur le parc et l'orangerie, ils

sont meublés avec moins de recherche que ceux du comte d'Artois; mais il y a une belle bibliothèque qui sert sans doute pour toute la famille : j'y ai vainement cherché l'histoire des Stuarts.

Décidément les jésuites nous gouvernent ; on a saisi hier chez un libraire l'édit de Louis XV qui les supprimait. Cet édit était entouré de petites vignettes représentant les vices qui avaient amené l'anéantissement de cet ordre si dangereux pour la société. Les lettres provinciales seront bientôt proscrites comme un livre séditieux. On nous mène bien loin ; il me semble que nous approchons du terme ; gare au retour!

23 avril.

J'ai déjà parlé de l'abbé Desmazures qui prêche dans quelques salons particuliers du faubourg St-Germain ; il m'a beaucoup pressé de venir l'entendre, et pour m'en inspirer l'envie il m'a déclamé le morceau le plus brillant de son allocution, son entrée à Jérusalem. Je l'ai trouvé froid, mal écrit, et sur sa demande, je lui ai dicté un autre morceau. C'est une opposition de ce qu'était Jérusalem quand le fils de Marie y entra comme un triomphateur, et de ce qu'elle est aujourd'hui où le désert environne quelques ruines, où la mort et le silence règnent dans son enceinte. J'étais curieux de m'entendre prêcher, et je suis allé à deux heures chez M. de Lépine. Toute la rue de Bourbon était bordée de deux rangs de voitures ; trois immenses salles étaient pleines de

dames du faubourg ; on y voyait beaucoup de prêtres et quelques hommes du monde : ma société et moi nous étions certainement les seuls du parti libéral. Mon pauvre abbé a été un peu emphatique, un peu ennuyeux ; sa voix résonnait comme un roulement de tambour ; elle était infatigable comme le bourdon de Notre-Dame. Il y avait un désordre inexprimable dans son discours, ou pour mieux dire dans sa promenade en terre sainte. Il nous a conduit du nord au midi, de l'est à l'ouest, des collines aux montagnes, des montagnes aux vallons. Pourquoi ne copiait-il pas Châteaubriand ? Pourquoi ne nous lisait-il pas quelques strophes du Tasse. Cependant le morceau que je lui avais dicté a excité un murmure approbateur ; c'est mon premier succès oratoire, et je ne me crois pas destiné à en obtenir d'autres. Enfin l'abbé Desmazures a fini, et c'était sans doute le but de son discours, par nous dire qu'il n'avait pas prêché une croisade de guerre, mais une croisade de charité ; et par nous demander l'aumône pour les gardiens du St-Sépulcre ; une charmante quêteuse était à la porte et il était bien difficile de refuser quelque chose à ses beaux yeux supplians.

En écoutant l'abbé Desmazures, qui avait captivé pendant deux heures un auditoire nombreux, éclairé et peu enthousiaste, je pensais à Pierre l'ermite, qui, vêtu comme lui, venant comme lui de

la terre sainte, avait enflammé les passions de nos pères et jeté l'Europe sur l'Asie.

L'orateur s'est toujours adressé aux nobles dames : peut-être se seront-elles formalisées en remarquant quelques jolies plébéïennes qui s'étaient glissées au milieu d'elles. Les femmes tiennent plus que les hommes à leur rang et à leurs préjugés. Rome avait depuis long-temps admis les plébéïens au consulat, à la questure, au ministère des autels, et les dames patriciennes refusaient de recevoir les plébéïennes au temple « de la pudicité patricienne» élevé près de l'autel d'Hercule. L'an 457, elles en refusèrent l'entrée à Aula Virginia, femme de Volumnius, alors consul. Elle s'écria : « Ma vertu est-elle suspecte? ai-je épousé deux maris? » Ses supplications furent vaines : elle se réunit alors à plusieurs plébéïennes, et elle érigea un temple « à la pudicité plébéïenne. » Allons, mesdames du noble faubourg, pénétrez-vous un peu de votre dignité; ne souffrez point d'alliage dans vos pieuses réunions, n'y admettez que des vertus de qualité, et obligez les jolies roturières de la Chaussée-d'Antin à chercher un autre prédicateur..

Les députés se sont séparés presqu'en état de guerre. Le côté droit ne voulant pas entendre un député de la ville de Chartres, M. Lacroix-Frainville, sur une question qui intéresse son département, le côté et le centre gauche ont refusé de voter, et trois fois le scrutin a été nul.

Les journaux ultra ont accusé les députés libéraux d'avoir violé leurs sermens; ils ont donc oublié que, dans la séance du 28 novembre 1816, la minorité de droite refusa de voter sur une pétition présentée par la demoiselle Robert, et que cette minorité sortit tout entière pour ne pas prendre part à la délibération. M. Cassaignoles a rappelé ce fait dans de très-bonnes observations qu'il vient de publier sur cet objet.

Les corps électoraux sont convoqués pour le 9 mai : tous les présidens nommés sont, ou des députés sortans, ou des hommes connus par la violence de leurs opinions. La faction ne garde aucune mesure; elle a pris pour devise : « Hors de nous point de salut. » Jusqu'ici le ministère des finances lui avait échappé; mais sur plusieurs dénonciations adressées à la duchesse d'Angoulême, M. Lefèvre, homme d'un grand talent et du caractère le plus estimable, a été renvoyé de sa place de secrétaire général. M. de Villèle a en vain essayé de le défendre et de le conserver. Le gouvernement occulte veut cette place, qui l'initie à tous les secrets, il la veut et il l'aura pour un de ses affidés. C'est ainsi qu'il en a usé à la guerre, à la justice et à l'intérieur. Quelle anarchie que le gouvernement de Louis XVIII !

Bertrand arrive de Châteauroux, où il a été reçu avec enthousiasme; il a en vain cherché à se soustraire aux témoignages d'admiration et d'amour de ses concitoyens; des rassemblemens,

des sérénades ont eu lieu, et M. le préfet, choqué sans doute de ce qu'il ne lui avait pas fait de visite, a dénoncé toute la population; il a prétendu qu'on avait crié: « Vive celui qui n'est pas mort! Vive Napoléon! » Les persécutions ont commencé; l'ingénieur en chef du département a été déplacé. Son crime est d'être cousin de Bertrand!

25 avril.

Voulez-vous voir combien est funeste et rapide l'influence d'un mauvais gouvernement, d'un gouvernement qui, en opposition avec l'esprit du siècle, cherche à étouffer toutes les ambitions, à éteindre toutes les lumières, à dénaturer tous les talens? allez voir l'exposition. Un siècle s'est-il écoulé depuis que l'immortel David exposait les Horaces, la mort de Socrate, les Sabines, Léonidas? depuis que Gros, Girodet, Gérard et Guérin qui, comme les lieutenans d'Alexandre, semblaient appelés à se partager l'empire de leur maître, nous faisaient admirer leurs brillans chefs-d'œuvre? Que sont devenus ce dessin si sévère et si pur, ces compositions savantes, ce coloris de la nature? Vateau et Boucher sont-ils sortis de leurs tombeaux?

Quand Louis XIV régnait, Lebrun peignait avec pompe les batailles d'Alexandre et la splendeur de la cour. Après lui, l'art suivit la décadence de la France et ne se releva qu'avec les idées philosophiques du 18e siècle. Bonaparte lui donna

l'impulsion de son génie, de ce génie vaste comme la nature et productif comme elle. Et qu'on ne nous dise pas que le monarque conquérant ne voulait que des batailles, qu'il ne demandait aux artistes que la fumée des camps, que les figures de ses compagnons d'armes! N'est-ce pas sous son règne que Girodet nous a donné son Déluge, Gérard son Bélisaire et son Ossian, Guérin son Marcus Sextus et sa Phèdre, etc., etc. Toutes les productions étaient appréciées, tous les talens encouragés, tous les succès récompensés.

Si un philosophe étranger, accoutumé à remonter des effets aux causes, et auquel l'histoire de notre époque serait tout-à-fait inconnue, entrait dans le salon, et qu'on lui demandât qu'est-ce qui gouverne un pays où les artistes emploient ainsi leurs pinceaux? Il répondrait sans hésiter: Un moine, roi de la seconde race, ou un roi du commencement de la troisième. On assure, en effet, que la grande aumônerie a fait, avant l'ouverture du salon l'inspection de tous les tableaux et qu'elle a impitoyablement banni toutes les nudités. Pourquoi donc a-t-elle fait grace à cet énorme Borée qui, le dos tourné vers les spectateurs, enlève Orythie? Son auteur doit être bien en cour; quelque jésuite le protège peut-être.

Les portraits sont en grand nombre : j'ai remarqué celui de M. Frey, héraut d'armes de France, commandant, à ce que dit le livret, la cavalerie de l'armée royale de la Vendée, sur-

nommé *Tranche-Montagne*, et que M[lle] Henry a peint sous son costume chevaleresque. La cour l'achètera sans doute pour le placer à Saint-Cloud auprès des Lescure et des d'Autichamp. Lassale, Montbrun, Espagne, d'Hautpoul, qu'est devenu le temps où vos sabres, si redoutés de l'ennemi, brillaient dans cette enceinte! Vous ne preniez pas de ridicules dénominations; votre nom suffisait pour attirer tous les regards et pour émouvoir tous les cœurs!

Girodet et Gérard n'ont rien exposé; mais on annonce la Corinne du second et on en parle comme d'un chef-d'œuvre. La foule se presse devant les tableaux de Gros : ils ne m'ont pas paru dignes de ce grand maître, qui nous donna jadis dans ses Pestiférés, le chef-d'œuvre du siècle : le grand peintre s'inspirait du héros. Hélas! les inspirations lui manquent.

Les Pestiférés portent bonheur; arrêtons-nous un moment devant saint Louis qui, déjà atteint de la peste, va visiter les guerriers mourans de la même maladie. La figure du roi est belle, calme, résignée. Ses compagnons d'infortune expirent aussi sans se plaindre; on voit dans leurs regards que c'est pour le roi qu'ils implorent le ciel. M. Scheffer s'est élevé à une grande hauteur; il dessine bien et il peint avec force et franchise.

Il ne me reste à citer, sur les 1348 morceaux exposés dans le salon, que le portrait de madame Lariboissière par Kinson, celui de Casimir Périer

par Hersent; quelques petits tableaux de Prudhon; des intérieurs, des paysages, une ou deux marines, des fleurs de van Spaendonch, et une bataille d'Egypte, où Langlois se met au rang de Lejeune et de Vernet.

Descendons le magnifique escalier du Louvre; entrons dans les salles destinées à la sculpture. Elle semble marcher en raison inverse de la peinture. Les progrès sont sensibles. Cette exposition vaut mieux que la dernière. M. Bra nous a donné, dans son Aristodème au tombeau de sa fille, une admirable statue; peut-être cette figure, où est empreinte une douleur si profonde, rappelle-t-elle un peu trop celle du Laocoon; mais le même sentiment doit avoir la même expression; Aristodème pleure aussi sur ses enfans et sur sa patrie! Qu'il est doux et suave le baiser prolongé que Vénus donne à l'Amour! M. Marin a tenu un moment le ciseau de Canova; il a été moins heureux dans sa Baigneuse. M. Dupaty rend également bien la force et la grace, la contraction musculaire et les contours arrondis. On a peine à concevoir que la Vénus devant Pâris, et Cadmus combattant le serpent, aient été produits par le même ciseau. Quelle jolie composition que ce Faune enlevant des fruits à une Bacchante! On lit dans ses yeux que les figues n'excitent pas seules ses désirs; M. Lemoyne, auteur de cette jolie statue, a sacrifié aux graces. Je ne veux pas quitter le salon sans féliciter

M. Genelois sur son Enfant donnant à manger à un serpent, et sur sa Nymphe tenant un papillon : il y a peut-être dans cette dernière figure un peu de manière, un peu de ces graces affectées du cavalier Bernini, mais le dessin en est pur, et l'expression en est aimable.

29 avril.

Tout ce qu'on avait dit de madame R....... est faux et je m'en réjouis; elle n'a point été aux Tuileries; jamais elle n'a écrit au roi; jamais elle n'en a reçu de billets. Qui donc a pu calomnier ainsi l'esprit, les graces et la bonté?

On assure que les ministres d'état ne recevront plus de traitement. Est-ce la suite des discussions des chambres? Est-ce la suite de l'humeur des ministres, qui voient leurs prédécesseurs voter constamment contre leurs projets de lois? Est-ce un manque de prévoyance pour leur propre avenir? Ces messieurs veulent peut-être, en s'ôtant cette perspective, s'imposer la douce nécessité de mourir à leur poste.

Les pairs viennent de décider qu'on ne pourra pas les arrêter pour dettes. Les voilà donc avec le privilége de ne pas payer ce qu'ils doivent, mais aussi avec l'avantage de ne plus trouver à emprunter! Les gentilshommes de la chambre des députés vont peut-être demander la même prérogative. M. Molé a prouvé l'absurdité et l'indignité de cette mesure; M. Lanjuinais l'a soutenue : *Aliquandò bonus dormitat Homerus.*

La cour veut nous ramener à 1787. Il n'est pas étonnant que le parti libéral recherche les ouvrages qui, en 1789, firent une impression profonde sur l'esprit du peuple et furent les précurseurs de la révolution; de ce nombre sont les deux ouvrages de l'abbé Sieyes, intitulés « Essais sur les priviléges, » et « Qu'est-ce que le tiers-état? »

L'Europe entière connaît M. Sieyès : penseur profond, ami sincère de l'humanité, il a dirigé toutes ses pensées vers l'art social et vers le moyen de rendre les hommes heureux. M. Sieyes est ennemi des rois tels qu'ils sont, abusant de leur puissance pour opprimer, et opprimant pour plonger dans la misère et dans l'ignorance ceux qu'ils devraient éclairer et protéger; mais il n'est pas ennemi de la forme monarchique du gouvernement, qu'il regarde, je crois, comme la meilleure ou la moins mauvaise.

Son premier écrit « Qu'est-ce que le tiers état? » brilla comme un éclair dans une nuit profonde : il fit la révolution. Sa proposition de constituer les états-généraux en assemblée nationale eut une grande influence; mais, dès le premier jour, il vit que le but était manqué et il se découragea; il attribue les erreurs où on est tombé, à la minorité de la noblesse, qui n'avait paru dans les rangs des amis de la liberté que pour se faire craindre et acheter par la cour. La noblesse est l'objet de sa haine, cette noblesse

qui, toujours auprès du trône, s'interposant entre le peuple et lui, exerçait ce qu'il appelle la *haute mendicité*. Sans amour du travail, sans économie, sans talens, elle ne s'enrichissait que des aumônes du roi et de la sotte vanité de la haute bourgeoisie qui, s'alliant avec elle, lui transmettait le fruit d'une longue industrie et d'honorables travaux. Selon lui, les Lameth, les Broglie étaient vendus à la cour; Mirabeau l'était aussi. Sieyes en trouve la preuve dans les propositions que ce dernier lui a faites à lui-même. Ainsi, cet homme, que le peuple regretta avec tant d'amertume, avait abandonné les intérêts du peuple!

M. Sieyes regardait dans les jours d'exil un changement de dynastie comme indispensable; sans cela, disait-il, point de révolution; mais il mettait un très-grand soin à ce qu'on ne le crût pas du parti d'Orléans. Il est bien convaincu que les fureurs de l'anarchie étaient dirigées par les royalistes; il regarde Robespierre comme un des moins coupables de la bande; mais on est convenu de tout mettre sous son nom comme dans une maison de commerce.

M. Sieyes apprécie peu « le génie gascon de Montesquieu ». Il s'élève avec force contre les paradoxes de Rousseau, qui dit quelque part : « Qu'il n'y a pas de représentation véritable. » M. Sieyes trouve au contraire que tout, dans la société, est représentation; mais il me semble qu'il force un peu la signification de ce mot, en

disant : « Que le cordonnier nous représente quand » il fait des souliers pour nous. » Ce grand lien de besoins communs et d'aides réciproques qui forme la société, n'est pas une représentation.

Bonaparte est, selon M. Sieyes, l'homme le plus criminel envers l'espèce humaine; il détestait les idées libérales; il aurait volontiers fait la guerre aux philosophes et à tous ceux qu'il appelait idéologues; c'est Bonaparte qui a arrêté l'essor de ce siècle vers la liberté, essor qu'il appréciait quand il disait : « Cette ère est celle des » gouvernemens représentatifs. »

Tout le premier écrit de M. Sieyes « Essai sur les priviléges » est le développement de la définition du privilége, donnée en ces mots par l'auteur : « Le privilége est une dispense pour » celui qui l'obtient et un découragement pour » les autres. » N'aurait-il pas dû dire : « et un tort » réel pour les autres? » Ainsi, le privilége qu'avait la noblesse d'occuper tous les grades de l'armée faisait un tort réel aux plébéïens, qui ne pouvaient pas recevoir le prix de leurs services ; ainsi, la dispense de concourir aux charges de l'état augmentait le fardeau des impositions sous lequel le peuple succombait ; il y avait donc là plus que du découragement. Je n'ai pas les mêmes reproches à faire à sa fameuse définition « Du » tiers-état, de ce qu'il était, de ce qu'il voulait » être. » La révolution a prouvé qu'il avait raison; la contre-révolution pourrait bien prouver à son

tour qu'il avait tort, si on la laissait achever son ouvrage et le consolider. Alors, comme aux états de 1614, un nouveau Senecey, président de la noblesse, pourrait bien dire au roi :

« Sire, la noblesse est le bras droit de votre jus-» tice, le soutien de votre couronne et les forces » invincibles de l'état.

» Le tiers-état, qui tient le dernier rang dans » cette assemblée, méconnaît sa condition; et, » oubliant toutes sortes de devoirs, ose se compa-» rer à nous. Il compare l'état à une famille com-» posée de trois frères, dont le clergé est l'aîné, » la noblesse le puîné, et lui le cadet. En quelle » misérable condition sommes-nous tombés, si » cette prétention est véritable! Faites-le rentrer » dans l'ordre, etc., etc. »

Amis de la liberté, qui ne voulez pas que trente ans de travaux et de sacrifices soient perdus pour la patrie, relisez l'abbé Sieyes; citoyens apathiques qui vous endormez sous la foi de vaines promesses, lisez l'abbé Sieyes, et vous verrez le sort qu'on prépare à vous et à vos enfans.

Las-Cases m'a lu, pendant deux heures, des cahiers de ses conversations avec l'Empereur; il y en a dix-huit cents pages; il se dispose à en faire imprimer une grande partie. Rien n'égale l'intérêt de cette lecture : on voit là le héros en robe de chambre; on pénètre dans son cœur et on l'aime; on découvre le but et les ressorts de sa politique, et on l'admire et on l'absout; on apprend

ce qu'il pensait des hommes qu'il employait, et on le plaint. Il paraît que l'Empereur regrettait encore la non exécution du projet qu'il avait formé d'envoyer seize mille hommes dans l'Inde, sous le commandement d'un chef habile et entreprenant. Ils auraient été embarqués sur trente vaisseaux de ligne et seraient arrivés sans que rien pût les contrarier. Decrès opposait à ce plan la difficulté de se procurer de l'eau, et l'Empereur prétendait qu'avec une force aussi considérable on pouvait débarquer partout et en avoir de force ou de gré. Qu'on réfléchisse à l'impression qu'aurait causée en Angleterre la nouvelle d'une semblable entreprise. Son succès dans le premier moment eût été infaillible; les Marates et plusieurs autres peuplades se seraient jointes à nous, et l'Indostan eût été conquis; mais les escadres anglaises se seraient établies dans ces mers; toute communication eût été coupée; nos forces se seraient usées dans les combats, et nous aurions fini par succomber. Nous aurions eu dans l'Inde le sort que nous avions eu en Égypte.

L'Empereur appréciait ses généraux par l'esprit et par le caractère ou courage. Cette distinction ne me paraît pas juste : l'esprit n'est pas de la faiblesse, encore moins de la lâcheté; il donne souvent de l'irrésolution, parce qu'il fait voir un objet sous toutes ses faces, et qu'il présente à la fois et toutes les chances et toutes les suites que ces chances pourront avoir; mais il n'est pas l'op-

posé du caractère ou du courage qui va tête baissée et sans s'informer de ce qui est au bout de la carrière. Je crois qu'on pourrait mieux décomposer un grand général, en disant qu'il réunit au même degré les qualités et les talens militaires entre lesquels on doit faire une distinction. Les qualités suffisent pour faire de bons généraux subalternes; il faut la réunion si difficile et si rare des talens et des qualités pour faire un bon général en chef; j'ai cherché à peindre ce phénomène dans un chapitre de la nécessité d'une armée permanente; et Napoléon qui, sous tant de rapports, pourrait servir de modèle à ce portrait, Napoléon nous explique ce qui constitue à ses yeux la perfection, quand il parle d'un homme *carré*, chez qui le caractère égale l'esprit : pour compléter cet homme, il faudrait que les qualités égalassent aussi les talens, qui n'ont pas besoin d'être définis.

Les qualités sont le courage, le sang-froid, le coup d'œil, l'habitude du péril, l'art d'agir sur les hommes. Le courage doit être calme, pour laisser à un chef toutes les facultés de son esprit, et cependant ce courage doit être animé: il doit en quelque sorte s'exhaler au dehors pour pouvoir être contagieux. Le général Reignier était un des hommes les plus courageux que j'aie connus; mais il était si froid, si impassible qu'il n'avait aucune action sur les troupes, aussi a-t-il toujours été battu; M......... a éprouvé le même sort; il n'en

est pas moins monté de chute en chute au plus haut grade militaire.

Végèce prétend que le trop de courage est nuisible, et qu'il y a peu de capitaines très-vaillans « qui exécutent de grandes choses. » Il était pourtant courageux ce César qui soumit les Gaules, et qui à Munda se précipita au milieu des ennemis et ramena la victoire sous ses drapeaux; il était courageux ce bon et grand Henri qui conquit son royaume ; il était courageux, quoiqu'en ait voulu dire l'envie calomniatrice, ce Napoléon qui parcourut l'Europe et la vainquit, rentra dans son empire suivi seulement de quelques héros, brava la mort depuis Fréjus jusqu'aux Tuileries, et auquel ses ennemis eux-mêmes n'ont pas contesté la gloire « d'avoir fait de grandes choses. »

Le coup d'œil n'est pas toujours un don du ciel: il s'acquiert, il se forme par l'étude et surtout par l'expérience.

La qualité la plus essentielle dans l'homme qui commande, c'est le caractère, c'est-à-dire la fermeté, la persévérance dans ce que son jugement a décidé. Le caractère est au-dessus des talens, car il peut les remplacer et rien ne le remplace. C'est pour n'avoir pas su résister aux instances des jeunes Romains, que Pompée, vainqueur à Durazzo, perdit le fruit de quarante ans de gloire : un guerrier doit sacrifier sa réputation à l'intérêt de sa patrie, comme un mandataire du peuple doit savoir faire à cette même patrie le sacrifice de sa popularité.

Mais les meilleures choses ne sont bonnes que par leur mesure, et deviennent mauvaises par leur abus; il faut de la constance dans les résolutions une fois prises; car elles deviennent quelquefois bonnes, quoiqu'elles ne l'aient pas été dans le premier moment, et l'incertitude ne mène à rien; mais il ne faut pas que cette constance dégénère en obstination; l'Empereur ne l'a que trop éprouvé sous les murs de Leipsick, où il n'aurait pas dû livrer la bataille du 19, peut-être même pas celle du 18. Jamais la France n'eût été entamée, s'il eût senti sur les bords de l'Elbe la nécessité de venir défendre les bords du Rhin.

La moralité n'est pas moins utile que la constance: l'humanité est souvent unie au plus brillant courage. Duguesclin, mourant du chagrin que lui causaient les injustices de la cour, disait à ses compagnons d'armes: « Souvenez-vous que le pauvre » peuple, les femmes, les enfans et les vieillards » ne sont pas nos ennemis. » La loyauté a souvent facilité les conquêtes: Fontenai n'attend pas pour ouvrir ses portes au Béarnais qu'il ait signé la capitulation promise. « On dort en paix sur la pa» role du roi de Navarre, » disent les habitans. Paris a éprouvé en 1815 qu'une signature est une faible garantie. Beaucoup de généraux sont jaloux de leurs subordonnés; ils craignent en leur rendant justice de diminuer leur part de gloire personnelle; ils ont tort : la gloire qui reste le plus est celle que l'on partage; le brave et vertueux

Lanoue s'oubliait seul dans la relation de ses exploits.

Le plus grand avantage pour un général est d'être maître d'agir d'après ses inspirations, et les circonstances qu'il faut saisir sur-le-champ. Pour être juste envers les généraux, il faudrait donc connaître non seulement les obstacles qu'ils ont éprouvés de la part de leurs ennemis, mais encore les obstacles souvent plus grands que les ministres, les conseils auliques, la volonté des souverains, les ordres irréfléchis, les intrigues de cour ont élevés contr'eux. Les seuls généraux vraiment responsables de leurs actions, sont ceux qui les ont résolues, qui les ont dirigées et qui ont été les libres arbitres de toute leur conduite; mais pour que cela soit, il faut qu'ils aient le pouvoir souverain, et c'est ce qui place les rois au-dessus de tout parallèle. Henri IV, Gustave-Adolphe, Charles XII, Frédéric, Napoléon, qui furent à la fois généraux et monarques absolus, peuvent être jugés rigoureusement et justement; ils ont droit à toute la plénitude des éloges, à toute l'étendue des reproches; car chacun d'eux était à la fois la tête qui concevait, la volonté qui dirigeait, le bras qui exécutaït. Les guerres que les souverains font par eux-mêmes sont rarement malheureuses; mais il ne faut pas qu'ils y aillent pour se tenir à l'écart et pour y assister comme à un spectacle où ils ne sont pas acteurs. La majesté du trône s'y affaiblirait, au lieu d'y puiser de l'éclat, et

Louis XV n'était pas plus grand à Fontenoy, où il devint l'objet des railleries de ses soldats, qu'il n'était grand à Versailles, où il assistait aux conseils de ses ministres, se contentant d'y donner son avis, sans s'inquiéter de le faire prévaloir.

Mais quels que soient les talens et les qualités d'un général, il faut que les circonstances le favorisent. Combien de guerriers restent inconnus! Combien d'exploits ne laissent pas plus de traces que n'en laissent les météores qui sillonnent un moment les airs! L'immortalité n'est pas toujours la récompense de celui qui l'a méritée: aussi n'est-ce pas au désir de la gloire que le guerrier citoyen doit sacrifier sa vie; c'est aux intérêts sacrés de la patrie qu'il doit s'immoler. Qu'importe que notre nom soit oublié, si nos œuvres nous survivent, si nos concitoyens en recueillent le fruit!

On ne saurait trop le répéter, la science de la guerre est immense; c'est la plus difficile de toutes les sciences: elle embrasse le ciel et la terre, elle exige la réunion de toutes les facultés, de toutes les capacités; mais l'art de la guerre est si vaste, que le même homme n'excelle pas dans toutes ses parties. Ainsi Ney et Murat avaient plus de qualités militaires que de talens. Moreau, à qui l'Empereur refuse du génie, mais à qui il accorde de l'instinct, avait à un égal degré, mais pas à un degré supérieur, ces deux parties d'un grand capitaine. Il ne reculait pas comme tant d'autres devant ces dénoûmens qu'on appelle des

batailles et que, suivant l'Empereur, beaucoup de généraux très-habiles à prendre des positions, à calculer des marches, à combiner des plans, ajournent tant qu'il leur est possible.

L'Empereur finit la revue de ses maréchaux par ces mots qui m'ont profondément ému, et qui ont fait bondir mon cœur d'orgueil et de reconnaissance: « Les généraux qui semblaient devoir » s'élever; les futures destinées de la France, » étaient: Gérard, Clausel, Lamarque et Foy: » c'étaient mes nouveaux maréchaux. »

Napoléon ne se justifie pas de la mort du duc d'Enghien, il l'explique: Talleyrand donna l'idée et le conseil de l'arrestation. Mais Napoléon repousse la pensée d'avoir fait étrangler Pichegru dans sa prison. Le seul homme dont il eût été de son intérêt de se défaire, était Moreau qui avait une immense popularité, et il ne l'a pas fait; un mot, un simple aveu de Moreau, l'eût sauvé dans le premier moment, mais il le refusa, et s'abaissa quand il n'était plus temps. Sa bouche ne pouvait cependant proférer impunément un mensonge, et quand on lui demanda au tribunal s'il avait vu Pichegru, il le nia, mais une rougeur subite couvrit le front du vainqueur de Hohenlinden.

Je me souviens qu'à cette époque, tout le monde regardait Moreau comme une victime innocente que Napoléon sacrifiait à sa politique. C'était César qui, au moment de prendre la couronne, immolait Pompée; et cependant le temps

a prouvé que Moreau était dans la conspiration; Bonaparte ne fut sauvé que par la discussion qui s'éleva entre Pichegru et Moreau qui ne s'accordaient pas sur ce qu'on mettrait à la place du premier consul. Il est dans le noble caractère de la nation française d'être toujours du parti des victimes; mais il me semble qu'avant d'être généreux il faudrait être juste.

Que de calomnies n'a-t-on pas aussi répandues à cette époque contre Savary, contre Caulaincourt, contre tous les juges du duc d'Enghien! L'Empereur crut de son devoir de les dédommager en les accablant de faveurs, et nous eûmes les ducs de Rovigo et de Vicence, etc., etc.

La session est terminée : qu'auront produit les discours éloquens de l'opposition ? Les impôts n'en sont pas moins excessifs et levés avec rigueur. Tous les libéraux n'en sont pas moins chassés de leurs places qui deviennent la proie des ennemis de la révolution; les vieux militaires n'en sont pas moins éloignés de l'armée et remplacés par des jeunes gens sans expérience. Les prêtres et les nobles ne continuent pas moins leurs envahissemens. La nation est, dit-on, éclairée par ces discussions solennelles, et nous allons voir dans les élections prochaines son opinion se prononcer pour les défenseurs de nos droits; je ne le crois pas. Beaucoup de gens s'imaginent avoir un gouvernement représentatif parce que nous en avons le simulacre; ils se

reconnues comme des droits; ils ont contribué à l'expulsion des Stuarts et à l'établissement de la maison de Hanovre; ils favorisent l'industrie, le commerce; ils sont en un mot « éminemment Anglais ». Nos pairs sont pour la plupart des émigrés rentrés, sans considération, sans fortune, ennemis de nos institutions, jaloux de la prospérité de la France, irrités de la gloire qu'elle s'est acquise, et accoutumés à vivre à la solde des étrangers qui les ont ramenés et qui nous les ont laissés comme une arrière-garde; loin d'être les protecteurs des droits du peuple, ils conspirent pour le replonger dans l'esclavage; ils sont toujours prêts à favoriser les empiètemens du pouvoir royal qui les tient à sa solde; ils tendent la main aux ministres dont ils devraient être les contrôleurs et les juges. Comment avec une telle composition, la chambre des pairs pourrait-elle être une branche indépendante de la législature? Comment pourrait-elle contenir le pouvoir et être une garantie aux yeux de la nation?

Je suis loin de contester la nécessité d'une seconde chambre: c'est une espèce de tribunal d'appel nécessaire pour la confection des lois, comme il l'est pour leur application; mais ce tribunal devrait être fondé sur d'autres bases. Pourquoi les vingt plus imposés d'un département ne proposeraient-ils pas trois d'entr'eux parmi lesquels le roi choisirait un membre pour la chambre haute? On aurait alors une représentation de la grande

propriété, dont on parle tant; et cette chambre vraiment conservatrice exercerait une grande influence sur les destinées de la France; l'hérédité devrait en être bannie; car son utilité est fondée sur la propriété qui change de main, ou sur les vertus et les talens qui ne sont malheureusement pas toujours héréditaires.

Les conseils des départemens, et la première chambre, pourraient proposer les noms des hommes qui auraient rendu de grands services à l'état, ou qui seraient parvenus à un haut point d'illustration, pour les faire entrer dans la chambre que je propose: le roi aurait le même droit, et il se formerait bientôt un corps puissant par ses richesses, imposant par sa renommée, respecté par son indépendance, vénéré et chéri pour les services qu'il rendrait: ce corps serait tout à la fois le défenseur du trône et le palladium de nos libertés.

Critias, un des trente tyrans d'Athènes, disait en accusant Théramène : « en changeant à tout vent on n'arrive nulle part. » On arrive partout, lui répondrait M. de Talleyrand, ancien évêque d'Autun, ancien ministre de la république, ancien ministre de Bonaparte, ancien ministre de Louis XVIII. Soult, qui entretient des relations avec tout le monde, me parlait hier des efforts que cet homme fait pour parvenir de nouveau au ministère; s'il réussit, je ne révoquerai plus en doute les deux faits suivans que je tiens de Cambacérès.

Lorsqu'après la bataille de Waterloo, le roi fut entré à Cambray, il y tint un conseil de ses ministres, et tous, même MM. Dambray et Clarke, furent d'avis qu'il fallait publier une amnistie et tout pardonner. Talleyrand s'y opposa en disant : « que le roi ne le pouvait pas, que cela » regardait les chambres. »

Quand on envoya des députés à Wellington, qui se trouvait devant Paris dans une situation très-critique, M. Boissy-d'Anglas lui dit qu'il fallait une garantie à la nation, et que le roi devait promettre solennellement d'oublier tout le passé. L'Anglais trouva cela juste et en écrivit à M. de Talleyrand qui lui répondit : « Que ceux » qui parlaient d'amnistie, étaient égarés par leur » intérêt personnel; que ce n'était pas le moment » de s'occuper de cet objet. » Ainsi tout le sang versé en 1815 doit retomber sur la tête de cet homme! et l'on voudrait lui confier encore les destinées de la France! Oui, il ressaisira le pouvoir; moins il le mérite, plus il a de chances pour l'obtenir.

CHAPITRE VIII.

De la fausseté des calculs politiques. La Malmaison. La prédiction. Les deux décrets. La prise de Fontarabie. Les élections de 1822. Anecdotes. Le maréchal Lefèvre. Administration de Napoléon. Salon d'Horace Vernet. Des tableaux de batailles. M. Laffitte. Adieux à Paris.

4 mai.

On a célébré hier l'anniversaire de la rentrée du roi. S. M. s'est promenée dans sa bonne ville de Paris, au milieu du silence du peuple. Je ne sais si cette leçon des rois lui a fait quelqu'impression. Des personnes qui l'ont vu, assurent que sa figure était triste, mais d'une tristesse royale, c'est-à-dire mécontente et menaçante. Ah! s'il avait pu lire dans les cœurs l'indignation qu'excitent la violation de la charte, les prétentions de la noblesse et les envahissemens du clergé, il aurait tremblé devant l'orage que ses ministres amoncèlent sur sa tête.

Le soir, les ministres, les employés et les marchands brevetés avaient illuminé; mais dans la



presque totalité de Paris il n'y avait que la clarté des reverbères. On avait mis quatre pyramides de lampions autour de la colonne de la place Vendôme, la pluie les a éteints; à neuf heures, il ne restait que quatre ou cinq de ces lampions qui, par une lueur pâle et tremblante, semblaient annoncer qu'ils brûlaient à regret. Un aruspice romain en aurait tiré un mauvais augure.

On annonce que madame de Krudner, dont les inspirations avaient tant d'influence sur l'esprit superstitieux d'Alexandre, a reçu l'ordre de quitter Pétersbourg, et même la Russie. On se souvient du rôle qu'a joué cette femme lors de la seconde restauration : c'est elle qui dicta la sainte alliance, cette conspiration des rois contre les peuples; elle parut s'intéresser au sort de l'infortuné Labédoyère et à celui du maréchal Ney; elle conseilla, dit-on, à Alexandre d'interroger le Christ pour savoir s'il devait demander la grace de ces deux hommes : le docile empereur assura que, chaque soir en rentrant chez lui, il se mettait à genoux devant son crucifix et demandait l'inspiration divine. Le Christ se tut, et le désir de faire couler le sang du vainqueur de la Moscowa parla seul au cœur d'Alexandre.

Les Anglais ont de puissans moyens d'intriguer à Pétersbourg : rien n'égale la vénalité des grands seigneurs russes, qui sont toujours sans argent; cela n'empêchera pas que les hostilités n'éclatent entre les Russes et les Turcs.

Je prédis avec autant de confiance que le grand prophète, l'abbé de Pradt; et cependant combien de faits passés prouvent la fausseté des calculs politiques! Réunissons-en quelques-uns; transportons-nous aux temps dont je vais parler, et voyons à quel point durent être désappointés les grands politiques de cette époque. Si ces exemples ne nous corrigent pas, il nous rendront peut-être plus circonspects.

Charles II, roi d'Espagne, mourait sans enfans. Guillaume, d'accord cette fois avec son éternel ennemi Louis XIV, avait signé en 1698 le traité de partage. L'électeur de Bavière mourut: un nouveau partage de la monarchie espagnole fut signé au mois de mars 1700. Qui n'aurait pas cru à cette époque au démembrement de cette monarchie? L'intérêt réel et positif de toutes les puissances le commandait. Eh! combien la France surtout y aurait gagné! De longues négociations y avaient préparé tous les esprits; deux traités, signés à des époques éloignées, semblaient annoncer une résolution inébranlable. Eh bien, le cardinal Porto Carrero fait signer, le 3 octobre 1700, un nouveau testament à Charles expirant, et, au mois de février 1701, le petit-fils de Louis XIV fait son entrée à Madrid, sous le nom de Philippe V.

Contre toutes les apparences, il est reconnu par la Hollande et par l'Angleterre.

Cette reconnaissance n'était qu'une vaine for-

mule. Guillaume n'attendait qu'un moment favorable pour éclater : il négociait avec toute l'Europe, et allait de nouveau se mesurer avec les généraux de Louis XIV, lorsque, le 4 mars 1702, en allant de Kensington à Hamptoncourt pour y chasser, il tombe de cheval et se casse la clavicule droite. Son chirurgien veut le saigner, son médecin s'y oppose, et le 15 mars, dans la 52e année de son âge, expire Guillaume III, stathouder des cinq provinces, capitaine et amiral général de l'Union, roi d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande.

Quelle joie dans le cabinet de Versailles et de l'Escurial ! L'irréconciliable ennemi, le boute-feu de l'Europe était mort! Une femme sans expérience lui succédait! Assez occupée de se maintenir sur le trône, de contenir une nation turbulente et indocile, comment osera-t-elle braver la puissance de Louis XIV et attaquer Philippe V, tranquille possesseur de l'héritage de Charles II?

Eh bien, on avait eu tort de se réjouir à Paris et à Madrid : tout le contraire de ce qu'on prévoyait arriva. La reine Anne embrassa tous les plans de Guillaume, et, le 15 mai 1702, la Hollande déclarait la guerre à la France. Marlborough fut mis à la tête de ses armées. Guillaume, toujours malheureux, eût vraisemblablement continué à être battu; Marlborough s'empara, dans la première campagne, de Venloo, de Liège et de Ruremonde; en 1703, de Bonn, de Huy et de Lim-

bourg; en 1704, réuni au prince Eugène, il remporte la fameuse victoire d'Hochstedt, le plus grand échec qu'eût encore souffert Louis XIV; et celle de Ramillies vint, le 23 mai 1709, mettre le comble à la gloire de Marlborough et à la honte de Villeroi.

Nos armées étaient dispersées, les frontières entamées; on ne trouvait plus de recrues, on n'avait plus d'argent pour les solder; le découragement était général, tout annonçait que le petit fils de Louis XIV serait obligé de renoncer au trône d'Espagne..... Une intrigue de femme amène la disgrace de Marlborough, les wighs sont culbutés par les tories, et la chambre haute accuse le vainqueur de Ramillies d'avoir accepté des présens de la part du commissaire des vivres. Le duc d'Ormont le remplace, nous sommes vainqueurs à Denain, la paix est signée à Utrecht le 14 avril 1713, et Eugène est obligé de renoncer à l'espoir « de pousser jusqu'à Versailles une tor» che à la main. »

Lorsque, presque à la même époque, au mois de novembre 1700, l'électeur de Brandebourg, lassé de solliciter de l'empereur le titre de roi, se le donna lui-même en buvant à la santé de Frédéric Ier, qui aurait prévu que, quarante ans après, un de ses successeurs braverait les forces de l'Autriche et lutterait, dans la guerre de sept ans, contre l'Europe coalisée?

Je pourrais facilement multiplier les exemples :

tous prouveraient la vanité des calculs de la sagesse humaine, tous nous convaincraient que les événemens inattendus mènent le monde. Je n'en continuerai pas moins à tâcher de deviner ce qu'enfantera le temps présent.

Les ministres se donnent le plus grand soin pour obtenir des élections qui leur soient favorables. On a publié une circulaire du ministre des finances; cette circulaire annonce que tous ceux qui ne voteront pas dans le sens de l'administration perdront leur place. M. de Chabrol a envoyé publiquement la liste des candidats approuvés par le ministère; tous les préfets, tous les receveurs généraux, sont en campagne pour séduire ou pour menacer les électeurs; tous les journaux de la faction ont le mot d'ordre. Une telle impudence de la part du pouvoir ne se conçoit pas. Elle est justifiée, dit-on, par ce qui se passe en Angleterre, et ces intrigues sont de l'essence du gouvernement représentatif. Le gouvernement représentatif est alors le plus mauvais, le plus ridicule, le plus immoral, le plus machiavélique des gouvernemens. Il devrait avoir pour base l'opinion; pour moyen, pour agent, l'expression libre et pure de cette opinion, et vous vous permettez de la comprimer, de la dénaturer, de lui faire exprimer le contraire de ce qu'elle veut! Mieux vaudrait, je l'ai déjà dit, un despotisme fort et avoué; car certes, il vaut mieux pour une nation être opprimée que corrompue. Mais où est

la tête de Mahomet, où est le sabre d'Omar pour faire du despotisme ? Nos misérables ministres peuvent bien ourdir des intrigues, calomnier, ternir, dessécher, mais ils ne savent ni commander, ni gouverner; leurs partisans les plus dévoués ne croient même pas pouvoir se fier à eux. Ils ont nommé, pour juger la conspiration de Béfort, les ultra les plus prononcés de l'Alsace; eh bien! ces ultra aiment mieux payer les cinq cents francs auxquels la loi condamne les jurés qui ne se rendent pas à leur poste, que d'aller s'exposer à mécontenter les ministres en absolvant, ou à braver l'opinion publique en prononçant des condamnations qu'elle réprouve.

Le jeune Sirejean, sous-officier dans un régiment de cavalerie, a été fusillé à Tours; il était âgé de vingt-deux ans! il a commandé lui-même le peloton et est tombé en héros. Mme Récamier n'avait négligé aucune démarche pour obtenir sa grace. La bonté d'une femme croyait à la clémence d'un roi!

Le général C..... vient d'être nommé premier chambellan, maître de la garde-robe, en remplacement de R... qui pour sa gloire aurait dû mourir plutôt. C..... enviait cette place, et il l'a méritée par un discours qu'il a prononcé à la chambre des pairs pour prouver « que l'armée » du roi était aussi redoutable que les armées que » nous avions eues jusqu'à ce jour. »

6 mai.

J'ai revu hier la Malmaison, qui est aussi bien tenue que lorsque Joséphine l'habitait; il n'y manque que la riche collection de tableaux et de statues. J'ai été indigné de voir dans la salle à manger le buste de l'empereur de Russie et de ne trouver nulle part celui de Napoléon.

Il ne manque pas un livre à la bibliothèque; les cartes de Russie sont amoncelées dans un rayon auprès de la table de travail. C'est peut-être sur ces mêmes cartes que l'Empereur avait calculé cette funeste marche sur Moscou, qui l'a conduit à Sainte-Hélène!

De combien de douleurs solennelles ces beaux lieux ont été les témoins! C'est là que Joséphine s'est retirée après son divorce; c'est là qu'en 1815, après son abdication, Napoléon a passé quatre jours dans l'attente des passeports qui l'ont mis à la disposition des Anglais; c'est là qu'il apprit que la chambre des députés ne reconnaissait pas son fils pour son successeur, et que, libre par ce refus de se remettre à la tête de son armée qui l'appelait de tous ses vœux, il n'osa pas le hasarder! Vaincu par Wellington, il fut encore vaincu par les intrigues de Fouché. Avant de monter en voiture, il se fit ouvrir la chambre où Joséphine était morte, et qu'il avait si long-temps habitée avec elle; il la parcourut silencieusement et à pas lents; il s'arrêta devant le lit, contempla long-temps la glace où leurs deux figures s'étaient si

souvent reflétées, et sortit sans proférer un seul mot.

Comme son imagination devait se reporter vers le passé! comme il devait regretter la gloire du premier consul! comme il devait condamner alors son union avec cette perfide maison d'Autriche, principale cause de ses malheurs.

La Malmaison n'est ni un palais impérial, ni même un château de grand seigneur. Il n'y a de beau que le rez-de-chaussée que l'Empereur avait fait refaire ; il se compose d'un vestibule qui ouvre sur le parc; à gauche, d'une salle à manger, d'une salle dite du conseil et de la bibliothèque; à droite, d'un salon, d'une salle de billard, d'un boudoir et de la galerie de tableaux. L'escalier qui conduit au premier étage est bas, étroit, péniblement contourné ; on entre d'une très-petite antichambre dans la chambre de Joséphine, encore somptueusement meublée, et de là dans quelques pièces mesquines, où quatre personnes sont à l'étroit.

Le parc est vaste et très-bien dessiné : le terrain a du mouvement sans être trop tourmenté; les eaux sont belles et transparentes ; des cygnes blancs et noirs les sillonnent dans toutes les directions. Des masses de lilas parfumaient les airs ; on s'arrêtait involontairement devant des pampadouras, d'où s'exhalaient des odeurs suaves et inaccoutumées; des touffes d'iris, de giroflées et de pivoines coupaient le vert foncé des vastes pelou-

ses; la nature amoncelait partout la verdure et les fleurs; elle semblait s'être parée pour un jour de fête, et cependant ce jour là elle eût dû prendre dans ces lieux des habits de deuil. C'était le 5 mai 1822, et le 5 mai 1821 il était mort, enchaîné sur son rocher de Sainte-Hélène, celui dont tout, à la Malmaison, devait rappeler la gloire et le malheur. Peut-être étais-je le seul qu'absorbaient ces tristes souvenirs. Quelques groupes, composés sans doute de gens heureux, s'offraient aux regards; les uns entraient en riant dans un petit temple élevé à l'amour, les autres en sortaient pensifs et silencieux : ils avaient peut-être lu sur les membres délicats du petit dieu ces mots écrits par la main d'une femme : « Le volage! le mons» tre! le perfide! » Je les ai lus aussi, mais j'ai vu à côté : « A l'ame de la vie, au souverain » bien, au seul consolateur, au plus puissant des » Dieux! »

Dans mon enfance j'avais connu Joséphine chez une Américaine, madame de Hostein, avec qui elle avait été élevée; elle était alors la femme d'Alexandre Beauharnais, qui se faisait remarquer à l'assemblée constituante par ses graces, son esprit et ses principes patriotiques. Je la revis quelques années après, lorsque je fus chargé de porter à Paris les drapeaux enlevés aux Espagnols à la bataille de Saint-Martial et à la prise de Fontarabie; elle était sortie la veille de prison, ainsi que la bonne madame Hostein, et nous dînâmes

avec le fameux général Santerre qui, enfermé avec ces dames, avait eu beaucoup de soins et de prévenances pour elles. C'est alors que j'entendis citer, pour la première fois, la prédiction que lui avait faite une Bohémienne : « qu'elle serait un » jour reine de France, mais qu'elle ne mourrait » pas reine. — Robespierre a failli la faire man- » quer », disait-elle en riant.

Joséphine épousa Bonaparte : il commandait en chef l'armée d'Italie; le monde retentissait de son nom, et madame Hostein, sur son lit de mort, me dit d'une voix affaiblie : « Eh bien ! » mon ami, la Bohémienne s'était trompée de » lieu, ce n'est pas reine de France, c'est reine » d'Italie que va être Joséphine. »

Je rapporte ces détails, parce qu'ils consacrent le plus singulier jeu du hasard qui soit peut-être jamais arrivé sur la terre.

Cette anecdote m'a ramené à l'époque la plus heureuse de ma vie ; je veux m'y arrêter un moment. Quel torrent de joie inondait mon ame, quelles espérances fermentaient dans ma tête, lorsqu'âgé de moins de vingt ans, j'arrivai à Paris pour y porter la nouvelle de notre première victoire aux Pyrénées occidentales ! Le général en chef, les représentans du peuple vantaient à l'envi ma conduite ; je fus présenté au comité de salut public, à la convention nationale ; un décret déclara « que j'avais bien mérité de la patrie », et des larmes de bonheur roulaient dans

mes yeux, lorsque M. de Bonnai, président de l'assemblée, me serra dans ses bras et me dit ces mots qui retentissent encore dans mon cœur : « Jeune homme, la patrie reconnaissante te fé» licite par ma voix. »

Depuis, au mois de juin 1815, après la guerre de la Vendée, une autre assemblée a aussi déclaré « que j'avais bien mérité de la patrie. » J'ai parcouru ma carrière à l'ombre de ces deux palmes civiques ; que mes yeux se ferment à la lumière avant que je l'oublie !

J'ai parlé des émotions les plus douces de ma vie : voici les incidens qui les avaient précédées. Nous nous étions battus depuis deux heures du matin ; nous venions de passer la Bidassoa au-dessus de cette île des Conférences où Mazarin arrêta le mariage de Louis XIV et mit fin aux longues guerres entre la France et l'Espagne. Notre colonne de grenadiers débouchait du village d'Irun et suivait la grande route d'Ernain, laissant sur sa droite Fontarabie et une redoute dite des Capucins, dont les boulets arrivaient jusqu'à nous. Je dis à haute voix : « Il faut être bien bête » pour laisser ainsi sur notre flanc des forces qui » peuvent couper notre communication. » Un représentant du peuple (il se nommait Garreau) m'entendit et me demanda si je voulais me charger de prendre cette redoute. « Volontiers, lui » répondis-je, si vous voulez joindre deux autres » compagnies de grenadiers à celle que je com-

» mande. » Il fit arrêter la colonne, me donna les deux compagnies et je m'élançai vers la redoute, qui fut mal défendue, et que nous enlevâmes avec ses six pièces de gros calibre. Enflammé par ce succès, je poursuivis les Espagnols que nous avions chassés de la redoute, et nous arrivâmes jusque sur les fossés de la place, où nous fûmes accueillis par des coups de canon à mitraille; ils emportèrent la majeure partie des braves qui me suivaient. J'étais trop avancé pour reculer; je fis rappeler un petit tambour qui se trouvait à côté de moi, et, mettant mon mouchoir au bout de mon sabre, je me présentai comme parlementaire et fus introduit dans la place. Le conseil s'assembla; je fis le méchant, j'intimidai le gouverneur, je menaçai des capucins, qui se trouvaient là, de les faire pendre, et la place se rendit. Je courus au dehors des remparts avec la capitulation signée, et je ne pus réunir que soixante-quinze hommes, avec lesquels j'occupai la porte; mais craignant à tout moment que la garnison, forte de dix-sept cents hommes, ne se révoltât contre un si petit nombre de vainqueurs, je la fis sortir, descendre dans les fossés le long desquels je plaçai des sentinelles, et je levai le pont-levis; j'écrivis de suite à Garreau que nous étions maîtres de Fontarabie. Le bruit s'en était déjà répandu, et les députés Pinet et Cavagnac accouraient pour faire défiler la garnison devant eux et lui faire

déposer les armes. Quand ils apprirent qu'elle était déjà désarmée et hors de la place, leur courroux fut extême; ils demandèrent qui avait osé donner de pareils ordres? on nomma le capitaine de grenadiers Lamarque, et ils s'écrièrent d'une voix tonnante : « Qu'on arrête ce f........t » qui fait le génénal en chef et qui méconnaît la » représentation nationale. »

Il était sept heures du soir : un officier d'état-major me fait rendre mon épée, et me voilà jeté dans une prison fétide de cette place que je venais de conquérir en déployant quelque audace. Huit heures, neuf heures se passent, et l'on peut penser les singulières réflexions que ma position me faisait faire. Tout à coup la porte de ma prison s'ouvre: le même officier d'état-major qui avait pris mon épée, se présente, me dit de le suivre chez les représentans. Je monte sur un cheval que tenait une ordonnance, nous prenons le galop, et dans quelques minutes nous sommes à Irun, chez les représentans, qui m'embrassent en riant et me disent qu'ils m'attendaient pour dîner. Le bon Garreau m'explique alors tout ce qui s'était passé. Il m'avait beaucoup loué à ses collègues, et avait été fort surpris d'apprendre qu'on m'avait récompensé en me mettant en prison; il était facilement parvenu à me justifier; bientôt le pauvre prisonnier devint le héros de la journée, et il fut décidé qu'il irait porter à la convention nationale les drapeaux pris sur l'ennemi. Quand je me présentai au comité de

salut public, Robespierre était mort depuis quelques jours et Barrère me dit: « Félicitez-vous d'être » arrivé dans ce moment; quelques jours plus tôt, » et vous auriez été mal reçu; car le monstre que » nous avons terrassé s'affligeait des succès de la » République, comme nous nous affligeons de ses » revers. »

Depuis', dans les jours de mon exil, j'ai revu Barrère à Mons, où il se cachait comme régicide. La haine des ennemis de la révolution le confondait avec Robespierre, dont il avait été si fier de se séparer: elle devançait ainsi l'effet du temps, qui efface toutes les nuances et ne classifie que des espèces.

Les gouvernemens de notre époque se croient si intéressés au maintien de la paix, qu'ils emploient tous les moyens pour empêcher que la guerre n'éclate entre la Russie et la Turquie. On assurait hier que la France et l'Angleterre avaient offert à Alexandre de le dédommager de tous les préparatifs de guerre faits jusqu'à ce jour. Je ne crois point à un tel excès de complaisance, de la part de l'Angleterre s'entend, car notre chambre des députés est si anti-nationale, qu'elle voterait volontiers une centaine de millions de plus pour resserrer les nœuds de la sainte alliance, et nos ministres actuels ne rougiraient pas d'en faire la proposition.

On assure que le jury d'Alsace a refusé de prononcer sur la conspiration de Béfort: cela ne ras-



sure pas D........; il est moins friand du martyre que M. de Lafayette. Après s'être caché pendant six semaines, il a reparu quelques instans; mais pour prendre un passeport pour l'Angleterre. Ce manque de courage le dépopularise et le rend ridicule. Un chef de parti doit savoir braver la mort. Le compagnon de Wasinhgton a cette qualité; il a répondu à Chauvelin, qui lui offrait un asile à Cîteaux: « Ma vie ne vaut pas la peine » d'être disputée: j'irai de Paris à Lagrange et de » Lagrange à Paris. »

Tous ces complots mal conçus, mal ourdis, mal dirigés, n'aboutissent qu'à faire des victimes, et ces victimes sont toujours des militaires qui, accoutumés au danger, se mettent les premiers sur la brèche. La cour d'assises du Var, séant à Toulon, a condamné, le 29 avril, le capitaine de l'ex-garde impériale, Fidelle Vallé, à la peine de mort, et le chef de bataillon, Salomon, à dix ans de bannissement: « comme coupables de complots » et de propositions de complots non agréés. »

9 mai.

Les partis sont en présence à Madrid et dans toute l'Espagne. Les patriotes de Cadix sont dans la position où se trouvaient en 1793 les membres de l'assemblée constituante et les amis éclairés de la liberté. Quel sera le résultat de cette lutte: l'intervention étrangère ne viendra-t-elle pas décider ou compliquer la question? La sainte alliance

n'a-t-elle pas sous les armes des milliers de soldats? la Prusse et l'Autriche ne s'empresseraient-elles pas d'aller écraser en Espagne le monstre révolutionnaire qui menace leurs états? le gouvernement français ne consentirait-il pas à devenir leur complice ? l'Angleterre ne saisirait-elle pas cette occasion d'arrêter les progrès de l'industrie en Espagne, et de reconquérir son influence, ou pour mieux dire, sa domination sur le Portugal?

13 mai.

Les bandes dites de la foi qui s'étaient formées en Biscaye et en Catalogne, ont été dissoutes, et les fuyards se sont retirés sur notre territoire où ils trouvent asile et protection. Des journaux de Madrid se plaignent de cet appui que nous donnons à des révoltés; ils somment le gouvernement espagnol de s'expliquer sur la conduite qu'il est décidé à tenir envers la France, et reprochent à leur ambassadeur de souffrir les insultes que le Drapeau Blanc et la Quotidienne ne cessent de vomir contre la nation espagnole.

Les élections de Paris ont prouvé l'opinion de la capitale: sur huit députés, les libéraux ont obtenu six nominations, et les députés ministériels n'ont été nommés qu'à une faible majorité et à l'aide des moyens les plus répréhensibles, des manœuvres les plus grossières, des escamotages le plus effrontés. Les ministres ont prouvé que les formes légales ne leur étaient pas favorable.

B. Constant se propose de dénoncer M. de Chabrol à l'assemblée.

Les autres préfets ont obéi comme lui aux instructions du ministère. Le préfet de Lyon a convoqué pour le 16 les électeurs qui devaient s'assembler le 9, et il ne s'est aperçu de son erreur que le 8 au soir. Il en est résulté que le bureau provisoire a été maintenu par quelques hommes de la faction qui étaient dans la confidence; mais on espère que ce triomphe ne sera pas de longue durée; des hommes dévoués sont partis dans toutes les directions pour convoquer les électeurs libéraux, qui sont en grande majorité.

A Colmar, on a employé d'autres moyens. Le 8, la cour royale a ordonné la mise en accusation de quarante-quatre individus inculpés dans l'affaire de Béfort; on a répandu en même temps le bruit que le gouvernement se montrerait sévère ou clément, selon le choix que feraient les électeurs. Un grand nombre de citoyens, qui avaient des parens ou des amis parmi les accusés, se sont laissé intimider et ont voté pour le candidat royaliste ultra, stupide et forcéné: M. Kœclin a été écarté. L'absence de M. d'Argenson a beaucoup nui au parti libéral.

M. le baron Louis, ancien ministre des finances, vient d'être rayé par une ordonnance du roi de la liste des ministres d'état. On lui reproche d'avoir troublé l'ordre dans le 8ᵉ collége d'arrondissement. Il est vrai que, n'ayant aucune confiance

dans le président et dans le bureau provisoire qui avait été conservé, il se plaça derrière ces messieurs et lut tous les billets à mesure qu'on les tirait de l'urne. M. Louis faisait partie avec M. l'abbé de Pradt, M. l'abbé de Montesquiou et M. de Talleyrand du comité qui trompa l'empereur Alexandre sur le vœu de la nation, et nous livra aux Bourbons et aux émigrés. Il est puni par la main qui devrait le récompenser: « Ce n'est pas » étonnant, disait hier le vieux Lacretelle, l'oli» garchie est toujours ingrate: elle regarde les ser» vices qu'on lui rend comme un devoir dont on » s'acquitte, et la moindre opposition comme une » révolte. » Je verrai l'abbé Louis. Lui, ancien parlementaire, être chassé par une ordonnance signée Peyronnet!

Le même sort menace peut-être M. Decazes: car il a voté ostensiblement pour le candidat libéral. Cela ne fera pas oublier qu'il est coupable de cette loi d'élection qui a remis l'autorité entre les mains des ennemis de la France.

M. D....... candidat pour le grand collége, faisait hier une sotte figure; avec une voix flûtée, un visage pâle et défait et un maintien gauche et embarrassé, il parlait de résistance, d'opposition, de grands moyens; je serai bien trompé s'il est jamais un Fiesque ou un Danton. Il désire beaucoup être nommé député: je ne puis pas deviner son motif; il n'y a que la conscience des services

que l'on est appelé à rendre qui puisse légitimer ce désir.

B.-Constant, qui rejetait, il y a deux ans, tous les moyens illégaux de nous sauver, reconnaît aujourd'hui que c'est la seule ressource qui nous reste; il est très-exaspéré et a répondu à M. Berier, président d'un collége, qui lui demandait s'il le croyait capable de falsifier les noms : « Oui, monsieur, je vous en crois capable. »

14 mai.

Corcelles n'a pas été nommé à Lyon : l'autorité aura trouvé quelque moyen d'étouffer la voix de la majorité; l'un des deux députés nommés était complice de Canuel dans les prétendues conspirations de 1816; c'est lui qui fit condamner à mort un enfant de quinze ans!

Le journal ministériel a prétendu que Cambacérès avait voté pour M. Lapanouze et qu'il avait remis son billet ouvert au président. C'est une calomnie; mais Cambacérès est trop circonspect pour oser la démentir. Fatigué des hommes et des choses, il veut mourir tranquille, et surtout il veut conserver son immense fortune, qu'il accroît tous les jours; il ressemble beaucoup à ces sénateurs, dont parle Cicéron dans une lettre à Atticus, qui aiment leur patrie, mais dont la première pensée est pour leur maison de campagne et qui, *amissâ republicâ piscinas suas salvas fore esperant.*

Les journaux libéraux ont publié d'excellentes

réflexions sur la destitution de l'abbé Louis, et surtout sur la forme de cette destitution; ils observent que, d'après la loi, les présidens des colléges ont seuls la police des corps électoraux; comment donc a-t-on pu rendre une ordonnance sur le rapport du préfet de police de Paris? Comment ce préfet a-t-il pu savoir ce qui s'était passé dans une enceinte que la loi ne soumettait pas à sa surveillance? Il a donc osé y envoyer des espions?

Mille détails font voir combien est vicieuse la loi sur la division des colléges d'arrondissement. M. Legraverend a obtenu à Rennes 181 voix, à Fougères 163; total 344 voix, et il n'a pas été élu; tandis qu'à Redon, M. de Lahaie, qui n'a réuni que 85 suffrages, a été proclamé député; et l'on osera nous dire que les élections prouvent l'opinion d'un département.

Il en est de même à Paris, où les candidats libéraux ont eu une majorité de dix-sept cents voix et ont été nommés par des colléges où il y avait douze et treize cents électeurs, tandis que les deux députés royalistes n'ont eu qu'une majorité de trente voix et ont été élus par des colléges de quatre et cinq cents électeurs. Tout est fraude, mensonge, déception, dans cette loi. Quels reproches ont mérités MM. Siméon, Pasquier et Decazes en la proposant! Quelle carrière de maux ont ouvert MM. de Barante, Guizot et de Broglie en attaquant la loi du 5 février! Elle n'avait que le défaut d'être trop aristocratique, et de ne pas

associer aux intérêts du gouvernement un assez grand nombre d'individus.

Parmi les personnes mises en accusation à Colmar se trouvent plusieurs étudians en droit, dix officiers et neuf sous-officiers. Cédant à la confiance de la jeunesse et au sentiment pénible de leurs maux, les uns et les autres sont peut-être les dupes et les victimes d'infames agens provocateurs; peut-être aussi ont-ils écouté la voix d'hommes qui ont une haine trop aveugle pour calculer les obstacles, et qui ont abusé de l'empire de noms révérés. Dans tous les cas, les vrais coupables ne sont pas dans les fers.

Pourquoi cette conspiration n'est-elle pas soumise à la chambre des pairs? Est-elle moins grave que celle de Paris? ne s'agit-il pas aussi de complots contre la sûreté de l'état et la dynastie régnante? Pourquoi deux poids et deux mesures? Les lois sont-elles différentes sous M. de Peyronnet que sous M. de Serre?

16 mai.

J'ai déjeuné hier chez l'abbé Louis dans sa charmante maison de campagne qu'arrosent les eaux de la Marne : il me pressait d'y aller depuis trois ans, j'ai retardé jusqu'au jour de sa destitution. Je me sens de la répugnance pour les gens en place; mon amitié pour eux ne se réveille que quand ils n'y sont plus. Il me semble qu'ils ne peuvent plus alors voir aucuns motifs intéressés dans les soins que je leur rends, et je me présente

avec confiance. Je suis d'ailleurs sûr de les reconnaître; après leur chute ils reprennent leur esprit, leurs manières, leur physionomie; avant ils n'étaient que des ministres, et tous les ministres se ressemblent! j'ai retrouvé dans la conversation de l'abbé Louis tout le charme qu'il sait y répandre.

Sa destitution est une suprême injustice et une suprême ingratitude. Il n'a fait aucun bruit, aucun scandale : il s'est borné à demander qu'on pût contrôler les opérations du bureau, et le président s'y est prêté sans aucune difficulté. Loin de s'affliger de sa radiation, M. Louis s'en réjouit; il en est fier. En nous promenant dans les belles allées de son parc, nous avons long-temps parlé politique; il voit partout l'influence des jésuites qui, selon lui, domineront de nouveau l'Europe. A la vivacité de ses expressions, à la chaleur de sa haine, on reconnaît un ancien membre du parlement. Quels profonds sillons tracent dans nos ames les premières impressions! Et les Bourbons ne veulent pas que nous détestions les aristocrates, que nous abhorrions les émigrés, nous, enfans de la révolution, de la république, du grand empire!

M. Louis devait aller dîner chez le duc d'Orléans avec Foy, Casimir Périer et quelques autres députés. Il semble que depuis quelque temps ce prince craint moins de se compromettre. Son parti se recrute de ces hommes timides qui vou-

en France? Est-ce que ce n'est pas d'ailleurs une condition du gouvernement représentatif et de l'inviolabilité du monarque? Quelle tête ne faudrait-il pas pour embrasser tous les détails de l'administration! Bonaparte seul offrait ce phénomène. Daru me racontait hier chez le maréchal Suchet, qu'un jour après la bataille d'Eylau, il demanda la permission de se retirer pour ouvrir son courrier. — « Bon! votre courrier, dit l'Em» pereur; que peut-on vous écrire? L'administra» tion ne fait rien; nous avançons comme une ar» mée d'Arabes, vivant sur le pays que nous » envahissons. Je serais curieux de voir votre cor» respondance. — Votre Majesté l'aura dans un » quart d'heure. » Et quelques minutes après Daru revint suivi de cinq ou six secrétaires qui portaient des lettres et des paquets. L'Empereur s'assied auprès d'une table et décachète une lettre timbrée Mayence : il lut la demande de cent seringues pour un hôpital de cette ville. — « Quoi! » c'est vous qui fournissez des seringues aux hô» pitaux?—Oui, sire, et c'est Votre Majesté qui les » paie. » Le vainqueur d'Eylau passa quatre heures à lire des dépêches; il voulut les lire pendant huit jours, et il dit ensuite : « Ce n'est que de ce » moment que je connais le mécanisme d'une » armée. »

Revenu à Paris après la glorieuse paix de Tilsitt, il ordonna un jour à M. Mollien, son ministre des finances, de lui apporter toute sa correspon-

dance. Le ministre effrayé se crut en disgrace et ne fut rassuré que par Daru, qui lui conta ce qui lui était arrivé à l'armée. En effet, l'Empereur agit successivement de même avec tous ses ministres et il acquit ainsi en six semaines une connaissance approfondie de toutes les branches de l'administration. Il voulut connaître ensuite les agens secondaires des ministères, et chaque semaine les ministres lui envoyaient leur travail par un chef de division. L'Empereur le questionnait, l'écoutait attentivement et jugeait de son esprit, de sa capacité. Qu'on songe à l'impulsion que donnait une telle surveillance; à la célérité, à l'exactitude que chacun mettait dans l'expédition des affaires! Aussi, malgré le fléau continuel de la guerre, tout vivait, tout s'animait, tout prospérait; et c'est par suite du mouvement imprimé alors, par cette main puissante, que nous allons encore.

Daru a été long-temps intendant de la liste civile. Il m'a étonné en me disant qu'il y avait à Fontainebleau quatorze arpens de toiture, et qu'il y en avait vingt-cinq à Versailles. L'Empereur avait destiné trois millions pour la réparation de ce dernier palais, qu'il avait peut-être le dessein d'habiter un jour. Ses plans pour les embellissemens de Paris étaient admirables. Les plus remarquables étaient la rue Impériale, qui aurait conduit depuis le Louvre jusqu'à la porte Saint-Antoine, et la rue de la Victoire, qu'on aurait dirigée de la rue appelée maintenant rue Royale jusqu'au sommet

de Montmartre, où se serait élevé le temple de la Gloire. Là, sur des lames d'or incrustées dans des murs de marbre, eussent été inscrits les noms de tous ceux qui auraient rendu des services à la patrie. Les palmes du magistrat, du guerrier, de l'homme de lettres, du grand négociant, de l'habile administrateur, auraient été confondues dans le même faisceau!

Que nous sommes loin de l'exécution de ces magnifiques projets! Rien ne se termine; on dirait que tout est dans l'attente d'un nouvel ordre de choses. On n'a pas ajouté une pierre à l'arc de triomphe de l'Étoile; trois ou quatre ouvriers seulement travaillent à ciseler les chapiteaux de la Bourse; pas un ouvrier au Louvre pour continuer l'aile commencée. Le gouvernement n'a de force que pour abaisser la nation; les ministres n'ont d'énergie que pour conspirer contre nos libertés. On croirait que le faible époux de Théodora est sur le trône de France, et qu'il s'amuse à prendre parti pour les Bleus ou pour les Verts, tandis que les Vandales envahissent ses provinces. Consolons-nous en voyant le point où nous sommes descendus, et disons avec Hume: « Il est un degré d'abaissement comme d'élévation que les choses humaines ne dépassent pas et d'où elles reviennent en sens contraire. »

18 mai.

M. de Richelieu est mort hier d'une fièvre cérébrale qui l'a emporté en quelques heures; c'était

un homme d'un esprit très-borné; on vante la modération de son caractère; cette modération s'est démentie lorsqu'il a dit dans la chambre des Pairs, en parlant de l'armée française : « Cette armée » justement décimée à Waterloo. » Elle s'est plus cruellement démentie encore, quand il n'a pas rougi de venir demander d'une voix de cannibale la tête du maréchal Ney.

Tout Paris court voir l'exposition des tableaux d'Horace Vernet. Jouy a fait, en quelques nuits, une brochure de deux cent quarante pages, pour décrire tous les tableaux qu'on y admire. Sa brochure est un moyen de parler du duc d'Orléans, dont certains libéraux commencent à s'occuper beaucoup, de Waterloo, dont on ne parle pas assez, et de Chauvelin, et de Madier de Montjau dont Horace a fait le portrait. La facilité, la souplesse du talent de Jouy sont prodigieuses: tragédies, comédies, vaudevilles, opéra, histoire, tableaux de mœurs, discours politiques et philosophiques, il mène tout de front et obtient en tout des succès! C'est un Voltaire en miniature.

Nous vivons à une époque où les opinions doivent influer un peu sur les jugemens, et cependant j'avoue que l'exposition d'Horace n'a pas rempli mon attente. Il s'abandonne trop à sa facilité et à la fougue de son pinceau. Il veut tout faire et il y a des choses qu'il ne sait pas. Si j'étais son ami, je l'engagerais à ne pas peindre le nu. Sa Madeleine et son Odalisque manquent d'élégance.

On vante beaucoup sa bataille de Jemmapes! Je n'y trouve de remarquable que l'exactitude topographique. Chacun reconnaît le bois où il a combattu, le village qu'il a attaqué, la redoute qu'il a prise. On voit trop que ce tableau est fait sur une relation et non d'inspiration. L'ordonnance générale de la composition ne signifie rien. Que fait le général en chef au moment où toutes les colonnes sont en marche, où le redoutable pas de charge se fait entendre, au moment enfin où le sort de cette grande journée va se décider? Sans doute il dirige l'action principale, ou bien à la tête d'une réserve impatiente de donner, il attend le moment de s'élancer sur le point où ses troupes trouveront des obstacles qu'elles ne peuvent surmonter? Non, le général Dumouriez, ayant à ses côtés Belliard, qui ressemble à un enfant de chœur, et Macdonald, qui a la tournure d'un vrai charlatan, est sur le premier plan, à un quart de lieue de l'action, occupé de parler, le bras en l'air, à un blessé qu'on rapporte. Est-ce là le rôle qui convient à un général en chef; est-ce celui qu'a réellement joué ce général brave et habile? Je suis bien sûr du contraire. Bellanger a fait la même faute dans sa bataille de la Mozaïck; il a mis sur le devant un groupe nombreux d'officiers généraux, qui, entourés de chariots, de chirurgiens, de blessés qu'on rapporte, regardent avec une lunette ce qui se passe sur le champ de bataille. Tous ceux qui n'ont pas fait la guerre, et qui ne peuvent se

former une idée de ce qu'ils n'ont pas vu, composent ainsi leurs tableaux. La raison, qu'ils ne s'expliquent peut-être pas à eux-mêmes, en est dans les nombreux ouvrages de ce genre composés sous Louis XIV et sous Louis XV. On voulait y faire jouer le rôle principal au monarque, ou pour mieux dire, on voulait y représenter ses traits et ceux des courtisans qui l'entouraient, et tout était sacrifié au premier plan; aussi toutes les batailles se ressemblent, et pas une ne ressemble à une bataille.

Ne pouvant peindre toute la série des faits qui composent ces grands drames, et nous en offrir le développement dans plusieurs scènes, les peintres devraient choisir le moment qui a décidé l'action et nous placer à la position où s'est opéré le mouvement décisif. Ainsi, à Marengo ce serait l'instant où Desaix arrive, inattendu sur le champ de bataille, et où Kellermann fait sa charge de cavalerie; à Wagram, on verrait les trois divisions, venant de l'armée d'Italie, percer le centre de l'armée autrichienne, et décider sa retraite. A Fleurus, les divisions de la garde impériale déboucheraient à l'entrée de la nuit du village de Ligny et graviraient au pas de charge la hauteur que les Prussiens chercheraient en vain à défendre. Il est inutile de multiplier les citations : ce que j'ai dit suffit pour expliquer ma pensée.

Le tableau représentant la défense de la barrière de Clichy est ce qu'il y a de mieux dans le

salon de Vernet. Tout y est simple et attachant; c'est la nature prise sur le fait. On entend ce jeune vélite qui pousse des cris de douleur; on entend ce vieux grenadier, qui, le bras mutilé, marche avec assurance et lui dit : « Apprends à souffrir. » Cette villageoise, qui n'a sauvé de sa maison que le matelas sur lequel repose son enfant, nous dit tous les ravages des Cosaques et des soldats de la coalition.

Éloignons le souvenir de cette époque de honte, où la trahison livra Paris, où la trahison suivit l'Empereur à Fontainebleau, où la trahison ramena les Bourbons et le cortége de émigrés qui nous traitent comme s'ils nous avaient conquis.

Les portraits de Vernet sont ressemblans, mais ils ne sont pas assez arrêtés: ce sont des ébauches faites en courant, et la nature finit ses ouvrages.

On vante beaucoup les marines d'Horace; il y en a une qui mérite tous ces éloges : c'est une mer calme prise au moment où elle se retire sur la côte plate de la Hollande. Le ciel, les eaux, le sable encore imbibé, ont une couleur locale qui m'a ramené à Sheintzingue.

20 mai.

J'ai passé hier une partie de la journée chez M. Lafitte, dans son superbe château de Maisons. C'est une demeure royale; la façade est le chef-d'œuvre de Mansard. Sur des pilastres reposent deux rangs de colonnes d'ordre dorique et d'or-

dre corinthien, de la plus grande élégance; les portiques et l'escalier sont magnifiques. « Savez » vous que vous avez là une demeure de grand » seigneur? » disait l'autre jour au banquier, un ultra qui était venu le voir : « Non, monsieur, » c'est la demeure d'un citoyen qui possède, » répondit M. Lafitte. Un autre ajouta plus bêtement encore : « Monsieur ne dira pas guerre aux » châteaux! » Que faire à de tels hommes? les jeter par les fenêtres? Non, leur fermer la porte.

Cet édifice a dû coûter des sommes immenses; il faut puiser dans le trésor public pour bâtir ainsi. On rapporte que quand M. Maisons fut destitué, il dit naïvement : « Le roi a tort. J'avais » fait mes affaires, j'allais m'occuper des siennes. »

M. Manuel était du nombre des convives. Il est pensif, silencieux; il espère et peut-être prépare quelque grand événement. M. Lafitte est moins réservé; il nous a raconté que M. de Talleyrand lui disait l'autre jour : « On est bien important » quand on a comme vous à sa disposition un bourg » pourri tel que Paris, et que le comte d'Artois » lui a fait dire que s'il voulait changer d'opinion » la cour ferait de lui un nouveau Laborde. » M. Lafitte a trop d'honneur et trop d'esprit pour rien changer à ce qu'il est. Quelques personnes l'accusent d'avoir un peu de vanité. Et pourquoi n'en aurait-il pas? pourquoi même n'aurait-il pas de l'orgueil? Son père était charpentier à Bayonne : il est arrivé à Paris sans un sou dans sa poche, et

par ses talens, par son assiduité, par sa probité, par la plus scrupuleuse délicatesse, il est parvenu à être un des plus riches banquiers de l'Europe; et il est un des meilleurs orateurs d'une assemblée qui réunit tant de talens. C'est à lui, à lui tout seul qu'il doit ce qu'il a et ce qu'il est, et je connais bien des maréchaux qui marchent la tête haute et qui doivent leur bâton à des généraux qui ont fait leur renom et leur gloire. Que serait D...... sans Morand, sans Gudin et sans Friant? Que serait M........ sans..... Je m'arrête, l'histoire remettra peut-être chacun à sa place.

M. Lafitte nous a raconté une anecdote qui peint bien la philantropie et l'amour de la liberté de l'abbé Grégoire. Quand, en 1819, M. Lafitte se rendit chez lui pour le prévenir que sa nomination allait servir de prétexte aux ministres pour changer la loi d'élection, il le trouva avec un jeune Grec qui partait pour aller préparer dans sa patrie la révolution qui ébranle dans ce moment l'empire ottoman : « La liberté régnera à Athènes » avant que vous l'ayez conquise à Paris, » disait le jeune enthousiaste. « Vous l'entendez, ajouta » Grégoire, mais ce n'est pas tout: j'ai reçu hier des » nouvelles d'un brahmine, qui m'apprend que l'es» prit public fait beaucoup de progrès dans l'Inde. »

L'amour de la liberté est une religion pour certains hommes; ils en suivent les progrès avec autant d'ardeur que les premiers chrétiens suivaient l'établissement du christianisme; ils ont leurs

chefs, leurs apôtres, leurs martyrs; ils prêchent comme eux contre les grands de la terre; ils proclament l'égalité, le règne des vertus; ils doivent faire la conquête du monde. Les rois les aident comme les fureurs des empereurs romains aidèrent les disciples du Christ. Le monde appartient tôt ou tard à ceux qu'on opprime.

21 mai.

J'ai eu hier, chez mon beau-frère, une conférence de deux heures avec Foy. Il m'a donné la statistique de la chambre et m'a fait le portrait de tous ses collègues : ce n'était ni l'envie, ni la haine qui tenait le pinceau. Foy est toujours et dans toutes les circonstances un homme excellent.

Foy pense, comme moi, que le seul moyen de salut pour la maison de Bourbon est de prendre des ministres dans l'opposition et de se ranger du côté des intérêts de la France nouvelle. Foy, comme ministre, les servirait avec loyauté et dévoûment; il est incapable d'une bassesse, et par conséquent d'une félonie, qui est la plus grande de toutes les bassesses.

Manuel est, selon Foy, moins influent dans l'assemblée que hors de l'assemblée où il a beaucoup de liaisons. On le croit opposé au duc d'Orléans: Manuel connaît bien les hommes.

Tous ces messieurs pensent que la session prochaine sera très-animée : ils désireraient beaucoup que Royer-Collard se décidât à proposer

l'acte d'accusation contre les ministres. J'ai peine à me persuader qu'il consente à jouer un rôle aussi offensif.

23 mai.

J'ai vu M. Lainé; je l'ai trouvé pâle, souffrant, accablé par la mort de M. de Richelieu. Nous n'avons pas eu le temps de parler politique. M. le baron Portal est arrivé : il a contrarié et peut-être empêché ma nomination à Montauban; il a eu la sottise de m'en parler, et j'ai eu la bonté de ne pas lui répondre comme je le pouvais, comme je le devais peut-être. On a annoncé M. Pasquier, et je me suis retiré, ne voulant pas me trouver avec cette trinité d'ex-excellences. En quittant M. Lainé, je lui ai dit : « Si V. E. ne se prononce » pas avec force pendant cette session, elle sera » dans un an un général sans soldats. » Cette assemblée de ministres en non activité m'a convaincu de la réalité des attaques qui sont dirigées contre le ministère actuel. Qu'importe à la France? Elle n'a rien ni à gagner ni à perdre dans le résultat de pareilles intrigues.

Les ultra sont difficiles à contenter! Croirait-on qu'ils trouvent C...... trop modéré, et qu'ils ne sont pas satisfaits de C..........? Les ingrats oublient que le premier fut un des juges de l'infortuné Travot, et que le second était allé à Rochefort pour y assassiner l'Empereur avant son embarquement.

La cour estime assez le général Defrance pour savoir qu'elle ne peut pas se fier à lui : on a trouvé le moyen de l'éloigner lors de la fameuse conspiration du mois d'août, qui était l'ouvrage d'agens provocateurs; il en a déjoué plusieurs de ce genre.

Quelques personnes, qui se prétendent bien instruites, disent que le duc et même la duchesse d'Angoulême blâment les excès du parti ultra. La duchesse de Berry est dans ce moment la favorite du comte d'Artois ; elle applaudit à tous ses plans contre-révolutionnaires. Si jamais ce prince monte sur le trône, il essaiera de renverser toutes nos institutions ; il échouera sans doute, et hâtera ainsi l'heure de notre délivrance; mais que de sang cette folle et coupable tentative coûtera peut-être à la France.

24 mai.

Les ultra ont raison; il est impossible de gouverner, comme ils l'entendent, un peuple qui sait lire; j'en ai eu la preuve ce matin : j'ai pris un cabriolet de place, et le conducteur, homme d'une cinquantaine d'années, était un bavard impitoyable; en vain mon silence, mes réponses par monosyllabes tuaient la conversation, il la recommençait sans cesse. En traversant le Pont-Royal, et regardant à sa gauche, il s'est écrié : « Henri IV » est mal placé; il fallait mettre là l'obélisque que » l'Empereur y destinait, » et puis se retournant vers le bas de la rivière, il a ajouté : « et sur l'em-

» placement du palais du roi de Rome, que vont-
» ils y mettre? Un calvaire peut-être!» Arrivés sur
la place Saint-Sulpice, il m'a dit : «Vous voyez
» ces bâtisses qu'on élève et qui vont gâter cette
» place, ce sont les casernes de Louis XVIII! Quelle
» sottise! Il faut une religion sans doute, mais elle
» doit guider les consciences et non commander
» l'état. Nous avons plus de soixante-quinze mille
» prêtres ou conscrits prêtres, et nous n'avons pas
» autant de soldats présens sous les armes. Pauvre
» France! » Et puis il m'a parlé de ses campagnes, de ses blessures, de Moreau, qu'il a nommé
le moderne Coriolan; et, revenant aux prêtres,
qui l'occupent beaucoup, il a terminé par ces
mots, qui m'ont fait réfléchir : « Ils savent bien
» qu'ils n'ont pas grand'chose à espérer de la géné-
» ration actuelle; mais ils s'en font une toute bête
» pour la gouverner à leur gré. » Pères de la Foi,
frères de la doctrine, jésuites déguisés, ce cocher
n'a-t-il pas deviné votre secret? Voulez-vous savoir qui l'a rendu ainsi raisonneur et philosophe?
C'est ce grand suborneur de Voltaire; il en avait
un volume sous le coussin, et je l'ai surpris le lisant.

28 mai.

Je quitte aujourd'hui Paris, et c'est avec plus
de regret que de coutume. A mesure que j'avance
en âge, mes amis me deviennent plus chers, et
les distractions plus nécessaires. A Paris, je ne puis
pas faire un pas sans rencontrer quelque militaire

qui me ramène en Italie, en Espagne ou en Allemagne; je l'y suis avec joie, nous retournons vers le passé, et l'insupportable présent cesse quelques instans de nous accabler de son poids. Au fond d'un département, on est tout entier aux impressions du moment; on est livré sans défense aux coups des agens subalternes qui ne croient jamais se montrer assez haineux, assez persécuteurs; on est atteint douloureusement par mille pointes d'épingles auxquelles on échappe dans une capitale. Ah! quand on a joué un rôle, quand on a manié beaucoup d'hommes et beaucoup de choses, il faut vivre à Paris.... « Mais vous aimez » les lettres, me dit-on; lisez, écrivez... » Je ne le puis pas dans mon triste village; ma tête s'appesantit, les idées me fuient, je cherche l'expression, et je quitte la plume toujours mécontent de ce que j'ai péniblement tracé.

A Paris, le choc des opinions fait naître les idées; si vous avez une pierre, mille briquets viennent la frapper et en faire jaillir des étincelles; si vous avez quelques doutes, vous trouvez à les éclaircir; si vous avez besoin de conseils, des amis, des hommes de lettres, des militaires distingués, sont là toujours prêts à vous les prodiguer. Êtes-vous fatigué du travail, la société, les spectacles vous offrent des délassemens, et bientôt une nouvelle ardeur fermente dans votre sein, et bientôt vos pensées renouvelées vous ramènent à vos occupations. Adieu, rives de la Seine! Puis-

sent s'envoler d'une aile rapide, les momens que je suis condamné à passer loin de vous! Puissent mes amis me conserver une place dans leur souvenir! Puissent-ils, à l'heure accoutumée de nos réunions, se dire : il nous manque quelque chose; Lamarque est loin d'ici.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

ESSAI HISTORIQUE SUR LES CENT JOURS.

CHAPITRE PREMIER.

Pages.

Du retour de Napoléon.. 3

CHAPITRE DEUXIÈME.

Du gouvernement de Louis XVIII en 1814. 8

CHAPITRE TROISIÈME.

De la marche de Napoléon, depuis Antibes jusqu'à Paris. 15

CHAPITRE QUATRIÈME.

De la conduite des Bourbons, depuis le 7 mars 1815 jusqu'au 19.. 23

CHAPITRE CINQUIÈME.

De ce qu'aurait dû faire et de ce que fit Napoléon à son retour. Organisation de l'armée. Acte additionnel.. . . 29

CHAPITRE SIXIÈME.

Murat et Bernadotte. 47

CHAPITRE SEPTIÈME.

Intrigues de Fouché. Assemblée du Champ de Mai. Ouverture des chambres. Mauvaises combinaisons. 57

CHAPITRE HUITIÈME.

Pages.

Départ de Napoléon. Position des armées. Premières opérations.......................... 80

CHAPITRE NEUVIÈME.

Bataille de Fleurus.. ...... : 87

CHAPITRE DIXIÈME.

Bataille de Waterloo.......................... 102

CHAPITRE ONZIÈME.

Napoléon à Paris. Nouvelles intrigues. Fouché. Abdication. 130

CHAPITRE DOUZIÈME.

La chambre des cent jours. Départ de Napoléon.. 144

CHAPITRE TREIZIÈME.

Conférence à Haguenau.. 159

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Le conseil de guerre. Le maréchal Davoust. 164

CHAPITRE QUINZIÈME.

Le camp de la Villette. La capitulation.. 174

CHAPITRE SEIZIÈME.

Déclaration des représentans du peuple. Pacification de la Vendée. Derniers actes de l'assemblée. 185

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

Soumission de l'armée. Listes de proscription. Licenciement de l'armée.................... 196

SOUVENIRS.

CHAPITRE PREMIER.

La mort de Napoléon. Influence de cet événement. Deux opinions sur Louis XVIII. Anecdotes. Le prince Cro-

Pages.

quignolet. Organisation de l'armée. Dîner chez le général Sébastiani. Modération. Las Cases. Les cinq hypothèses. Le vicomte d'Arlincourt. Des espérances et des imprudences. Versailles et les Rats.. 211

CHAPITRE DEUXIÈME.

De la famille de Napoléon. De l'Espagne. De l'importance d'une capitale. De la tentative du général Berton. Du maréchal S.... et du tableau de l'ascension. Profession de foi. Anecdotes. De la séance du 19 mars. Foy, MM. Sébastiani et Lainé. L'opinion et l'organisation. Des Piémontais. Anecdotes. 273

CHAPITRE TROISIÈME.

Les trois millions de Masséna. Tacite. Madame Joseph Bonaparte. M. Say. Sur l'état de l'Angleterre. Cambacérès. Ce que craignait Napoléon. Les coupables du 3 nivôse. Guerre entre les Russes et les Turcs. Le cimetière du Père La Chaise. Les aveux de M. Dudon. 319

CHAPITRE QUATRIÈME.

M. de Clermont-Tonnerre. De l'aristocratie et de la démocratie. M. Dubois, révélations. L'histoire de Paris. St-Clou Le général Moreau. Prédication de l'abbé Desmazures. Le salon de 1822. L'abbé Sieyes. Le mémorial de Ste-Hélène. Des talens et des qualités militaires. De la chambre des Pairs. D'une véritable chambre des pairs. Respect de M. Talleyrand pour la puissance des chambres. 351

CHAPITRE CINQUIÈME.

De la fausseté des calculs politiques. La Malmaison. La prédiction. Les deux décrets. La prise de Fontarabie. Les élections de 1822. Anecdotes. Le maréchal Lefèvre. Administration de Napoléon. Salon d'Horace Vernet. Des tableaux de batailles. M. Laffitte. Adieux à Paris. . 395

FIN DE LA TABLE.

MÉMOIRES ET SOUVENIRS

DU GÉNÉRAL

MAXIMIEN LAMARQUE.

ANGERS. IMPRIMERIE DE ERNEST LE SOURD.